

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

L'ALCOOLISME EN FRANCE
ET LE
ROLE DES POUVOIRS PUBLICS
DANS LA LUTTE CONTRE LE CABARET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 24 décembre 1900, à 1 heure et demie

PAR

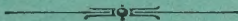
André KORN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

(1^{re} médaille d'or, Concours de Doctorat, 1900)

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. BAILLY, DOYEN

SUFFRAGANTS { M. TRUCHY, PROFESSEUR ADJOINT
M. TRINQUAT, CHARGÉ DE COURS



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT
1, place d'Armes, 1

1900

L'ALCOOLISME EN FRANCE

ET LE

ROLE DES POUVOIRS PUBLICS

DANS LA

LUTTE CONTRE LE CABARET

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

L'ALCOOLISME EN FRANCE
ET LE
ROLE DES POUVOIRS PUBLICS
DANS LA LUTTE CONTRE LE CABARET

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Lundi 24 décembre 1900, à 1 heure et demie

PAR

André KORN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

(1^{re} médaille d'or, Concours de Doctorat, 1900)

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. BAILLY, DOYEN

SUFFRAGANTS { M. TRUCHY, PROFESSEUR ADJOINT
 { M. TRINQUAT, CHARGÉ DE COURS



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT
1, place d'Armes, 1

1900

ERRATA

- Page 50 ligne 4, *lire* surtaxe *au lieu de* sur taxe.
- 153 — 27, — confier *au lieu de* conférer.
- 159 — 11, — Drenthe *au lieu de* Dreuthe.
- 166 — 6, — cession *au lieu de* cessation.
- 205 — 25, — opposée par *au lieu de* opposée à.
- 226 — 18, — *civil damages* *au lieu de* *civils damages*.
- 251 — 23, — *G. Bourcart* *au lieu de* *E. Bourcart*.
- 263 — 37, — dégradante *au lieu de* dégradante.
- 271 — 27, — *nebsta* *lieu de* *nebst*.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

I. — Auteurs.

- ALGLAVE. (Prof.) — Le monopole facultatif de l'alcool (*Le Temps*, numéro spécial, août 1896).
- ANONYME. — La réforme de l'impôt des boissons en Russie, monopole de la vente, d'après les documents officiels (publié à l'occasion du Congrès de Paris, 1899).
- ANTHEAUME (Dr). — La toxicité des alcools.
- ASCHAFFENBURG (Prof. Dr). — Alkoholgenuss und Verbrechen (*Zeitschrift fuer die gesamte Strafrechtswissenschaft*. XX. Band. 1900).
- BAER (Dr). — Der Kampf gegen die Trunksucht im XIX. Jahrhundert (*Der Alkoholismus*, 1. Heft, 1900).
- BERNER (H.). — Die neuesten Veranstaltungen.
— Le régime de l'alcool en Norwège (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- BERTILLON (Jacques). — Le monopole de l'alcool en Russie (*Ibid.*, 1899).
- BIRKENBIHL. — Das Reichsgesetz betreffend die Erwerbs- und Wirthschaftsgenossenschaften.
- BIVILLE (Prof.). — L'alcool et l'embauchage des ouvriers en Normandie (*L'Alcool*, 1900).
- BLOCK (Maurice). — Dictionnaire de l'Administration française.
- BORODINE. — Rapport à la Société russe d'hygiène publique (*Recueil* de 1899).
- BOULANGER. — La réforme des boissons (*Revue politique et parlementaire*, 1897).
- BOURCARD (Prof.). — Le péril de l'alcoolisme et les remèdes.
- BRATZ (Dr). — Eine Vereinigung der deutschen Heilstätten fuer Trunksuechtige (*Der Alkoholismus*, 1. Heft, 1900).
- BRUNON. — L'alcoolisme en Normandie.
- CAILLAUX (Joseph). — Projet de loi du 14 novembre 1899, portant modification du régime des boissons (*Bulletin de statistique du Ministère des finances*, 1899).
- CARTON DE WIART. — Proposition de loi sur la restriction progressive de la fabrication et de la consommation des boissons alcooliques distillées (*Documents parlementaires de la Chambre des représentants de Belgique*, 1899, n° 266).
- CAUDERLIER. — L'alcoolisme en Belgique.
- CHARLES-DUPUY. — L'alcool et l'alcoolisme, les réformes et l'hygiène (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- CHEYSSON (Emile). — La croisade contre l'alcoolisme (*Bulletin de la Société française de tempérance*, 1899).
— Rapport au Conseil supérieur des habitations à bon marché (*Bulletin*, 1900).

- CLAUDE (des Vosges). — Rapport présenté à la Commission sénatoriale d'enquête sur la consommation de l'alcool en France (*Documents parlementaires du Sénat*, 1887, annexe 42).
- DEBOVE (Prof. Dr). — L'alcoolisme (*Bulletin de la Société française de tempérance*, 1899).
- DEMBO (Dr). — Esquisse sur l'activité de la Commission d'alcoolisme de la Société russe pour la protection de la santé publique (1898-1900).
- DENIS (J.). — La propagation de la tempérance par l'école dans les différents pays (*Actes du Congrès de Bruxelles*, 1897).
- DOUMERGUE (Prof.) — Rapport au Conseil de l'Université de Toulouse, sur les résultats de l'œuvre de propagande anti-alcoolique entreprise dans le ressort académique (1900).
- DROZ (Numa). — Le monopole de l'alcool en Suisse (*Revue politique et parlementaire*, 1895-96).
- DRUHEM. — Comptes-rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences, 1893.
- EGGER (Év. de Saint-Gall). — L'auberge, sa décadence, sa réforme.
- ERLENMEYER (Dr Albrécht). — Die Entmuendigung wegen Trunksucht.
- FLEURY-RAVARIN. — La réforme des boissons devant le Sénat (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- FOCHIER (Emmanuel). — L'alcoolisme devant la loi pénale.
- FRANCK (L.). — La femme contre l'alcool.
- GALTIER-BOISSIÈRE (Dr). — L'enseignement de l'anti-alcoolisme.
- GUILLEMET. — Rapport fait au nom de la Commission de l'alcool, tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool (*Documents parlementaires de la Chambre des députés*, 1899, n° 1163).
- HERMANN (Joseph). — L'alcoolisme en Normandie (*Revue hebdomadaire*, 1896).
- HOEFFEL (Dr). — Die Notwendigkeit eines Trinker-Asyles fuer Elsass-Lothringen (*Archiv fuer oeffentliche Gesundheitspflege in Elsass-Lothringen*, XIX. Band, 4. Heft).
- HUBERT-VALLEROUX. — La coopération au point de vue législatif (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1891).
- JACQUET (Dr). — Rapport à la Société médicale des hôpitaux, 8 déc. 1899.
- JOFFROY et SERVEAUX. — Mensuration de la toxicité des alcools (*Archives de médecine expérimentale*, 1895-97).
- LANCEREAUX (Dr). — Etude sur les altérations produites par l'abus des boissons alcooliques.
- De l'alcoolisme et de ses conséquences au point de vue de l'état physique, moral et intellectuel des populations.
- LANNELONGUE (Dr). — Discours prononcé à la Chambre des députés, le jeudi 6 juin 1895, sur la réforme de l'impôt des boissons et l'alcoolisme (*Journal officiel, Débats, Chambre*, 7 juin 1895).
- LEGRAIN (Dr). — Un fléau social, l'alcoolisme.
- Héritéité et alcoolisme.
 - Dégénérescence sociale et alcoolisme.
 - Rapports sur le service des aliénés, (quartier spécial des alcooliques à Ville-Evrard).

- LE JEUNE (Jules). — Développement d'une proposition de loi pour la police de la vente et du débit des boissons alcooliques distillées (*Documents parlementaires du Sénat de Belgique*, session 1898-99, n° 3).
- Discours prononcé à la Société générale des prisons, le 20 janvier 1897. (*Rapport Guillemet*, annexe VII.)
- MACALESTER-LOUP. — Le régime de l'alcool aux Pays-Bas. (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- MAC-KENNA (Reginald). — Le régime de l'alcool en Angleterre (*Ibidem*, 1896).
- MARAMBAT. — L'alcoolisme et la criminalité.
- MARANDON DE MONTYEL (D^r). — Le traitement de l'alcoolisme et la liberté individuelle.
- Rapports sur le service des aliénés (Asile de Ville-Evrard).
- La thérapeutique de l'alcoolisme par l'internement prolongé des buveurs.
- MASOIN (D^r). — Alcoolisme et criminalité (*Actes du Congrès de Bruxelles*, 1897).
- DE MEAUX (Inspecteur des Finances). — Rapport sur le monopole russe (*Rapport Guillemet*, annexe II).
- METMAN. — Étude sur les législations européennes relatives aux débits de boissons alcooliques.
- MINZLOFF. — Rapport à la Société russe d'hygiène publique (*Recueil de 1899*).
- OSSIPOFF. — Rapport à la Société russe d'hygiène publique (*Recueil de 1899*).
- PAASCHE. — Le régime de l'alcool en Allemagne (*Revue politique et parlementaire*, 1896).
- PLANCK (D^r). — Buergerliches Gesetzbuch, nebst Einfuehrungsgesetz, erläutert.
- RAPMUND et DIETRICH. — Aertzliche Rechts und Gesetzkunde.
- REYMOND (D^r). — Observations (*Progrès médical*, 1896).
- RICHET (D^r Ch.). — Les poisons de l'intelligence.
- RIVIÈRE (Louis). — La lutte contre l'alcoolisme en Suède et le système de Gothembourg (*Bulletin de la Société française de tempérance*, 1899).
- ROCHARD (D^r). — L'alcool, son rôle dans les sociétés modernes (*Revue des Deux-Mondes*, 1886).
- ROCHAT (Pasteur). — La lutte contre l'alcoolisme en Suisse.
- Les huit premières années de la Société des salles de rafraichissement à Genève, et conseils pratiques pour la direction de semblables établissements.
- ROSTAND (Eugène). — L'Étatisme en fait d'alcoolisme.
- Rapport au Conseil supérieur des habitations à bon marché (*Bulletin de 1900*).
- SAY (Léon). — Rapport présenté en 1888 au Ministre des Finances, au nom de la Commission extra-parlementaire d'enquête sur l'alcool. (*Journal des Contributions Indirectes*, 1888).
- SCHUMACHER. — Rapport à la Société russe d'hygiène publique (*Recueil de 1899*).
- SÉRIEUX et MATHIEU. — L'alcool.
- SIEGFRIED (Jules). — Proposition de loi relative à la réglementation

- des débits de boissons (*Documents parlementaires du Sénat*, 1899, annexe 86).
- SPENCE (F.-S.). — Council of the Dominion Alliance for the total suppression of the liquor traffic. Executive Report, 1900.
- TALMEYR (Maurice). — Le Grisou (Étude de mœurs des charbonnages belges).
- TOURDOT (Dr). — L'alcoolisme en Normandie (*Thèse, médecine*).
- TRÉVÉDY (J.). — L'alcoolisme et les remèdes (*Thèse, droit*).
- VAN DEN HEUVEL. — La lutte contre l'alcoolisme aux États-Unis (*Réforme sociale*, 1895).
- VANLAER (Maurice). — L'alcoolisme et ses remèdes.
- VIDAL (Prof. Georges). — Enquête sur l'alcoolisme (*Revue pénitentiaire*, 1896).
- L'alcoolisme et la loi pénale (*Ibid.*, 1897).
- WIESELGREN (Dr Sigfrid). — La lutte contre l'alcoolisme en Suède au point de vue législatif.
- Les résultats du système de Gothembourg.

II. — Périodiques et divers.

- L'Alcool (organe de l'Union française anti-alcoolique).
- Der Alkoholismus (Berlin).
- Almanach du tempérant (collection).
- Almanach de la Coopération française (1893-1900).
- Annuaire de législation comparée.
- Annuaire et publications de la Croix-Bleue.
- Bulletin de la Société française de tempérance.
- Id. des habitations à bon marché.
- Id. des universités populaires.
- Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des Finances.
- Comptes-rendus et analyses des communications présentées aux Congrès internationaux contre l'abus des boissons alcooliques (1887-99).
- Feuille vinicole de la Gironde, 1899. (Résumé du 7^e Congrès anti-alcoolique.)
- Journal des Contributions indirectes.
- Journal officiel de la République française (actes officiels, débats et documents parlementaires).
- Recueil des actes administratifs de diverses préfectures (police des cabarets).
- Réforme sociale.
- Relèvement social (organe de la Ligue française de la moralité publique).
- Revue du christianisme social.
- générale d'administration.
- pénitentiaire.
- politique et parlementaire.
- Le Signal (chroniques anti-alcooliques bi-mensuelles).
-

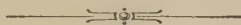
L'ALCOOLISME EN FRANCE

ET LE

ROLE DES POUVOIRS PUBLICS

DANS LA

LUTTE CONTRE LE CABARET



PARTIE PRÉLIMINAIRE

L'ALCOOL, L'ALCOOLISME ET LE CABARET

Le dix-neuvième siècle est à peine terminé, et déjà, l'importance des événements qui l'ont illustré, dans tous les domaines de la science et de l'activité humaine, permet de le ranger au nombre de ceux qui, comme le dix-septième siècle, méritent de se signaler, par une dénomination spéciale, à l'attention des générations futures. Malheureusement, à côté des grandes choses, des magnifiques progrès dont ce siècle a été le témoin, nous avons vu naître et grandir un fléau terrible, inconnu de nos pères, et dont la gravité suffirait à stigmatiser le siècle qui s'éteint du nom de *Siècle de l'Alcoolisme*. Comme le dit d'une manière si suggestive M. le docteur Legrain, dans sa brochure « *Un fléau Social, l'Alcoolisme* », « l'alcool a bouleversé nos mœurs, nos mœurs bouleversées appellent la consommation de l'alcool. Cercle vicieux. Tous, dans notre vie privée, comme dans notre vie pu-

blique, nous en sommes tributaires. Riche ou pauvre, grand ou petit, homme ou femme, vieillard ou enfant, chacun exige du dieu contemporain des qualités qu'il est loin de posséder, en sacrifiant sur ses autels le meilleur de soi-même. L'ouvrier se tue, croyant *tuer le ver* ; il grève son modeste budget de famille en enrichissant le cabaretier. Le commerçant, l'industriel, traitent leurs affaires le verre en main ; le bourgeois a transporté son salon à la brasserie ; on serait déshonoré en recevant ses amis sans les intoxiquer ; on fait injure à son hôte en refusant ses dangereux présents ; on ne peut marier sa fille ou célébrer les lauriers d'un petit bachelier sans s'abreuver d'alcool ; le collégien croit faire l'homme en savourant son absinthe ; l'étudiant serait bien mauvais clerc s'il n'abîmait son intelligence en des ripailles de cabaret ; l'alcool est enfin le plus puissant levier électoral. On aime, on rit, on pleure, on chante, on se console, on tue, on s'enrichit, on vote avec l'alcool ; on fait tout avec l'alcool. Sans lui, on ne ferait rien. Bacchus est le dieu du jour ; tressons-lui des couronnes et offrons-lui un alambic d'honneur... »

Faisons mieux ; suivons l'exemple de l'auteur de ces lignes, hélas ! trop véridiques ; efforçons-nous de déboulonner de son piédestal usurpé l'idole trop longtemps adorée. Tâche complexe s'il en fut, et qui nécessite les efforts coalisés de toutes les bonnes volontés, de toutes les énergies sociales. Les pays étrangers nous ont devancés dans cette croisade contre l'ennemi commun, et si, dès 1872, l'on vit chez nous se produire les généreux efforts de l'initiative individuelle à laquelle nous devons la création de la *Société Française de Tempérance, Ligue nationale contre l'Alcoolisme* (fondée par M. le docteur Lunier), suivie, quelque vingt ans après, d'une *Section française de la Croix Bleue* (M. le Pasteur Bianquis), puis de l'*Union française anti-alcoolique* (M. le docteur Legrain), par contre, jusqu'à présent du moins, le législateur français n'a guère suivi l'exemple des Parlements

étrangers qui, pour la plupart, sont intervenus vigoureusement dans la lutte contre l'alcoolisme. Ainsi que le dit fort bien M. Bourcart (*L'Alcoolisme et les remèdes, Revue politique et parlementaire*, janvier-février 1896) : « Si les lois, suivant le vieil adage, demeurent impuissantes sans le secours des mœurs, il n'en est pas moins vrai que, bien souvent, les mœurs subissent l'action de la loi.... Si donc la propagande des individus et des sociétés peut faire naître cette salutaire angoisse, propre à retenir sur la pente dangereuse, et provoquer un mouvement d'opinion de force à surmonter la résistance qui s'oppose aux mesures législatives, félicitons-nous en. Mais ne dédaignons pas l'action de la loi. »

C'est sur un point particulier, bien que fort important, du problème alcoolique, sur la question du cabaret, que je vais m'efforcer de mettre en lumière le rôle qui incombe au législateur et, d'une manière plus générale, aux pouvoirs publics, mandataires exprès ou tacites du législateur. Mais, avant d'aborder l'étude des diverses mesures que l'expérience d'autrui ou le raisonnement nous recommandent en cette matière, il me paraît nécessaire de justifier, au point de vue français tout spécialement, le principe de l'action officielle dirigée contre le cabaret, en mettant en relief tout d'abord la situation critique de notre pays au point de vue de la consommation alcoolique, puis les conséquences qui en résultent pour l'avenir de la France, enfin en montrant, par un rapide examen des divers remèdes employés et par un exposé sommaire des ravages exercés par le cabaret, l'inanité de toute réforme qui passerait à côté de cet établissement sans l'atteindre.

CHAPITRE PREMIER

La consommation de l'alcool en France.

La chimie désigne du nom générique d'alcools, ou série alcoolique, tout un groupe de corps, dérivés organiques du sucre, corps de composition et de propriétés analogues, dont le prototype est l'alcool éthylique, C^2H^6O , corps volatil, entrant en ébullition à 78 degrés, qui prend naissance dans la fermentation d'un liquide sucré, et peut en être extrait par distillation. Tous les alcools sont des poisons ; le moins toxique de tous est précisément l'alcool éthylique, qui constitue la base des boissons alcooliques dont nous nous désaltérons. Le vin, le cidre, la bière, boissons fermentées, contiennent une moyenne respective de 10; 5, 3 pour cent d'alcool éthylique ; l'eau-de-vie, boisson distillée, en renferme de 36 à 60 pour cent ; les esprits, qui sont également des produits de distillation, titrent de 61 à 90 degrés alcooliques. A raison de leur faible teneur en alcool, les boissons fermentées sont dites *hygiéniques* ; l'état de dilution auquel elles contiennent l'alcool rend en quelque sorte insignifiante leur toxicité, au prix de celle des liquides distillés, ou *spiritueux*.

L'alcool éthylique, ai-je dit plus haut, est le moins toxique des éléments de la série alcoolique ; or, les spiritueux ne le renferment pas, en général, à l'état de pureté absolue ; la fermentation et la distillation fournissent, en effet, un mélange d'alcool éthylique et d'autres corps de la série alcoolique, plus toxiques que le premier ; souvent on y ajoute des corps étrangers pourvus de propriétés aromatiques, qui sont des poisons violents. Mais,

en faisant provisoirement abstraction de ces produits que je qualifierai d'*hypertoxiques*, on aura néanmoins une idée saisissante de la nocivité des spiritueux consommés journellement par nous-mêmes ou sous nos yeux, lorsqu'on saura que l'alcool éthylique pur, élément, je le répète, le moins toxique de la série alcoolique, possède une énergie destructive telle, qu'il suffit d'un poids de 7 grammes 70 d'alcool éthylique introduit d'un trait dans l'organisme d'un animal pesant un kilogramme, pour déterminer sa mort instantanée, si bien qu'un homme d'un poids normal de 65 kilogrammes environ, qui réussirait à ingurgiter d'un trait un demi-litre d'alcool éthylique parfaitement pur et anhydre, tomberait foudroyé. Un litre d'eau-de-vie à 50 degrés produirait le même résultat, et l'on en a vu des exemples, déterminés par de stupides paris. Exemples heureusement fort rares, je me hâte d'en convenir ; mais l'absorption du poison à doses inférieures n'en est pas moins dangereuse, et l'on ne peut qu'être effrayé du développement sans cesse croissant, pris par la consommation de l'alcool dans notre pays qui tient, à cet égard, la tête des nations. Bien plus, l'angoisse patriotique qu'éveille en nous la lecture des statistiques de la consommation de l'alcool augmente encore lorsque, poussant plus loin l'analyse et rentrant dans la réalité, on examine la véritable composition des spiritueux livrés à la consommation.

I

Etude quantitative de la consommation alcoolique.

Toutes les nations civilisées frappent l'alcool d'un impôt de consommation, et, dès lors, leurs gouvernements ont intérêt, pour l'élaboration des budgets périodiques, à connaître les quantités de matière imposable sur les-

quelles ils peuvent compter. De là, ces statistiques de la consommation alcoolique dans les divers pays et à différentes époques. Leur comparaison nous montrera la France passant en un demi-siècle des derniers aux tout premiers rangs, accroissant sans relâche sa consommation, tandis que chez beaucoup d'autres peuples, le poison commence à perdre du terrain. Si, à ces chiffres qui sont des moyennes, on substitue les évaluations approximatives du véritable degré de la consommation alcoolique dans la notable fraction de la population où cette consommation se trouve effectivement concentrée, on est saisi d'épouvante.

I. — Si l'on fait le total de l'alcool éthylique pur contenu dans les boissons alcooliques, tant fermentées que distillées, qui se consomment dans les principaux pays, et si l'on divise ce total par le chiffre de la population respective de ces pays, l'on peut se rendre un compte très suffisamment exact du niveau atteint dans chacun d'eux par la consommation alcoolique. J'emprunte au *Rapport* déposé à la Chambre des députés, le 14 novembre 1899, par M. Guillemet, au nom de la *Commission de l'alcool*, le tableau statistique suivant, dressé par M. le docteur Legrain :

1. France.....	13,81	litres d'alcool à 100 degrés par habitant.
2. Suisse.....	11	— — — —
3. Belgique.....	10,59	— — — —
4. Italie.....	10,22	— — — —
5. Danemark....	10,20	— — — —
6. Allemagne....	9,23	— — — —
7. Pays-Bas....	6,37	— — — —
8. États-Unis....	6,07	— — — —
9. Suède.....	4,39	— — — —
10. Norwège.....	3,31	— — — —
11. Canada.....	2,03	— — — —

Ces chiffres s'appliquent à l'année 1894. Si, négligeant, suivant l'opinion communément répandue bien que controversée, l'alcool contenu dans les boissons fermentées, dites hygiéniques, l'on s'en tient à la statistique de l'al-

cool éthylique supposé pur, renfermé dans les seules boissons distillées, on obtient, pour la même année 1894, le classement suivant :

1. Danemark....	7	litres d'alcool à 100 degrés par habitant.			
2. Belgique.....	4,71	—	—	—	—
3. Pays-Bas	4,435	—	—	—	—
4. Allemagne....	4,40	—	—	—	—
5. France	4,04	—	—	—	—
6. Suède	3,25	—	—	—	—
7. Suisse	3	—	—	—	—
8. États-Unis....	2,85	—	—	—	—
9. Angleterre....	2,22	—	—	—	—
10. Norwège.....	1,84	—	—	—	—
11. Canada	1,32	—	—	—	—
12. Italie	0,74	—	—	—	—

Des statistiques plus récentes dressées dans quelques États étrangers nous montrent la consommation allemande descendue à 4 litres 30 en 1896 ; la consommation hollandaise tombée progressivement à 4 litres 14 en 1898, tandis que la consommation belge s'élevait, dans le dernier état de choses, à 6 litres, et que la consommation française, demeurée quasi-stationnaire à 4 litres 07 en 1895, atteignait 4 litres 70 en 1898. On signale, il est vrai, un abaissement en 1899, année durant laquelle la consommation n'aurait été que de 4 litres 59. Mais il convient de faire des réserves en ce qui concerne le brusque écart des chiffres de 1898 et 1899. L'administration des contributions indirectes l'attribue en effet, entre autres causes, « à des approvisionnements d'alcool constitués dans les derniers mois de l'année 1898, en prévision du relèvement des tarifs d'octroi. » De sorte que le chiffre de la consommation réelle de 1898 serait trop fort, et trop faible celui de 1899. Il est donc préférable et plus exact de s'attacher à la moyenne arithmétique des deux années 1898-1899, et de considérer le chiffre de 4 litres 65 comme représentant, dans le dernier état de choses, la consommation individuelle moyenne d'alcool à 100 degrés en France. Il faut, en second lieu, tenir compte de cette circonstance que le tableau ci-dessus n'enregistre que les

quantités imposées. Sans parler de la fraude ordinaire, qui est sensiblement la même dans tous les pays, et par suite ne modifie en rien leur classement, il existe par contre en France une notable fraction de la consommation alcoolique qui échappe, en vertu d'une disposition législative, aux investigations du fisc : c'est l'alcool produit par toute une catégorie de distillateurs agricoles, dits *bouilleurs de crû*, et destiné théoriquement à leur consommation familiale. Sur ce privilège qui, hors de nos frontières, ne trouve son équivalent qu'en Suisse, se greffe une fraude spéciale très intense, qui permet d'évaluer — peut-être pas à l'équivalent ni même à la moitié comme le font quelques auteurs — pour le moins au tiers du montant de la consommation imposée la quantité d'alcool dont, pour être exact, il convient de majorer la cote attribuée à la France dans le tableau ci-dessus. On arrive ainsi pour notre patrie à une consommation moyenne individuelle de 6 litres 20 par an, qui place la France, sinon au premier, du moins au second rang sur la liste des nations classées d'après le niveau de leur consommation alcoolique.

Cette situation de notre pays, déjà lamentable en elle-même, devient plus significative encore, lorsqu'on jette un regard en arrière. En 1885, on pouvait dresser le tableau suivant, qui figure dans le *Rapport* déposé en 1887 par M. Claude (des Vosges) au nom de la *Commission sénatoriale d'enquête sur l'alcool* :

1. Danemark....	8,85	litres d'alcool à 100 degrés par habitant.			
2. Allemagne....	8,25	—	—	—	—
3. Suisse	5	—	—	—	—
4. Pays-Bas	4,58	—	—	—	—
5. Belgique.....	4,25	—	—	—	—
6. Suède	4,15	—	—	—	—
7. France.....	3,85	—	—	—	—

En faisant, ici encore, la correction relative au privilège des bouilleurs de crû, on doit attribuer à la France une consommation de près de 5 litres, qui la place au quatrième rang, immédiatement derrière la Suisse, dont

la cote subit une majoration analogue, et dans tous les cas, bien loin derrière le Danemark et l'Allemagne. En comparant les statistiques de 1885 et de maintenant, on peut faire cette triste constatation que la France partage avec la Belgique le peu enviable privilège d'augmenter sans cesse sa consommation d'alcool. Tandis que la Norwège, en particulier, est parvenue, en soixante ans, à faire tomber sa consommation individuelle moyenne de 8 litres en 1835 à 1 litre 7 d'alcool pur en 1895 ; chez nous, au contraire, l'envahissement du poison suit une marche presque uniformément ascendante, comme le montre le tableau ci-dessous :

Années	Litres à 100°	Années	Litres à 100°	Années	Litres à 100°	Années	Litres à 100°
1850....	1,46	1863....	2,33	1876....	2,71	1889....	4,00
1851....	1,74	1864....	2,33	1877....	2,79	1890....	4,35
1852....	1,81	1865....	2,34	1878....	2,98	1891....	4,37
1853....	1,80	1866....	2,53	1879....	3,22	1892....	4,56
1854....	1,68	1867....	2,47	1880....	3,64	1893....	4,32
1855....	2,00	1868....	2,55	1881....	3,91	1894....	4,04
1856....	2,13	1869....	2,63	1882....	3,85	1895....	4,07
1857....	2,29	1870....	2,32	1883....	3,96	1896....	4,19
1858....	2,34	1871....	2,81	1884....	3,98	1897....	4,28
1859....	2,28	1872....	2,09	1885....	3,86	1898....	4,70)
1860....	2,27	1873....	2,59	1886....	3,53	1899....	4,59)
1861....	2,23	1874....	2,69	1887....	3,84		4,65
1862....	2,29	1875....	2,82	1888....	3,87		

II. — 4 litres 65 d'alcool imposé, en réalité 6 litres au moins d'alcool pur effectivement consommé en moyenne par habitant dans le cours d'une année, cela semble, à première vue, bien peu de chose. Remarquons tout d'abord cependant qu'il s'agit là d'alcool à 100 degrés, et que ces 4 litres 65 d'alcool pur, — pour nous en tenir strictement aux quantités imposées — représentent 11 litres et demi d'eau-de-vie à 40 degrés, soit environ quatre cents à quatre cent cinquante petits verres. Mais encore, si chacun des trente-huit millions de Français

consommait uniformément 11 litres et demi d'eau-de-vie par an, l'alcool ainsi dilué, disséminé, n'exercerait pas des ravages bien considérables. Or, tel n'est point le cas, et ce chiffre n'est qu'une moyenne, qui traduit et dissimule chez un nombre plus restreint, — bien que déjà fort inquiétant et allant chaque jour croissant — d'individus, une consommation réelle beaucoup plus forte, et dès lors, véritablement dangereuse.

En premier lieu, le degré de la consommation alcoolique est extrêmement variable suivant les régions, comme le montre le tableau suivant :

1^o Dix départements où la consommation est la plus forte :

1. Seine-Inférieure	36,75 litres à 40 degrés par habitant.		
2. Calvados.....	35	—	—
3. Eure.....	30	—	—
4. Somme.....	27	—	—
5. Oise.....	25	—	—
6. Seine-et-Marne	22,50	—	—
7. Orne	22,50	—	—
8. Aisne.....	21,30	—	—
9. Manche.....	20,80	—	—
10. Seine-et-Oise.....	20,10	—	—

2^o Dix départements où la consommation est la plus faible :

1. Landes.....	1,8 litres à 40 degrés par habitant.		
2. Gers.....	2,3	—	—
3. Corrèze.....	2,8	—	—
4. Cantal.....	3,35	—	—
5. Lozère.....	3,65	—	—
6. Haute-Savoie	3,65	—	—
7. Charente	3,70	—	—
8. Lot.....	3,70	—	—
9. Dordogne.....	3,70	—	—
10. Vendée.....	3,70	—	—

Ces quelques chiffres, étant donné la situation géographique des départements qui les fournissent, justifient cette observation de Montesquieu, que le degré de la consommation alcoolique d'une région est fonction de sa situation plus ou moins septentrionale ainsi que de

l'humidité et de la froideur de son climat. C'est, comme on peut le voir, la Normandie qui paie à l'alcool le tribut le plus considérable. Un article très intéressant de M. Joseph Hermann : *L'Alcoolisme en Normandie*, publié dans la *Revue hebdomadaire* du 19 septembre 1896, nous donne une faible idée du développement inouï qu'y a pris la consommation de l'alcool. Tout y est prétexte à l'absorption des liqueurs fortes. « Si l'on pénètre, dit M. Hermann, dans un cabaret de village normand, il semble, à première vue, que les gens qui le fréquentent sont de la plus parfaite sobriété : ils ne demandent jamais qu'un café ou un demi-café. Malheureusement, l'illusion n'est pas longue, car lorsque la débitante revient, elle rapporte toujours, avec l'innocent verre de café, un flacon... qui contient un décilitre d'eau-de-vie de cidre. Alors, voici ce qui se passe : après les premières gorgées, une main de fer incline le flacon pour combler le vide de la tasse et la faire déborder dans la soucoupe. Puis, à mesure que de nouveaux vides se produisent, on les comble de la même manière : le café s'évanouit peu à peu, et bientôt les verres ne contiennent plus guère que du calvados..... L'invité ne peut moins faire que de répondre par la même politesse : il est rare que dans ces tournées le café ait servi de véhicule à moins de trois ou quatre décilitres d'eau-de-vie. » Dans les repas de famille, aux baptêmes, noces ou enterrements, il est d'usage de faire le *trou normand*, qui consiste à ingurgiter au milieu du dîner un grand verre d'eau-de-vie pour faire de la place et permettre aux convives de continuer les agapes. Les femmes comme les hommes s'adonnent à ces libations alcooliques : elles ont, dans certains quartiers de Rouen notamment, des cabarets spéciaux, où elles vont boire du genièvre. Bien mieux, les enfants eux-mêmes sont habitués en Normandie, dès le jeune âge, à boire de l'alcool : on en administre aux nouveau-nés à titre de vermifuge.

De là, les chiffres énormes atteints par la consomma-

tion de l'alcool dans les départements normands, et surtout dans les principales villes de cette région.

Cherbourg.....	45	litres à 40 degrés par habitant.	
Le Havre.....	43	—	—
Rouen	42	—	—
Caen	38	—	—
Boulogne.....	32	—	—
Amiens.....	29,25	—	—
Brest.....	29	—	—
Lorient.....	28	—	—

Car le nord de la France et la Bretagne partagent, dans une large mesure les habitudes normandes. Tandis que si l'on descend dans la région du Centre et du Midi, on trouve des chiffres notablement inférieurs :

Béziers.....	5,725	litres à 40 degrés par habitant.	
Poitiers	10,325	—	—
Toulouse	10,5	—	—
Angoulême.....	10,5	—	—
et même Dijon.....	15	—	—

Si enfin, abandonnant les départements et les villes, on cherche à évaluer la consommation individuelle effective, on trouve des différences plus grandes encore. Sur la généralité des Français, il en est un très grand nombre qui ne consomment point d'alcool, ou du moins n'en boivent que sous forme de boissons hygiéniques, exclues de notre présent calcul. Tel est le cas notamment pour l'immense majorité des femmes et des enfants — car les faits rapportés plus haut pour la Normandie sont heureusement la très rare exception, bien qu'on puisse cependant voir un peu partout en France des femmes et aussi des adolescents, de plus en plus jeunes, prendre l'apéritif et le petit verre. Néanmoins, on peut dire que la consommation de l'alcool, sous forme de spiritueux, se trouve concentrée dans la partie mâle et adulte de la population, et même dans une simple fraction de cette catégorie d'individus. Il est encore, Dieu merci ! un assez grand nombre d'hommes qui ne consomment l'alcool qu'à une dose infinitésimale, accidentelle et intermittente. Si bien que M. Maurice Vanlaër (*L'Alcoolisme et ses re-*

mèdes) estime avec raison que les trois quarts de la consommation alcoolique totale de la France sont absorbés par le dixième de la population, quatre millions de buveurs effectifs qui boivent annuellement, l'un dans l'autre, une centaine de litres d'eau-de-vie à 40 degrés, soit environ 4.000 petits verres, dix petits verres par jour, et c'est encore là une simple moyenne ! Voilà ce qui se cache derrière les 4 litres 65 d'alcool à 100 degrés accusés par les statistiques, et qui doit faire frémir pour les quatre millions d'électeurs français qui se livrent à de tels excès, d'autant plus dangereux que, jusqu'à présent, nous n'avons fait entrer en ligne de compte que l'alcool éthylique contenu dans les spiritueux et qu'il y a lieu de faire intervenir, comme un appoint sérieux, la toxicité des impuretés diverses qui s'ajoutent à l'alcool éthylique dans les alcools d'alimentation.

II

Étude qualitative de la consommation alcoolique.

Les spiritueux livrés à la consommation ne renferment pas uniquement, comme je l'ai admis jusqu'à présent, de l'alcool éthylique chimiquement pur ; il s'y trouve mélangées deux catégories d'impuretés. Les unes sont des éléments organiques provenant des matières premières mises en œuvre pour la fabrication de l'eau-de-vie. Les autres sont des éléments étrangers, arômes, bouquets ou essences, ajoutés au produit de distillation, soit pour masquer le goût des impuretés de la première catégorie, soit dans le but de communiquer au liquide alcoolique une saveur particulière qui le fait rechercher du consommateur. Ces deux groupes d'impuretés sont plus toxiques que l'alcool éthylique lui-même, et il est à la fois intéressant et alarmant de constater que plus

nous consommons d'alcool, plus aussi cet alcool est de qualité défectueuse; ce qui accroît, dans une sensible mesure, la gravité déjà si suggestive des statistiques rapportées plus haut.

I. — Vers 1850, la production alcoolique totale de la France, celle tout au moins que l'Administration des Contributions indirectes pouvait constater, s'élevait annuellement à 890.000 hectolitres environ d'alcool à 100 degrés, dont 815.000 hectolitres d'alcool naturel et 75.000 hectolitres seulement d'alcool d'industrie. Les *alcools naturels* sont ceux qui proviennent de la distillation des fruits, produits et déchets de fruits; ils sont dits naturels parce que les matières premières dont on les extrait renfermant à l'état originaire le sucre fermentescible générateur d'alcool, ou peut entreprendre la distillation sans faire subir au préalable à ces substances aucune préparation industrielle spéciale. Les principaux alcools naturels sont : l'eau-de-vie de vin, marcs et lies de vin, l'eau-de-vie de cidre et de poiré; on fabrique aussi en moindre quantité de l'eau-de-vie de cerises et de prunes. Les *alcools d'industrie*, au contraire, sont ceux qui nécessitent pour leur fabrication des opérations industrielles préliminaires à la distillation des matières premières mises en œuvre. Les principaux sont : l'alcool de mélasse, l'alcool de betteraves et les alcools de substances farineuses, grains et pommes de terre. A l'heure actuelle, sur une production alcoolique totale de plus de deux millions et demi d'hectolitres à 100 degrés, les alcools d'industrie figurent dans la proportion de 95 pour cent contre 5 pour cent d'alcools naturels, tandis qu'en 1850, ces derniers fournissaient 92 pour cent de la production totale, et les alcools d'industrie 8 pour cent seulement. La cause première en tient à ce que, dans les années 1853-55, l'oïdium vint dévaster nos vignes, jusqu'alors source principale de la production alcoolique; il fallut, pour faire face aux besoins du marché, distiller d'autres

matières premières comme succédané du vin : d'où l'avènement des alcools d'industrie. Ces matières premières existant en abondance pour ainsi dire illimitée, tandis que les récoltes viticoles étaient relativement assez restreintes, l'alcool d'industrie à bas prix se substitua à l'alcool de vin plus coûteux, si bien que, lors de la reconstitution de nos vignobles, on ne songea même plus à recourir au vin — trop onéreux, sinon dans la production des bouilleurs de crû, exempts d'impôt — et à l'heure actuelle, le cognac ne figure dans les statistiques de la Régie que pour une moyenne annuelle de 40.000 à 50.000 hectolitres à 100 degrés.

Or, il résulte des travaux récents des hygiénistes, et notamment de MM. Dujardin-Beaumetz et Audigé, que les alcools d'industrie sont notablement plus nocifs que les alcools naturels, eux-mêmes, à leur tour, plus toxiques que l'alcool éthylique pur. Tous les alcools d'alimentation sont, en effet, dans des proportions variables, un mélange des quatre alcools suivants :

Alcool Éthylique,	C^2H^6O (Notation atomique).	
— Propylique,	C^3H^8O	--
— Butylique,	$C^4H^{10}O$	—
— Amylique,	$C^5H^{12}O$	—

dont la toxicité croît en raison directe de la complexité de leur formule chimique. Ils renferment en outre, en plus faible quantité, des éthers, aldéhydes, acides et furfurols, tous éléments plus toxiques que l'alcool éthylique. Si l'on appelle *dose toxique spécifique* le poids d'un corps toxique dont l'absorption par un être vivant pesant un kilogramme, détermine sa mort, et *potentiel toxique* l'inverse de cette quantité, c'est-à-dire le poids de matière vivante que tue l'unité de poids du corps toxique en question, la comparaison de ces chiffres permet de dresser l'échelle de toxicité des divers corps, et notamment des éléments constitutifs des alcools d'alimentation :

	Dose toxique spécifique	Potentiel toxique.
1. Alcool éthylique.....	Grammes, 7,725	129,85
2. Éthers	— 4,00	250
3. Alcool propylique.....	— 3,75	266,66
4. Alcool butylique.....	— 1,50	666,66
5. Aldéhydes.....	— 1,25	800
6. Alcool amylique	— 1,10	910
7. Furfurol	— 0,14	7,142,85

Un alcool d'alimentation sera d'autant plus nocif qu'il renfermera des éléments occupant un rang plus fort dans le tableau ci-dessus, et en plus grande quantité. C'est en partant de ce principe que MM. Dujardin-Beaumetz et Audigé ont pu classer ainsi les eaux-de-vie par ordre de toxicité croissante :

- 1° Eau-de-vie de vin (alcool éthylique, faible dose d'éthers, aldéhydes et furfurol).
- 2° Eau-de-vie de poiré (idem. plus alcool propylique).
- 3° Eau-de-vie de cidre et de marc de cidre (idem.)
- 4° Eau-de-vie de grains (alcools éthylique, propylique, butylique et amylique, notable proportion de furfurol).
- 5° Eau-de-vie de betteraves et mélasses (idem.)
- 6° Eau-de-vie de pommes de terre (alcools éthylique, butylique et amylique).

La substitution, dans la consommation, des alcools d'industrie aux eaux-de-vie naturelles, et notamment à l'eau-de-vie de vin, aurait donc été pour notre pays une véritable calamité. Certaines personnes, toutefois, n'acceptent pas cette conclusion dans son intégrité. Elles reconnaissent sans doute que le bas prix et la production en grande masse des alcools d'industrie ont été néfastes, en faisant tripler, en moins de cinquante années, la consommation alcoolique française; mais elles prétendent, par contre, que la qualité des alcools absorbés aurait, du fait des changements profonds apportés dans le mode de production, subi une amélioration sensible. On concède qu'à préparation égale, les alcools d'industrie sont plus toxiques que les eaux-de-vie naturelles, mais on ajoute que, précisément, la préparation n'est pas égale : tandis que les impuretés renfermées dans les eaux-de-vie naturelles ont une saveur agréable, qui les fait précisément

conserver par le distillateur ; au contraire, les impuretés des alcools d'industrie ont un goût détestable qui en impose l'élimination. Les *flegmes*, produit brut de la distillation, doivent être *rectifiés*, c'est-à-dire subir une distillation nouvelle et fractionnée, basée sur l'inégale volatilité de leurs éléments constitutifs. L'alcool éthylique bout à 78 degrés, les éthers et aldéhydes sont plus volatils ; le furfurol, les alcools supérieurs (ainsi dénommés à raison de leur toxicité corrélative de la complexité de leur formule chimique) et les acides n'entrent, au contraire, en ébullition qu'au-delà de cette température. Par trois distillations effectuées aux températures convenables, on obtient un *alcool bon goût ou de centre*, alcool éthylique plus ou moins pur suivant le soin apporté à l'opération, purgé des *mauvais goûts de tête* (éthers, aldéhydes), et des *mauvais goûts de queue* (alcools supérieurs, acides, furfurol), noms qui proviennent du dispositif de l'appareil rectificateur. On peut ainsi, par l'épuration, obtenir des alcools d'industrie très sensiblement moins toxiques que les alcools naturels rectifiés, et M. le docteur Daremberg a pu faire des expériences au cours desquelles une même quantité d'alcool naturel et d'alcool d'industrie injectée à des animaux identiques a déterminé d'une part la mort, d'autre part de simples troubles passagers dans l'organisme de ces animaux.

Malheureusement, tous les alcools d'industrie sont loin de subir une épuration complète, car, quoi qu'on en dise, le consommateur n'a pas toujours de la répugnance pour le goût empyreumatique des alcools impurs. Il est des alcools d'industrie qui sont livrés à la consommation sous forme de flegmes non rectifiés ; on va même jusqu'à utiliser les produits de tête et de queue, déchets des alcools soumis à la rectification. Un chimiste français assez connu, M. Bang, inventeur d'un procédé d'analyse des alcools, n'hésite pas, dans sa déposition devant la *Commission de l'Alcool* (*Rapport Guillemet, 1899*), à éva-

luer au dixième tout au plus de la production totale, la quantité d'alcool livré à la consommation, suffisamment épuré. Quant aux autres alcools, ou bien ils subissent une rectification sommaire qui permet de les absorber tels quels, ou bien leur saveur trop prononcée est dissimulée par des arômes, découvertes de la chimie moderne, qui, fussent-ils par eux-mêmes absolument inoffensifs, n'en constituent pas moins un danger à raison de la facilité qu'ils donnent aux distillateurs peu scrupuleux d'écouler dans la consommation des alcools très impurs et par là même aussi très nocifs.

II. — Il n'y aurait encore que demi-mal, si ces arômes n'étaient eux-mêmes des produits d'une très forte toxicité, dont l'emploi devient de plus en plus fréquent, et qui imitent si parfaitement la saveur des alcools naturels qu'il est matériellement impossible, à première vue et sans procéder à une analyse chimique minutieuse, d'en reconnaître la qualité éminemment défectueuse. M. le docteur Héret, pharmacien en chef de l'hôpital Trousseau, a procédé à des analyses relatives au *Rapport Guillemet*, sur divers échantillons d'eau-de-vie prélevés dans toutes les catégories de débits de la capitale. Chose curieuse, c'est précisément là où l'on semblait en droit de s'attendre à trouver des produits authentiques et de choix, que l'on a découvert les drogues les plus malfaisantes. Tandis, en effet, que l'eau-de-vie des estaminets des barrières a été reconnue acceptable en général, le cognac, vendu 1 franc le petit verre dans les cafés le plus en vogue des grands boulevards, est déclaré par M. le docteur Héret, *à la limite des alcools impropres à la consommation*. Ce qu'on vend couramment sous le nom de cognac, c'est un alcool d'industrie non rectifié, parfumé artificiellement au moyen d'une sauce ou bouquet dont M. Girard, directeur du Laboratoire municipal de Paris, a donné la formule dans sa déposition mentionnée au *Rapport Guillemet*. C'est un mélange d'huile de ricin,

de coco et de beurre, attaqué par l'acide azotique, de manière à le transformer en acides propylique, butylique, amylique, pélargonique, acétique, etc..., que l'on éthérifie avec un mélange d'alcools méthylique, éthylique et amylique. Il suffit d'un gramme de ce produit innomable injecté à un chien de Terre-Neuve, pour déterminer sa mort en onze minutes. On fabrique de même du kirsch dit de la Forêt-Noire, avec de l'acide prussique, poison des plus violents, et la chimie contemporaine a fait de tels progrès qu'il n'est pas de sophistication dont elle ne permette la réalisation.

Il est une catégorie spéciale de spiritueux dont je n'ai point parlé jusqu'à présent, et qui méritent de retenir l'attention, à raison de leur toxicité toute particulière. J'ai nommé les *liqueurs*, et notamment les *apéritifs*. Les liqueurs souvent appelées *spiritueux composés*, sont, théoriquement du moins, des alcools édulcorés avec un sirop de sucre, et aromatisés par macération de plantes parfumées, telles l'anisette, le cassis, le curaçao, la chartreuse, le kummel, etc... Lorsque les plantes aromatiques qu'on y introduit sont des principes amers, auxquels on attribue, — bien à tort, — des propriétés stomachiques, ces liqueurs prennent le nom d'apéritifs. A cette fabrication théorique assez coûteuse et déjà dangereuse, puisque l'introduction dans la liqueur d'un parfum très accentué permet l'emploi d'alcools fort impurs, on substitue volontiers la fabrication plus économique par adjonction à l'alcool d'un extrait concentré, naturel ou chimique, généralement très toxique. C'est ainsi que le goût de bitter provient, soit d'une essence naturelle (wintergreen, gaultherie), soit d'un bouquet artificiel (salicylate de méthyle); le goût de vermouth se tire de même d'une essence naturelle (reine-des-prés), ou d'un extrait chimique (aldéhyde salicylique). L'une et l'autre de ces fabrications sont si dangereuses que l'on est forcé d'aérer constamment les ateliers où se confectionnent ces essences, de peur de voir les ouvriers s'empoisonner

par inhalation. Au surplus, l'aldéhyde salicylique, introduite à la dose d'un demi-centilitre dans l'organisme d'un chien, détermine chez cet animal une violente attaque d'épilepsie ; une dose triple de salicylate de méthyle produit le même résultat. Enfin et surtout, l'absinthe possède une toxicité tellement grande qu'un centimètre cube d'essence d'absinthe injecté à un cheval, le fait entrer en convulsions. On trouve au *Rapport Guillemet* une déposition de M. le docteur Lâborde, qui affirme avoir contracté une grave maladie en respirant des vapeurs d'absinthe, au cours d'expériences entreprises sur ce poison. On se fera d'ailleurs une idée frappante de la toxicité éminente de l'absinthe à la lecture de ce passage du traité de M. le docteur Galtier-Boissière, *l'Enseignement anti alcoolique* : « Si l'on prend deux bocaux contenant des poissons, et si l'on verse dans l'un d'eux six gouttes d'essence d'absinthe, et dans l'autre six gouttes d'acide prussique, dans les deux bocaux, les poissons ne tardent pas à mourir, mais la mort est plus prompte dans le bocal où l'on aura versé l'absinthe. Or, l'acide prussique est un poison si violent, que le chimiste Scheele est mort pour en avoir respiré quelques vapeurs. » Ainsi donc, naturelles ou chimiques, les essences qui entrent dans la fabrication des apéritifs et notamment de la liqueur d'absinthe sont des poisons des plus dangereux.

Il va sans dire que, même fabriqués correctement par *alcoolats* (macération des plantes dans l'alcool) — ce qui, je le répète, est, à l'heure actuelle, un mythe, le docteur Magnan en a eu la preuve : lorsqu'il a voulu faire des expériences sur l'absinthe, il a dû en fabriquer lui-même, n'en ayant, chez aucun liquoriste parisien, trouvé de naturelle, — même fabriqués par alcoolats, dis-je, les apéritifs sont extrêmement nocifs, puisque les plantes qu'on y fait macérer sont des substances vénéneuses. Or, si l'on recherche le développement pris depuis vingt-cinq ans par la consommation des apéritifs en France,

on constate un accroissement extrêmement rapide. De 85.000 hectolitres d'alcool à 100 degrés consommés sous forme d'apéritifs en 1885, il y a quinze ans seulement, on passe en 1897 à 225.000 hectolitres, soit 12,5 pour cent de la consommation alcoolique totale. Et si l'on s'en tient au plus néfaste de tous, à l'absinthe, on constate, depuis 1873, un progrès d'autant plus effrayant que la France est pour ainsi dire le seul pays qui en consomme. Elle boit à seule autant d'absinthe que le monde entier, si bien que l'on a pu dire avec raison que l'absinthisme est un vice exclusivement français. Voici d'ailleurs les chiffres :

1873.....	6.713	hectolitres à 100 degrés.	
1878.....	10.150	—	—
1880.....	18.000	—	—
1885.....	50.000	—	—
1891.....	96.000	—	—
1893.....	108.000	—	—
1896.....	127.000	—	—
1897.....	168.000	—	—
1898.....	194.000	—	—

En résumé, non seulement les neuf dixièmes de la consommation alcoolique en France se composent d'alcools imparfaitement, voire même nullement rectifiés, mais encore une notable fraction de cette consommation se trouve contaminée par des parfums, bouquets ou essences des plus nocifs. Au premier rang de ces spiritueux hypertoxiques figurent, pour un huitième environ du total alcoolique absorbé, les apéritifs de tous genres, et notamment l'absinthe. Sans qu'il soit possible de déterminer exactement le surcroît de toxicité apporté par ces éléments divers au péril qui résulte pour notre pays de l'augmentation ininterrompue de la consommation alcoolique, portât-elle même uniquement sur de l'alcool éthylique chimiquement pur, on peut constater aisément qu'il y a là un facteur important des progrès du mal qui nous ruine, de l'alcoolisme.

CHAPITRE II

L'alcoolisme et ses conséquences.

Alcoolisme est, dans la langue française, un vocable nouveau, forgé pour définir une chose nouvelle. Décernant, en 1852, au savant suédois Magnus Huss, le prix Montyon, pour récompenser ses travaux sur l'alcoolisme en Suède, l'Académie Française pouvait à juste titre se féliciter, par l'organe de son rapporteur, de voir la France indemne de ce mal. Joie patriotique qui devait être de courte durée, car peu après, avec le désastre momentané de nos vignobles, amenant la substitution dans la consommation courante de l'alcool à bon marché et de mauvaise qualité aux boissons fermentées, l'alcoolisme ne tardait pas à faire son apparition, et bientôt s'installait en maître chez nous.

L'intoxication alcoolique procède, soit par accidents aigus, ivresse, ivrognerie, phénomènes connus de tout temps, soit par infiltration lente. C'est l'état chronique, résultant de cette infiltration du poison, qui constitue, à proprement parler, l'alcoolisme. L'ivrognerie, répétition habituelle de l'ivresse accidentelle, est sans doute une forme, mais une forme anormale de l'alcoolisme. Comme le dit M. Bourcart dans ses articles sur *Le péril de l'alcoolisme et les remèdes* (*Revue politique et parlementaire*, janvier-février 1896) : « Que de gens se sont insensiblement habitués à prendre des apéritifs avant le repas, des liqueurs après. Ils supportent cela le plus vaillamment du monde et s'en font gloire. On ne se moque pas d'eux, on les admire et on les envie. Ce ne sont pas des ivrognes : ils se révolteraient à bon droit de la moindre

allusion de ce genre. Mais ce sont des alcoolisés. Ils ne s'en doutent pas, ils ne soupçonnent pas le danger auquel, de gaieté de cœur, ils s'exposent. » Ce danger, M. le docteur Legrain (*Un fléau social, l'Alcoolisme*), le leur indique par la métaphore suivante : « Si les piqûres de trois mille guêpes peuvent amener la mort d'un seul coup, la piqûre d'une seule guêpe, pour inoffensive qu'elle paraisse, n'en est pas moins toxique. Répétée chaque jour, elle produirait fatalement, quoique à la longue, des effets graves, à l'instar des gouttes d'eau qui, tombant une à une, usent la plus résistante des pierres. » Si donc, dans l'alcoolisme, il faut faire place à l'ivrognerie, il convient de ne pas oublier — comme le vulgaire n'est que trop tenté de le faire — les cas bien autrement nombreux, des véritables alcooliques, ceux dont un médecin a pu dire qu'ils ne s'enivrent jamais.

Cela posé, un autre point me paraît devoir être précisé. Quand on parle de l'alcoolisme, on me semble confondre trois groupes de phénomènes distincts, bien qu'étroitement connexes : l'*alcoolisation*, fait matériel de l'intoxication, l'*alcoolisme*, état qui résulte de cette intoxication, enfin les *conséquences de l'alcoolisme*, cortège de désastres qui se greffent sur l'alcoolisme, mais ne le définissent pas. L'alcoolisme, ce n'est pas tout cet ensemble de désordres et de lésions qui se rencontrent chez les alcooliques, sa véritable caractéristique, c'est l'*alcoolomanie*. L'alcoolique c'est, à proprement parler, l'individu arrivé à un tel degré d'alcoolisation qu'il n'est plus capable de surmonter son appétence pour l'alcool. A mon avis, si l'alcoolisme est une maladie, c'est avant tout, une maladie passionnelle et, pour écarter toute cette phraséologie médicale, l'alcoolisme est un *vice* qui, comme tous les vices, engendre des conséquences néfastes, au premier rang desquelles figurent des maladies graves.

Ce sont ces conséquences qu'il est intéressant d'étudier, pour mettre en lumière le péril qui résulte de l'es-

sor pris chez nous par la consommation de l'alcool, et d'un alcool de plus en plus mauvais. « On peut, disait en 1873, un orateur à l'Assemblée Nationale, on peut diviser les vices en deux catégories : les vices intrinsèques, contenus à l'intérieur de l'individu, et les vices extrinsèques, se répandant au dehors et devant nuire au prochain. L'alcoolisme est un vice intrinsèque, dont la loi... ne saurait se préoccuper, parce qu'il ne nuit point à autrui. » C'est là une double erreur. En admettant que l'alcoolisme soit, en effet, un vice intrinsèque, la société ne peut rester indifférente à ses conséquences, même purement individuelles, car nous sommes tous solidaires les uns des autres, et les actes de chacun de nous se répercutent sur l'ensemble du corps social. En second lieu, l'alcoolisme n'est pas un vice intrinsèque mais extrinsèque, car il engendre des conséquences directement nuisibles à autrui. Je vais donc étudier successivement les conséquences individuelles de l'alcoolisme, auxquelles, par voie d'incidence, la société se trouve intéressée, et ses conséquences sociales, comprenant tout d'abord la somme des préjudices particuliers, puis encore un certain nombre d'effets purement sociaux, en ce sens qu'ils affectent le corps social sans causer un préjudice direct à l'alcoolique lui-même. J'aurai, par cet exposé, justifié tout à la fois la lutte contre l'alcoolisme et l'intervention dans cette lutte des organes sociaux, c'est-à-dire des pouvoirs publics, comme aussi la situation alcoolique de la France précédemment retracée, démontre l'urgence toute particulière de cette action dans notre patrie.

L'alcoolisme envisagé au point de vue individuel.

Les conséquences purement individuelles et intrinsèques en apparence de l'alcoolisme envisagé, je le répète, comme vice, comme passion de l'alcool, se répartissent en trois groupes : conséquences pécuniaires, conséquences physiques, conséquences intellectuelles et morales.

I. — Conséquences pécuniaires, tout d'abord. En faisant abstraction, comme précédemment, des boissons fermentées, sur la toxicité ou l'innocuité desquelles plane un doute dont elles doivent bénéficier, en considérant uniquement les spiritueux, il est facile de se rendre compte que l'individu adonné à la boisson alcoolique fait une dépense considérable, et qui grève d'autant plus lourdement son budget qu'elle est parfaitement inutile, et que l'alcool ne réchauffe ni ne nourrit comme le croit l'erreur commune. M. Guillemet, dans son *Rapport* précité, relate le cas très fréquent d'ouvriers normands dont la consommation journalière est d'environ 2 francs, et qui dépensent ainsi, en pure perte, au cabaret, la moitié de leurs salaires. C'est là sans doute, cependant, une exception. Mais, si l'on s'attache simplement à la consommation de 4.000 petits verres par an, précédemment signalée comme étant la consommation moyenne des buveurs effectifs d'alcool ; à 0 fr. 10 le petit verre, c'est 400 francs dont se trouve allégé le budget annuel de l'ouvrier. Bien mieux, considérons un individu relativement sobre qui se contente d'un apéritif avant chaque repas et d'un petit verre après : les apéritifs sont en général à 0 fr. 15, les petits verres à 0 fr. 10 ; c'est une dépense journalière de 0 fr. 50, soit 182 fr. 50 par an. En

admettant que cet homme gagne 2 fr. 50 par jour et travaille 300 jours par an, ce qui est dans les usages courants, ses ressources annuelles s'élèvent à 750 francs, dont *un quart* environ est prélevé par l'alcool ! Viennent les jours de chômage et de maladie, ce sera l'indigence et la misère. Et je me suis placé, remarquons-le, dans l'hypothèse la plus favorable, d'un ouvrier travaillant tous les jours ouvrables, et n'abandonnant pas, comme tant d'autres, le chemin de l'atelier pour faire au cabaret des stations d'une journée entière.

II. — J'ai parlé de maladies et j'arrive ainsi au second groupe de conséquences individuelles engendrées par l'alcoolisme, conséquences physiques.

En dehors de ces nombreux accidents de chaque jour, auxquels aucun de nous n'est soustrait, le buveur d'alcool est, en tant que tel, prédestiné aux affections morbides de toute nature. Dans un *Rapport* lu le 8 décembre 1899 à la *Société médicale des Hôpitaux*, M. le docteur Jacquet, chargé d'une enquête sur l'alcoolisme dans les hôpitaux parisiens, déclare que sur 4.744 malades soumis à ses investigations, 1.405, soit près de 30 pour cent, étaient des alcooliques. Et, d'ailleurs, quoi d'étonnant ? L'alcool est un poison dont l'introduction dans l'organisme a pour effet d'altérer les tissus qu'il rencontre sur son passage : estomac, cœur, foie, intestin, appareil circulatoire, respiratoire et éliminatoire. Vienne donc une circonstance fortuite, une de ces indispositions courantes qui, chez tout autre, passent sans laisser de traces, elle dégénère, au contraire, chez l'alcoolique, en un état endémique : gâtisme, paralysie, goutte, diabète ; c'est encore la gravelle, le rhumatisme chronique et surtout la tuberculose, l'horrible phtisie dont l'alcool, à si juste titre, a pu être proclamé le père. A tout le moins peut-on constater que la durée des maladies est bien moindre chez les abstinents que chez les buveurs d'alcool, comme le montre cette statistique dressée par le docteur Drys-

dale, relativement à quatre sociétés anglaises de secours mutuels :

1 ^{re} société, abstinents.....	17,48	semaines de maladie par individu.		
2 ^e — non abstinents.	26,20	—	—	—
3 ^e — —	24,68	—	—	—
4 ^e — —	27,66	—	—	—

C'est que, comme l'a fort bien dit M. le docteur Lannelongue : « l'alcoolisme n'est qu'une vieillesse anticipée ; ce qui caractérise le plus le buveur, c'est son défaut de résistance. En présence de tous les fléaux qui assiègent l'homme, en présence du grand nombre de maladies qui le menacent, la véritable caractéristique de l'homme bien portant, c'est sa résistance organique qui lui permet de triompher de tous les assauts que lui livrent, à chaque instant, les infiniment petits, ses ennemis les plus terribles. Or, le buveur a perdu toute résistance. A quarante ans, il a les fessés d'un homme de soixante ans au moins. Je me trompe, le vieillard a l'avantage, sa résistance est plus grande..... » C'est tellement vrai, qu'au dire de M. le docteur Galtier-Boissière, les chirurgiens hésitent à pratiquer sur les alcooliques les opérations qu'ils entreprendraient sans crainte sur d'autres sujets.

« Les autopsies, ajoute le savant médecin, pratiquées à l'hôpital Saint-Jean de Bruxelles, ont établi que 80 pour cent des décès étaient provoqués par l'alcoolisme. » Les relations intimes de l'alcoolisme et de la mortalité sont encore démontrées par ce fait que le nombre des décès est particulièrement élevé dans les professions qui sont pour ainsi dire fatalement vouées à l'intempérance. Dans son *Rapport* précité à la *Société médicale des Hôpitaux*, M. le docteur Jacquet constate que le maximum de mortalité s'observe chez les marchands de boissons, charretiers, cuisiniers, tandis qu'en Angleterre, tout au moins, ce sont les cultivateurs, gens d'église et maîtres d'école qui présentent la mortalité minima. De même, MM. Sérieux et Mathieu donnent, pour l'Angleterre, la

statistique suivante de la répartition des décès pour 1.000 individus, dans certaines professions :

Clergymen.....	8,05
Agriculteurs.....	9,78
Brasseurs.....	21,09
Cabaretiers.....	23,57
Domestiques de café et d'hôtel.....	34,15

Il ne faut donc pas s'étonner de voir les compagnies anglaises d'assurances sur la vie accorder de grands avantages aux abstinents.

Les compagnies d'assurances contre les accidents en agissent d'ailleurs de même en Angleterre et non sans raison. L'alcoolisme, en effet, ne se borne pas à accélérer, à multiplier les décès par voie d'usure corporelle ou de maladie, il en occasionne d'autres, anormaux et fortuits, notamment des morts accidentelles. D'après une communication faite par M. le Pasteur Markthaler, de Berne, au 7^e Congrès anti-alcoolique, 7,5 pour cent des accidents mortels en Suisse sont causés par l'alcoolisme. En France, leur nombre va sans cesse croissant, avec l'augmentation de la consommation des spiritueux. D'après M. Guillemet, on peut attribuer à l'intempérance 226 morts accidentelles en 1840, 449 en 1880, 473 en 1896. Leur répartition par région faite au *Rapport Guillemet* dans le tableau suivant, relatif à l'année 1880, est extrêmement intéressante :

	Consommation	Morts accid.	Proportion pour cent.
Nord-Ouest.....	6 litres	98	22
Nord.....	6 —	136	30
Nord-Est.....	3 —	39	9
Ouest.....	4 —	40	9
Centre.....	2 —	23	5
Est.....	4 —	89	20
Sud-Ouest.....	3 —	5	1
Sud.....	2 —	5	1
Sud-Est.....	2 —	14	3
TOTAL.....		449	100

La corrélation est donc indéniable; il en est de même en ce qui concerne les suicides. L'alcoolisme pousse au

suicide et la progression des suicides dus à l'intempérance a été extrêmement rapide et suit une marche pour ainsi dire parallèle à la course ascensionnelle de la consommation. J'emprunte également au *Rapport Guillemet* de 1899 le tableau suivant, qui donne à différentes époques le nombre des suicidés chez lesquels existaient des habitudes notoires d'intempérance ou qui, lors de leur attentat sur leur personne, se trouvaient notoirement sous l'influence de l'alcool, et leur proportion au nombre total des suicides :

1840.	Suicides alcooliques, 137,	soit 5,3	pour cent du total des suicides		
1850.	—	196,	— 6,5	—	—
1860.	—	304,	— 7,5	—	—
1865.	—	439,	— 9,5	—	—
1870.	—	616,	— 13	—	—
(Perte de l'Alsace-Lorraine.)					
1875.	Suicides alcooliques, 564,	— 11	—	—	—
1880.	—	799,	— 12,6	—	—
1885.	—	868,	— 11	—	—
1891.	—	954,	— 10,7	—	—
1893.	—	1,053,	— 11,6	—	—
1896.	—	1,142,	— 12,4	—	—

De plus, si l'on répartit ces suicides par régions, on trouve dans les départements très alcooliques, comme la Manche, le Calvados et la Seine, une proportion de 30 suicides alcooliques environ sur 100 suicides, tandis que dans les contrées sobres comme la Gironde, la Vienne ou la Corrèze, cette proportion descend au-dessous de 10 pour cent.

III. — Ce développement du suicide a pour cause — et ceci m'amène au troisième groupe de conséquences, à la rigueur individuelles de l'alcoolisme, conséquences intellectuelles et morales — le trouble, les désordres introduits par l'alcool dans les facultés mentales du buveur. Comme le dit M. le docteur Lancereaux, en matière d'alcoolisme : « le système nerveux est toujours en jeu et c'est lui qui est le plus particulièrement atteint. » M. le docteur Magnan a retrouvé dans le cerveau d'al-

cooliques morts pendant le délire l'alcool qu'ils avaient absorbé. C'est donc que l'alcool est avant tout un poison du cerveau, aussi n'est-il guère étonnant de trouver une corrélation étroite entre le nombre sans cesse croissant des fous séquestrés et l'augmentation de la consommation de l'alcool.

	Consommation	Fous séquestrés	
1835-39.....	1,35 litre,	11.524	3,4 par 100,000 habitants.
1845-49.....	1,40 —	12.785	5,3 —
1855-59.....	2,21 —	26.279	7,2 —
1865-69.....	2,50 —	36.581	9,5 —
1871-73.....	2,50 —	34.248	10,5 —
1875.....	2,82 —	42.348	11,5 —
1880.....	3,64 —	43.912	12,6 —
1885.....	3,86 —	52.024	13,7 —
1890.....	4,35 —	56.935	14,8 —
1891.....	4,37 —	57.999	15,1 —
1892.....	4,56 —	58.753	15,3 —

En 1897, M. le docteur Legrain écrivait : « Il existe en France 80.000 aliénés séquestrés. Sur ce nombre, un quart, c'est-à-dire 20.000 environ, ont dû leur folie, soit directement, soit indirectement, à l'influence de l'alcool. Dans la seconde moitié du siècle, le chiffre des aliénés s'est constamment accru, et partout, la courbe de l'aliénation mentale est parallèle à celle de l'alcoolisme. D'où il suit qu'il faut attribuer l'accroissement du nombre des fous à l'usage de plus en plus généralisé qui se fait des boissons alcooliques. Dans la Seine, le tiers de la population qui devient folle le devient parce qu'elle a bu. En Normandie, on compte jusqu'à 40 pour cent d'aliénés séquestrés pour cause d'alcoolisme. Dans certains départements, où le fléau fait des ravages peu sensibles, le mouvement de l'aliénation n'a presque pas changé (augmentation d'un quart seulement en vingt ans dans la Charente-Inférieure). » A l'annexe X de son rapport, M. Guillemet a dressé un *état présentant le mouvement moyen annuel des aliénés dont l'affection est attribuée à l'alcoolisme pendant la période 1891-95*. J'en extrais les données suivantes, qui viennent à l'appui des dires de

M. le docteur Legrain et mettent en lumière d'une manière suggestive les relations intimes qui unissent la folie et la consommation d'alcool. C'est le pourcentage des aliénés alcooliques par rapport au chiffre global des aliénés séquestrés, par régions :

	Hommes	Femmes	Sans distinction de sexe
Ouest.....	30,50	8,71	19,81
Seine	27,93	7,72	18,88
Nord	17,58	3,96	11,23
Est	16,85	2,67	10,10
Sud-Est	15,63	3,06	9,91
Sud	15,43	2,85	9,62
Centre.....	15,18	3,07	8,60
Sud-Ouest.....	12,14	1,56	7,07
MOYENNE GÉNÉRALE...	22,11	5,42	14,26

Il convient, d'ailleurs, de remarquer, avec tous les médecins, que le développement de la consommation des apéritifs, et de l'absinthe en particulier, entre pour beaucoup dans l'augmentation de la folie. Sur dix fous alcooliques, on en trouve neuf qui sont des absinthiques. L'absinthisme se traduit par une folie beaucoup plus violente que l'aliénation simplement alcoolique. Il détermine des convulsions épileptiformes, des accès de fureur, des cauchemars terribles, qui accélèrent considérablement l'échéance de la folie à laquelle s'expose tout buveur d'alcool.

II

L'alcoolisme envisagé au point de vue social.

Ici s'arrêtent les conséquences que l'on peut, non sans quelque complaisance, reconnaître comme des effets individuels du vice alcoolique. Avant d'aborder l'étude de ses conséquences purement sociales et de montrer son caractère indéniable de vice extrinsèque, et sans compter le préjudice indirect qui résulte pour une nation de la mort et de l'indisponibilité par maladie ou folie

d'une fraction chaque jour plus notable de sa population, on peut se proposer d'évaluer, d'une manière au moins approximative, le total pécuniaire des pertes occasionnées directement au corps social par ses conséquences, en apparence individuelles, de l'alcoolisme. On commence alors à se rendre compte de l'importance que revêt, au point de vue social et national, ce vice prétendu intrinsèque. M. le docteur Rochard a dressé, pour la France, le tableau suivant :

Prix de l'alcool consommé (sans les impôts) ...	128.298.384 francs.
Journées de travail perdu (à 2 francs par jour) ...	1.340.147.500 —
Frais de traitement et de chômage.....	70.842.000 —
Frais de traitement pour les aliénés	2.652.912 —
Suicides, morts accidentelles.....	4.922.000 —
TOTAL.....	1.546.862.796 francs.
Auxquels M. Rochard ajoute.....	8.895.000 —

pour la répression des crimes et délits dus à l'influence alcoolique.

I. — Il y a, en effet, une corrélation très étroite entre l'alcoolisme et la criminalité, ce qui montre bien que l'alcoolisme n'est pas, comme on l'a prétendu à l'Assemblée Nationale, un de ces vices intrinsèques contenus dans l'intérieur de l'individu et ne nuisant pas à autrui.

M. Marambat, greffier de la prison de Sainte-Pélagie, eut, dans ces dernières années, l'idée de rechercher, parmi les détenus de cet établissement, le nombre des alcooliques. Voici, dans le tableau ci-dessous, le résultat de ses travaux statistiques :

Détenus pour cause de :

1 ^o Vol, recel, abus de confiance, filouterie, soustraction frauduleuse, détournement, faux, chantage, extorsion de signature.....	1.898 dont 1.346 intempérants, 70 pour 100
2 ^o Coups et blessures, homicides par imprudence, outrage aux agents, rébellion, violences, voies de fait, attaques avec armes, séquestration	415 — 366 — 88,2 —

A reporter..... 2.313 dont 1.712 intempérants, 79,1 p^r 100

Report..... 2.313 dont 1.712 intempérants, 79,1 p^r 100

3° Viol (et tentative de), attentat à la pudeur ou aux mœurs, enlèvement de mineurs, excitation de mineurs à la débauche, adultère, avortement, bigamie.	308	—	165	—	53,6	—
4° Rupture de ban, mendicité, vagabondage.....	272	—	216	—	79,4	—
5° Assassinat, meurtre, tentative de meurtre et de parricide.....	15	—	8	—	55,3	—
6° Incendie volontaire... *	14	—	8	—	57,1	—

TOTAL..... 2.922 dont 2.124 intempér. 72,7 pour 100

M. Marambat ajoute que la proportion des alcooliques s'élève à 78 pour cent des récidivistes. Si, au lieu de s'en tenir à une seule prison, on étend le champ de l'observation comme l'a fait M. le docteur Legrain (*Un fléau social, l'Alcoolisme*), on obtient néanmoins des chiffres presque identiques :

Sur 100 détenus pour assassinat, on trouve.....	53 alcooliques.
100 — pour outrage à la pudeur, on trouve.	53 —
100 — pour incendie	57 —
100 — pour mendicité, vagabondage.....	70 —
100 — pour coups et blessures..	90 —

Total. 500 détenus. 323 alcooliques.

soit 64 pour cent ou deux tiers. De même une enquête faite en Belgique, en 1896, a démontré que sur 2.826 individus condamnés dans la période 1874-95 à la détention temporaire, 1.157, soit 40 pour cent, étaient alcooliques. Parmi les condamnés à perpétuité, la proportion s'élève, de 1872 à 1895, à 118 alcooliques sur 235 prisonniers, soit 50 pour cent; enfin, dans le même laps de temps, 121 condamnés à mort sur 218, c'est-à-dire 56 pour cent. Ajoutons que 344 détenus à temps, 53 condamnés à perpétuité, 38 condamnés à mort étaient en état d'ébriété lors de l'accomplissement de leur crime ou délit, et, fussent-ils des buveurs d'occasion, doivent néanmoins entrer en compte pour montrer l'influence

des excès alcooliques sur la criminalité. Enfin, dans une brochure publiée sous les auspices de la Société Suédoise de Tempérance par son président, M. le docteur Sigfrid Wieselgren, *La Lutte contre l'alcoolisme en Suède*, on trouve une statistique de la criminalité qui fait ressortir à 70 pour cent des condamnés aux travaux forcés, 72 pour cent des condamnés à l'emprisonnement, le nombre des intempérants.

Revenons en France. Une preuve extrêmement frappante du lien de cause à effet qui unit l'alcoolisme et la criminalité, se déduit de la statistique de la répression pénale dans les différentes régions de notre pays. Un Procureur de la République près un Tribunal de Bretagne disait à M. Guillemet, député de la Vendée, qui consigne le propos dans son *Rapport* de 1899, que si l'alcoolisme ne sévissait pas en Bretagne, les Parquets n'y auraient pour ainsi dire rien à faire. Comme l'écrit M. Maurice Vanlaër : « Les départements qui figurent au premier rang de la consommation alcoolique sont les mêmes qui figurent au premier rang de la criminalité. Si l'on excepte les départements qui, par suite de leur population flottante, sont exposés à des poursuites et à des condamnations plus nombreuses, comme la Seine, le Rhône, les Bouches-du-Rhône et le Nord, on constate que la courbe de la criminalité se mesure exactement sur la courbe de l'alcoolisme. Les trois départements de Normandie qui sont les plus grands consommateurs d'alcool, la Seine-Inférieure, le Calvados et l'Eure, comptent près de 80 condamnés pour 1.000 habitants. Les trois départements qui ressortissent de la Cour d'appel d'Orléans, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher et le Loiret, et dont la consommation alcoolique se rapproche de la moyenne, ont un peu moins de 50 condamnés pour 1.000 habitants. Les trois départements du ressort de Limoges, Creusé, Corrèze et Haute-Vienne, où l'alcool rencontre le moins de faveur, sont aussi les moins criminels, et n'offrent que 35 condamnés sur 1.000 habitants. »

J'ai cru devoir respecter le texte de M. Vanlaër, bien que ses chiffres soient quelque peu exagérés et qu'il se soit, par inadvertance, rendu coupable d'une erreur de décimales (1.000 au lieu de 10.000), comme le prouve le tableau suivant, extrêmement suggestif, dressé par M. Druhem, membre de l'*Association française pour l'avancement des sciences* :

	Consommation			
Seine-Inférieure.....	13,92	litres, 1 condamné pour 220 habitants.		
Nord.....	4,91	—	—	260 —
Pyrénées-Orientales.	3,28	—	—	405 —
Allier.....	1,70	—	—	530 —
Hautes-Alpes.....	2,23	—	—	615 —
Creuse.....	1,42	—	—	1,504 —

Chose digne de remarque, l'influence désormais incontestable et désastreuse pour la société, qu'exerce l'alcoolisme sur le développement de la criminalité, se fait sentir d'une manière très nette dans le sens de la précocité du crime : on constate en effet un accroissement effrayant du nombre des crimes commis par des enfants, avec un extraordinaire raffinement de cruauté et de lubricité; de même la prostitution infantine atteint des proportions de jour en jour plus inquiétantes.

II. — La cause en tient à ce que l'alcoolisme ne s'arrête pas à celui qui en est atteint, et c'est là encore une circonstance qui permet de le ranger au nombre des vices extrinsèques, en ce sens que le préjudice social qui en résulte est supérieur à la somme des préjudices particuliers qu'il cause aux buveurs. Comme la phthisie dont il est l'avant-coureur, l'alcoolisme est un mal héréditaire : *Ebrii ebrios gignunt*, disaient déjà les anciens. Sur 813 cas d'alcoolisme étudiés par lui, M. le docteur Lancereaux constatait 174 cas de *dipsomanie*, c'est-à-dire d'héredo-alcoolisme, provenant simplement de germes congénitaux, sans que, le plus souvent, on pût attribuer les habitudes d'intempérance des sujets examinés aux exemples d'ivrognerie reçus de leur entourage. « Ce qu'il y a

de plus fâcheux pour le descendant du buveur, dit à ce sujet M. le docteur Lancereaux, c'est l'appétence des boissons alcooliques et le besoin impérieux d'en user. L'âge dans lequel se fait sentir ce besoin est très variable; c'est en général à l'époque des grands mouvements physiologiques, comme au moment de la puberté... Faut-il ajouter qu'avec cette tendance tantôt continue, tantôt simplement intermittente, coexistent assez généralement des instincts mauvais, des penchants vicieux...» qui, joints à la considération de l'âge où ils se manifestent généralement, expliquent surabondamment le débordement et le caractère à la fois barbare et sadique de la criminalité chez les jeunes gens.

Au point de vue physique, le moindre des maux qui résultent de cette hérédité alcoolique, c'est la diminution progressive de la taille, de la stature, des forces musculaires, dans la descendance du buveur, ce qui, au point de vue social du recrutement militaire et de la défense nationale, constitue un sérieux danger. « On s'épouvante partout, dit M. le docteur Legrain, de la débilité de nos conscrits, et l'on sait que dans les régions les plus alcoolisées, cette débilité est plus accentuée. Dans un récent conseil de révision, en Bretagne, on constatait que les quatre cinquièmes des conscrits étaient refusés pour vices inhérents à l'alcoolisme. » « Dans la Seine-Inférieure, ajoute le *Rapport Guillemet*, après avoir reproduit la citation précédente de M. le docteur Legrain, il y avait, en 1873, 405 exemptés pour 6.600 inscrits, soit 6 pour cent; en 1893, il y a 1.680 exemptés pour 6.796 inscrits, soit 27 pour cent; la consommation de l'alcool a naturellement suivi la même progression. La proportion moyenne dans ce même département pour 1894, 1895, 1896 et 1897, est de 29,3. » D'après les documents officiels annexés au *Rapport Guillemet*, la proportion générale des conscrits déclarés impropres au service armé aurait été, durant cette période, de 20 pour cent. Parmi les départements

qui accusent une proportion plus forte, figurent, avec le numéro :

1. Seine-Inférieure.	29,3	pour cent,	n° 1	du classement d'après la consommation
3. Manche.....	28,7	—	10	—
5. Mayenne.....	26,9	—	13	—
6. Ille-et-Vilaine...	26,7	—	18	—
10. Eure.....	24,8	—	4	—
19. Calvados.....	23,3	—	5	—
21. Sarthe.....	22,9	—	19	—
22. Oise.....	22,8	—	3	—

La corrélation est donc évidente. Ce n'est pas tout ; le descendant d'un alcoolique sera tuberculeux, convulsivant, épileptique, hystérique, sourd-muet, hydrocéphale, louchard, sinon fou furieux ou idiot. Dans son article précité de la *Revue hebdomadaire* sur l'*Alcoolisme en Normandie*, M. Joseph Hermann nous dépeint ces malheureux dégénérés : « Si l'on visite, dit-il, un asile d'aliénés, on y voit des enfants à tête ridiculement grosse, les yeux hébétés, le front énorme, agités sur leurs chaises par un tremblement continu ; ils crachotent sans cesse ou répètent sans cesse la même syllabe ; ce sont des enfants d'alcooliques. » M. le docteur Legrain a suivi pas à pas la progéniture de 215 familles de buveurs pendant trois générations. Il a trouvé :

Alcooliques.....	50	pour cent.
Dégénérés.....	60	—
Fous moraux, criminels.....	14	—
Enfants atteints de convulsions.....	22	—
Épileptiques.....	17	—
Aliénés.....	15	—

Il n'est même pas besoin de plusieurs générations pour produire ce résultat, comme le montre d'une manière très suggestive cette observation d'un médecin anglais, le docteur Kerr, rapportée par M. Vanlaër : « Un homme sobre, bien portant, avait eu successivement deux enfants, bien portants aussi tous deux, un fils et une fille. Après la naissance de sa fille, le père tomba dans l'ivrognerie. Il eut encore quatre enfants : le premier de ces quatre-là était faible d'esprit, les trois autres furent idiots. »

III. — Cet exemple prouve d'une manière frappante combien l'alcool est un énergique ferment de décomposition des fonctions génésiques : « Poussé à ses dernières limites, dit M. le docteur Lancereaux, l'alcoolisme crée en quelque sorte une race spéciale qui peut bien se continuer pendant un certain temps avec ses infirmités physiques et ses tendances vicieuses, mais qui, heureusement, manque d'éléments suffisants pour se perpétuer. Exposée à toutes sortes d'accidents et de maladies, vouée à l'impuissance et à la stérilité, elle ne tarde pas à disparaître; ainsi s'éteint parfois, le plus souvent même, l'alcoolisme, lorsqu'il a pénétré dans la famille. » A la dégénérescence de la race, il faut donc ajouter, parmi les conséquences sociales de l'alcoolisme, la dépopulation, dont la France, plus que tout autre pays, souffre et se meurt. J'ai déjà montré le côté en quelque sorte positif de la question, en parlant de l'accroissement du nombre des décès par maladie, accident ou suicide dont la cause première remonte à l'alcoolisme. La question présente également un côté négatif, à raison de l'abaissement du chiffre des naissances et de l'accroissement simultané de la morti-natalité, de la non-viabilité des enfants procréés par les alcooliques, et des infanticides.

Impuissance et stérilité, tel est le lot des alcooliques. L'alcool ne se borne pas à corrompre les facultés reproductrices du buveur, il va souvent jusqu'à les annihiler, circonstance déjà connue des anciens, puisque Platon conseillait aux gens mariés de ne pas se livrer à la boisson « la nuit qu'ils destinaient à faire des enfants. » Dans une chronique intitulée *l'Alcoolisme*, insérée au *Bulletin de la Société Française de Tempérance*, année 1899, M. le professeur Debove dit à ce sujet : « Laissez-moi vous signaler la fâcheuse habitude de fêter le mariage par une noce, c'est-à-dire la plupart du temps par des excès de table. Vénus seule — je veux dire la Vénus génitrix — doit présider aux cérémonies de l'hyménée; il ne faut pas lui associer Bacchus. Les accoucheurs....

vous diront le danger de cette collaboration. » Néfaste au moment de la conception, l'alcool joue un rôle également désastreux chez la mère durant tout le cours de la grossesse. MM. Sérieux et Matthieu, dans leur ouvrage *l'Alcool*, citent les expériences de M. le docteur Féré sur les œufs de poule exposés aux vapeurs d'alcool, et d'où sortaient des poulets difformes et non-viables, ce qui démontre l'influence désastreuse de l'alcoolisme sur le développement de l'embryon. Rien d'étonnant par suite si l'enfant vient au monde mort ou non-viable, ou si, né avant terme, avec un développement incomplet, il présente une disposition toute particulière à contracter les maladies infantiles. Ce n'est d'ailleurs pas l'alimentation défectueuse, par le lait saturé d'alcool d'une nourrice alcoolique ou intempérante, qui peut prolonger son existence. Ajoutons à toutes ces causes de mortalité précoce, l'infanticide, relié par une étroite connexité avec l'alcoolisme. MM. Sérieux et Matthieu reproduisent en effet dans *l'Alcool* le résultat des recherches faites sur ce point particulier par un médecin anglais, le docteur Ogle, d'où il résulte que sur 2.000 enfants morts annuellement étouffés dans leur lit à Londres, les cinq sixièmes environ le sont dans la nuit du samedi au dimanche, dans laquelle l'ivrognerie sévit avec une intensité toute spéciale.

Aussi, considérons un département à forte consommation de spiritueux, le Calvados : nous constaterons avec M. Joseph Hermann (*op. cit.*) que « depuis 1880, sa population a diminué de 20.000 habitants ; la mortalité a augmenté de 28 pour cent ; la moyenne des naissances a baissé de 28 à 19, celle des décès a monté de 22 à 28 pour mille. » Il convient encore de citer l'observation faite par M. le docteur Legrain des décès survenus dans les 215 familles d'alcooliques dont il a été parlé plus haut. Sur un total de 814 descendants, on compte :

Morts-nés.....	16
Nés avant terme.....	37
Morts prématurément.....	121

TOTAL..... 174, soit 1/5 environ.

« Joignons-y, ajoute M. le docteur Legrain, 55 cas de tuberculose (phtisie), qui démontrent cette vérité déjà proclamée que l'alcool est le père de la phtisie, et nous arrivons à la proportion, non plus de un cinquième, mais de 32 pour cent ou *un tiers*. Et l'on vient déplorer que la France se dépeuple ! » Les décès augmentent, les naissances diminuent, quoi d'étonnant si la France perd du terrain dans tous les domaines alors que l'Allemagne double sa population en 98 ans, l'Angleterre en 63, l'Autriche en 62, et la Norwège, pays extrêmement sobre, en 51 ans !

IV. — Qu'on essaie de supputer tout ce qu'auraient pu produire ces morts, ces dégénérés, ces criminels et ces fous, et l'on verra sans peine que la perte, même strictement pécuniaire, ressentie par la société du fait de l'alcoolisme, dépasse de beaucoup les 1.550 millions auxquels l'évalue M. le docteur Rochard. Car l'absence de gain, le *lucrum cessans* est une perte sociale au même titre que la dépense inutile, le *damnum emergens*. Bien mieux, le budget de ce *damnum emergens* est inférieur à la réalité, si l'on n'y introduit pas une grande partie des millions dépensés par la charité publique ou privée en faveur des indigents. L'alcoolisme, en prélevant une dîme énorme sur les salaires de la classe ouvrière, la conduit fatalement à la misère qui, lorsqu'elle devient endémique, constitue un mal social des plus graves, à savoir le paupérisme, véritable maladie qui se propage par l'hérédité, de pair avec l'alcoolisme, comme le démontre cette curieuse statistique dressée par le professeur Pellmann de Bonn, et rapportée par M. Emmanuel Fochier, docteur en droit, avocat au barreau de Paris, dans son intéressant ouvrage *l'Alcoolisme devant la Loi*

pénale. Une nommée Ada Jurke, alcoolique, voleuse et vagabonde, née en 1740, morte au début du XIX^e siècle, a une postérité de 843 individus; sur 709 qui ont pu être retrouvés, on compte :

106 nés hors mariage.

142 mendiants.

64 pensionnaires des dépôts de mendicité.

81 prostituées.

76 criminels.

Au total, 363 individus qui sont des non-valeurs sociales, et 106 qui ont de grandes chances de l'être. Aussi n'y a-t-il rien d'extraordinaire à ce que cette famille ait, en 75 ans, coûté à l'État 5 millions de marks. Or, si l'on constate, avec M. le docteur Reymond (*Progrès médical*, 1896), qu'il entre annuellement, dans les seuls hôpitaux de Paris, environ 10.000 individus de l'espèce d'Ada Jurke, on peut se rendre compte de la tache d'huile que le paupérisme doit fatalement faire dans un pays alcoolique, et l'on ne s'étonnera pas du chiffre considérable des condamnations pour mendicité et vagabondage, — dont 70 pour cent s'appliquent à des alcooliques comme le montrent les statistiques relevées plus haut, — ni de la véritable pullulence de ces chemineaux qui infestent les régions particulièrement alcooliques comme la Bretagne et la Normandie.

Ce développement du paupérisme, conséquence directe de l'alcoolisme, est d'autant plus grave que le paupérisme, à son tour, conduit en droite ligne à l'alcoolisme. « Il faut, dit à ce sujet un auteur russe, M. Borodine, dans un *Rapport à la Société russe d'hygiène publique*, il faut chercher la cause de l'alcoolisme dans la pauvreté générale; on vit dans les privations, il n'y a pas de divertissements; il ne reste qu'à se consoler dans l'oubli des choses d'ici-bas; c'est ainsi que se développe petit à petit l'ivrognerie. » Il est à remarquer, en effet, que les milieux sociaux plus aisés offrent une plus grande résistance à l'alcoolisme, et cela pour deux rai-

sons. Tout d'abord, ils ont d'autres plaisirs; l'alcool, c'est, dit-on avec raison, le seul luxe du pauvre, qui lui demande, selon l'expression de M. le docteur Legrain « un instant d'oubli et une parcelle de cet idéal qui sans cesse le hante et toujours lui échappe. » Le riche en a moins besoin. Mais encore, à consommation égale, l'alcool absorbé par l'ouvrier, dont l'alimentation est trop souvent rudimentaire et insuffisante, trouve un terrain mieux préparé pour ses ravages que chez le bourgeois, dont la nourriture substantielle et réconfortante détruit en partie les effets néfastes du poison et oppose, durant quelque temps du moins, une digue à son envahissement. Et c'est d'autant plus vrai que l'alcool est le plus souvent, pour l'indigent, qui le pare de propriétés nutritives imaginaires, le succédané de la nourriture absente, et creuse ainsi chaque jour davantage l'abîme qu'il était destiné à combler. Comme le dit si bien M. le docteur Legrain : « L'alcoolisme est tout à la fois la cause et l'effet du paupérisme; ces deux termes forment un cercle vicieux, l'un ayant engendré l'autre et le second contribuant à l'entretien du premier. » Le paupérisme, conséquence immédiate de l'alcoolisme, nous apparaît donc, en quelque sorte, comme la raison d'une progression géométrique croissante, qui amplifie et multiplie à l'infini les ravages si considérables accomplis, au sein de la société contemporaine, par l'alcoolisme.

Il n'est donc pas exagéré d'appeler l'alcoolisme un fléau social, dont Gladstone disait avec raison qu'« il fait de nos jours plus de ravages que ces trois fléaux historiques : la famine, la peste et la guerre. » L'alcoolisme, on le sait, est, ou du moins a été naguère exploité, comme la passion de l'opium, par les colonisateurs anglo-saxons. « Beaucoup plus que le fer et le feu, dit M. le docteur Lancereaux, il a contribué à réduire de plus en plus le nombre des indigènes de l'Amérique du Nord. — C'est lui encore qui, aujourd'hui même, amène

la disparition progressive des habitants d'un grand nombre d'îles de l'Océanie. » De même la drogue innomable à bas prix, stigmatisée du nom d'*alcool de nègres*, dont l'Allemagne inonde les territoires africains ouverts à la civilisation européenne, n'a pas tardé à décimer les peuplades indigènes qui ont goûté à ce poison. C'est donc à bon droit que M. le docteur Legrain pousse son cri d'alarme : « Un peuple alcoolisé est un peuple appelé à disparaître. » Si donc la France veut garder son rang parmi les nations, il faut qu'elle se ressaisisse, qu'elle coure sus à l'alcoolisme et que les pouvoirs publics, auxquels incombe le devoir de défendre la société confiée à leurs soins, prennent au plus vite des mesures énergiques pour combattre le fléau qui nous ronge.

CHAPITRE III

La lutte officielle contre l'alcoolisme.

Nécessité d'agir contre le cabaret.

L'urgence de la lutte, et de la lutte officielle contre l'alcoolisme étant ainsi établie, la question se pose de savoir sur quel terrain elle doit être portée, comment et par quels moyens elle doit être entreprise. La France s'étant, la dernière, engagée dans la voie anti-alcoolique, possède du moins cet avantage de pouvoir s'inspirer des expériences pratiquées à l'étranger, d'éviter les erreurs des autres pays, tout en leur empruntant les mesures salutaires inscrites dans leurs législations. Je vais examiner les solutions tirées des principes généraux et *a priori*, puis je m'efforcerai de montrer la nécessité absolue qui s'impose d'atteindre principalement le cabaret.

I

Exposé synthétique des procédés généraux d'action officielle contre l'alcoolisme.

Un fait est indéniable, c'est que depuis quelque cinquante ans, non seulement la consommation d'alcool s'accroît sans cesse, mais en outre, la qualité de l'alcool absorbé devient de plus en plus mauvaise. S'il était possible de faire disparaître par des mesures prohibitives, l'alcool de la consommation, on parerait à la fois

aux deux inconvénients, le mal serait tari dans sa source. C'est là, malheureusement, comme nous allons le voir, une chimère. Dès lors, du moins, il semble que l'on doive se proposer de restreindre la consommation et tout à la fois d'améliorer la qualité des spiritueux livrés au public. Mais les opinions diffèrent sur l'importance respective de ces deux points de vue. Pour la plupart des personnes qui se sont occupées de cette question, l'amélioration qualitative est subsidiaire, c'est un simple corollaire de la restriction quantitative de la consommation, but primordial de la lutte anti-alcoolique. Une autre théorie tend au contraire à se faire jour dans le Parlement français qui, à diverses reprises, a semblé lui faire un accueil favorable; c'est celle qui consiste à poursuivre principalement, sinon même exclusivement, l'amélioration de la qualité des alcools consommés, déclarant surrogatoire la restriction de la consommation. Enfin, l'on n'est pas non plus d'accord sur les voies et moyens à employer pour restreindre quantitativement la consommation des spiritueux. Notamment, s'inspirant de ce fait que l'alcoolisme et le développement exagéré de la consommation des boissons distillées datent du jour où la dévastation de nos vignobles a fait hausser le prix des boissons fermentées dans des proportions qui les rendaient pour ainsi dire inaccessibles aux petites bourses, alors qu'au contraire l'alcool à bas prix s'offrait en abondance de jour en jour plus considérable, beaucoup de personnes ont pensé trouver le remède au mal qui nous ravage, dans l'établissement d'un régime fiscal de faveur destiné à abaisser considérablement le prix actuel des boissons hygiéniques, de manière à susciter de leur chef des adversaires aux spiritueux. Montrer l'impossibilité du procédé prohibitif, l'inexactitude de la théorie qualitative et, par là même, la nécessité de porter l'action officielle principalement sur le terrain quantitatif, enfin mettre en lumière l'insuffisance du système concurrenciel, tel est le but que

je me propose. J'aurai par là même justifié le régime presque universellement en vigueur; qui consiste à opérer une restriction directe de la consommation des spiritueux au moyen d'une sur taxe fiscale de ces produits, de manière à en faire des denrées de luxe hors de la portée de la population nécessiteuse, la plus durement ravagée par le fléau, sauf à rechercher ensuite si cette mesure, pour être efficace, n'appelle pas la collaboration d'autres réformes.

I. — Le système prohibitif est, à première vue, extrêmement séduisant et semble parfaitement rationnel. Comme le dit M. Maurice Vanlaër (*op. cit.*) : « Aux grands maux ne faut-il pas opposer les grands remèdes? Puisque l'alcool est un poison, pourquoi ne pas le proscrire, défendre sa fabrication, empêcher sa circulation, interdire sa vente? » C'est ce qu'ont pensé les législateurs d'un certain nombre d'États particuliers de l'Union américaine et le système vient encore de recevoir une consécration qui lui donne un regain d'actualité, par suite d'un plébiscite canadien, en date de septembre 1898, tendant à interdire complètement sur le territoire de cette colonie anglaise, l'industrie et le commerce des alcools. Mais, d'après les renseignements qui m'ont été fournis avec la plus grande bienveillance par le Commissariat général du Canada à Paris, ce plébiscite, qui remonte déjà à deux années, n'a encore reçu aucune sanction pratique et n'en recevra sans doute pas de sitôt, à raison de la faible majorité obtenue par cette motion, du chiffre considérable des abstentions qui atténue singulièrement la valeur du vote, de l'opposition énergique faite à la proposition par la grande province française de Québec, enfin des difficultés pratiques auxquelles a donné lieu une expérience partielle pratiquée dans un certain nombre de comtés et qui n'y a pas fourni les résultats espérés. En guise de protestation contre l'inaction dans laquelle est resté le gouvernement central ca-

nadien à la suite du plébiscite national, les provinces de Manitoba et de Prince-Edward-Island ont cru devoir voter l'application du système prohibitif sur leur territoire, à partir de juin 1901. Par contre, en Amérique, ce régime paraît être entré dans une période de décadence puisque de 17, le nombre des États prohibitionnistes est tombé à 7.

C'est qu'à vrai dire, l'expérience s'est montrée peu favorable. Sans doute, le régime constitutionnel américain est pour quelque chose dans cet échec. Les États prohibitionnistes, qui sont, comme nous venons de le voir, l'infime minorité, sont entourés d'États ou de territoires où l'industrie et le commerce des alcools sont demeurés libres. Or, la loi fédérale, pour sauvegarder le développement des relations communes et prévenir les entraves qu'y pourrait apporter l'égoïsme particulariste, la loi fédérale, dis-je, contraint les États particuliers à tolérer en franchise sur leur domaine l'importation des produits originaires des autres parties de l'Union. Il est vrai qu'aux termes d'une loi fédérale du 8 août 1890, rendue pour couper court aux difficultés qui s'étaient produites et pour concilier le principe de la liberté commerciale au sein de l'Union avec celui de la souveraineté locale, les boissons importées dans un État ou territoire, y sont soumises aux mêmes lois ou règlements que si elles y avaient été fabriquées; mais on admet que cette disposition législative ne saurait porter atteinte au droit intangible que possède tout citoyen américain, en tant que sujet des États-Unis, de faire venir d'un État autre que celui de son domicile des boissons alcooliques et de les faire transporter dans son habitation, où il peut les consommer librement. Aussi, les résultats sont-ils loin de répondre à l'attente des législateurs prohibitionnistes. L'Évêque catholique de Fargo, dans le Dakota, l'un des sept États en question, écrivait en 1893 : « Des fermiers, qui jadis ne buvaient qu'un verre ou deux dans une taverne quand ils venaient en ville, ont maintenant chez eux des ton-

nelets de cinq gallons, auxquels ils rendent visite à tout instant. Je ne dis pas que le régime prohibitif soit mauvais en lui-même, mais je prétends qu'il ne vaut absolument rien dans la situation actuelle de Dakota. »

Cette situation n'est pas, il est vrai, celle de la France, État unitaire et fortement centralisé, où la prohibition embrasserait toute l'étendue du territoire de la République, et qui ne saurait être contraint par aucune autorité supérieure à tolérer chez lui l'introduction de telle denrée qu'il plairait au Parlement français de proscrire. Mais il ne se produirait pas moins un approvisionnement clandestin qui déjouerait les prévisions du législateur. C'est tout d'abord la contrebande aux frontières qui se produit actuellement pour le tabac, les allumettes et même l'alcool, — notamment à la frontière franco-belge, — contrebande qui deviendrait d'autant plus intense et ingénieuse que l'appât du gain serait plus considérable, et qu'il s'agirait d'échapper, non plus à une simple surtaxe, mais à une prohibition radicale. C'est ensuite la fraude par détournement d'emploi, qui consiste à faire passer dans la consommation de bouche l'alcool qu'on est bien forcé de tolérer pour les usages industriels et médicaux. Les Russes, à l'heure actuelle, au dire de témoins oculaires dignes de foi, se mettent déjà à boire les alcools de parfumerie, et les infirmiers des hôpitaux ne craignent pas, bien souvent, d'absorber l'alcool des pansements et des préparations anatomiques. *A fortiori*, en serait-il de même et sur une plus grande échelle, sous le régime prohibitif. Enfin, chez nous, où chacun possède, dans sa vigne ou son verger, les matières premières nécessaires à la distillation, et dans sa batterie de cuisine la casserole ou la cafetière qui, reliée par un tube de verre ou de caoutchouc avec un récipient placé dans un baquet d'eau froide, constitue un alambic rudimentaire, mais suffisant pour brûler de mauvaise eau-de-vie, la production clandestine prendrait un essor considérable qui, par suite des conditions défectueuses

de la fabrication, livrerait aux buveurs un alcool des plus toxiques. L'introduction en France du régime prohibitif serait donc à la fois illusoire et dangereuse. Je me hâte, d'ailleurs, de reconnaître que la proposition n'en a jamais été faite, qu'elle rencontrerait chez nous une opposition tellement insurmontable que même ses plus fervents admirateurs préférèrent laisser de l'autre côté de l'Atlantique l'utopie américaine.

II. — a). A l'opposite, pour ainsi dire, du système, très rigoureux dans son principe, de la prohibition radicale, se trouve le système qualitatif qui prétend combattre l'alcoolisme en améliorant la qualité des alcools livrés à la consommation : Éliminer de la fabrication des spiritueux composés les substances reconnues dangereuses par les corps savants compétents; substituer, dans la plus large mesure possible, au moyen de faveurs fiscales, les alcools naturels, moins toxiques, aux alcools d'industrie, cause de tout le mal; enfin, épurer ces derniers avec une perfection presque absolue; tel est le programme. Ce système, qui sert de point d'appui aux partisans de la monopolisation de l'industrie et du commerce des alcools aux mains de l'Etat, seul en mesure, affirme-t-on, de réaliser cette amélioration qualitative; ce système, dit un de ses protagonistes, « donne une garantie absolue à la santé publique, puisque aucun alcool n'entrera plus dans la consommation sans avoir été, au préalable, analysé et reconnu parfaitement pur. *On aura toujours le moyen de s'enivrer, mais on ne s'empoisonnera plus.* » Aussi cette théorie semble-t-elle avoir conquis les suffrages de notre Chambre des députés : n'apportant aucune restriction à la quantité des alcools consommés, la réforme qualitative peut être organisée de telle façon qu'elle ne cause aucun préjudice aux 4.349.639 individus (voir *Rapport Guillemet 1899*, p. 30) qui vivent de l'industrie et du commerce de l'alcool; préconisant le développement de la consommation des

alcools naturels, elle réjouit le cœur des trois millions et demi de récoltants de vin et de cidre et de bouilleurs de crû, en même temps qu'elle porte un coup mérité à la situation anti-démocratique des quelques gros distillateurs industriels du Nord, accapareurs de l'empoisonnement public, stigmatisés du titre de *Barons de l'alcool*; d'autre part, enfin, laissant intacte la matière imposable, ce système sauvegarde les intérêts du budget en même temps que ceux de la santé publique.

Restreindre la consommation, c'est, a-t-on dit, *tuer la poule aux œufs d'or*. « Nous avons besoin, dit un honorable député, partisan convaincu et ardent du système, nous avons besoin des ressources de l'alcool, et nous devons chercher à retirer beaucoup de l'impôt, tout en donnant satisfaction à l'hygiène. *Nous ne prétendons pas réduire la quantité d'alcool consommé, mais rendre la qualité de l'alcool telle qu'il n'y ait presque plus de danger à le consommer*. Si nous arrivions à faire qu'il ne puisse être livré à la consommation des alcools nocifs, notre but serait atteint; nos populations ouvrières ne s'empoisonneraient plus. » Et notre réserve de guerre constituée, disait jadis M. Thiers, après la Banque de France par l'alcool, demeurerait intacte. Or, j'ai précédemment montré la toxicité de l'alcool le plus pur, il est donc bien difficile de concevoir la possibilité d'en consommer sans danger, et surtout de s'enivrer sans s'empoisonner. J'ai de même fait voir que l'alcool nous coûte annuellement des sommes infiniment plus considérables que les ressources budgétaires, — environ 300 millions — dont il alimente le budget. Et, puisqu'on nous parle de l'éventualité d'une guerre dont l'alcool est destiné à solder les frais, comme il a contribué à payer ceux de la guerre de Crimée, de la guerre d'Italie et de la guerre franco-allemande, j'ai précédemment aussi mis en lumière le péril qui résulte de l'alcoolisme au point de vue de la défense nationale, les entraves qu'il apporte au recrutement, soit par la dépopulation, soit par la dégénéres-

cence de la race. A quoi bon une réserve de guerre si nous n'avons pas d'armée ? Subir tous les désastres occasionnés par la consommation sans cesse croissante de l'alcool, pour ne pas compromettre l'existence d'un trésor de guerre, d'ailleurs fort hypothétique, c'est faire un calcul de dupe, c'est agir comme Ugolin qui, d'après la légende, dévorait ses enfants pour leur conserver un père.

b). Réduit à l'amélioration qualitative, le remède serait d'ailleurs pire que le mal. Je suppose pour un instant que l'on ait réussi à éliminer entièrement de la consommation toutes les matières hypertoxiques qui souillent, à l'heure actuelle, les alcools d'alimentation. Qu'arrivera-t-il ? « Le jour, dit M. le docteur Legrain, où l'Etat livre au consommateur, sous son estampille, un alcool dénué d'impuretés, le consommateur se croit assuré d'absorber quelque chose de bon, de recommandé par l'Etat, et il est facile de tirer cette conclusion, c'est qu'il est fatalement tenté d'en user largement, d'en user alors même qu'il le redoutait auparavant.... Tous les pauvres alcooliques, qui ne demandent au fond qu'à justifier leurs excès, ne manqueront pas de se prévaloir de la sagesse toute paternelle de l'Etat pour se ruer au-devant d'un poison garanti pur. » Si donc l'Etat ne prend pas, d'autre part, des mesures tendant à la restriction quantitative de la consommation, la réforme qualitative engendrera normalement un accroissement des quantités de spiritueux absorbées, d'autant plus inquiétant que l'amélioration hygiénique qui résulte de l'épuration ou de la substitution aux alcools d'industrie des eaux-de-vie naturelles — et j'en pourrais dire tout autant en ce qui concerne l'élimination de la fabrication des spiritueux composés des substances hypertoxiques figurant sur une liste, forcément arbitraire, dressée par un aréopage de savants, — cette amélioration est loin d'avoir l'importance que se plaisent à lui reconnaître ses parti-

sans. Sans dire, comme M. Maurice Vanlaër, que la différence de toxicité entre l'alcool rectifié et l'alcool très impur, est négligeable, je crois, pour ma part, qu'on l'a singulièrement exagérée, et je vais m'efforcer de le démontrer à l'aide de quelques chiffres.

Au *Rapport Guillemet* sont annexés les résultats des analyses pratiquées par M. le docteur Héret, pharmacien en chef de l'hôpital Trousseau, sur un certain nombre d'échantillons d'eau-de-vie prélevés au hasard dans les diverses catégories de cafés, débits et estaminets de Paris. Je prends celui que M. le docteur Héret considère comme le plus mauvais, à raison de sa richesse en alcools supérieurs. Cet alcool, d'un titre alcoolique de 35 degrés 6, contient :

1° Acidité (exprimée en acide acétique).....	Grammes :	0,156
2° Aldéhydes.....	—	0,0525
3° Éthers.....	—	0,299
4° Furfurol.....	—	0,003
5° Alcools supérieurs (exprimés en alcool amylique)	—	1,42

Je suppose cet alcool ramené à 100 degrés ; je trouve alors :

1° Acidité (exprimée en acide acétique).....	Grammes :	0,44
2° Aldéhydes.....	—	0,14
3° Éthers.....	—	0,85
4° Furfurol.....	—	0,008
5° Alcools supérieurs (exprimés en alcool amylique)	—	4

Soit un total de 5,5 pour mille d'impuretés. En attribuant à chacun de ces éléments son potentiel toxique, j'arrive, pour l'alcool d'industrie en question supposé à 100 degrés, à un potentiel toxique exprimé par le nombre 134,65, tandis que l'alcool éthylique chimiquement pur a pour potentiel toxique 129,85. En d'autres termes, tandis qu'un litre d'alcool éthylique rectifié, supposé à 50 degrés, tue un homme pesant 64 kilogrammes 500 environ, l'alcool d'industrie en question tue à dose égale un poids vif d'à peu près 67 kilogrammes. Si l'on passe aux alcools naturels usuels, il résulte des travaux de M. le docteur Joffroy, relatés au *Rapport Guillemet*,

que dans les mêmes conditions, ils tuent un poids vif qui oscille entre 64 kilogrammes 904 (eau-de-vie de Montpellier) et 65 kilogrammes 527 (Armagnac) — en mettant à part l'eau-de-vie de prunes de Lorraine qui, à 50 degrés, tue par litre 68 kilogrammes 597, c'est-à-dire se présente comme sensiblement plus nocive que l'alcool d'industrie étudié par M. le docteur Héret, et qu'il déclare dangereux.

Mais, sauf cette exception, on peut se rendre compte de la différence de toxicité qui existe entre un alcool d'industrie impur déclaré dangereux, et l'alcool éthylique rectifié ou même la généralité des alcools naturels. Cette différence n'est pas insignifiante, elle est même assez sensible sur une forte consommation, puisqu'elle varie de 2,25 à 3,625 pour cent ; mais il serait téméraire d'affirmer que la réforme, réduite à l'épuration des alcools d'industrie ou à leur remplacement dans la consommation par les eaux-de-vie naturelles, comme aussi à la substitution, dans les spiritueux composés d'aromes un peu moins toxiques que ceux qui les parfument aujourd'hui, serait suffisante pour combattre efficacement l'alcoolisme. A nos portes, la Belgique qui souffre autant que nous du fléau alcoolique ne boit, au dire d'un de ses ministres, M. Le Jeune, que de l'alcool « idéalement pur, de l'alcool rectifié à 1 1/2 pour mille près. » Cet exemple doit nous mettre en garde contre les illusions, surtout en tenant compte de cette circonstance que la confiance fallacieuse inspirée aux populations par le brevet d'innocuité qui résulte de la garantie officielle de pureté des alcools, tend à anéantir le minime effet bien-faisant de l'épuration, grâce à un développement corrélatif de la consommation. Ajoutons que, bien souvent, après que l'État s'est donné la peine de rectifier parfaitement les alcools livrés à la consommation, le buveur, qui les trouve trop fades, y introduit lui-même des impuretés : tel le paysan russe qui y fait macérer de la jusquiame ou des feuilles de tabac, lorsqu'il n'y substitue

pas purement et simplement de l'éther comme en Pologne.

c). Si donc on se borne à poursuivre l'amélioration de la qualité des alcools livrés à la consommation, on n'aura rien fait. Il était important de relever cette constatation pour repousser l'introduction chez nous du monopole de l'alcool, considéré par ses partisans comme la panacée universelle, le seul remède au mal alcoolique et qui, très en vogue depuis quelques années, repose essentiellement sur la théorie qualitative. Théoriquement, il est vrai, on nous promet, outre l'amélioration qualitative placée en vedette, une surélévation énorme des prix de vente de nature à restreindre la consommation, en même temps que le Trésor encaisserait de beaux bénéfices. « Mais, dit non sans raison M. Maurice Vanlaër, n'y a-t-il pas entre ces deux buts la plus amusante des contradictions? Si la consommation de l'alcool baisse, l'État ne devra-t-il pas se réjouir comme hygiénisant, se lamenter comme besogneux? Et si la consommation de l'alcool se maintient ou croît, ne devra-t-il pas s'en offenser pour la morale, s'en féliciter pour son budget? Terrible déchirement de l'âme de l'État, écrit un spirituel critique. Tempête sous le crâne social! Comme âme du pays, l'État sera profondément désolé que les citoyens, ses enfants, s'alcoolisent avec entrain; comme marchand de goutte, il aura tout intérêt à ce que l'alcoolisme fasse des progrès qualifiés de *sensibles* par les statistiques. L'État, maître Jacques, répondra à ceux qui l'interrogeront : Est-ce à l'État marchand de goutte que vous parlez? Il est heureux, l'alcoolisme marche bien. Est-ce à l'État patriote que vous adressez la parole? il est navré : l'alcoolisme coule à pleins bords. »

Or, il n'est que trop à redouter qu'avec les exigences croissantes des budgets, l'État français tout au moins ne soit plus volontiers marchand de goutte que gardien

de la santé publique et ne soit trop facilement disposé à faire argent du poison tentateur dont il aurait le monopole. Le monopole établi en Russie en 1894 se solde par des excédents budgétaires importants, mais non point par une diminution de la consommation, qu'on était d'ailleurs si loin de poursuivre — les documents officiels en font foi — que les prix de vente se sont trouvés abaissés par rapport au tarif antérieur à la réforme. Le monopole institué en Suisse en 1887 nous montre, au contraire, l'exemple curieux d'un déficit budgétaire sans abaissement réel de la consommation. Les statistiques, il est vrai, accusent une diminution, mais cette dépression n'est qu'apparente, car elle ne porte que sur les alcools d'industrie, seuls soumis au monopole : les alcools naturels, au contraire, sont demeurés libres et, bien mieux, indemnes de toute taxe ; dès lors, rien d'étonnant à ce qu'il y ait eu, à leur profit, un simple déplacement de la consommation, attesté par les rapports officiels de la Régie fédérale. La situation agricole de la France amènerait un résultat identique et l'on verrait se produire une distillation clandestine intense d'alcools naturels, qui conduirait l'État monopoleur à baisser le prix des alcools monopolisés pour obvier à cette fraude qui — l'expérience le démontre — croît en raison directe du gain qu'elle procure et pour ne pas se trouver en déficit. C'est dire que le monopole des alcools se réduit, en fait, à une mesure exclusivement qualitative, donc illusoire et néfaste.

III. — a). Sans méconnaître l'intérêt de second ordre qui s'attache à l'amélioration qualitative des alcools livrés à la consommation et auquel il peut d'ailleurs être donné satisfaction par l'institution d'un contrôle hygiénique officiel, comme le montre l'exemple du Portugal, rapporté par M. Guillemet, il convient cependant de s'attacher principalement à la restriction quantitative de cette consommation. Le premier moyen qui se pré-

sente tout naturellement à l'esprit, c'est l'établissement d'une taxe somptuaire sur l'alcool. C'est d'ailleurs ce qui a été fait dans tous les pays et même en France, où le taux actuel de l'impôt qui pèse sur l'alcool dépasse 400 pour cent de sa valeur intrinsèque, sans néanmoins que la consommation fléchisse, bien au contraire. Devant cette situation, deux théories sont en présence. La première, comparant le tarif français aux tarifs fiscaux en vigueur à l'étranger, tend à l'établissement de nouvelles surtaxes, de manière à produire un véritable *écrasement* de l'alcool, écrasement qui, d'ailleurs, ne peut être obtenu que si l'on abolit l'injustifiable privilège des bouilleurs de crû grâce auquel, tant légalement que par fraude, une énorme fraction de la production alcoolique du pays échappe à l'action fiscale, ce qui neutralise l'effet de la taxation. Tel n'est pas le point de vue auquel se place la seconde théorie, qui se fait jour dans divers projets soumis à l'approbation des Chambres françaises, notamment le projet déposé en 1895 par M. Ribot et celui de M. Caillaux, dont le Parlement est saisi depuis le 14 novembre 1899. Partant de ce principe que la pénurie et la cherté du vin, la plus courante et la principale des boissons fermentées consommées en France, pénurie et cherté survenues en 1853 avec l'oïdium, ont été l'un des principaux facteurs du développement de l'alcoolisme, l'on a pensé que dégrever les boissons hygiéniques des impôts d'ailleurs fort lourds et anti-démocratiques qui les grèvent — puisqu'ils pèsent de 33 pour cent de la valeur intrinsèque sur l'approvisionnement en détail, seul accessible à la population ouvrière, tandis qu'un droit fixe de 1 à 2 francs, suivant les régions, frappe l'hectolitre de vin, quel que soit son prix lorsqu'il est acheté en gros — l'on a pensé, dis-je, que dégrever les boissons hygiéniques pour en abaisser le prix serait le meilleur moyen de réduire dans une large mesure la consommation des spiritueux, en leur suscitant des concurrents.

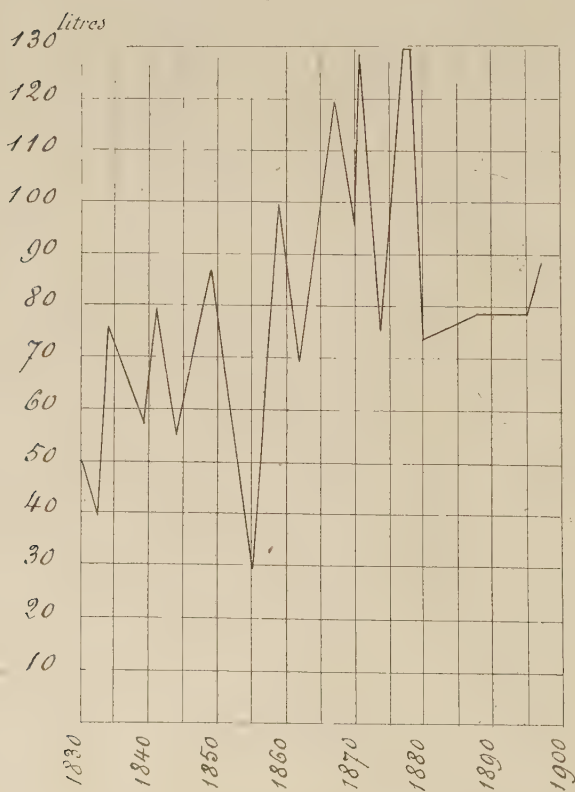
On semble d'ailleurs conduit dans cette voie par l'observation que les récoltes abondantes de vin abaissent sensiblement — en apparence tout au moins — le niveau de la consommation alcoolique et que, d'autre part — en apparence toujours — les régions viticoles sont celles où l'on boit le moins d'eau-de-vie. Dès lors, croyant trouver là le remède de l'alcoolisme, sans ruiner la fameuse réserve de guerre qui hante l'esprit de tous nos hommes d'État, les projets de loi qui se sont succédé devant nos Assemblées délibérantes s'attachent principalement à dégrever les boissons hygiéniques des impôts qui les chargent et se bornent, en ce qui concerne les spiritueux, à faire intervenir subsidiairement la surtaxe et la limitation partielle du privilège des bouilleurs de crû, pour combler le déficit ainsi creusé dans nos finances par ce dégrèvement. L'alcool doit payer la rançon du vin. Tel est le mot d'ordre. Or, au cours de ce siècle deux dégrèvements fractionnaires des boissons hygiéniques ont été édictés, l'un en 1830, l'autre en 1880; ils n'ont produit aucun résultat parce que, si même les villes à octroi n'en profitaient pas pour élever à proportion le tarif de leurs taxes municipales, tout le bénéfice en a passé aux intermédiaires qui pouvaient, sans protestation de la part du public, confisquer à leur profit une infime différence de 3 à 5 centimes par litre, sommes par lesquelles se chiffraient les dégrèvements en question. « Les clients habituels des cabarets, disait au sujet du dégrèvement de 1880 un *Rapport officiel de l'administration des contributions indirectes* en date de 1882, les clients habituels des cabarets qui consomment au fur et à mesure de leurs besoins, ne se préoccupent pas, dans la même mesure que les particuliers qui s'adressent au commerce en gros, de la rareté et de la cherté du vin. En raison de leurs achats multiples, ils ne se ressentent pas aussi vivement des augmentations disséminées sur de petites sommes. » Mais, supposons un dégrèvement plus considérable, tel qu'il soit impos-

sible de n'en point faire bénéficier les consommateurs; je crois qu'à l'heure actuelle — sans nier l'influence néfaste qu'ont pu exercer au début de la crise la ruine des vignobles français et les lourdes taxes dont sont frappées les boissons hygiéniques — je crois, dis-je, qu'en l'état actuel des choses, un dégrèvement serait sans aucun effet : d'une part, un accroissement de la consommation du vin n'influe pas, du moins dans les proportions que l'on croit, sur celle de l'alcool; d'autre part, selon toute vraisemblance, l'abaissement, d'ailleurs hypothétique, du prix de vente des boissons hygiéniques, profiterait moins à leur débit qu'à celui de l'alcool lui-même.

b). Sans doute, à plusieurs reprises, on a vu, dans les statistiques, les grandes récoltes de vin ou de cidre faire fléchir la consommation de l'alcool; c'est à cette circonstance notamment que l'on attribue la dépression 1893-1897 du niveau de la consommation alcoolique française; sans doute aussi, les régions viticoles sont les moins alcooliques de France aux yeux des statisticiens officiels. Mais, outre qu'on peut dire tout le contraire des pays à cidre, grands consommateurs cependant d'une boisson plus hygiénique que le vin, puisque moins alcoolique, une remarque s'impose, très spirituellement formulée par M. Vanlaër en ces termes : « Boira-t-on moins d'alcool parce qu'on boira plus de vin, plus de cidre et plus de bière ? — Les départements producteurs de vin ne consomment pas beaucoup d'alcool, dit la statistique. D'alcool imposé, oui, car ils n'ont pas la naïveté d'acheter l'alcool qu'ils peuvent fabriquer pour rien, grâce au privilège des bouilleurs de crû. Les années où la production de vin est abondante, sont celles où l'on consomme le moins d'alcool, ajoute la statistique. D'alcool imposé, toujours. Mais quoi d'étonnant, si le surflu de la récolte de vin sert précisément à produire une quantité plus grande d'alcool exempté ? » C'est préci-



Quantité moyenne, par habitant
de la consommation d'alcool à 100 degrés



Quantité moyenne, par habitant,
de la consommation de vin

sément une des raisons qu'invoque l'administration des contributions indirectes (*Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, mars 1900), pour expliquer la diminution de la consommation imposée de 1899 : l'accroissement de la production des bouilleurs de crû, grâce à l'abondance exceptionnelle de la récolte de vin. De même, M. Georges Cochery, Ministre des Finances du cabinet Méline, affirmait au Sénat, en 1896, lors de la discussion du projet de réforme du régime des boissons, qu'il est de notoriété publique que, dans les années d'abondance de vin ou de cidre, la consommation effective d'alcool croît en même temps que celle du vin et du cidre. La dépression est donc purement apparente. Mieux encore, même en s'en tenant aux alcools imposés, on peut voir, par les courbes ci-contre, que j'emprunte au *Rapport Guillemet*, courbes relatives à la consommation d'alcool et de vin de 1830 à 1898, que la consommation de l'alcool peut augmenter sans un fléchissement correspondant de celle des boissons hygiéniques, et réciproquement.

Ces courbes sont extrêmement instructives, car elles ruinent de fond en comble le préjugé courant qui veut voir entre la consommation du vin et celle de l'alcool un rapport inverse gouverné par une loi d'équilibre analogue à celle qu'on démontre en physique par l'expérience classique des vases communicants. M. le docteur Legrain disait à ce sujet dans une conférence prononcée à l'École de Médecine de Paris et citée au *Rapport Guillemet* : « S'il est vrai que la courbe de la consommation de l'alcool est prodigieuse à partir de l'époque où les maladies s'abattent sur la vigne..., fait curieux, cet appétit fébrile pour l'alcool est devenu tel, l'accoutumance pour ce produit délétère est devenue tellement invincible que la reconstitution des vignobles français fait à peine fléchir la courbe de la consommation alcoolique.... Le goût du vin légitime semble perdu pour nous ; n'est-il pas exact de voir dans ces faits la preuve qu'on ne trouve plus dans les boissons fermentées la somme d'excitation

ou de jouissances à laquelle l'alcool nous a peu à peu accoutumés ? » Aussi, vraisemblablement, un dégrèvement des boissons hygiéniques serait-il sans grande influence sur la consommation même du vin, du cidre et de la bière. Si le dégrèvement n'abaisse qu'insensiblement le prix du vin, pour nous en tenir à ce liquide, le débitant maintiendra son prix de vente, de manière à pouvoir maintenir également, sans majoration, le prix du petit verre d'alcool, malgré la surtaxe corrélative des spiritueux, afin de ne pas éloigner le consommateur : il y trouve encore son bénéfice. Si, au contraire, le dégrèvement opère un abaissement de prix assez sensible pour que les intermédiaires ne puissent en confisquer intégralement le bénéfice à leur profit sans soulever des réclamations de la part du public, n'est-il pas à craindre que ce soit le consommateur qui opère, plus ou moins inconsciemment, un virement analogue ? Je considère, par exemple, un ouvrier qui absorbe journellement un litre de vin à soixante centimes et quatre petits verres d'eau-de-vie à dix centimes : dépense totale, un franc par jour. Survient une réforme fiscale qui abaisse à quarante centimes le prix du litre de vin, et fait monter en même temps de dix à quinze centimes le prix du petit verre. Croit-on par hasard que l'ouvrier en question consommera désormais deux litres de vin et seulement un petit verre d'eau-de-vie, en mettant un sou de côté ? Nullement : en vertu de la perversion du goût signalée plus haut par M. le docteur Legrain, il ne changera rien à ses habitudes, et continuera avec la même dépense totale de un franc par jour, à boire son litre de vin et ses quatre petits verres d'eau-de-vie ; si bien que le seul effet du dégrèvement du vin semble consister à paralyser complètement l'action de la surtaxe de l'alcool.

Un mot encore à ce sujet. Certaines personnes, tout en reconnaissant l'inanité de l'effet restrictif espéré du dégrèvement des boissons hygiéniques sur la consommation des spiritueux, ont émis cette idée, assez frap-

pante de prime abord, que la réforme aurait du moins cet avantage d'obliger le législateur à surtaxer l'alcool pour combler le déficit ainsi creusé dans le budget, tel l'individu qu'on jette à la mer pour lui apprendre à nager. Cette considération ne manque pas d'être exacte jusqu'à un certain point ; mais le procédé présente cependant un inconvénient, car, s'il provoque une surimposition de l'alcool, il n'autorise toutefois qu'une surtaxe modérée, et s'oppose à l'écrasement complet de l'alcool qui nous apparaît comme l'*extremum subsidium* si l'on veut fermement arriver à décimer la consommation alcoolique. Car, plus la surtaxe est considérable, plus aussi l'évasion d'impôt, qui en est la conséquence inévitable et voulue pour partie, mais qui, d'autre part, résulte aussi d'un développement inévitable de la fraude, plus cette évasion d'impôt est intense et, par suite, plus est aléatoire le résultat budgétaire poursuivi, de sorte qu'on est obligé de s'arrêter à une formule d'équilibre, à un taux de surtaxe suffisant sans doute pour combler le déficit occasionné par le dégrèvement, mais néanmoins pas assez fort pour amener une considérable dépression de la consommation alcoolique qui risquerait de compromettre l'équilibre du budget. Donc, sans même mettre en discussion la question épineuse de l'innocuité ou de la toxicité des boissons fermentées, et tout en me réservant d'ailleurs de rechercher dans le cours de cette étude si les boissons hygiéniques ne pourraient pas être utilisées par d'autres procédés pour lutter contre l'envahissement des spiritueux, ce que je dois constater dès à présent, c'est qu'à l'heure actuelle, leur dégrèvement constituerait une erreur législative. Erreur dans laquelle notre Parlement semble malheureusement disposé à tomber, comme donne lieu de le présager la discussion, actuellement en cours devant la Chambre des Députés, du projet précité de M. Caillaux.

Nécessité de la lutte contre le cabaret.

Il faut donc, à mon avis, se borner à attaquer en face les boissons distillées par des surtaxes fiscales exorbitantes, de manière à en faire une consommation de luxe pour l'ouvrier, même dans les périodes de grand essor industriel et d'élévation des salaires; de manière aussi à réduire à une minorité de plus en plus infime le nombre des gens à qui leurs facultés pécuniaires permettent d'« aimer mieux, suivant le mot de M. Maurice Vanlaër, dépenser plus que boire moins; » de manière enfin que le progrès scientifique et industriel, ce perpétuel niveleur des prix de revient, ne puisse pas, comme il l'a fait sans cesse dans le courant du xix^e siècle, anéantir du jour au lendemain, totalement ou en partie, l'effet de la surtaxe. Car l'histoire fiscale de l'alcool en France peut se résumer en une série de surimpositions, puisque de 55 francs par hectolitre d'alcool pur en 1824, l'impôt est monté progressivement au taux actuel de 156 fr. 25 dans les campagnes, 163 fr. 75 à 186 fr. 25 dans les villes sans octroi, moitié, voire même trois quarts en sus dans certaines villes à octroi. Et cependant, la consommation, et la consommation *imposée*, augmente toujours ! La faiblesse encore trop grande de nos taxes comparées notamment au tarif britannique — naguère 477 francs par hectolitre d'alcool pur, actuellement plus de 500 francs pour solder les frais de l'expédition sud-africaine — en est sans doute la cause, et c'est pourquoi je suis d'avis qu'il faut les relever considérablement, bien au-delà des 220 francs par hectolitre que propose M. Caillaux, dans son projet du 14 novembre 1899, et des 275 francs que demandait, en 1895, M. Ribot. Mais, pour moi, l'un des principaux motifs de l'inanité des surtaxes qui se

sont succédé en France, c'est l'absence de mesures corrélatives édictées contre le cabaret. Le cabaret, tel est, je crois, le pivot de la question alcoolique. C'est ce que je vais m'efforcer de démontrer en mettant successivement en lumière la résistance qu'il oppose aux réformes, et le rôle provocateur qu'il joue dans la propagation de l'alcoolisme.

I. — a). Tandis que la France, depuis 1830, a quintuplé le taux du droit de consommation qui pèse sur l'alcool sans arriver à un autre résultat que de voir tripler sa consommation alcoolique, la Russie, dans l'espace de trente ans, parvient, par une augmentation de 4 à 10 kopecks par degré-védro, à faire baisser de moitié sa consommation ; de même la Hollande qui, en 1878, buvait annuellement 9 litres 85 d'alcool à 50 degrés par tête, n'en absorbe plus, vingt ans après, que 8 litres 28, par le simple jeu d'une augmentation d'impôt de 57 à 60, puis 63 florins par hectolitre à 50 degrés. C'est que, dans ces deux derniers pays, la surtaxe avait été accompagnée de mesures énergiques contre le cabaret. La plus grande partie de la consommation alcoolique, en effet, 64 pour cent d'après les documents officiels annexés au *Rapport Guillemet*, s'effectue au petit verre, sur place, dans les débits de boissons. Or, comme le fait remarquer fort judicieusement M. Charles Dupuy, dans un article de la *Revue politique et parlementaire* (novembre 1896), il existe un écart si considérable entre le prix de revient de l'alcool, même majoré d'une forte surtaxe et le prix de vente en détail de l'eau-de-vie, que le détaillant, même en maintenant ses prix antérieurs, en faisant ainsi un sacrifice pour ne pas éloigner sa clientèle, réalise encore un bénéfice des plus notables.

Supposons, avec l'ancien Président du Conseil, une taxation déjà considérable, telle que le litre d'alcool pur, tous droits compris, revienne à 4 francs. « On sait, dit M. Charles Dupuy, qu'avec un litre d'alcool on peut

faire deux litres et demi d'eau-de-vie. Or, un litre contient de 30 à 40 petits verres, mettons 33, à 3 centilitres l'un. Du litre d'alcool, il aura été fait deux litres et demi d'eau-de-vie et 82 petits verres. A 0-fr. 10 le petit verre, le débitant encaisse 8 fr. 20. C'est 4 fr. 20 au-dessus du prix de revient. La marge est assez grande, et il y a place à la fois pour le bénéfice du débitant et du marchand en gros. » Et d'ailleurs, par une infinitésimale diminution de la capacité des petits verres, et par un abaissement, également insensible pour le consommateur, d'un ou deux degrés dans la teneur alcoolique de son eau-de-vie, le débitant est à même de neutraliser les effets d'une forte surtaxe. Qu'il porte de 33 à 36 le nombre des petits verres fournis par un litre d'eau-de-vie, qu'il abaisse en même temps le titre alcoolique de 40 à 38 degrés; son litre d'alcool pur vendu au petit verre lui rapporte désormais 9 fr. 40; c'est-à-dire que, par ce moyen, et sans y être d'un centime de sa poche, il peut dissimuler au consommateur une brusque surtaxe de 120 francs par hectolitre. On nous dira que le niveau de la consommation évaluée en alcool à 100 degrés se trouve abaissé par suite de ces manœuvres du débitant : ce serait vrai, si au stationnement des prix de vente devait correspondre un stationnement de la consommation; mais il faut compter avec la tendance ascensionnelle de la passion alcoolique, en vertu de laquelle le nombre des petits verres consommés ira croissant, d'où s'ensuivra bien vite, en fait, un relèvement du degré alcoolique de la consommation.

Ces observations justifient tout d'abord l'établissement de surtaxes telles que ces manœuvres ne soient plus possibles à l'insu du consommateur; elles montrent surtout la force de résistance qu'oppose le cabaret aux réformes fiscales.... lorsque même il ne parvient pas à en empêcher le vote. Comme le dit, dans son ouvrage précité, *l'Alcoolisme devant la loi pénale*, M. Emmanuel Fochier, « l'habitude du débit a fait du cabaretier une puissance

sociale, il préside à tous les actes d'une certaine importance de la vie de ses clients.... Il est commerçant influent, et *puissant agent électoral*. » Aussi les cabaretiers pèsent-ils de tout le poids de leur influence politique sur les Assemblées délibérantes, et la résistance opiniâtre qu'ils opposent à toute réforme anti-alcoolique dont ils savent fort bien qu'ils seraient les premières victimes, est d'autant plus énergique et quasi-invincible que leur nombre s'accroît de jour en jour, chez nous du moins, avec une effrayante rapidité.

b). La Révolution avait établi en France la liberté de la profession de cabaretier. Cette liberté reçut une atteinte des plus sérieuses par le décret-loi du 29 décembre 1851, aux termes duquel, à partir du 1^{er} janvier 1852, « aucun café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, ne pourrait être ouvert sans la permission préalable et toujours révocable de l'autorité administrative. » Le préfet, dans chaque département, décidait souverainement des autorisations à accorder ou à retirer. M. Bourcart, dans ses articles de la *Revue politique et parlementaire* (janvier-février 1896) sur *Le péril de l'alcoolisme et les remèdes*, reconnaît que la nécessité d'une autorisation préfectorale était une entrave très efficace au développement exagéré du nombre des cabarets. Le tableau ci-après, qui donne les chiffres relatifs à la période de liberté, 1830-50, puis aux trente années 1852-80, durant lesquelles a fonctionné le système de l'autorisation préalable, permet de se rendre compte de l'influence heureuse, au point de vue particulier qui nous occupe, qu'a exercée le décret-loi de 1851.

1^o Avant le décret :

En 1830 on compte 281.847 débits, 1 par 117 habitants.

1835	—	283.023	—	—	116	—
1850	—	350.424	—	—	101	—

2° Après le décret :

En 1855 on compte	291.244 débits, 1 par 125 habitants.				
1865 —	351.048 — —	110 —			
1869 —	364.875 — —	105 —			
			Perte de l'Alsace-Lorraine.		
1874 —	342.980 — —	108 habitants.			
1875 —	342.622 — —	109 —			
1876 —	343.139 — —	108 —			
1877 —	346.598 — —	107 —			
1878 —	350.697 — —	106 —			
1879 —	354.852 — —	105 —			
1880 —	356.863 — —	104 —			

« Mais, ajoute M. Bourcart, il était dangereux de laisser un instrument de domination aussi puissant et aussi arbitraire à des fonctionnaires administratifs, chez qui la partialité politique s'élève presque à la hauteur d'un devoir professionnel. » Le Prince-Président, au surplus, en signant le décret-loi du 29 décembre 1851, n'était animé d'aucun sentiment anti-alcoolique. Dois-je rappeler, d'ailleurs, que les premiers symptômes du mal n'apparurent chez nous que vers 1855, et que c'est surtout du vin que l'on consommait à cette époque dans les débits de boissons ? La politique seule avait inspiré le gouvernement du 2 décembre, et le motif dominant de la nouvelle réglementation était, aux termes mêmes de son préambule, cette considération que « dans les campagnes surtout, les cafés, cabarets et débits de boissons, sont devenus en grand nombre des lieux de réunion et d'affiliation pour les sociétés secrètes. » La mainmise des préfets sur ces centres d'agitation et d'opposition républicaine était, pour le prince Louis-Napoléon, une simple mesure de défense politique et de propagande impérialiste, au moyen de l'octroi des autorisations aux seuls amis du pouvoir existant. Si bien qu'assez lent dans les premières années de l'empire, — et nous voyons le même phénomène se reproduire après 1870, — le mouvement ascensionnel du nombre des cabarets redevient assez rapide lorsque la forme du gouvernement devient pour ainsi dire incontestée. Du reste, « ce n'est pas seulement

le gouvernement de l'empire qui se servit de ce pouvoir, — dit l'exposé des motifs d'une proposition de loi tendant à réduire le nombre des cabarets, déposée au Sénat le 27 mars 1899 par MM. Siegfried, Béranger et plusieurs de leurs collègues ; — les gouvernements des 24 et 16 mai exaspérèrent les républicains par l'abus scandaleux qu'ils firent de cette arme rouillée d'un régime disparu. Aussi, quand les pouvoirs publics appartenrent tout entiers à la République, le législateur voulut se hâter d'effacer ce décret, qui lui semblait dès lors un anachronisme. »

c). « La politique, continue M. Siegfried, avait inspiré la répression, la politique octroya la liberté, » passant ainsi d'un extrême à l'autre sans se demander si, au-dessus de ces chétives préoccupations électorales, ne se dressait pas la question plus haute de la santé et de l'avenir de la France. Quoi qu'il en soit, la loi du 17 juillet 1880, actuellement encore en vigueur, abrogea le décret honni du 29 décembre 1851. A dater de la promulgation de cette loi, il suffit, pour ouvrir un débit de boissons, d'une déclaration préalable faite à la Mairie de la commune où doit fonctionner l'établissement ; cette déclaration est transmise pour enquête et avis au Procureur de la République de l'arrondissement. C'est donc le rétablissement de la liberté absolue de la profession de cabaretier proclamée quatre-vingt-dix ans auparavant par la législation révolutionnaire. Une restriction, toutefois, était apportée à cette liberté, restriction à laquelle se rapportent précisément la déclaration à la Mairie, et la communication de cette déclaration au Parquet. Elle consiste en ce qu'une incapacité d'exercer la profession de cabaretier est édictée par la loi du 17 juillet 1880, au préjudice des individus condamnés à un emprisonnement d'un mois au moins pour vol, recel, abus de confiance, escroquerie, filouterie, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la

débauche, tenue d'une maison de jeux, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé.

L'effet de cette législation par trop libérale, et tellement inopportune que les pays étrangers doués d'un régime analogue en prononçaient, à cette même époque, l'abrogation, comme l'Alsace-Lorraine et les Pays-Bas, ou se préparaient à l'abolir, comme la Belgique, l'effet, dis-je, de cette législation, ne tarda pas à se faire sentir, comme l'indique le tableau suivant. Les cabarets qui y figurent sont uniquement ceux des départements qui, astreints au paiement d'un droit de licence, figurent sur les statistiques de la Régie : le nombre des débitants de Paris, soustraits à cette taxe, n'a pu être relevé exactement. Par suite également, la population qui entre en compte pour l'établissement du quantum d'habitants par débit est la population des départements, abstraction faite de la ville de Paris. (La défalcation de la population parisienne n'a pas été opérée par M. Guillemet, auquel j'ai emprunté le précédent tableau ; c'est ce qui explique la divergence relative au nombre des habitants par débit en 1880 sur l'une et l'autre statistique) :

En 1880 on compte 356.863 débits, 1 par 100 habitants.

1881	—	367.825	—	—	96	—
1882	—	372.587	—	—	95	—
1883	—	377.514	—	—	94	—
1884	—	386.855	—	—	92	—
1885	—	399.145	—	—	90	—
1886	—	401.021	—	—	90	—
1887	—	404.832	—	—	89	—
1888	—	408.751	—	—	88	—
1889	—	410.069	—	—	88	—
1890	—	413.141	—	—	87	—
1891	—	416.691	—	—	86	—
1892	—	417.568	—	—	86	—
1893	—	421.233	—	—	85	—
1894	—	422.164	—	—	85	—
1895	—	424.575	—	—	84	—
1896	—	424.456	—	—	84	—
1897	—	425.507	—	—	84	—
1898	—	431.990	—	—	83	—

Si, sans parler des cabarets clandestins, on fait entrer en ligne de compte les débits de boissons de Paris, dont on évalue le nombre à 35.000, on arrive à un total de 467.000 débits environ, soit 1 pour 82 habitants, un cabaret pour 20 électeurs ! La Belgique, il est vrai, au dire d'un de ses anciens ministres, M. le Jeune, en compte 1 pour 35 habitants ; mais le département français du Nord s'approche de cette proportion avec 1 cabaret pour 46 habitants. Dans certaines communes de ce département, on a compté 1 débit pour 15 personnes. En Bretagne, M. Georges Picot cite une localité qui possède 52 débits pour 850 habitants, 1 débit pour 5 électeurs ! M. Fleury-Ravarin, le 11 juin 1895, dans la discussion du régime des boissons à la Chambre des députés, parlait de telle rue d'une grande ville qui, sur une longueur de moins d'un kilomètre, ne comptait pas moins de 91 cabarets. Personnellement, je puis citer l'exemple de la ville de Cherbourg, que j'ai habitée pendant six ans : les rues de la Paix et de l'Union, qui se font suite, et constituent une notable fraction de la voie d'accès de la ville vers l'Arsenal et les casernes, étaient, en 1892, sur toute leur longueur de cinq à six cents mètres, entièrement bordées de boutiques, dont il n'était peut-être pas six qui ne fussent des cabarets. Au surplus, la moyenne du nombre des cabarets, pour toute la Normandie, est sensiblement supérieure à la moyenne générale de la France ; elle est d'un cabaret pour 66 habitants, ou 16 électeurs.

II. — a). La pullulence des cabarets dans les régions les plus alcooliques de France est extrêmement suggestive. Si de même on se reporte au tableau de la consommation individuelle moyenne de notre pays depuis 1880, et si on le rapproche de la statistique ci-dessus, relative à l'accroissement incessant du nombre des cabarets depuis la loi du 17 juillet 1880, on ne peut qu'être frappé de voir la marche sensiblement parallèle des deux courbes

par lesquelles ces chiffres pourraient se traduire. Constatation plus inquiétante encore : c'est précisément depuis 1880 que l'absinthisme, variété la plus désastreuse de l'alcoolisme, et variété d'autant plus néfaste pour nous qu'elle est pour ainsi dire exclusivement française, a pris dans notre pays une extension véritablement envahissante. L'absinthe, chacun le sait, et les apéritifs divers qui lui font cortège, sont des boissons que l'on ne consomme guère à domicile, qui se prennent en quelque sorte uniquement au cabaret ou au café. Or, de 18.000 hectolitres en 1880, la consommation de l'absinthe en France a passé à 194.000 hectolitres en 1898, en même temps que le nombre des débits augmentait de plus de 75.000. C'est que le cabaret ne se borne pas à maintenir la consommation, à défendre le vice contre les mesures moralisatrices qui pourraient l'atteindre, il l'encourage et le surexcite.

Remarquons tout d'abord que l'accroissement du nombre des débits fournit à l'alcool un nouveau et considérable contingent de consommateurs, en la personne des débitants et de leur personnel. Voici, d'après le journal *Le Matin*, n° du 23 janvier 1899, la ration quotidienne d'alcool des cabaretiers parisiens : « A sept heures du matin, café et eau-de-vie. A neuf heures, ils cassent une croûte et boivent trois ou quatre verres de vin blanc. Jusqu'à une heure, ils prennent trois à cinq apéritifs : amer, vermouth, absinthe. A une heure, un litre de vin au déjeuner, puis café et rhum. Toute l'après-midi, consommations variées, en compagnie de clients, de préférence du vin. A partir de cinq heures, nouvelle tournée d'apéritifs, trois ou quatre en moyenne. A huit heures, dîner, même quantité de liquide qu'à midi. Enfin, dans la soirée, petits verres à discrétion. » Si l'on considère qu'il y a en France, sans compter les tenanciers de débits clandestins, environ 465.000 individus qui se livrent quotidiennement à ces excès, indubitablement partagés par leur entourage, famille et serviteurs, on se

rend compte déjà de l'appoint considérable apporté par les cabarets au développement de l'alcoolisme. Mais ce n'est là qu'un petit côté de la question, car les libations auxquelles se livrent les débitants n'ont d'autre but, le plus souvent, que d'amorcer le client en lui offrant au bon moment, quand la consommation semble sur le point de se ralentir, une tournée qui en provoque une ou plusieurs autres. « Généralement, dit un auteur russe, M. Dmitri Nicolaïevitch Borodine, dans un *Rapport à la Société russe d'hygiène publique*, généralement, les dimensions que tel ou tel commerce prend dans une certaine contrée sont déterminées selon la demande d'un certain genre d'objets de consommation; il en serait du moins ainsi dans le commerce du pain, de la viande, du tabac, du sel, de tout ce qu'on veut, excepté de l'eau-de-vie..... Dans le commerce des spiritueux, l'augmentation du nombre des débits n'est nullement nécessitée par un besoin réel; au contraire, cette augmentation n'a pour but que de provoquer une plus forte consommation de l'eau-de-vie, en augmentant la tentation des buveurs..... Il est d'ailleurs difficile de préciser dans quelle mesure augmentera la vente; cela dépend des débitants, de leurs qualités personnelles, de leur capacité d'amorcer l'acheteur. »

Mais, ce qu'il importe de retenir, c'est que, si insouciant et si incapable que l'on puisse supposer un cabaretier, le cabaret en lui-même n'en est pas moins un facteur essentiel de la tentation alcoolique, en vertu de ce vieil adage que « l'occasion fait le larron. » Le cabaret est le foyer de contagion par excellence de l'alcoolisme, à raison de cette circonstance que l'homme est un être essentiellement sociable et imitateur. Sans aucun doute, il ne manque pas de gens qui vont au café, au cabaret, pour boire, pour satisfaire leur passion de l'alcool; ceux-là boiraient aussi chez eux, quoique peut-être un peu moins, car l'usage stupide des tournées, des politesses à rendre, surexcite la consommation; quoique

peut-être aussi des liqueurs un peu moins toxiques. Mais on peut affirmer que la majeure partie des clients des débits de boissons commence par y venir pour se distraire, faire une partie de cartes ou de billard, pour trouver de la société, lire les journaux, causer des événements du jour et surtout pour traiter ses affaires. Le café est devenu une sorte de petite bourse de commerce, en même temps que le salon — n'est-ce pas d'ailleurs son nom « saloon » en Amérique ? — du petit bourgeois et de l'ouvrier. Or, au café, au cabaret, l'on ne peut séjourner sans consommer. Et qu'y boirait-on, si ce n'est de l'alcool : absinthe, apéritifs de toute sorte avant le repas ; eau-de-vie, chartreuse, bénédictine et autres liqueurs après dîner, soi-disant pour activer la digestion. On le fait, un peu par goût, beaucoup par habitude, par esprit d'imitation, pour faire comme le voisin, et de crainte du ridicule qui, sottement, s'attache en France aux gens « qui ne savent pas boire. » Puis, l'habitude agit, elle devient, comme l'ont dit les philosophes, une seconde nature, et l'apéritif comme le petit verre, de consommation accidentelle se transforment en un impérieux besoin. C'est ainsi que nombre de gens rangés, pères de famille, de tenue extrêmement correcte et qui ne voudraient à aucun prix s'adonner à l'ivrognerie, s'alcoolisent inconsciemment, automatiquement pour ainsi dire, sous l'influence du milieu. « C'est au débit public, dit avec raison M. Rostand, que prend naissance, que se propage, que devient chronique le mal de l'alcoolisme. Ce n'est pas chez soi que l'on boit beaucoup et il est hors de doute que s'il n'existait pas d'endroit où la boisson fût livrée et absorbée en commun, le nombre des clients de l'alcool sous toutes ses formes et les quantités d'alcool absorbées seraient infiniment moindres. » D'autant que des multiples tentations qui s'offrent, visage découvert, aux passions humaines, la tentation exercée par le cabaret est l'une des rares qui ne chôment jamais et que de toutes les boutiques, le cabaret est la première ou-

verte à l'aube et la dernière fermée au plus profond de la nuit.

b). Aussi, est-ce à juste titre que M. Claude (des Vosges) pouvait dire, dans son *Rapport* de 1887 : « Si les bouilleurs de crû sont le fléau des campagnes, les débitants de boissons sont, sans contredit, le fléau des villes. Actuellement, ils débordent jusque dans les moindres villages..... Les jours de paye, au retour du chantier ou de l'atelier, de combien de *tournées* s'allège le salaire si laborieusement gagné ! Les débitants sont là, tout le long de la route et, comme les ronces d'un sentier sauvage qui, en arrachant quelques lambeaux d'étoffes, font parfois couler un peu de sang, eux aussi font chaque fois au malheureux qu'ils dépouillent, au détriment de lui-même et de sa famille, une blessure moins apparente peut-être sur le moment, mais cependant sûre et profonde, et dont les suites ne tardent pas à se manifester. » Je ne parlerai pas de la misère que le cabaret engendre et qu'il entretient au sein de la classe ouvrière, des grèves qu'il provoque, qu'il encourage et qu'il prolonge, de la prostitution qu'il facilite en dissimulant souvent derrière son enseigne un lieu de débauches, et en exposant à toutes les entreprises de l'immoralité et de la bestialité les filles et les femmes dont, de plus en plus, tend à se composer son personnel. Je me bornerai à passer en revue quelques statistiques de la criminalité qui vont me fournir une nouvelle preuve de cette vérité que « l'alcoolisme, c'est le cabaret. » Nous avons vu précédemment que les deux tiers environ des infractions à la loi pénale sont commises sous l'influence plus ou moins immédiate de l'alcool. Cette proportion s'élève même à 90 pour cent en ce qui concerne les coups et blessures. Si donc, il est établi d'autre part qu'une quantité considérable des infractions en général et des délits de coups et blessures en particulier, se place aux jours de la semaine et aux heures du jour où la fréquentation

du cabaret est le plus intense, il en résulte, par là même, la démonstration de la part éminente qui revient au cabaret, tout à la fois dans la criminalité et dans l'alcoolisation, à raison du rôle provocateur qu'il exerce sur le développement de la consommation. Or, nous trouvons dans une revue allemande, la *Zeitschrift fuer die gesamte Strafrechtswissenschaft* 20. Band, 1. Heft 1900, sous le titre *Alkoholgenuss und Verbrechen*, un intéressant travail de M. Gustav Aschaffenburg, *Privatdocent der Psychiatrie* à l'Université de Heidelberg, qui renferme sur ce point particulier des données très suggestives.

Voici tout d'abord une statistique dressée par M. le docteur von Koblinski, qui a rangé, suivant les jours de la semaine où elles avaient été commises, les infractions en punition desquelles 380 individus se trouvaient détenus à la prison de Dusseldorf-Derendorf :

Dimanche.....	165	infractions, dont 121 délits de coups et blessures.
Lundi.....	68	— 32 — —
Mardi.....	28	— 9 — —
Mercredi.....	20	— 9 — —
Jeudi.....	20	— 5 — —
Vendredi.....	17	— 4 — —
Samedi.....	62	— 35 — —

TOTAL.... 380 infractions, dont 215 délits de coups et blessures.

Donc 43 pour cent des infractions, sans distinction de nature, ont lieu le dimanche, 18 pour cent le lundi, 16,3 pour cent le samedi, alors que les autres jours de la semaine, la proportion varie de 4,5 à 7,3 pour cent seulement. En ce qui concerne les coups et blessures, nous trouvons une proportion de 56,75 pour cent le dimanche, 16,25 pour cent le samedi, 15 pour cent environ le lundi, 1,8 à 4,2 pour cent les autres jours. Étant donné que le dimanche, jour de repos, le samedi, jour habituel de paye, et le lundi, jour de chômage volontaire de la part de beaucoup d'ouvriers, sont les jours de grande recette pour les cabarets, la démonstration est faite, d'autant qu'elle est confirmée par d'autres statistiques.

M. le docteur Otto Lang, juge d'instruction à Zurich, a dressé, pour l'année 1891, le tableau suivant :

Samedi.....	18	infractions.
Dimanche.....	60	—
Lundi.....	22	—
Les autres jours de la semaine, ensemble :		
1° La nuit ou dans une auberge.....	25	—
2° Dans la journée.....	16	—
TOTAL.....	141	infractions.

Le lundi, le samedi et le dimanche réunis fournissent 70 pour cent du total des infractions ; le dimanche à lui seul 42,5 pour cent, chiffre à rapprocher de la proportion obtenue par M. von Koblinski. De plus, et ce qui est, dans cette statistique de M. Otto Lang, particulièrement intéressant, c'est le nombre relativement grand des infractions commises, dans les quatre autres jours de la semaine, soit au cabaret même, soit la nuit, c'est-à-dire aux heures d'active fréquentation des débits de boissons.

Terminons par un classement effectué par M. Aschafenburg lui-même, des délits de coups et blessures commis dans le ressort judiciaire du tribunal de Worms du 8 novembre 1896 au 7 novembre 1898 :

Lundi.....	57	délits de coups et blessures.
Mardi.....	34	—
Mercredi.....	34	—
Jeudi.....	35	—
Vendredi.....	27	—
Samedi.....	37	—
Dimanche.....	142	—
TOTAL.....	366	délits de coups et blessures.

Les nombres relativement considérables, 39 et 16 pour cent, de ces infractions survenues le dimanche et le lundi, alors que, pour les autres jours de la semaine la proportion oscille de 7 à 10 pour cent, viennent à l'appui des données fournies par M. von Koblinski. Une seule différence doit être signalée : le samedi ne présente ici rien de particulier au regard des autres jours, abstrac-

tion faite du dimanche et du lundi. La cause en tient, dit M. Gustav Aschaffenburg, à ce que « la circonscription judiciaire de Worms renferme pour la majeure partie une population agricole, à l'égard de laquelle la paye du samedi présente moins d'importance que dans les localités industrielles. Par contre, le dimanche ainsi que le lundi exercent, à Worms, comme partout ailleurs, leur influence habituelle sur la fréquentation des cabarets. » (Le texte dit : « ihre unheimliche Wirkung », expression impossible à traduire littéralement). Il n'existe pas en France, à ma connaissance du moins, de statistiques analogues à celles que j'ai reproduites ci-dessus. Nul doute cependant que les mêmes causes ne produisent chez nous les mêmes effets, sinon même sur une plus vaste échelle.

Le procès du cabaret n'est donc plus à faire, et, sans négliger les autres points sur lesquels l'alcoolisme peut et doit être combattu, il semble bien qu'il faille diriger contre le cabaret de sérieux efforts. Deux grandes causes lui ont permis de conquérir l'empire néfaste qu'il exerce à l'heure actuelle dans notre pays : d'une part, la liberté dont il jouit dans l'accomplissement de son œuvre dévastatrice ; mais, d'autre part aussi, le défaut de résistance opposée à cette tentation par une population ignorante et peu aisée, dont une fraction de jour en jour plus notable se trouve prédisposée par l'hérédité atavique à l'abus des liqueurs fortes. Pour être complète et présenter quelque chance de succès, la lutte contre le cabaret comporte donc essentiellement deux catégories de mesures : les unes *objectives*, agissant sur le facteur de la tentation, de manière à la restreindre, s'il n'est pas possible de l'éliminer, les autres, *subjectives* au contraire, tendant à renforcer la résistance présentée par la population aux tentations qui l'assaillent.

PREMIÈRE PARTIE

MESURES OBJECTIVES

Est-il possible de supprimer le cabaret, tout au moins en tant que lieu de consommation sur place des boissons distillées, en tant que « salon de l'ouvrier? » Telle est la première question qui se pose, et qu'il importe d'examiner, car, résolue par l'affirmative, elle emporterait *ipso facto* la solution du problème qui nous occupe en coupant le mal dans sa racine. Les expériences de suppression du cabaret qui ont été tentées à l'étranger méritent donc d'être étudiées, ne fût-ce que pour nous convaincre que l'application en France de ce régime est du domaine de la chimère et de l'utopie. Mais alors, du moins, faut-il s'efforcer, pour lutter contre l'empire, chaque jour plus despotique, usurpé par les cabarets, de restreindre considérablement la liberté dont ils jouissent à l'heure actuelle, tant pour leur fondation que pour l'exercice de l'exploitation néfaste des plus basses passions humaines, qu'ils entreprennent sous l'œil bienveillant de la loi. J'examinerai donc successivement les questions suivantes : Suppression des cabarets, réduction de leur nombre, restriction intrinsèque de la liberté de leur fonctionnement.

CHAPITRE PREMIER

Suppression du cabaret.

En présence des désastres innombrables et de toute nature qui prennent naissance au cabaret, certaines nations ont fait appel à un remède radical : la suppression du cabaret, mesure qui comporte essentiellement deux degrés distincts. On peut, en effet, se proposer d'interdire d'une manière absolue, sur le territoire d'une circonscription politique déterminée, la création et le fonctionnement de tout établissement de vente en détail des alcools ; c'est la prohibition totale qui figure dans la législation de certains États de l'Union américaine, et s'étend, soit au territoire intégral de ces États, soit seulement à celui des communes ou comtés qui voteraient cette prohibition. Sous cette dernière forme, le système porte le nom de *Local option*, *Veto local* ou *Local prohibition* ; on en trouve des variantes dans quelques autres pays. Par contre, si l'on considère que les dangers du cabaret proviennent surtout de son caractère de lieu de réunion et de distraction, où l'on peut séjourner indéfiniment, causer, fumer et faire des parties de cartes, à la condition, bien entendu, d'absorber des consommations alcooliques, n'est-ce pas encore supprimer le cabaret que de transformer cet établissement en un bureau de vente, où le public n'est pas autorisé à séjourner, en une sorte de pharmacie ou de guichet, comme on en voit, dans les villes d'eaux thermales, à l'orifice des puits exploités par les Compagnies concessionnaires ? C'est ce qui a été fait, sinon par la loi, du moins grâce à son appui, dans la monarchie scandinave ; c'est ce qui est

appelé à devenir demain le régime de droit commun en Russie. Il y a cependant, entre les systèmes en vigueur dans ces deux États, cette différence à noter qu'en Suède et en Norvège, le consommateur est admis à boire dans le débit l'unique verre d'alcool que les règlements l'autorisent à se faire servir, tandis que dans l'empire des tsars, la vente se fait uniquement à emporter. Je passerai successivement en revue la *Local option*, forme sous laquelle le régime total prohibitif s'est le plus répandu ; le *Système de Gothenbourg*, qui fonctionne en Suède et en Norvège ; enfin, le régime russe qui, grâce à la monopolisation des débits de boissons spiritueuses entre les mains de l'Etat, s'est flatté de parvenir à prononcer « la mort légale du petit verre. »

PREMIÈRE SECTION

La suppression radicale du débit de boissons.

La « Local option ».

Bien que jamais en France la proposition n'ait été faite de proscrire radicalement le débit de boissons du territoire national, ou d'autoriser les départements ou les communes à prononcer, dans leur ressort, cet ostracisme, il convient d'exposer ce système, dans les quelques applications qui en ont été faites à l'étranger, et d'en présenter la critique.

I

Les applications du système à l'étranger.

Naguère dix-sept États de l'Union américaine, à l'heure actuelle, sept d'entre eux seulement, Maine, Vermont, Iowa, Kansas, New-Hampshire, North-Dakota et South-Dakota, ont mis en vigueur sur leur territoire le régime

de la prohibition totale de la fabrication et de la vente des breuvages alcooliques. Cette mesure radicale entraîne nécessairement, par voie de conséquence, la disparition du débit de boissons. La *Local option* est en quelque sorte le diminutif de ce système. On s'en remet, dans seize États particuliers de la Confédération nord-américaine, aux autorités ou à la population des comtés et des *towns* du soin de décréter le régime auquel doivent être soumis, dans ces circonscriptions administratives, les débits de boissons. Dans les localités fort nombreuses — 106 comtés sur 136, par exemple, dans l'État de Géorgie — qui optent pour la suppression des cabarets, un agent municipal est chargé de vendre l'alcool aux individus qui sont porteurs d'une autorisation d'en acheter pour les usages médicaux ou industriels, et qui ne doivent, sous aucun prétexte, séjourner dans le bureau de vente. Au Canada, une loi promulguée en 1878 sous le titre de *Canada Temperance Act*, et plus connue sous le nom de *Loi Scott*, a introduit dans ce pays le système de la *Local option*, dont il a été largement usé. La majorité de la population s'est prononcée pour la proscription des cabarets dans 16 comtés sur 18 en Nouvelle-Écosse, 9 comtés sur 14 dans la province de Nouveau-Brunswick ; 603 municipalités sur 933, abstraction faite des grandes villes (*large cities*) ont, dans la province de Québec, adopté le régime prohibitionniste ; plus de la moitié des cabarets, environ 3.200 sur 6.185, ont disparu grâce à la Loi Scott, dans la province d'Ontario. Enfin le Manitoba est presque entièrement sous le régime de la prohibition, et dans la province de Prince-Edward-Island, seule la ville de Charlottetown possède encore des cabarets, pour quelques mois encore ; car ces deux dernières provinces, par des votes plébiscitaires émis en février et en mai 1900, ont décidé l'introduction sur leur territoire, à titre général, du système de la prohibition totale à l'instar des États américains sus-mentionnés, en attendant que le gouvernement central se décide à donner une

suite pratique au plébiscite, jusqu'ici platonique, émis en septembre 1898 par le peuple canadien pour proscrire du *Dominion* toutes liqueurs alcooliques (*Council of the Dominion Alliance for the total suppression of the liquor traffic. Exécutive report 1900*). Une autre colonie anglaise, la Nouvelle-Galles du Sud, a été également dotée du régime de la *Local option*. La vente en détail des spiritueux peut être interdite dans chaque district par le vote des deux tiers de la population adulte, hommes et femmes.

L'option locale se rencontre également en Finlande, et, dans une certaine mesure, en Russie. Aux termes du règlement antérieur à la loi du 6 juin 1894, qui institue dans une partie des gouvernements qui composent l'empire moscovite le monopole de l'alcool et le régime des débits que nous étudierons plus loin, règlement encore en vigueur, du reste, dans les provinces actuellement soustraites au monopole, les communes rurales ont le droit d'interdire l'ouverture des débits sur leurs propres terrains, et peuvent de plus se pourvoir devant les conseils de district pour faire prononcer la défense d'ouvrir des cabarets dans une zone de cent sagènes autour de l'agglomération habitée de la commune. Mais, comme dit à ce sujet M. Anatole Leroy-Beaulieu, le savant voyageur qui, pour les choses de Russie s'est fait, par ses études sur l'*Empire des Tsars et les Russes*, une indiscutable notoriété : « En cette matière comme en d'autres, on peut sentir l'effet de l'état de transformation, de l'instabilité sociale relative où se trouve la Russie contemporaine ; grande est la différence entre la lettre de la loi et l'application qu'on en fait. Un *ispravnik*, par exemple, fait voter par cinquante communes de son ressort la prohibition de la vente de l'alcool : mais, dans ces mêmes communes, il a des débits lui appartenant. » (*Société d'Economie sociale*, séance du 11 mars 1895, *Réforme sociale*, 16 mai 1895). Comme de plus (A.-A. Schumacher, *Rapport à la Société Russe d'hygiène publique*), « l'expé-

rience a montré à plusieurs reprises que les débitants usuriers savent souvent mettre à profit l'interdiction de la commune rurale en se livrant au commerce frauduleux de l'eau-de-vie, » on a, dans les régions soumises au monopole, singulièrement réduit les pouvoirs de décision des communes en cette matière. Au lieu d'être admises comme antérieurement à prononcer souverainement l'abolition du commerce en détail des spiritueux sur leur territoire, elles n'ont plus que le droit de présenter des pétitions dans ce sens aux autorités compétentes, gouverneurs, gérants de l'accise, ministres des Finances et de l'Intérieur, qui généralement, n'en tiennent aucun compte, dans un double intérêt fiscal, puisque dans ces régions monopolisées, les cabarets dont la disparition est sollicitée, sont les débits de l'Etat, vendant l'alcool de l'Etat, et que leur suppression serait pour le Trésor impérial une perte sèche qui, d'autre part, on a du moins lieu de le craindre, ne serait compensée par aucun avantage hygiénique, par suite de leur remplacement probable par des cabarets clandestins.

La monarchie scandinave nous offre le plus ancien exemple de *Local option*. Tandis que c'est seulement en 1851 que le système prohibitionniste fut introduit dans l'Etat américain de Maine, une loi norvégienne du 6 septembre 1845 donnait aux communes rurales le droit de *veto*, c'est-à-dire leur conférait le pouvoir souverain de prohiber sur leur territoire la vente en détail des spiritueux. Cette mesure fut également consacrée en Suède, dix années plus tard, par la loi du 18 janvier 1855. Immédiatement, dans ce dernier pays, plus de 2.000 paroisses sur 2.400 abolirent le cabaret. « Avant 1855, dit M. le docteur Sigfrid Wieselgren, président de la Société suédoise de Tempérance (*La lutte contre l'alcoolisme en Suède au point de vue législatif*), avant 1855, on avait pu acheter de l'eau-de-vie pour ainsi dire dans toutes les chaumières ; en 1856, on pouvait traverser des provinces entières, sans rencontrer un seul établissement de vente,

et dans le pays entier il n'existait cette année-là que 493 licences permanentes de débits. 411 de ces dernières étaient basées sur des privilèges particuliers, » c'est-à-dire concédées pour la vie du bénéficiaire. Il n'en existait plus que 9 de cette catégorie en 1896, si bien que, à cette date, le nombre des débits dans les campagnes était tombé à 155, un pour 25.307 habitants. En Norwège, la suppression des cabarets dans les campagnes est plus près encore de la perfection, puisqu'on ne compte plus, à l'heure actuelle, que 25 débits hors des villes. On peut donc dire que dans les communes rurales suédo-norwégiennes, le cabaret, ce fléau de notre pays, est inconnu. Il n'en est pas de même dans les villes qui étaient exclues par la loi suédoise de 1855 aussi bien que par la loi norwégienne de 1845, du nombre des communes investies du droit de *veto*. « Tant que l'eau-de-vie, dit à ce sujet M. Wieselgren, restait un article de commerce toléré dans le pays, les villes, en leur qualité de places de commerce du royaume, ne pouvaient se fermer à cette marchandise; une tentative dans ce sens aurait poussé le commerce de l'eau-de-vie, au détriment à tous égards de la morale, de la tempérance et du bon ordre, dans une voie illégale, puisque, dans tous les cas, les millions de pintes d'alcool fabriqué dans le pays devaient être vendues quelque part. » La Norwège, cependant, a cru pouvoir, récemment, se départir de ce principe. Aux termes d'une loi du 24 juillet 1894, le droit de *veto* est accordé à toutes les communes sans exception : la vente en détail de l'alcool peut être interdite dans les localités, tant urbaines que rurales, où la majorité de la population âgée de 25 ans, hommes et femmes — heureuse innovation que nous avons précédemment rencontrée dans la Nouvelle-Galles du Sud — se prononce dans ce sens. Sur 13 villes consultées, 11 ont accepté la suppression du cabaret.

En Angleterre existent des vestiges d'un système assez voisin de la *Local option*. Les magistrats et les posses-

seurs de propriétés seigneuriales ont le droit d'interdire l'ouverture des débits de boissons spiritueuses dans l'étendue de leur ressort juridictionnel ou sur leurs terres. Beaucoup d'entre eux ont usé de cette faculté, si bien qu'on peut compter dans le Royaume-Uni 2.000 paroisses où ne fonctionne aucun débit (*Rapport Guillemet*); il en est ainsi notamment dans un des quartiers les plus peuplés des faubourgs de Liverpool, le Soxteth Park Estate, qui comprend plus de deux cents rues et possède une population industrielle de 60.000 habitants; le système prohibitif y a produit de si heureux résultats, affirme-t-on, que le paupérisme y est presque inconnu, et que la mortalité y est de 20 pour cent inférieure à celle des autres quartiers de la ville. Cet exemple devait encourager Sir William Harcourt, Chancelier de l'Échiquier du cabinet Roseberry, à en proposer la généralisation par l'introduction dans le Royaume-Uni du système de la *Local option* tel qu'il fonctionne au Canada et dans la République Américaine. Sir William Harcourt présenta donc au Parlement Britannique un projet de loi tendant à diviser le territoire anglais, écossais et irlandais, en un certain nombre de circonscriptions spéciales dont les habitants seraient périodiquement appelés à statuer sur le maintien ou l'abolition de la vente en détail des spiritueux dans les limites de chacune d'elles (*Revue générale d'Administration*, 1899, *Chronique d'Angleterre*). La prohibition, pour être édictée, devait réunir les deux tiers des suffrages des électeurs; à la différence de la Nouvelle-Galles du Sud, les femmes n'étaient pas appelées à prendre part au scrutin. La Chambre des Communes, après dix-huit ajournements, repoussa cette proposition sans même la discuter. « Brasseurs, distillateurs et cabaretiers, dit à ce sujet M. Le Jeune, ministre d'État du roi des Belges, dans un discours prononcé en 1897 à la Société générale des Prisons (annexe VII du *Rapport Guillemet*), eurent raison de cette tentative de moralisation du peuple anglais et leur victoire décida de la chute

du cabinet Roseberry ; mort enviable pour un ministère, si un ministère pouvait, quelque belle qu'on puisse la trouver, envier une chute mortelle ! » Ce qui n'empêchait pas le même M. Le Jeune de déposer, le 8 novembre 1898, au Sénat de son pays, une proposition de loi dont l'article 18 porte que « les Conseils communaux pourront décider que sur le territoire de leur commune, ou sur la partie qu'ils en désigneront, aucun débit de boissons alcooliques distillées ne sera toléré. »

II

Critique du système.

L'échec retentissant du projet de Sir William Harcourt nous doit être un exemple du sort qu'aurait à subir le ministère français qui prendrait à la tribune de nos assemblées délibérantes l'initiative d'une proposition tendant à prohiber le commerce en détail des spiritueux sur l'étendue du territoire de la République, ou à déléguer aux autorités ou aux populations communales, cantonales ou départementales, des attributions réglementaires de cette nature. « Dénombrez, dit M. Le Jeune dans ce même discours précité, en parlant tout à la fois de la France et de la Belgique, unies par la communauté du mal, dénombrez les cabaretiers, leur famille, leur clientèle, leurs fournisseurs, qui forment contre la tempérance l'armée dont ces centaines de mille de cabarets forment le campement ; calculez les intérêts d'argent, les habitudes invétérées que cette armée représente, considérez les influences dont elle dispose, et demandez-vous ce que représentent contre elle la propagande et la persuasion ? » Car il faudrait évidemment, pour arriver au vote d'une semblable mesure, que la propagande et la persuasion vinssent retourner en quelque sorte l'opinion publique. L'exemple du plébiscite canadien de 1898 est,

à cet égard, extrêmement instructif. D'après une lettre que m'a fait l'honneur de m'adresser, à la date du 16 mai 1900, le Commissaire général de cette puissance à Paris, les raisons pour lesquelles, depuis plus de deux années qu'il a eu lieu, aucune sanction pratique ne lui a été donnée, sont les suivantes : « 1° A cause du très grand nombre d'abstentions et du chiffre relativement faible de la majorité qui s'est déclarée pour la prohibition (23 pour cent seulement des électeurs inscrits); 2° du fait que l'une des deux grandes provinces, la province française de Québec, s'est déclarée en grande partie hostile contre la mesure (17 pour cent seulement de voix favorables). » Si donc dans ces conditions le gouvernement canadien ne s'est pas cru assez sûr de l'adhésion de l'opinion publique traduite par une votation aussi aléatoire, pour généraliser une mesure en vigueur effectivement depuis vingt-deux ans dans la majeure partie du pays, à *fortiori* peut-on prévoir les luttes qu'il faudrait soutenir chez nous pour y introduire semblable réforme. C'est avec grande raison que, dans son *Rapport*, M. Guillemet déclare que dans l'état actuel des esprits en France, « le système de la prohibition absolue serait impossible avec notre régime parlementaire. Tout au plus, ajoute le député de la Vendée, pourrait-on autoriser les communes à interdire la vente des spiritueux sur leur territoire.... Et d'ailleurs, les maires, conseillers municipaux ne dépendent-ils pas, eux aussi, de leurs électeurs ? » Si les communes étaient jamais investies du droit de légiférer en cette matière, voici ce qui se produirait : ou bien, comme le fait remarquer M. Siegfried dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi que nous retrouverons plus loin, on ferait de la question une affaire politique, à raison de la connexité toute particulière que présentent chez nous les deux domaines, et dès lors « le but serait ainsi complètement manqué; la municipalité victorieuse aurait trop la tentation de supprimer les débits de ses adversaires, sous prétexte d'hygiène publique. » Ou

bien, au contraire, la municipalité resterait inactive, car elle est dans l'absolue dépendance des électeurs, c'est-à-dire, en France, des alcooliques eux-mêmes et des intempérants qui forment, avec les insoucians, le plus gros noyau du corps électoral. S'en remettre, en dernière analyse, à ceux-ci du soin de proscrire l'asile qui abrite leurs orgies, n'est-ce pas se heurter à une impossibilité qui condamne le régime ?

Impossible en fait dans notre pays, la suppression radicale du débit de boissons spiritueuses est-elle d'ailleurs une mesure désirable en elle-même ? Comme on l'a dit très judicieusement, s'il est dangereux de laisser libre carrière aux passions malsaines, il ne faut pas non plus opposer à leur marche envahissante une digue trop hermétiquement close sous peine de les voir déborder. En parlant, dans son étude sur *La lutte contre l'alcoolisme aux États-Unis (Réforme sociale, 16 mai 1895)* de ce système, qui constitue, en apparence, un remède si radical contre les maux de l'intempérance, M. Van den Heuvel s'exprime ainsi : « Mais son radicalisme même est sa faiblesse. En fait, d'ailleurs, l'usage de l'alcool n'est pas supprimé ; la fraude est trop facile et les tentations sont trop grandes pour que l'on ne cherche pas à tourner l'interdiction de la loi..... Les débits clandestins ont pu facilement se former et se multiplier. » Cette dernière considération, je le rappelle, est une de celles pour lesquelles la loi russe, dans les régions monopolisées qui s'étendront prochainement à tout l'Empire, a cru devoir retirer aux communes le droit de prohiber sur leur territoire le commerce de détail des spiritueux. Au risque de passer pour un naïf, j'avoue ne pas attacher grande importance, pour ma part, à cette pullulence possible des débits clandestins, car je suis persuadé que l'on a déjà réalisé un progrès en forçant le vice à se cacher. M. Bourcart, dans ses articles de la *Revue politique et parlementaire* de janvier-février 1896 sur l'*Alcoolisme et ses remèdes*, parle à trop juste titre, hélas ! des cabarets

comme de « lieux tout au moins de complaisance, où l'on s'ingénie à aplanir la transition entre la sobriété, la tempérance et la débauche et à procurer au vice, grâce à la condescendance de l'opinion, l'occasion revêtue des dehors d'une habitude presque décente. » Le jour où le débit de boissons deviendrait clandestin, serait obligé de se dissimuler, tout d'abord, beaucoup de gens s'en détourneraient soit par crainte de la police — la terreur du gendarme est pour plus d'un bon bourgeois le commencement de la sagesse — soit même, pourquoi ne pas le dire, par honnêteté, par respect désintéressé de la loi. « La loi, disait à l'Assemblée nationale en 1873, M. Desjardins, rapporteur de la loi sur la répression de l'ivresse publique, la loi a plus d'action qu'on ne croit sur les mœurs, même dans nos sociétés modernes, qu'elle n'a pas la prétention de façonner à sa guise comme les petites républiques de l'antiquité. Elle a plus d'une fois guidé la conscience publique. Beaucoup de gens n'ont que de l'indulgence pour ce qu'elle ne punit pas, et sont disposés à condamner après elle. » C'est pourquoi aussi, du jour où le cabaret deviendrait clandestin, cette transition commode si judicieusement relevée par M. Bourcart, cette habitude décente et honorable de l'intoxication journalière qui fournit au fléau tant d'insouciantes victimes, cette condescendance de l'opinion publique pour les débauches de cabaret, n'existeraient plus ou du moins qu'à un bien moindre degré et la cause anti-alcoolique ne pourrait qu'y gagner.

Malheureusement aussi, l'alcoolisme de cabaret ferait place à l'alcoolisme à domicile. Je n'en veux pour preuve que ce témoignage fourni en 1893 par l'évêque de Fargo, dans le North-Dakota, où fonctionne le régime de la suppression des cabarets, témoignage déjà invoqué précédemment : « On vend plus aujourd'hui de spiritueux dans l'État de Dakota qu'antérieurement aux lois prohibitionnistes. Des fermiers, qui jadis ne buvaient qu'un verre ou deux dans les tavernes quand ils venaient

en ville, ont maintenant chez eux des tonnelets de cinq gallons, auxquels ils rendent visite à tout instant. » A combien plus forte raison l'alcoolisme à domicile, mal peut-être pire, puisqu'il s'exerce devant la femme et les enfants et présente le danger de la contagion par l'exemple et la contrainte, un caprice d'ivrogne pouvant amener le père de famille à vouloir faire partager par les siens ses orgies alcooliques, à combien plus forte raison l'alcoolisme à domicile sévirait-il chez nous sous le régime prohibitif, avec la facilité qu'offrent les produits de notre sol à la fabrication clandestine de l'alcool. Au surplus, ce régime sévère est loin d'être jugé favorablement dans tous les pays où il a été introduit. Aux critiques émises par l'évêque catholique de Fargo, je suis en mesure de joindre ce passage de la lettre précitée de M. le Commissaire général du Canada à Paris, qui fait figurer, au nombre des motifs qui se sont opposés à ce qu'il fût, jusqu'à ce jour, donné une sanction pratique au plébiscite de 1898, ce fait que « la loi de prohibition connue sous le nom de *Loi Scott*, et qui est en opération dans certains comtés, n'aurait pas donné, à cause de sa rigueur même, les résultats qu'on en attendait. » Bien que, ou plutôt même, à mon sens, parce que le haut fonctionnaire canadien spécifie qu'il se borne à « résumer les causes qui ont empêché le vote populaire d'aboutir sans, bien entendu, les apprécier, » son assertion relative à la faillite d'un système expérimenté dans son pays depuis plus de vingt ans est extrêmement significative, surtout si on la rapproche des termes d'une lettre appréciant, en 1897, les conséquences de l'introduction, trois années auparavant, du régime prohibitif local-optionniste dans les villes de Norvège. De cette lettre écrite, dit M. Maurice Vanlaër, qui en cite des extraits, par une haute personnalité norvégienne, il ressort « qu'on profite largement de toutes les facilités d'éluder la loi, et si peut-être on boit moins d'eau-de-vie, on avale en revanche des quantités énormes de soi-disant

portvin, fabriqué à Hambourg, qu'on paie soixante centimes la bouteille et qui est un breuvage très alcoolique et très malsain. Aussi la réaction chez toutes les personnes raisonnables est-elle générale, à tel point qu'on est presque unanime à reconnaître, à la Chambre des députés, qu'on a fait une faute et qu'il faut changer d'urgence cette loi défectueuse. »

Impossible et illusoire dans son exagération même, comme en témoignent les expériences étrangères, la suppression radicale du débit de spiritueux ne saurait être en France d'un grand secours dans la lutte anti-alcoolique. Nous l'écarterons donc pour étudier les procédés moins radicaux qui, laissant subsister le *débit de boissons*, se bornent à poursuivre la suppression du *cabaret*, c'est-à-dire, suivant la définition de M. Rostand, « de l'endroit où la boisson est livrée et absorbée en commun. »

DEUXIÈME SECTION

Le système de Gothembourg.

Consommation sur place à un seul verre.

Comme nous venons de le voir, l'expérience nouvelle de *Local option*, tentée en Norwège en vertu de la loi du 24 juillet 1894, semble n'avoir pas été heureuse. S'il était d'ailleurs un pays où il fût inutile de s'engager dans la voie de la prohibition radicale des débits de boissons, c'est précisément la monarchie scandinave. Les deux nations qui la composent sont en effet régies, sur ce point, par un système très efficace dit système de Gothembourg, du nom de la ville suédoise où il a été inauguré avec un grand éclat; système célèbre dans le monde entier, qui a débordé en Finlande, et dont M. Van den Heuvel (*op. cit.*) signale quelques tentatives d'application

aux États-Unis. En nous cantonnant en Suède et en Norwège, où notre tâche est facilitée par les écrits de M. le docteur Sigfrid Wieselgren, directeur général de l'administration royale des prisons et président de la Société suédoise de tempérance (I. *La lutte contre l'alcoolisme en Suède au point de vue législatif*; II. *Les résultats du système de Gothembourg*), et de M. H. Berner, directeur de la Banque hypothécaire de Christiania (*Le régime de l'alcool en Norwège, Revue politique et parlementaire*, février 1896), nous nous efforcerons d'exposer successivement l'organisation de ce système, ainsi que ses résultats.

I

Organisation du système.

I. — Le système en vigueur en Suède et en Norwège se rapproche, sur un point particulier, très sensiblement de la *Local option*, en ce sens que les communes sont souveraines maîtresses, dans les limites ci-après indiquées, du régime des cabarets sur leur territoire. En dehors du droit réservé aux seules communes rurales, de proscrire radicalement les débits de boissons, toutes les localités, sans distinction ni exception, ont le choix, ou bien de mettre les licences de débitants à l'encan — sans toutefois être forcées d'accepter l'adjudication du plus offrant si la *compétence personnelle* d'un autre soumissionnaire semble présenter des garanties sérieuses de moralité — ou bien donc, d'une part, de laisser subsister les cabarets particuliers, ou bien, d'autre part, de concéder le monopole de la vente en détail des spiritueux sur leur territoire, à des sociétés par actions constituées dans le but philanthropique de se charger dans ces localités « de tout débit d'eau-de-vie, d'alcool et de boissons spiritueuses distillées, indigènes ou étrangères, sans aucun calcul de gain ou d'avantages personnels. » C'est

la loi suédoise du 18 janvier 1855 qui pose ce principe, lequel, antérieurement, avait été appliqué en dehors de toute disposition législative, dans les petites villes de Joenköping (1852) et de Falun (1850), où le cabaret exerçait parmi les ouvriers mineurs une séduction et des ravages également désastreux pour leur bourse et pour leur santé. Mais c'est sa mise en vigueur, dix années après la promulgation de la loi fondamentale de 1855, dans la seconde ville de Suède, qui, en lui donnant son nom, a assuré sa rapide diffusion dans les États du roi Oscar et sa célébrité universelle. En 1857, fut nommé doyen du chapitre de Gothembourg, le pasteur Pierre Wieselgren, fondateur de la première société suédoise de tempérance, créée en 1819 dans la petite ville de Vexjœ par quelques jeunes étudiants. Lorsqu'il entra en fonctions, Gothembourg comptait 136 cabarets pour une population de 35.000 habitants, la consommation individuelle d'alcool dépassait 35 litres à 50 degrés par an ; le nombre des individus condamnés pour ivresse publique s'élevait à 8 pour cent de la population, en même temps qu'« une misère profonde régnait parmi la nombreuse population ouvrière de la ville et, lors de ses fréquentes visites dans les habitations des pauvres, le généreux pasteur, dit son fils dans les brochures précitées, avait l'occasion d'en constater toute la hideur. » Immédiatement il se mit en campagne et, après sept années de difficultés et de lutttes incessantes, il parvint, en 1864, à secouer l'inertie du conseil municipal de Gothembourg, qui ordonna une enquête sur le paupérisme et les moyens pratiques de le combattre, confiée à une commission dont faisait partie le pasteur Wieselgren. Les conclusions de cette commission d'enquête aboutirent à faire concéder, en conformité avec les termes de la loi du 18 janvier 1855, les licences jusqu'alors mises à l'encan, à une société « qui les exploiterait, non en vue du gain, mais par bienveillance pour la classe ouvrière. »

Cette tentative eut un grand retentissement, et fut un

encouragement pour les autres villes qui, jusqu'alors, n'avaient point paru disposées à user du droit qu'elles tenaient de la loi, de concéder à des sociétés philanthropiques le monopole des débits. Les choses marchèrent désormais « avec la rapidité d'une traînée de poudre » : si bien qu'instruite par l'exemple des très nombreuses imitations suscitées en Suède par l'initiative de la municipalité de Gothembourg, sa voisine, la Norvège venait, par la loi du 3 juin 1871, compléter et modifier la loi du 6 septembre 1845, en ajoutant comme troisième terme à l'option que les communes rurales possédaient entre la prohibition radicale et la liberté du cabaret, le système de Gothembourg, et en autorisant les villes, jusqu'alors dépourvues, en l'espèce, de tout droit d'option, à concéder à des sociétés du type adopté en Suède, le monopole des débits. La ville de Bergen fut la première localité norvégienne de quelque importance qui profita de cette autorisation législative, d'où le nom de *Système de Bergen* parfois donné au système de Gothembourg, qui se répandit dès lors avec une égale rapidité en Suède et en Norvège, si bien qu'à partir de 1880, les sociétés de débits, dites *brandevin-bolag* en Suède, *brandevin-samlag* en Norvège (*bolag* et *samlag* signifient *société*) exerçaient, en fait, dans la monarchie scandinave tout entière, le monopole du commerce de détail des spiritueux. La Suède, dès 1879, ne comptait plus que 167 débits privés sur un total de 1.342 établissements, proportion qui s'abaisse en 1888 à 64 débits privés sur 1.181, chiffre global ; enfin, en 1896, il n'y avait plus que 38 cabarets exploités par des particuliers contre 988 appartenant à des compagnies. En Norvège, à la même époque, le système de Gothembourg était en vigueur dans toutes les villes et bourgs de ce pays. La situation des sociétés philanthropiques de débits s'y est, récemment, trouvée encore affermie par suite des dispositions de la loi du 24 juillet 1894 qui, en même temps qu'elle fait un pas en avant dans le sens de la prohibition totale, en donnant aux municipalités ur-

baines elles-mêmes le droit de la prononcer après un vote conforme de la population, supprime complètement les cabarets privés, en ne laissant désormais aux communes le choix qu'entre le régime prohibitif et le système de Gothenbourg.

Cette loi, en même temps, est venue effacer une différence qui, jusqu'à ce jour, existait entre les compagnies suédoises et norvégiennes. Les unes comme les autres présentent ce caractère commun d'être des associations d'utilité publique, dont les statuts doivent être soumis à l'approbation de la municipalité concédante et à la sanction royale valable pour cinq années. Ces statuts ne sont approuvés que s'ils spécifient que les dividendes alloués aux actionnaires ne peuvent dépasser l'intérêt des fonds d'État suédois et norvégiens (*Docteur Bær, Der Kampf gegen die Trunksucht im XIX. Jahrhundert. Journal der Alkoholismus 1. Heft. 1900*), afin d'exclure l'intérêt particulier de ces associations qui, sans cette sage précaution, auraient pu être tentées de perdre de vue le but essentiel de leur mission, qui est de poursuivre la restriction de la consommation alcoolique et, par suite, auraient peut-être recherché de préférence la prospérité de la caisse sociale, dût la tempérance en souffrir. Mais n'était-il pas à craindre de voir l'appât du gain collectif se substituer à l'intérêt individuel, pour aboutir à cette même corruption du principe initial? Le reproche, précisément, avait été adressé aux compagnies norvégiennes, et c'est pour y obvier que la loi du 24 juillet 1894 est venue les soumettre au régime des sociétés suédoises qui fait obstacle à ces abus. Tandis que ces dernières, en effet, versent dans les caisses de l'État la totalité des bénéfices que peut leur procurer la vente de l'alcool, les *samlag* norvégiens conservaient, jusqu'en 1894, la libre disposition de leurs revenus, sous réserve d'en faire emploi, à leur guise, au profit « d'une ou plusieurs œuvres utiles à la classe ouvrière. » Cette clause fut interprétée par elles d'une manière par trop extensive. C'est ainsi

que ces associations distribuèrent des subventions, non seulement à des hospices, asiles d'enfants, bibliothèques, mais aussi à des travaux qui, régulièrement, auraient dû rester à la charge exclusive des municipalités, tels, par exemple, la création de routes ou la construction de maisons d'école. Il y avait là un écueil que signale M. H. Berner dans son article précité : « Les *samlag* des petites villes ayant peu de ressources, sentant combien un grand revenu pourrait être désirable pour contribuer soit à la construction d'un hôpital dans la ville ou à une autre œuvre d'utilité publique ou communale, ont pu se laisser aller à oublier leur véritable but » et à se transformer insensiblement, dit le même auteur, dans un autre ouvrage, traduit en allemand, *Die neuesten Veranstaltungen*, en « vaches à lait municipales. » La loi du 24 juillet 1894 a coupé court à ces erreurs contre lesquelles des critiques malveillantes et tant soit peu tendancieuses s'étaient élevées, en plaçant les *brandevin-samlag* sous un régime financier presque identique à celui auquel sont soumis les *brandevin-bo!ag*. La seule différence entre les deux royaumes consiste en ce que les Compagnies norvégiennes conservent encore la disposition d'une faible fraction de leurs bénéfices, à la condition de la répartir entre les œuvres dont la liste se trouve désormais strictement limitée et comprend uniquement les institutions de tempérance et les établissements de bienfaisance et d'assistance de la ville et du district environnant. Le surplus, s'élevant aux quatre cinquièmes des bénéfices, trois millions et demi de francs environ par an, est versé aux caisses de l'État, comme en Suède, pour être distribué en partie aux communes où ne fonctionne aucune société de débit, et alloué pour le reste, à titre de dotation, aux caisses d'assurance ouvrière contre l'invalidité et la vieillesse.

II. — Il convenait, je crois, de mettre en lumière l'union intime des pouvoirs publics et de l'initiative in-

dividuelle qui a permis le rapide développement atteint, en Suède et en Norwège, par le système de Gothenbourg, et lui imprime un caractère tout spécial, qui a singulièrement facilité la tâche à laquelle se sont vouées les sociétés de débits. Leur but primordial, c'est la suppression, non du débit, mais du cabaret, en tant que lieu de plaisir et de réunion, lieu de consommation en commun, où l'on peut s'attabler indéfiniment et jouer aux cartes d'interminables tournées. Elles ont, en second lieu, pour objet de protéger la population contre la spéculation, l'exploitation des débitants, qui ne songent qu'à réaliser des bénéfices et, par suite, emploient tous les moyens, licites ou frauduleux, pour pousser leurs clients à la consommation. Enfin, comme si peu attrayant qu'on s'efforce de le faire, le débit de boissons, par lui-même, exerce sa fascination malfaisante, le système de Gothenbourg procède à une réduction considérable du nombre de ces établissements, de manière à ne laisser qu'un faible exutoire à la passion alcoolique, qu'il serait dangereux et impossible de comprimer hermétiquement. Mais, je le répète, ce n'est pas en cela que consiste son originalité.

Pour atteindre ce triple but, la société philanthropique, devenue concessionnaire du monopole des débits dans une localité déterminée, commence par racheter les licences de tous les établissements de vente en détail. Mais, comme elle ne vise pas au gain, au lieu de garder, comme n'eût pas manqué de le faire un particulier, tous ces locaux en exploitation, elle en ferme un certain nombre, et renouvelle périodiquement cette opération éliminatoire. A Gothenbourg, le nombre des licences, qui s'élevait à 136 au moment de la réforme, fut immédiatement abaissé à 91 ; il n'était plus que de 70 en 1888-1889. La même année, la ville de Malmœ laissait 6 licences sur 45 sans emploi. En 1877, le système de Gothenbourg fut adopté par la municipalité de Stockholm ; le jour même de sa mise en vigueur, le nombre des débits fut

réduit de 367 à 261. Il n'était plus que de 230 en 1888-1889, 217 en 1896-1897. Aussi, à mesure que le système de Gothembourg s'étend par tout le pays, voit-on la proportion des cabarets au chiffre de la population s'abaisser progressivement, comme l'indique le tableau ci-après, que j'emprunte à M. Wieselgren :

ANNÉES	A LA CAMPAGNE			DANS LES VILLES		
			Habitants			Habitants
1878-79...	308	cabarets, 1 par	12.626	1.042	cabarets, 1 par	662
1879-80...	303	—	12.780	1.039	—	669
1880-81...	288	—	13.450	1.009	—	692
1881-82...	278	—	13.925	1.004	—	708
1882-83...	257	—	14.975	1.016	—	719
1883-84...	236	—	16.329	1.009	—	743
1884-85...	234	—	16.431	1.005	—	774
1885-86...	224	—	17.311	997	—	807
1886-87...	214	—	18.148	981	—	850
1887-88...	212	—	18.297	968	—	884
1888-89...	210	—	18.451	971	—	901
1889-90...	186	—	20.728	958	—	936
1890-91...	178	—	21.740	962	—	951
1891-92...	172	—	22.526	865	—	1.073
1892-93...	170	—	22.758	844	—	1.111
1893-94...	158	—	24.666	868	—	1.096
1894-95...	151	—	26.817	874	—	1.115
1895-96...	155	—	25.307	871	—	1.144

De même, en Norwège, le nombre des débits qui s'élevait, en 1871, lors de la promulgation de la loi étendant à ce pays le système de Gothembourg, à 611 dans les villes et les bourgs, n'était plus, en 1897, que de 227, soit une énorme diminution de près de 60 pour cent.

En même temps que diminuait leur nombre, les cabarets se transformaient en *bureaux de débit*. Le cabaretier privé disparaissait. Les établissements conservés en exploitation par les Compagnies sont, en effet, confiés à des gérants ou gérantes, nommés par les sociétés, et qui ne sont pas intéressés à la prospérité financière de leur débit, au quantum de la vente, car ils sont rémunérés par un traitement fixe assez élevé, absolument indépendant du rendement financier de leur service. Outre leurs appointements, les préposés à la vente reçoivent de la so-

ciété, à titre gratuit, les locaux et tout le matériel nécessaire à l'exploitation du débit, plus des appartements destinés à leur habitation personnelle et au logement de leur personnel ; ils sont également chauffés et éclairés. Le caractère nettement anti-alcoolique de l'institution apparaît avec cette particularité que, dans le but de faire concurrence à l'alcool, les gérants des débits des *brandevin-bolag* et *samlag* sont autorisés à servir, mais dans un local séparé de la salle de vente des spiritueux, des aliments, des boissons fermentées ou gazeuses, du lait, du thé, du café, qu'ils fournissent de leurs propres deniers, et dont le bénéfice leur appartient intégralement. Comme le fait remarquer un grand admirateur du système de Gothembourg, M. Borodine, dans un *Rapport à la Société russe d'hygiène publique*, cette dernière clause est de nature à restreindre la vente de l'alcool, car « rendant à la Compagnie tout le produit de la vente de l'eau-de-vie, et gardant pour lui tout le bénéfice de la vente des mets et boissons non distillées, il est bien entendu que, dans ces conditions, l'employé préposé à la vente tâchera de vendre le moins possible d'eau-de-vie et le plus de mets qu'il pourra. » Ainsi donc, non seulement, le gérant, appointé au moyen d'émoluments fixes, n'est pas intéressé à la vente ; mais, bien plus encore, il a intérêt à vendre tout, plutôt que de l'eau-de-vie. L'alcool vendu dans les débits des sociétés de Gothembourg est d'ailleurs d'une grande pureté ; son prix est fixé par les sociétés, d'une manière obligatoire pour tous les débitants ; les tarifs sont du reste fort élevés, afin de restreindre, par ce procédé encore, la consommation alcoolique. Ajoutons qu'il est rigoureusement interdit aux gérants de vendre à crédit ou sur gage, ce qui met fin à la plaie des dettes de cabaret, à la spéculation usuraire à laquelle se livraient les cabaretiers d'antan au plus grand détriment de la population ouvrière.

La transformation des débitants en fonctionnaires était nécessaire pour rendre possible la réforme qui

constitue l'originalité du système de Gothembourg et m'autorise dès lors à le classer au nombre des mesures tendant à la suppression du cabaret, plutôt que parmi les types de monopole de l'alcool, ainsi qu'on le fait quelquefois, ou parmi les procédés de limitation du nombre des cabarets. La véritable caractéristique du système consiste en ce que les gérants des débits ne peuvent délivrer qu'une seule et unique consommation alcoolique, *un seul verre* d'eau-de-vie à la même personne; encore cette consommation s'effectue-t-elle dans les conditions les moins confortables, car elle doit être absorbée debout et immédiatement. La salle, à cet effet, ne contient ni tables, ni sièges d'aucune sorte. C'est ce qui nous explique l'obligation précédemment notée, pour le tenancier qui veut profiter de la faculté que lui accordent les règlements de vendre des aliments et des boissons non distillées, d'y procéder dans un local séparé. Sur les murs de la salle exclusivement consacrée à la vente et à l'absorption immédiate de l'eau-de-vie, sont fixées des pancartes portant les inscriptions suivantes, vraiment peu engageantes : « Il est interdit de parler à haute voix », ou encore : « Celui qui a été servi est prié de vider les lieux » et « Défense de fumer ». En outre, les débits sont fermés aux jours et heures où la tentation serait la plus forte pour la population ouvrière : tous les soirs à huit heures, le samedi, jour de paye, à cinq heures du soir, et durant toute la journée des dimanches, fêtes, élections et autres occasions de rassemblements extraordinaires. C'est donc la parfaite antithèse du cabaret français et les longues séances de causeries et de tournées réciproques, qui permettent chez nous à l'alcoolisme de se propager avec une si effrayante rapidité, ne sont plus possibles en Suède et en Norwège, grâce au système de Gothembourg.

II

Résultats du système.

« Je ne sais, a dit Goethe, si les chiffres gouvernent le monde, mais certainement, ils montrent comment le monde est gouverné. » Les statistiques, fort complé- mentaires, annexées par M. le docteur Sigfrid Wieselgren à ses brochures précitées, vont nous permettre de nous rendre compte si le système de Gothembourg a donné les résultats qu'en attendaient ses fondateurs.

I. — a). On ne saurait nier tout d'abord une très appréciable diminution de la consommation alcoolique, tant en Suède qu'en Norvège, surtout à partir des années 1879-1880, où les sociétés de Gothembourg exercèrent, en fait, dans ces deux pays, le monopole de la vente en détail des alcools. Voici tout d'abord le tableau de la consommation suédoise :

Vers 1829. Litres à 50°, 46 par tête	1881..... Litres à 50°, 8,8 par tête
Vers 1850. — 22 —	1882..... — 8,0 —
1856-60... — 9,5 —	1883..... — 6,8 —
1861-65... — 10,6 —	1884..... — 8,0 —
1866-70... — 8,8 —	1885..... — 8,4 —
1870..... — 10,3 —	1886..... — 7,8 —
1871..... — 10,5 —	1887..... — 7,0 —
1872..... — 10,9 —	1888..... — 7,5 —
1873..... — 11,8 —	1889..... — 6,2 —
1874..... — 13,5 —	1890..... — 7,0 —
1875..... — 12,4 —	1891..... — 6,4 —
1876..... — 12,4 —	1892..... — 6,5 —
1877..... — 10,6 —	1893..... — 6,7 —
1878..... — 10,5 —	1894..... — 6,9 —
1879..... — 8,8 —	1895..... — 6,9 —
1880..... — 8,1 —	1896..... — 7,2 —

En Norvège, la statistique accuse les chiffres suivants :

Vers 1830. Litres à 50°, 16 par tête	1870-74... Litres à 50°, 5,2 par tête
1850-54... — 6,2 —	1875-79... — 5,4 —
1855-59... — 5,4 —	1880-84... — 3,4 —
1860-64... — 4,4 —	1885-89... — 3,0 —
1865-69... — 4,8 —	1890-94... — 3,4 —

Des documents plus récents (*La réforme de l'impôt des boissons alcooliques en Russie, d'après les documents officiels*) donnent, pour la Suède, 6 litres 8 et pour la Norvège 3 litres à 50 degrés.

On se rendra, au surplus, un compte plus exact de l'influence très réelle exercée par le système de Gothenbourg sur la restriction de la consommation alcoolique, en considérant la marche de cette consommation, non plus dans l'ensemble du pays, mais dans les grandes villes, comme Stockholm, où le système a été introduit en 1877, et à Gothenbourg :

1877-78....	Litres à 50° par tête, Stockholm, 26,56.	Gothenbourg, 24,81
1878-79....	— — — 23,89	— — 21,91
1879-80....	— — — 23,83	— — 20,20
1880-81....	— — — 23,37	— — 19,16
1881-82....	— — — 22,06	— — 17,72
1882-83....	— — — 20,31	— — 18,09
1883-84....	— — — 18,40	— — 18,19
1884-85....	— — — 18,61	— — 18,06
1885-86....	— — — 16,98	— — 17,75
1886-87....	— — — 16,48	— — 16,91
1887-88....	— — — 15,57	— — 16,75
1888-89....	— — — 14,83	— — 16,05
1889-90....	— — — 14,90	— — 15,99
1890-91....	— — — 14,06	— — 14,83
1891-92....	— — — 13,63	— — 13,55
1892-93....	— — — 14,00	— — 13,20
1893-94....	— — — 13,56	— — 13,03
1894-95....	— — — 14,27	— — 13,11
1895-96....	— — — 15,59	— — 13,25

Pendant cette période, la population passait de 155.000 à 275.000 habitants, à Stockholm, de 65.000 à 115.000 habitants, à Gothenbourg. « Étant donné, dit M. le docteur Sigfrid Wieselgren, cette circonstance bien connue que l'accroissement si considérable de la population de ces deux villes doit être principalement attribuée à l'immigration de personnes appartenant aux classes consommant de préférence l'eau-de-vie, il faut reconnaître que les chiffres précités parlent éloquemment en faveur des Compagnies. De tels chiffres n'auraient certainement pu être relevés si la vente avait eu lieu par l'intermédiaire des particuliers. »

b). Si l'on passe aux conséquences économiques de la réforme, on peut constater que les finances suédoises et norvégiennes retirent du système de Gothembourg des avantages fort appréciables. Tout d'abord, le régime assure la perception intégrale de l'accise. Comme le fait observer M. le docteur Wieselgren : « Tout alcool vendu par les Compagnies est soumis à l'impôt; tandis que si la vente devait se faire par l'intermédiaire des commerçants particuliers, des quantités considérables seraient, selon toute probabilité, soustraites à l'impôt. Les Compagnies rendent compte de chaque quantité vendue; le particulier est taxé *approximativement* et, d'ordinaire, à un chiffre trop bas. » En second lieu, les caisses publiques encaissent les bénéfices réalisés par les Compagnies, lesquels s'élèvent à des sommes assez fortes. Depuis la création des *brandevin-samlag* norvégiens, ils ont distribué plus de 20 millions de couronnes ou 30 millions de francs aux œuvres d'utilité publique. Voici les chiffres pour la Suède :

1878-79	Couronnes,	3.042.735
1879-80	—	2.729.472
1880-81	—	3.436.445
1881-82	—	3.306.179
1882-83	—	2.635.336
1883-84	—	2.908.575
1884-85	—	3.370.339
1885-86	—	3.558.860
1886-87	—	3.867.769
1887-88	—	4.191.473
1888-89	—	3.836.424
1889-90	—	4.763.815
1890-91	—	4.216.671
1891-92	—	4.691.422
1892-93	—	5.300.443
1893-94	—	5.718.376
1894-95	—	5.701.524
1895-96	—	6.627.262

TOTAL..... Couronnes, 73.903.120 = francs 98.537.495

Cette rapide progression de la productivité financière des sociétés de débit n'est d'ailleurs nullement acquise au détriment de la tempérance, comme suffirait à le

prouver le précédent tableau de la consommation d'alcool en Suède dans les soixante-dix dernières années, et comme le démontre également ce fait que la vente des sociétés est restée sensiblement stationnaire, 20 millions de pintes environ, depuis 1880, époque de la généralisation universelle du système de Gothembourg, en dépit d'une augmentation simultanée de la population de près de 500.000 habitants, soit 10 pour cent environ. Cette productivité est due uniquement aux élévations progressives des prix de vente que les Compagnies, n'ayant aucune concurrence à redouter, pouvaient exhausser périodiquement, dans le double but d'essayer d'obtenir une restriction de la consommation et de compenser le déficit pécuniaire occasionné par cette diminution. C'est une rançon toujours plus lourde imposée au vice alcoolique et qui pèse uniquement sur ces ivrognes invétérés et incurables qui boivent jusqu'à leur dernier sou. Quant à la population laborieuse, elle n'en souffre nullement, bien au contraire, et son bien-être s'est trouvé sensiblement augmenté depuis la mise en vigueur du système de Gothembourg, comme l'indique la statistique du mouvement des caisses d'épargne suédoises, annexée aux travaux de M. Sigfrid Wieselgren, et dont je me borne à extraire les chiffres, suffisamment significatifs, concernant l'année 1880, date de la généralisation pour ainsi dire complète du régime, et l'année 1895, qui clôt la série des investigations du philanthrope suédois :

	En 1880	En 1895
Nombre des déposants à la fin de l'année.	762.368	1.543.153
Montant des dépôts durant l'année (Couronnes)	38.739.388	87.872.862
Sommes inscrites au crédit des déposants à la fin de l'année (Couronnes)	146.071.708	377.816.765

II: — a). Il y a malheureusement, a-t-on fait remarquer, une ombre à ce tableau en apparence si parfait. « Il est impossible de contester, dit M. le docteur Sigfrid Wieselgren, que la digue, qu'à l'aide du système de Gothem-

bourg, on croyait avoir dressée contre la consommation des boissons enivrantes, est maintenant en voie d'être renversée, non par l'eau-de-vie, mais par la bière. A mesure que les administrations des Compagnies, en vue de servir la cause de la tempérance, augmentent les difficultés pour l'achat de la boisson alcoolique confiée à leurs soins, la consommation de la bière, encore laissée à la disposition à peu près libre de la spéculation privée, s'accroît sans cesse. » En Suède, la consommation des boissons fermentées (porter, bière, petite bière) mises en vente pendant la période 1870-1896, s'est élevée de 18 litres par tête en 1870 à 48 litres par habitant en 1896. En Norwège, d'après M. H. Berner, elle passe de 12 litres par tête en 1860 à 18 litres 3 en 1894. En même temps, le degré de la bière livrée à la consommation s'accroît de jour en jour. Aussi voit-on les condamnations pour ivresse publique suivre, d'année en année, et surtout dans ces derniers temps, une marche rapidement ascendante, comme l'indique le tableau ci-dessous, dressé pour la Suède par le docteur Wieselgren :

CONDAMNATIONS :

1877.....	<i>A la campagne</i>	1.490;	<i>En ville</i>	20.636;	Total	22.126
1878.....	—	1.514	—	18.765	—	20.279
1879.....	—	1.555	—	17.751	—	19.306
1880.....	—	1.523	—	17.803	—	19.326
1881.....	—	1.524	—	18.402	—	19.926
1882.....	—	1.806	—	18.743	—	20.549
1883.....	—	1.753	—	18.348	—	20.101
1884.....	—	1.747	—	18.166	—	19.913
1885.....	—	1.875	—	16.432	—	18,307
1886.....	—	1.898	—	18.197	—	20.095
1887.....	—	2.030	—	19,083	—	21.082
1888.....	—	1.751	—	19.331	—	21.113
1889.....	—	1.910	—	20.994	—	22.904
1890.....	—	2.188	—	22.968	—	25.156
1891.....	—	2.536	—	23.312	—	25.848
1892.....	—	2.818	—	24.907	—	27.725
1893.....	—	2.380	—	22.909	—	25.289
1894.....	—	2.600	—	23.959	—	26.559
1895.....	—	2.960	—	25.346	—	28.306
1896.....	—	3.218	—	28.458	—	31.676

Et, pour être bien persuadé que c'est à la bière qu'il convient d'attribuer cet inquiétant accroissement de l'ivrognerie, il suffit de consulter la statistique ci-après, extraite des registres du tribunal de police de Gothenbourg, qui indique, par année, le nombre des individus condamnés pour s'être enivrés dans les brasseries :

1875.....	130	condamnés.	1887.....	614	condamnés.
1876.....	263	—	1888.....	679	—
1877.....	305	—	1889.....	753	—
1878.....	269	—	1890.....	960	—
1879.....	301	—	1891.....	1.202	—
1880.....	397	—	1892.....	1.231	—
1881.....	445	—	1893.....	1.044	—
1882.....	442	—	1894.....	1.007	—
1883.....	523	—	1895.....	995	—
1884.....	419	—	1896.....	1.270	—
1885.....	483	—	1897.....	1.647	—
1886.....	582	—			

b). On aurait tort cependant de se croire autorisé par ces chiffres à proclamer la faillite du système de Gothenbourg. Il suffit, pour neutraliser l'impression pénible que l'on éprouve en constatant le rapide accroissement des condamnations pour ivresse publique, de les décomposer, en faisant le départ entre l'ivresse accidentelle et l'ivrognerie. C'est ce qui a été fait par la Direction de la Compagnie de Stockholm, qui a fait dresser le tableau suivant des 14.043 condamnations pour ivresse publique prononcées dans la période triennale 1894-96.

Ont été condamnés :

1 fois.....	9.224	individus.	14 fois.....	18	individus.
2 —	2.274	—	15 —	9	—
3 —	996	—	16 —	13	—
4 —	525	—	17 —	12	—
5 —	306	—	18 —	7	—
6 —	191	—	19 —	6	—
7 —	118	—	20 —	5	—
8 —	101	—	21 —	7	—
9 —	71	—	22 —	7	—
10 —	42	—	23 —	3	—
11 —	35	—	24 —	4	—
12 —	27	—	25 —	5	—
13 —	16	—	26 —	4	—

27 fois	4 individus.	38 fois	1 individu.
28 —	1 —	42 —	1 —
29 —	2 —	46 —	1 —
31 —	1 —	50 —	1 —
32 —	3 —	59 —	1 —
34 —	1 —		

L'ivrognerie, c'est-à-dire l'alcoolisme, ne fait donc que peu de recrues parmi les victimes de l'ivresse, et le très réel progrès qui a été accompli en Suède, malgré l'augmentation énorme de la consommation de la bière, par la cause anti-alcoolique, se trouve attesté une fois de plus, et d'une manière très lumineuse, par la statistique ci-après, qui montre, pour la ville de Stockholm, le mouvement simultané de l'ivresse et de l'alcoolisme, depuis 1876, à la veille de la réforme, jusqu'en 1896.

1876.	Pour 1.000 habitants,	39	condamnations pour ivresse.	5,27	cas d'alcoolisme.
1877.	—	45	—	4,36	—
1878.	—	37	—	2,64	—
1879.	—	36	—	2,27	—
1880.	—	37	—	2,53	—
1881.	—	35	—	2,66	—
1882.	—	37	—	2,70	—
1883.	—	34	—	2,22	—
1884.	—	33	—	2,87	—
1885.	—	22	—	2,63	—
1886.	—	29	—	2,32	—
1887.	—	33	—	1,93	—
1888.	—	33	—	1,75	—
1889.	—	33	—	1,76	—
1890.	—	34	—	1,96	—
1891.	—	33	—	1,91	—
1892.	—	33	—	1,64	—
1893.	—	31	—	1,66	—
1894.	—	31	—	1,75	—
1895.	—	33	—	1,89	—
1896.	—	39	—	2,09	—

De même, à Gothembourg, on comptait en 1865, date de la réforme, 45 condamnations pour ivresse et près de 3 cas d'alcoolisme par 1.000 habitants; en 1897, les condamnations pour ivresse s'élèvent au chiffre de 44 par 1.000 habitants, après avoir été de 26 en 1868-70, 29 encore en 1885, 31 en 1895, et 35 en 1896. La pro-

portion des cas d'alcoolisme était tombée à 1,60 pour mille du chiffre de la population. L'accroissement rapide de la consommation de la bière ne saurait donc, en aucune manière, être envisagé comme un inconvénient assez puissant pour compenser l'avantage très réel obtenu par le système de Gothembourg en faisant fléchir dans de notables proportions la consommation des spiritueux.

La création et la rapide généralisation du système de Gothembourg qui supprime le cabaret « salon de l'ouvrier », cette plaie de notre pays, en le transformant en un local de vente ordinaire, a été, pour la Suède et la Norvège, un véritable bienfait. Malheureusement, les mêmes considérations qui font obstacle, en France, à la prohibition radicale des débits de boissons, s'opposent à l'introduction chez nous du régime de Gothembourg. Il manque à notre peuple l'éducation morale qui, en Suède et en Norvège, a permis de battre en brèche la situation considérable occupée par les vendeurs d'alcool, situation d'ailleurs plus forte encore dans notre patrie, à raison de l'influence politique et électorale qu'ils exercent. Dans la monarchie scandinave, la première société de tempérance — abstraction faite de la petite association embryonnaire fondée en 1819, à Vexjœ, par Pierre Wieselgreen et quelques adolescents — date de 1837, et elle a étendu si loin ses ramifications que la Suède compte, à l'heure actuelle, plus de 300.000 adhérents, et qu'en Norvège, en 1894, aux votations occasionnées par l'introduction du *veto local* dans les villes, 180.000 personnes se sont prononcées pour la prohibition absolue des débits de boissons. Tandis qu'en France, les abstinents, voire même les simples tempérants, ridiculisés aux yeux de l'opinion par la presse, le théâtre, la caricature et le livre, forment une infime minorité, pour ainsi dire impuissante, en face de la légion sans cesse grandissante des cabaretiers et de leurs séides.

TROISIÈME SECTION

Le système russe.

Proscription de la consommation sur place.

Tandis que le système de Gothenbourg présente avec la *Local option* cette analogie que, comme elle, il abandonne aux communes le choix de la réglementation imposée aux débits de boissons, le système russe se distingue de l'une comme de l'autre des précédentes tentatives de suppression du cabaret, en ce sens qu'il est un régime autoritaire et général, appliqué par mesure législative impériale à des gouvernements entiers, et sans doute bientôt à tout l'Empire. Ce système n'est d'ailleurs pas sans ressemblances avec le régime de Gothenbourg ; comme lui, notamment, il institue le monopole des débits, mais au profit du Trésor public directement, et non plus de sociétés philanthropiques concessionnaires. Je me hâte de dire que, de même qu'en Suède et en Norvège, ce n'est pas le fait de la monopolisation qui est intéressant, c'est la tentative de suppression du cabaret, en tant que lieu de réunion et de distraction, poussée plus loin encore en Russie que dans la monarchie scandinave, comme j'aurai l'occasion de le montrer.

Le principe de la réforme ainsi comprise fut posé avant qu'il fût question d'instituer le monopole de l'alcool qui fonctionne en Russie depuis 1895. Une loi du 14 mai 1885, en effet, avait eu pour objet de transformer les cabarets de consommation sur place en débits de boissons à emporter, c'est-à-dire de détruire le cabaret proprement dit. Et le monopole ne fut établi que postérieurement, dans le but essentiel de rendre efficace cette réglementation première, qui, sans lui, fût restée illusoire. On peut affirmer, d'après les documents officiels,

tels que rescrits impériaux d'Alexandre III et de Nicolas II, rapports de M. Witte, Ministre des Finances, que ce fut là l'objet primordial du monopole de l'alcool établi partiellement en Russie par la loi du 6 juin 1894, et successivement étendu à d'autres fractions du territoire moscovite. C'est avant tout un monopole des débits, constitué, comme les textes précités l'affirment, en vue, non pas d'une exploitation lucrative, mais de la disparition du petit verre. Les autres considérations, assurément fort sérieuses et importantes, communes à tous les types de monopole des alcools, apparaissent, aux termes mêmes de la loi organique, comme « *surrogatoires* » ; on s'est sans doute efforcé de leur donner satisfaction, puisque aussi bien l'on était amené à monopoliser le commerce en détail des spiritueux, et par là même on a étendu le champ d'action de ce monopole à l'industrie et au commerce alcooliques en général ; mais j'y insiste à dessein, l'institution de monopole ne fut pas une fin en soi, ce fut le corollaire en quelque sorte obligé d'une réforme antérieure, à savoir la suppression du cabaret de consommation sur place ; réforme qui, sans la monopolisation des débits, c'est-à-dire sans la mainmise de l'État sur le fonctionnement de ces établissements, fût restée lettre morte.

Ayant ainsi dégagé l'idée qui me paraît être la caractéristique dominante de la législation russe en la matière, je vais étudier successivement l'organisation du commerce de détail des alcools en Russie, puis les résultats de cette organisation.

I

Organisation du commerce de détail des alcools en Russie.

I. — a). S'il était un pays où il fût urgent de prendre des mesures énergiques contre le cabaret, c'est incontestablement l'Empire russe. Non pas cependant que la

consommation individuelle de l'alcool y atteigne des proportions anormales, comme le montre le tableau suivant, dressé d'après les documents officiels :

1885.....	Védros à 40 degrés,	0,66,	soit litres à 100 degrés,	3,25
1886.....	—	0,68,	—	3,34
1887.....	—	0,68,	—	3,34
1888.....	—	0,65,	—	3,20
1889.....	—	0,63,	—	3,10
1890.....	—	0,58,	—	2,85
1891.....	—	0,53,	—	2,60
1892.....	—	0,50,	—	2,46
1893.....	—	0,49,	—	2,41
1894.....	—	0,53,	—	2,60
1895.....	—	0,53,	—	2,60
1896.....	—	0,51,	—	2,51
1897.....	—	0,61,	—	3,00

M. Witte, ministre des finances, affirme même, dans l'exposé des motifs de la loi du 6 juin 1894, que depuis 1863, le taux de la consommation s'était abaissé de moitié.

Mais la population slave est affligée d'un penchant irrésistible pour l'ivrognerie la plus dégradante. Comme l'écrit un Russe, M. Borodine, dans son *Rapport à la Société d'hygiène publique de Saint-Pétersbourg*, « le paysan est prêt à boire n'importe quelle mixture nuisible, pourvu qu'elle soit enivrante et à bon marché. » Cette passion bestiale faisait des malheureux moujicks la proie des cabaretiers de villages sans scrupules, toujours prêts à faire crédit, doublés d'usuriers farouches, répondant au nom suggestif de *koulak*, c'est-à-dire « poing ». Or, c'est un dicton petit-russien que « le juif a parfois des faiblesses, le *koulak* n'en a jamais. » C'est dire que le cabaretier était le fléau des basses classes de la société russe. Cette exploitation pernicieuse, tant pour la santé que pour la bourse des malheureux paysans, se trouve dépeinte en termes frappants dans une brochure anonyme publiée à l'occasion du 7^e congrès anti-alcoolique tenu à Paris en 1899 (*La réforme de l'impôt des alcools en Russie. — Monopole de vente, d'après les documents officiels*).

« On ne saurait, y est-il dit, oublier le rôle important qu'a joué dans la désorganisation matérielle du *mir* le cabaretier, qui en était le plus souvent l'usurier le plus implacable et le plus dangereux. *Koulak* et cabaretier ne faisaient généralement qu'un dans les communes. On ne saurait oublier que si le cabaret, avec ses mœurs et son atmosphère, n'était pas la seule cause de l'ivrognerie, il l'excitait et l'augmentait. Le paysan vendait et engageait le peu qu'il possédait, sa récolte sur pied, son travail même; il trouvait là des recéleurs et des acheteurs d'objets volés; c'était la ruine et un asservissement d'un autre genre. » De serf de la glèbe, le moujick était donc devenu, après l'affranchissement prononcé par Alexandre II, serf du cabaret. Aussi une réforme urgente s'imposait-elle. Il fallait soustraire les classes inférieures de la société moscovite à cette atmosphère viciée et corruptrice du cabaret; il fallait lui éviter la possibilité de ces longues stations où les libations se succédaient sous l'œil bienveillant du *koulak* intéressé à les encourager, et se prolongeaient ainsi, dit un haut fonctionnaire du Ministère des finances, M. J.-R. Minzloff, dans un *Rapport* présenté à la *Société russe d'hygiène publique*, en 1899 « jusqu'au moment où la porte du cabaret, tirée par le poids de briques attachées à la corde, s'est refermée avec fracas, et ces pauvres gens, qui n'ont pas encore définitivement péri, sont bientôt après poussés hors du cabaret sous forme de corps inanimés, et souvent privés de leurs vêtements. »

b). D'après les conclusions auxquelles s'était arrêtée une commission d'experts, réunie par l'empereur Alexandre III au lendemain de son avènement au trône, une loi du 14 mai 1885 vint poser le principe initial et fondamental de la réforme en interdisant la vente à bouteilles débouchées dans les établissements autres que les restaurants ou *traktirs*, où l'on n'est point admis à boire sans manger. Cette disposition était de nature à

écarter un grand nombre de consommateurs, en les forçant à une plus grande dépense — aliments et alcool — pour satisfaire leur passion. Comme il était à prévoir que les cabarets, pour la plupart, se transformeraient immédiatement en *traktirs*, la loi frappait ces restaurants de très fortes licences variant de 150 à 1.100 roubles, c'est-à-dire de 365 à 2.700 francs, en même temps que la licence des établissements adonnés uniquement à la vente à emporter — dont la loi se proposait de favoriser le développement, pour en faire dorénavant le type normal du débit de boissons alcooliques — était abaissée au taux modique de 30 à 60 roubles, c'est-à-dire de 72 à 145 fr. Les débits de vin et de bière demeuraient au surplus entièrement libres comme auparavant, et restaient ouverts à la consommation sur place. En ce qui concerne exclusivement l'eau-de-vie, il est facile de voir que la pensée maîtresse de la réforme était de transformer le cabaret de jadis, soit en *traktir*, où l'on ne peut boire sans manger et qu'aux heures des repas, soit en magasin de vente, sans tables ni sièges, ne contenant que des bouteilles cachetées et où il est interdit de consommer sur place. Ce système présente de très grandes analogies avec le régime de Gothembourg : la faveur faite aux *traktirs* peut notamment être rapprochée de l'autorisation accordée aux gérants des débits suédois et norvégiens de vendre dans un local séparé, et pour leur propre compte, des aliments et boissons non spiritueuses ; l'interdiction de séjourner dans le débit d'alcool, dépourvu de meubles, est identique de part et d'autre, mais le système introduit en Russie par la loi de 1885, fait un pas de plus que le régime scandinave vers la suppression totale du cabaret, en ce sens qu'il ne tolère même pas l'absorption, à l'intérieur du cabaret, de l'unique consommation vendue à l'acheteur.

Excellente dans son principe, la loi du 14 mai 1885 ne pouvait cependant, et par la force même des choses, être qu'un simple palliatif. « Le débitant, dit un rapport

officiel adressé à l'empereur par le Ministre des finances, se résoudrait bien à changer d'enseigne, à modifier l'aspect de son mobilier, il ne renierait pas sa tradition séculaire. » Ce n'était pas tout que de poser le principe de la suppression du cabaret, en tant que « salon du moujick » ; encore fallait-il, pour réaliser les bénéfices escomptés de cette suppression, la compléter par l'expulsion du cabaretier. C'est à quoi songeait, dès 1885, l'empereur Alexandre III, lorsqu'il prescrivait à son Ministre des finances de mettre à l'étude l'institution, à titre d'essai, du monopole des alcools dans certaines provinces de l'empire, dans celles notamment où le commerce de détail des alcools était concentré aux mains des israélites qui, à tort ou à raison, ne sont pas précisément *personæ gratæ* dans l'empire russe. Ce monopole, dit le rescrit impérial, devait nécessairement embrasser la vente en détail, c'est-à-dire « la sphère d'action où le libre jeu de l'intérêt privé présente le plus de danger. »

II. — *a*). Tel fut le but essentiel de la loi du 6 juin 1894, créant le monopole à partir du 1^{er} janvier 1895 dans les quatre provinces de la région du Transvolga, Perm, Oufa, Orembourg et Samora, les plus ravagées par l'alcoolisme, habitées par une population cosaque à moitié sauvage, réduite à la plus noire misère par les cabaretiers juifs... et autres. L'expérience fut étendue par les lois du 2 mai 1895 et du 19 février 1896 aux provinces suivantes : à partir du 1^{er} juillet 1896, Bessarabie, Volhynie, Ecatherinoslav, Kiev, Podolsk, Poltava, Tauride, Kherson, Tchernigof; au 1^{er} juillet 1897, Vilna, Vitebsk, Grodno, Kowno, Minsk, Smolensk et Mohilev; enfin, au 1^{er} janvier 1898, Pétersbourg, Novgorod, Pskov, Olonetz, Kharkof, et royaume de Pologne, soit en tout 35 gouvernements, la moitié de la Russie d'Europe. La *Gazette de Saint-Pétersbourg*, numéro du 23 avril 1900, annonce du reste la mise en vigueur de ce régime à partir du 1^{er} juillet 1902, dans le surplus du territoire impérial,

actuellement encore soumis aux dispositions de la loi du 14 mai 1885. La loi organique du 6 juin 1894, point de départ de cette réforme progressive, peut être définie le complément et l'aggravation de la loi du 14 mai 1885. Le principe fondamental demeuré le même : supprimer le cabaret en tant que lieu de consommation sur place, de réunion et de rendez-vous ; mais, en plus, et ce que ne prétendait pas faire la loi de 1885, supprimer le cabaretier, le *koulak*. Accessoirement, comme dans le système de Gothembourg, réduire le nombre des débits *in globo*, mais dans une moindre proportion qu'en Suède et en Norvège ; le Ministre des finances, M. Witte, craignant qu'une trop forte diminution du nombre des débits ostensibles n'entraîne corrélativement un accroissement regrettable des cabarets clandestins. Enfin, assainissement de la qualité des alcools consommés, par la substitution aux produits de l'industrie privée, dont un cinquième à peine subissait une épuration suffisante, des alcools livrés par l'administration du monopole et parfaitement rectifiés. Ajoutons que cette même loi du 6 juin 1894 institue des *Comités ou Curatelles de tempérance*, pour veiller à l'exécution de ses prescriptions et poursuivre les délinquants. Je m'en tiendrai à la partie essentielle de la réforme, à savoir la substitution du débit de vente à emporter au cabaret de consommation sur place. Il est, à cet égard, indéniable que la loi du 6 juin 1894, modifiée et complétée, sur certains points secondaires, par quelques dispositions législatives et réglementaires de 1895, 1896 et 1897, constitue par rapport au texte de 1885 un progrès considérable.

Les *traktirs* ou restaurants perdent, en principe, la faculté qu'ils avaient de vendre de l'alcool à bouteille débouchée, c'est-à-dire au verre ; ce privilège est réservé aux buffets des gares et des cercles, et à un petit nombre d'établissements des grandes villes, établissements *de confiance*, choisis limitativement par l'administration dans une catégorie élevée, pour que la classe ouvrière

n'y puisse avoir accès. Ce privilège, accordé dans les villes par le gérant de l'accise, ne peut être étendu aux restaurants des campagnes que par le Ministre des finances qui, jusqu'à présent, s'est montré assez avare de faveurs de ce genre. Le type normal du débit de boissons, c'est le *Bureau de la Régie*, préposé uniquement à la vente des alcools du monopole, dans des bouteilles cachetées à la cire, portant le sceau de l'État et revêtues d'étiquettes mentionnant la contenance et le prix. Ce prix, rigoureusement proportionnel à la capacité de la bouteille, est de 5 kopecks pour la plus petite fiole, qui renferme 6 centilitres d'eau-de-vie à 40 degrés. Lorsque l'établissement du monopole est décidé dans un gouvernement, on prévient, six mois à l'avance, les tenanciers privés d'avoir à déguerpir, sans aucune indemnité; et l'on installe à leur place — après suppression d'un certain nombre de débits — des agents de la Régie, rémunérés comme les gérants des sociétés de Gothembourg, par un traitement fixe et qui, par conséquent, n'ont aucun intérêt à pousser à la consommation. Comme les gérants suédois et norvégiens, en outre, les débitants officiels de la Régie russe ne peuvent livrer d'alcool à crédit ou sur gage; il leur est interdit de servir plus d'une bouteille à la fois à la même personne; mais, de plus, à la différence de ce qui se passe dans les États du roi Oscar, l'usage du tire-bouchon dans le bureau de vente est rigoureusement prohibé. A côté de ces bureaux officiels, les *traktirs*, non autorisés désormais à la vente de l'alcool au verre, débitent, au prix réglementaire indiqué par les étiquettes, les bouteilles cachetées de la Régie, mais leur contenu peut y être absorbé sur place en mangeant. Dans le principe, les *traktirs* recevaient, pour la vente de l'alcool du monopole, une rémunération fixe qui les désintéressait de la vente; pour des raisons d'utilité et de commodité pratiques, on a depuis lors adopté le procédé de la rémunération par une remise proportionnelle, qui s'élève à 2,5 pour cent du prix

marqué. Enfin, les buffets et restaurants des grandes villes, et quelques rares établissements des campagnes, autorisés exceptionnellement à vendre au verre et à un prix facultatif l'eau-de-vie du monopole et d'autres spiritueux, sont également astreints à l'obligation de livrer, sur demande, l'alcool de la Régie en bouteilles cachetées, suivant le tarif officiel.

b). Il semble que ce système place la population ouvrière des villes et des campagnes suffisamment à l'abri des exploitations et spéculations auxquelles la loi du 6 juin 1894 se proposait d'obvier. Les gérants des débits officiels, n'étant pas intéressés à la vente, n'ont aucune raison pour pousser à la consommation. Seuls, les tenanciers des *traktirs* y trouveraient avantage; mais la commission qu'ils perçoivent sur l'alcool du monopole est si faible, qu'ils ont, comme les gérants des débits de Gothenbourg, tout avantage à n'en vendre que le moins possible et à s'efforcer, au contraire, d'écouler les produits dont ils fixent le prix à leur guise, par exemple, du vin, de la bière, de l'hydromel, et, s'ils en ont reçu l'autorisation administrative, du rhum, de l'arak, des liqueurs. Ces produits, importés des régions soustraites au monopole ou de l'étranger, transmis au commerçant par l'intermédiaire de la Régie, qui perçoit sur eux une taxe de 15 pour cent du prix de vente déclaré — procédé de taxation analogue à notre droit de détail pesant sur les boissons hygiéniques; — ces produits coûtent beaucoup plus cher que l'alcool du monopole et, par suite, ne s'adressent pas à la population nécessiteuse. J'ai, tout récemment, eu l'occasion de rencontrer à l'étranger, à son retour immédiat d'une tournée qu'il venait de faire en Russie, un voyageur français, représentant d'une de nos grandes maisons de parfumerie, qui, en bon Parisien qu'il est, ne peut guère se passer de son apéritif. Il me disait avec indignation qu'il n'avait pu trouver de l'absinthe que dans les très grands cafés des très grandes villes, à des prix ja-

mais inférieurs à 1 fr. 50 le verre et qu'à Pétersbourg même, s'étant fait servir dans un établissement en renom une ration un peu trop copieuse d'absinthe d'une marque française réputée, il n'avait pas été peu surpris de se voir réclamer la somme de six francs. A ces prix-là, on peut sans danger en autoriser la vente au verre. Au surplus, le commerce privé aura d'autant moins la tentation de se livrer aux abus précédemment commis par les koulaks (vente à crédit ou sur gage, excitation à l'ivrognerie, etc...) que ce commerce jouit, non pas d'un droit ferme, mais d'une pure tolérance des plus précaires, si bien qu'une seule infraction entraîne la fermeture immédiate et définitive de l'établissement, sans préjudice des poursuites devant les tribunaux de répression. Il convient donc de n'y attacher qu'une importance insignifiante, d'autant que le petit nombre des établissements privés est attesté par les statistiques officielles.

Le peu d'importance de la vente en commission d'alcool de la Régie, seule catégorie de spiritueux accessible par son prix aux petites bourses, ressort tout d'abord du tableau suivant, indiquant le montant des commissions payées aux débitants non appointés par la Régie :

4 provinces de l'Est (1895-97).....	Roubles,	62.665
9 provinces du Sud et Sud-Ouest (2 ^e semestre 1896 et 1897).....	—	388.278
6 provinces du Nord-Ouest et Smolensk (2 ^e semestre 1897).....	—	57.445
TOTAL.....		Roubles, 508.388

soit à peu près 1.350.000 francs. Dans le gouvernement de Kiev, aux termes du *Rapport* de M. de Meaux, inspecteur français des finances, envoyé en mission officielle par le Gouvernement pour étudier sur place le fonctionnement du monopole russe, les 3.602 débits privés existants avant la réforme, ont fait place à 1.099 débits de la couronne et 425 traktirs tenus par des particuliers, dont 155 seulement sont autorisés à vendre de l'eau-de-vie au petit verre. Si l'on examine avec M. Schumacher (*Rapports à la Société russe d'hygiène publique*) les débits

de boissons des vingt provinces monopolisées avant le 1^{er} janvier 1898, on voit que le nombre des établissements de *vente à emporter*, tenus par des particuliers n'y atteint pas la proportion de 7 pour cent des débits de cette catégorie. Quant aux établissements autorisés à la *vente au verre*, leur nombre est tombé, après l'établissement du monopole, de 34.689 à 5.091, soit une diminution de 85 pour cent; encore 2.519 de ces cafés sont-ils autorisés exclusivement à la vente au verre des spiritueux autres que l'alcool de la Régie, spiritueux que leur cherté exclut de la consommation de la classe pauvre. Malgré sa situation exceptionnelle de grande ville et de capitale de l'empire, Saint-Petersbourg n'a pas été épargné. Si l'établissement du monopole n'a guère fait varier le nombre des débits de vente à emporter : 1.059 débits de la couronne au lieu de 1.396 débits privés, les *traktirs* ont diminué de 61 pour cent, 255 au lieu de 659, et les débits pour la vente au verre de 68 pour cent, 598 au lieu de 1.872 avant la réforme. Mais c'est surtout dans les campagnes qu'on a procédé à une hécatombe des cabarets pour la vente au verre, comme le montre le tableau ci-après dressé par M. Schumacher, et relatif aux régions monopolisées avant le 1^{er} janvier 1898 :

	Villes	Campagnes
Débits existants avant le monopole....	11.256	23.433
— après le monopole....	2.826	2.265
DIMINUTION de.....	8.430 (75 %)	21.168 (90 %)

Or, dit M. Schumacher : « Tout le monde sait que le plus grand abus de boissons alcooliques s'est toujours produit dans les débits pour la vente de ces boissons *au verre*, et que l'effet nuisible de ces débits était particulièrement ressenti *dans les campagnes*, où il est impossible de les surveiller efficacement. » Les statistiques reproduites ci-dessus montrent que ce fléau des campagnes russes n'existe, pour ainsi dire, plus ; et l'on peut affirmer, avec une exactitude très suffisante, que le caba-

ret populaire a disparu pour faire place au débit à emporter. Je partirai donc de ce postulat pour discuter les résultats de la réforme de 1885-1894.

II

Résultats de cette organisation.

I. — S'il fallait en croire M. de Markoff, directeur de la Régie des alcools en Russie, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes : « Voilà donc, dit ce haut fonctionnaire à M. Jacques Bertillon, qui rapporte le propos (*Le monopole de l'alcool en Russie. Revue politique et parlementaire*, août 1899), voilà donc le paysan sorti du débit avec la petite bouteille qu'il vient d'acheter. Où va-t-il aller pour en boire le contenu ? Chez lui, au plus vite., et, par conséquent, *sa femme le saura*. Sa femme, voilà mon auxiliaire dans la lutte contre l'alcoolisme ; c'est elle qui sauvera le peuple russe de l'alcool ! Ce n'est pas pour avoir bu une de ces petites bouteilles qu'un paysan sera bien malade... Mais c'est la récidive qui lui serait fatale ; c'est elle que je crains, ou plutôt, non, je ne la crains pas, car, pour qu'il y ait une nouvelle bouteille, il faut qu'il prenne chez lui cinq autres kopecks, qu'il retourne la chercher et qu'il la rapporte, et tout cela, *sa femme le saura !* Elle ne lui en fera peut-être pas de reproches, la malheureuse créature, mais elle le saura. Et c'est pourquoi il ne retournera pas chercher une nouvelle bouteille : il craindra de rencontrer le regard de sa femme. » Je ne puis, pour ma part, que rendre hommage à l'élévation de sentiments qui ressort de cette observation de M. de Markoff, et je la rapprocherai de la pratique usitée en Norvège et dans la Nouvelle-Galles du Sud pour la *Local option*. La reconnaissance, dans cette occasion particulière, du droit de suffrage aux femmes, n'est autre chose que la consécra-

tion législative de leur influence anti-alcoolique qu'elles doivent légitimement exercer comme gardiennes naturelles du foyer et des enfants. Mais la question se pose de savoir si l'honorable directeur du monopole russe des alcools ne se serait pas montré trop optimiste dans ses prédictions.

a). C'est peut-être se faire une singulière illusion que de croire que le paysan ou l'ouvrier, en quittant le seuil du débit de la Régie, s'en ira droit chez lui, boire sous le regard mécontent de sa femme la fiole d'eau-de-vie qu'il vient d'acheter. La consommation, disent un grand nombre de rapports officiels ou de correspondances privées recueillies par M. D. N. Borodine (*op. cit.*), a passé du cabaret, où elle ne peut plus trouver asile, non point dans les habitations, mais dans la rue. A peine sortis du bureau de vente, les moujicks brisent le goulot de la bouteille, ou bien ils frappent de la paume de la main le fond du récipient jusqu'à ce que le bouchon saute, puis ils absorbent d'un trait le contenu de la petite fiole. « Ne pouvant boire dans les bureaux, dit un témoin oculaire, les consommateurs s'installent sur le trottoir voisin, où ils se mettent à leur aise », si bien que dans nombre de villes, il fallut placer à proximité des bureaux de vente des postes de police pour réprimer l'ivresse publique et veiller à la liberté et à la sécurité de la circulation. Une industrie nouvelle s'est même créée pour venir en aide aux consommateurs de la rue, ajoute le même rapport, « celle des gens qui ont toujours sur eux un verre et un tire-bouchon, quelquefois même une croûte de pain et un morceau de hareng. Ces complaisants industriels connaissent, au besoin à deux pas, un local où l'on sera admirablement pour vider sa bouteille. » Les débits de boissons gazeuses ou de vin, les brasseries surtout, dont le nombre a pris une extension considérable, sont des asiles précieux pour les amateurs d'alcool : on y mélange avec de la bière ou du vin, l'eau-de-vie que

l'on vient d'acheter au bureau de la Régie, ce qui constitue, paraît-il, une mixture très enivrante ; le patron de la brasserie y trouve son compte, tout comme le consommateur.

Mais encore les débits clandestins ont pris un développement extraordinaire, attesté par l'élévation notable des poursuites pour commerce frauduleux d'alcool depuis l'introduction du monopole, à savoir, dans les quatre provinces de l'Est seulement (Perm, Oufa, Orembourg et Samora), les premières monopolisées, 1.996 condamnations en 1895 contre 1.181 en 1894, soit une augmentation de près de 70 pour cent. Ces établissements clandestins, ou bien débitent de l'eau-de-vie de contrebande, ou bien même souvent mettent en vente, de nuit, après la fermeture des bureaux officiels de débit, de l'alcool du monopole qu'ils font payer plus cher, ou qu'ils additionnent d'eau, en y faisant parfois macérer, pour en corser le goût, des feuilles de jusquiame ou de tabac. Les tenanciers de ces bouges exploitent les moujicks comme le faisaient les cabaretiers d'autrefois ; et de fait, ce sont pour la plupart des cabaretiers évincés, d'anciens *koulaks*, qui se livrent à ce commerce clandestin. Ces cabarets sont d'autant plus difficiles à découvrir qu'ils sont assurés de la complicité des populations qui, grâce à eux, peuvent satisfaire à leur aise leur néfaste passion. « Quant à la police rurale, dit M. Borodine dans son *Rapport à la Société russe d'hygiène publique*, non seulement elle ne prête pas son concours aux agents du fisc, mais encore elle protège les débitants clandestins qui lui procurent de l'eau-de-vie gratis, et avec lesquels elle ne tient nullement à se brouiller. » Bien mieux, dit plus loin le même auteur, « il arrive parfois que les employés du débit de la Régie enfreignent eux-mêmes les prescriptions de la loi, en permettant de boire l'eau-de-vie dans les locaux situés dans la même cour où se trouve le débit de la Régie, et même dans leur propre habitation.... On a là de fait deux débits, l'un

pour la vente à emporter, l'autre pour la vente au verre. » De sorte que, somme toute, la « mort légale du petit verre » qu'on avait, non sans quelque solennité, proclamée par deux fois, en 1885 et en 1894, ne serait pas encore un fait acquis et « qu'après avoir chassé le cabaretier par la porte, on a bien du mal à l'empêcher de rentrer par la fenêtre. » (Article anonyme sur *le Régime de l'alcool en Russie. Revue politique et parlementaire*, février 1897).

b). Au reste, la consommation de l'alcool, dans les régions de l'Empire russe où a été introduite jusqu'à présent la réforme instituée par la loi du 6 juin 1894, est loin d'avoir subi la dépression que nous constatons précédemment en Suède et en Norvège. Sans doute, l'exercice 1897, auquel se rapportent les chiffres fournis par l'opuscule précité publié à l'occasion du 7^e Congrès antialcoolique (*La réforme de l'impôt des boissons alcooliques en Russie*, etc.), s'est soldé, dans les régions monopolisées, par un déficit de 15,3 pour cent dans les prévisions budgétaires, basées sur la consommation de ces régions, antérieurement à la mise en vigueur de la réforme. Mais cette diminution de la consommation se décompose d'une manière qui n'est pas sans donner à réfléchir. Elle résulte en effet de la combinaison des facteurs suivants : dans les provinces monopolisées en dernier lieu, c'est-à-dire, alors, le 1^{er} juillet 1897, diminution de 27 pour cent par rapport aux évaluations budgétaires : dans les provinces monopolisées le 1^{er} juillet 1896, diminution plus faible de 19 pour cent seulement ; enfin, dans les provinces du Transvolga, soumises les premières à la réforme, *augmentation* de 8 pour cent par rapport à la consommation de l'année précédente. Voici ce qui se produit, d'après les documents officiels eux-mêmes. La consommation recule sensiblement — en apparence du moins — durant la première année qui suit la mise en vigueur de la réforme, parce que la population, encore

en possession des alcools achetés avant l'introduction du monopole chez les commerçants qui liquidaient leurs affaires, n'a pas besoin d'acheter beaucoup d'alcool à la Régie, qui se trouve en déficit sur ses prévisions, sans qu'il y ait pour cela diminution effective de la consommation. Mais, passé cette période de dépression momentanée et fallacieuse, la vente de l'alcool par la Régie augmente, c'est-à-dire que la consommation, tant apparente que réelle, reprend son cours normal.

Les tableaux ci-après, de la consommation par habitant, que j'emprunte aux documents officiels précités, et qui sont relatifs aux provinces monopolisées, permettent de se rendre compte de ce rapide redressement de la consommation d'alcool de la Régie :

1^o *Quatre gouvernements de l'Est (Védros à 40 degrés) :*

	1893-95	1896	1897	1898 (1 ^{er} semestre)
Orembourg.....	0,35	0,35	0,38	0,171
Perm.	0,43	0,44	0,45	0,225
Samara.....	0,36	0,37	0,40	0,164
Oufa	0,25	0,21	0,28	0,107

2^o *Neuf gouvernements du Sud et Sud-Ouest (Védros à 40 degrés) :*

	1893-95	1896 (2 ^e semestre)	1897	1898 (1 ^{er} semestre).
Bessarabie.....	0,61	0,14	0,30	0,27
Volhynie.....	0,61	0,17	0,39	0,20
Ecatherinoslav	0,78	0,35	0,70	0,34
Kiev	0,67	0,26	0,55	0,27
Podolsk.....	0,69	0,24	0,47	0,23
Poltava.....	0,42	0,18	0,37	0,20
Tauride	0,79	0,34	0,62	0,28
Kherson.....	0,91	0,34	0,66	0,34
Tchernigov.....	0,53	0,15	0,32	0,17

Il résulte des statistiques annexées au même opuscule que la consommation d'alcool du premier semestre n'est, en général, que de 40 à 45 pour cent du total de la consommation de l'année entière. Dès lors, un calcul très simple par la règle de trois appliquée aux chiffres du premier semestre 1898 permet de constater le mouvement ascensionnel de la consommation. On en trouve d'ail-

leurs une nouvelle preuve dans les résultats financiers de l'exercice budgétaire 1898, publiés au *Bulletin de statistique du Ministère des Finances* (décembre 1899) et qui se traduisent, sur ce chapitre, par un excédent de 16.702.665 roubles sur les prévisions administratives, c'est-à-dire par un accroissement de la consommation.

II. — Mais il convient de ne pas attacher à ces chiffres plus d'importance qu'ils n'en méritent, à raison des circonstances particulières qui ont accompagné, en Russie, la réforme de 1894. Il n'a jamais été question de chercher à restreindre la consommation alcoolique moyenne, mais au contraire, dit M. Witte, Ministre des Finances, dans l'*Exposé des motifs de la loi de 1894*, « de faciliter la consommation normale, tout en entravant l'ivrognerie. » On se préoccupait si peu de réduire la consommation, que le même ministre ajoutait : « La consommation, dans son ensemble, est *appelée à augmenter*, parce que les eaux-de-vie, livrées aujourd'hui à la consommation à un très faible degré, seront remplacées par des eaux-de-vie à un degré supérieur », et, pour décourager la fraude, vendues moins cher, comme l'indique l'article anonyme précité de la *Revue politique et parlementaire* : 7 roubles le védro, quelle que soit la quantité vendue, tandis qu'antérieurement, le védro vendu par petits verres rapportait au détaillant 8, 9 et même 10 roubles. Ce n'est point contre l'alcoolisme que l'on partait en guerre, mais seulement contre l'ivrognerie bestiale et meurtrière, coutumière aux Russes, et qui mettait la population pauvre, corps et biens, à la merci des *koulaks*. C'est donc sous cet angle qu'il faut examiner les résultats du système, et dès lors, je crois, pour ma part, qu'il y a lieu de se garder de pousser les choses à l'extrême, et qu'il convient, tout en ne partageant pas sans réserve l'enthousiasme robuste de M. de Markoff, de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire les conclusions pessimistes précédemment exposées. A la critique acerbe et

quelque peu tendancieuse que M. Borodine dirige contre le système dans son long *Rapport à la Société russe d'hygiène publique*, un autre membre de cette même Association, fonctionnaire du Ministère des Finances, s'est efforcé d'apporter les corrections nécessaires pour remettre les choses au point. Sans méconnaître que la suppression du cabaret de consommation sur place a pu parfois donner naissance à des conséquences regrettables, M. Minzloff affirme que ces inconvénients sont appelés à disparaître dans un avenir prochain, et, dans tous les cas, constituent, non point la règle, mais l'exception.

a). La consommation dans la rue, dans les brasseries, débits de boissons gazeuses ou de vin, dans les cabarets clandestins, tels sont les trois points faibles de la réforme de 1894. Mais il est deux de ces procédés par lesquels on tourne la loi, qui ont déjà appelé l'attention du législateur russe. Une réglementation de 1897 permet aux fonctionnaires supérieurs de l'administration des Contributions indirectes d'interdire la vente au verre dans les brasseries. Qu'ils usent avec énergie de ce droit, et l'on verra bientôt disparaître ces asiles commodes où l'on était si bien pour boire tout à son aise, mélangée avec de la bière, l'eau-de-vie achetée au bureau de la Régie. En ce qui concerne la consommation dans la rue, la police, jusqu'à présent, était impuissante à sévir, même dans les localités où des ordonnances administratives avaient été prises, portant défense de boire de l'eau-de-vie sur la voie publique. La justice, en effet, n'ayant à sa disposition aucun texte répressif, renvoyait invariablement le prévenu des fins de la poursuite. Mais le Ministre des Finances s'est préoccupé de cette situation regrettable; il s'est adressé au Ministre de la Justice qui, en 1899, a réuni une commission spéciale, et bientôt — si même ce n'est déjà fait à l'heure actuelle, malgré tous mes efforts, il m'a été impossible de m'en assurer — la question sera résolue législativement.

Je crois, d'ailleurs, avec M. Minzloff, que M. Borodine et ses correspondants se sont, de très bonne foi, exagéré le nombre des consommateurs de la voie publique. Les clients des anciens cabarets se décomposaient en deux catégories : tout d'abord les alcooliques par vocation, ivrognes invétérés qui boiraient n'importe quoi et n'importe où ; et, d'autre part, les petites gens qui, n'ayant pas encore perdu toute pudeur, « entraient timidement, dit M. Minzloff, en regardant de côté pour voir si on les remarque. » Pour ce qui est de ces derniers, la plus grande partie, sinon la totalité, ne vient pas boire dans la rue, et la fermeture des cabarets leur aura rendu un grand service. Comme le dit judicieusement M. de Markoff (article précité de M. Jacques Bertillon), « le nombre des hommes qui se saoulent, de propos délibéré, est bien restreint ; le nombre de ceux qui se laissent entraîner est immense. » Cette facilité d'entraînement n'existant plus, du jour où le cabaretier et surtout le cabaretier privé se trouvent éliminés, ces consommateurs faibles et timides resteront chez eux, et les consommateurs de la rue ne sont autres que les ivrognes invétérés dont le vice est inguérissable. Le nombre en paraît considérable à raison d'une illusion d'optique relevée très finement, et non sans une pointe d'ironie à l'adresse des pessimistes, par M. Minzloff : « Figurons-nous, dit-il, que tous les tailleurs demeurant à Saint-Petersbourg, leurs apprentis et leurs ouvriers, se mettent à travailler dans la rue, au lieu de rester dans leurs ateliers. Cela nous ferait croire que le métier principal à Saint-Petersbourg est celui de tailleur. M. Borodine et ses correspondants ont été trompés par la même illusion d'optique. Sans savoir combien d'individus se pressaient en masse et étaient assis dans les cabarets, ils affirment bravement que les ivrognes dans la rue sont plus nombreux encore. » Le même raisonnement peut, presque mot pour mot, être appliqué en ce qui concerne les clients des cabarets clandestins. Que ces bouges se soient multipliés, le contraire nous

étonnerait, toute réglementation restrictive ayant pour effet de surexciter la fraude; mais reste à savoir si leur clientèle est aussi considérable que celle des cabarets réguliers d'autrefois. Cette clientèle, ici encore, se compose sans nul doute d'un certain nombre d'ivrognes incorrigibles et invétérés. Je suis convaincu, à tort ou à raison, que les gens honnêtes et soumis aux lois, par crainte ou par sentiment du devoir sont, dans tous les pays, en immense majorité, et que la plupart des individus qui, jadis, véritables moutons de Panurge, se rendaient sans scrupule aucun au cabaret licite, hésiteront à risquer une condamnation en se faisant surprendre au cabaret clandestin.

b). Au surplus, d'une enquête officielle faite en 1897 auprès des archevêques, évêques, gouverneurs de province et maréchaux de la noblesse, ainsi que d'un certain nombre de correspondances privées publiées dans l'opuscule anonyme précité, édité à l'occasion du Congrès anti-alcoolique de Paris en 1899, de ces documents divers se dégage une impression plutôt favorable au système. On signale notamment un certain progrès dans le sens de la sobriété de la part des ouvriers de fabrique; les gens du peuple s'enivrent moins à l'occasion des fêtes, baptêmes, mariages, funérailles; enfin, durant le premier semestre de 1898, consécutif à l'introduction du monopole à Saint-Petersbourg, le nombre des arrestations pour ivresse publique n'a été que de 22.702, au lieu de 27.326 qu'il avait atteint pendant la période correspondante de 1897, soit une diminution de 17 pour cent. Ces résultats paraissent sans doute encore bien minimes, lents et quelque peu incertains. Mais il faut se rappeler que l'expérience ne date que d'hier; il convient de faire au régime crédit d'un peu de temps. On ne fait pas, du jour au lendemain, passer à la sobriété complète une population dont un vieil auteur pouvait dire : « Parmi les Russes, les gens du commun ne se contentent

pas de demeurer au cabaret jusqu'à ce qu'ils y aient laissé leur dernier sol ; ils y engagent souvent jusqu'à la chemise. » Les lois de 1885 et de 1894 ont sonné le glas de ces abus. Elles ont réduit à un nombre infime les débits de consommation au verre. Elles ont substitué aux bouges infects d'autrefois, champs clos de rixes souvent sanglantes et repaires d'usuriers, des locaux propres et tranquilles dont, en 1896, d'après les documents officiels, 20 pour cent étaient gérés par des femmes.

Ce qui est particulièrement significatif, c'est que l'un des buts les plus essentiels de la réforme, l'accroissement du bien-être de la classe nécessiteuse, si intimement lié à la question de l'alcoolisme, a été atteint dans une mesure très satisfaisante comme l'atteste ce passage d'un rapport ministériel, que je crois expédient de citer intégralement : « Pendant cette période de trois années, du 1^{er} janvier 1895 à la fin de 1897, aucune impulsion spéciale accidentelle ne s'est fait sentir dans la vie des provinces de l'Est, les récoltes de céréales et de fourrages n'ont presque pas excédé en quantité, surtout sur les terres des paysans, celles de la période triennale 1892-94. Cependant, le rendement moyen de l'ensemble des revenus de l'État qui, pour les années 1892-94 n'avait été, dans ces quatre provinces que de 41,7 millions de roubles, a atteint 61 millions de roubles pour 1895-97, soit un excédent de 46,4 pour cent, tandis que, dans l'empire tout entier, la différence en plus n'était que de 27,3 pour cent. Défalquât-on du total des recouvrements le revenu nouveau du monopole de la vente des spiritueux et celui du réseau de l'État — dont l'augmentation est due en majeure partie à des rachats de lignes concédées — les recettes effectuées dans les quatre provinces de l'Est en 1895-97 excéderaient de 13,5 pour cent celles de la période 1892-94, alors que, pour l'Empire considéré dans son ensemble, la plus-value est de 10,7 pour cent seulement. Particularité qui n'est pas sans importance, la mise en vigueur du monopole a été

suivie d'une meilleure rentrée des annuités de rachat, redevances exclusivement à la charge des paysans, et même du règlement d'arriérés dus sur ces mêmes annuités. Depuis une dizaine d'années, le mouvement ascendant des dépôts aux caisses d'épargne fait, dans tout le pays, des progrès très marqués. Ce phénomène peut en partie s'expliquer par l'ouverture de nombreuses caisses d'épargne postales et le versement à ces guichets nouveaux d'épargnes anciennes. Toutefois, cette progression des dépôts se produit également dans les quatre provinces de l'Est, où le nombre des caisses a peu augmenté et où, par suite, il n'est versé que des épargnes de formation récente. Un fait bien significatif, c'est que, dans la région de l'Est, le nombre des déposants s'est accru plus rapidement après la mise en vigueur de la Régie des spiritueux que pendant la période antérieure, et qu'il s'agit ici, en règle générale, de petits déposants. Les données ci-dessus témoignent d'un certain accroissement de bien-être constaté dans l'Est depuis qu'y fonctionne la Régie des spiritueux. Sans doute, il ne faut pas perdre de vue que les phénomènes de la vie économique sont très complexes et que, sous l'influence de certaines causes permanentes ou temporaires, les effets salutaires de la réforme des boissons peuvent être enrayés ou ralentis. Quoi qu'il en soit, si l'on envisage à la fois la marche des rentrées fiscales et des épargnes et les avis des autorités locales, on est fondé à conclure que le monopole de vente des spiritueux exerce une action bien-faisante sur les ressources matérielles des populations. »

Sans donc méconnaître les défauts du système et les imperfections inévitables qui entravent ses débuts, il convient, je crois, de ne pas se hâter de condamner cette expérience. En 1895, au Congrès anti-alcoolique de Bâle, M. Minzloff, délégué russe, demandait dix ans pour apprécier la réforme; les quelques extraits que j'ai cités de ses rapports montrent qu'il n'a pas craint de devancer l'échéance pour se déclarer franchement optimiste. Il y

a là, à mon avis, tout au moins une indication en faveur du système.

Aussi, est-il regrettable qu'on ne puisse même pas songer à introduire en France un système de ce genre. Si, en effet, on est amené à condamner la suppression absolue, nationale ou locale, des débits de boissons, comme étant un procédé par trop sommaire et, dès lors même, illusoire et dangereux, le système de la prohibition de la consommation sur place, comme aussi d'ailleurs celui de la consommation à un seul verre en usage en Suède et Norvège, apparaît comme susceptible de produire de bons effets. Malheureusement, les habitudes de notre population, l'état de l'opinion publique en France, le régime parlementaire déformé sous lequel nous vivons, s'opposent, à l'heure actuelle du moins, à l'introduction brusque et subite d'un semblable système dans notre pays. Nous pouvons nous faire une idée de l'opposition insurmontable à laquelle se heurterait la réforme, par l'exemple de ce qui s'est passé dans la Caroline du Sud (États-Unis) en 1893, lors de l'établissement d'un monopole des débits destiné à assurer, à l'instar de la Russie, la transformation des cabarets en bureaux de vente à emporter. « Le peuple, dit M. Van den Heuvel, a accueilli les agents du fisc à coups de pierres. La milice, qui devait défendre l'ordre public, a refusé de marcher. Et le gouverneur de l'État, M. Tilman, s'est vu obligé de recourir aux troupes fédérales, et même de suspendre pendant trois mois le régime du monopole. » D'après les renseignements qu'a bien voulu me fournir l'ambassade des États-Unis à Paris, les adversaires de la réforme n'ont pas eu de repos qu'ils ne l'aient fait abroger par la Cour suprême comme inconstitutionnelle. Cela doit nous donner un avant-goût de l'accueil que recevrait en France une proposition de cette nature.

L'une comme l'autre de ces variantes de la suppression

partielle du cabaret, vente sur place à un seul verre, ou vente uniquement à emporter, ne pourrait être instituée qu'au moyen d'une monopolisation des débits de boissons, substituant à la spéculation privée le fonctionnarisme désintéressé. L'échec de la réforme russe de 1885 nous donne la preuve de cette nécessité. L'absence, dans notre patrie, de sociétés philanthropiques comparables à celles de Gothenbourg, par suite du nombre infime des abstinents en France, imposerait le système de la monopolisation aux mains de l'État, d'où création d'un très nombreux personnel de fonctionnaires à la dévotion du Gouvernement; mais, en outre, ce qui est plus grave et ce qui s'est produit en Russie, les rapports officiels l'attestent, constitution d'un alcool officiel en quelque sorte recommandé. De plus, l'État français, étant donné la situation de ses finances, les exigences de son budget, aurait, dans la monopolisation des débits, une tentation trop forte d'en faire « des vaches à lait nationales » et de se départir en conséquence de son devoir anti-alcoolique.

Ajoutons un autre obstacle politique à la réalisation de ce système, et qui réside dans l'énormité de la somme nécessaire à l'indemnisation des cabaretiers particuliers expropriés. La Russie, nous le savons, a supprimé la difficulté en n'allouant aucune indemnité : « Vous n'auriez pas voulu, disait M. de Markoff à M. Jacques Bertillon, qu'on donnât à ces canailles de *koulaks* la moindre indemnité ! On avait besoin de leur échoppe, on la leur a prise, il n'y avait pas d'autre explication à leur donner.... Il s'agit de la boutique d'un koulak ! Ce n'est pas là une propriété : il tenait cette boutique d'une licence de l'autorité, licence essentiellement révocable. On lui retire cette licence, il n'a pas à réclamer. Et, de fait, pas un seul n'a fait entendre la moindre protestation.... » Et pour cause. De semblables procédés ne sont possibles que dans une monarchie absolue. En Angleterre, où les licences sont, en principe, révocables *ad*

nutum, la Commission extra-parlementaire, dont les travaux ont servi de base au projet de *Local option* de Sir William Harcourt, prévoyait l'allocation aux débiteurs supprimés d'une indemnité réglée par un jury d'expropriation. Les Compagnies de Gothembourg ont dû racheter les licences des cabaretiers qu'elles supplan- taient. En France, où les débiteurs ont des droits acquis et sont propriétaires incommutables de leur fonds de commerce, l'expropriation avec indemnité s'imposerait à *fortiori*, et coûterait au bas mot deux à trois milliards, étant donné que le chiffre annuel des bénéfices réalisés par les débiteurs s'élève (tableau II annexé au *Rapport Guillemet*), à 465 millions environ. Un emprunt à ce destiné trouverait vraisemblablement l'épargne française assez mal disposée. En supposant ainsi un gouverne- ment assez fort pour surmonter l'opposition de tous les tenants de l'alcool et pour imposer la réforme, l'opposi- tion, ainsi vaincue en apparence, triompherait néan- moins, à raison de l'impossibilité matérielle où l'État se trouverait acculé, de se procurer les ressources néces- saires à la mise en œuvre du système. Il vaut donc mieux, à mon avis, agir moins brutalement et se contenter de poursuivre la réduction du nombre des cabarets.

CHAPITRE II

Réduction du nombre des cabarets.

a). La plupart des pays étrangers, sans chercher à supprimer les cabarets, se sont attachés uniquement à en réduire considérablement le nombre. Le résultat anti-alcoolique de cette réforme est l'objet des appréciations les plus contradictoires. Aux États-Unis, pays qui de longue date s'est engagé résolument dans cette voie, la consommation moyenne annuelle par habitant s'abaisse de 5 litres et demi d'alcool pur en 1840, à 2 litres 25 en 1896. La Russie voit sa consommation descendre de 5 litres 85 à 3 litres 25 par tête, de 1863 à 1885, en même temps que le nombre de ses cabarets se trouve réduit de 257.531 à 152.049. En Hollande, où, depuis quelque vingt ans le nombre des cabarets s'est abaissé de près des deux cinquièmes, la consommation demeure en quelque sorte stationnaire, bien que plutôt légèrement en décroissance, comme l'indique le tableau ci-dessous, que je dois à l'obligeance de M. le Ministre plénipotentiaire de la République Française à la Haye :

1881.	Litres à 50 degrés.	9,38	1890.	Litres à 50 degrés.	8,83
1882.	—	9,43	1891.	—	8,99
1883.	—	9,69	1892.	—	8,92
1884.	—	9,31	1893.	—	8,93
1885.	—	9,13	1894.	—	8,87
1886.	—	8,99	1895.	—	8,73
1887.	—	9,02	1896.	—	8,65
1888.	—	8,88	1897.	—	8,45
1889.	—	8,81	1898.	—	8,28

On nous dira, avec M. Le Jeune, Ministre d'État du Roi Léopold (*Rapport Guillemet*, annexe VII), qu'à un moment donné, en 1895, la Belgique, avec un cabaret

pour 35 habitants, ne consommait guère plus d'alcool que sa voisine la Hollande, qui n'en comptait qu'un pour 192 habitants. Mais, outre qu'il faut tenir compte des différences d'habitudes et de climat qui séparent les deux pays, il convient de remarquer que la Hollande demeure pour le moins stationnaire, tandis que la Belgique marche à pas de géant dans la voie de l'alcoolisation, puisque d'après le même M. Le Jeune, sa consommation, depuis lors, a monté à 13 litres d'alcool à 50 degrés par tête et par an. Si donc la réduction du nombre des cabarets n'a pas eu, aux Pays-Bas, pour conséquence, une dépression considérable de la consommation, tout au moins peut-on affirmer que cette mesure a contribué à arrêter l'essor croissant de cette consommation. Je n'en veux pour preuve que le tableau de la consommation d'alcool, dans les années qui ont précédé la promulgation de la loi relative à la réduction du nombre des cabarets en Hollande :

1870.	Litres à 50 degrés.	7,61	1875.	Litres à 50 degrés.	9,38
1871.	—	7,78	1876.	—	9,91
1872.	—	8,40	1877.	—	9,98
1873.	—	8,78	1878.	—	9,85
1874.	—	9,09			

Que le relèvement de l'accise de 57 à 60, puis 63 florins par hectolitre à 50 degrés, ait contribué depuis lors à arrêter cette marche ascensionnelle de l'intoxication alcoolique, il serait téméraire de le nier; mais il suffit de se rappeler le peu d'effet qu'ont eu, en France, des surtaxes bien autrement considérables, pour être en droit de faire remonter le principal mérite de cette stagnation de l'alcoolisme en Hollande aux mesures restrictives édictées contre le cabaret. A l'encontre de notre thèse, cependant, on invoque encore cette considération qu'en 1883, l'Angleterre, avec 565 cabarets pour 100.000 habitants, ne consommait que 2 litres 95 d'alcool à 100 degrés par tête, tandis que l'Irlande, avec 357 cabarets pour 100.000 habitants, en buvait 4 litres 54, et que l'É-

cosse, qui ne comptait alors que 346 cabarets pour 100.000 habitants, absorbait 7 litres 25 d'alcool pur par habitant. D'où l'on se hâte de conclure, d'une manière quelque peu intempestive peut-être, qu'il ne saurait y avoir aucune corrélation entre le nombre des cabarets et le niveau de la consommation d'alcool dans un pays, sous ce prétexte fallacieux que, dès l'instant qu'il existe des cabarets, quel qu'en soit le nombre, la passion alcoolique trouve à se satisfaire.

b). Il faut, je crois, se garder d'exagérer dans l'un ou l'autre sens. Il ne saurait être question de prétendre établir une proportion rigoureuse et mathématique entre les chiffres relatifs à l'extension prise par le cabaret et ceux qui traduisent le développement de la consommation des spiritueux. Deux régions d'égale population, comptant un même nombre de cabarets, peuvent parfaitement accuser des consommations alcooliques très différentes : question de mœurs, de race, de climat, de genre de travail, de facultés pécuniaires, etc.... En second lieu, si l'on envisage une même région à deux dates distinctes, et que, dans ce laps de temps, le nombre des cabarets vienne à doubler, la consommation peut sans doute ne pas doubler, mais, par contre, on peut tenir pour incontestable qu'elle subira une augmentation. Dans son remarquable Rapport de 1888, déposé au nom de la *Commission extra-parlementaire d'enquête sur l'alcool*, Léon Say en donnait la raison, tirée de considérations psychologiques et morales autant que de l'expérience attestée par les statistiques. « Comme cette preuve, faisait-il remarquer, est puisée dans une observation judiciaire de la nature humaine, sa force n'est pas moins grande que celle que l'on peut tirer de la statistique. L'augmentation de la quantité d'alcool consommée a pour cause le besoin ou la passion, et la restriction qui tend à ne pas donner satisfaction complète à ce besoin, et à ne pas suivre les impulsions de la passion, ne peut

provenir que d'une contrainte morale. Cette contrainte s'exerce selon la force morale des individus.... La tentation et la facilité d'y succomber sont le principe de l'abus. Il est clair qu'en éloignant la tentation, en rendant matériellement plus rares les occasions d'y succomber, on agira indirectement sur le mal, et qu'on combattrait victorieusement l'ennemi. Il y a donc une relation de cause à effet entre le nombre des débits et l'abus de la boisson. »

Voici également, sur ce point, l'opinion formulée par M. le docteur Baër, *Geheimer Sanitätsrath* à Berlin, qui s'est fait, outre-Rhin, en matière d'alcoolisme, la même notoriété conquise en France par M. le docteur Legrain : « Partout où l'État s'est disposé à combattre l'intempérance, il n'a pas tardé à procéder à la limitation des lieux de production de l'alcool... Et, dans une plus large mesure encore, la sollicitude gouvernementale s'est attachée à réglementer le commerce en détail des spiritueux... Le commerce des débits effectue la délivrance de la boisson enivrante au consommateur, et l'intérêt du débitant commande de vendre le plus possible de boissons alcooliques dont il fait commerce. Plus il est accordé de liberté au commerce de détail de l'eau-de-vie et à l'exploitation des débits, plus l'alcoolisme se trouve encouragé... De différents côtés, il est vrai, l'on conteste que le nombre des débits se trouve dans un rapport de cause à effet avec l'augmentation ou la diminution de l'alcoolisme, parce que, disent les adversaires, dans l'hypothèse d'une trop grande limitation des débits, l'alcoolisme se développerait à domicile ou dans la famille, et que le buveur trouve toujours moyen de se procurer l'eau-de-vie qui lui est devenue indispensable ; mais il n'est pas moins établi par l'expérience que plus il existe de débits, plus il y a de buveurs. Ce qui doit faire l'objet des préoccupations de la société, ce n'est pas le sauvetage des buveurs invétérés, mais plutôt les moyens d'empêcher qu'il ne se forme toujours de nouveaux buveurs.

Or, plus l'occasion est offerte de se procurer, en tout lieu, en tout temps et à tout prix, des boissons enivrantes, plus grande est la tentation, et plus grand le nombre des buveurs (*Der Kampf gegen die Trunksucht im XIX. Jahrhundert*. Journal « *der Alkoholismus* » 1. Heft. 1900).

Aussi, sans affirmer d'une manière catégorique que la réduction du nombre de ces foyers de contagion du fléau doive, infailliblement, et sans exception aucune, amener une restriction proportionnelle de la consommation, il est du moins permis de prétendre que cette mesure constitue une entrave à l'accroissement de cette consommation, et, pour ce seul motif, c'est une réforme qui mérite de prendre place dans notre législation. Il n'y faut sans doute pas voir, comme certaines personnes semblent disposées à le faire, la solution toute simple des problèmes multiples soulevés par l'alcoolisme ; mais c'est, à mon avis du moins, l'un des éléments, et des plus importants, de cette solution. Ce principe étant dégagé, il convient de rechercher les moyens pratiques de le mettre en application. La réduction du nombre des cabarets a été poursuivie, à l'étranger, par deux procédés différents, parfois fusionnés et combinés, qui, l'un et l'autre, ont fait l'objet de propositions de loi actuellement pendantes devant le Parlement français. La réduction peut être opérée par voie administrative, en exigeant pour la création et le fonctionnement d'un débit de boissons alcooliques ou le changement de propriétaire d'un cabaret existant, une autorisation de la police ou de l'administration, autorisation qui, dans certains États peut être refusée, en dehors des cas généraux d'indignité du demandeur ou de suspicion à son égard, lorsque le nombre des cabarets en activité dépasse déjà une certaine limite fixée par la loi, laquelle déclare, par exemple, qu'une commune ne peut compter plus d'un débit de boissons par tant d'habitants ; cette variante de la réduction administrative est connue sous le nom de système de la limitation légale. D'autres législations préfèrent

procéder par voie fiscale, en élevant le taux des licences que paient les cabaretiers, de manière à en éliminer un grand nombre.

PREMIÈRE SECTION

Réduction par voie administrative.

« En 1880, dit l'*Exposé des motifs d'une proposition de loi relative à la réglementation des débits de boissons*, présentée par MM. Siegfried, Bérenger et plusieurs de leurs collègues, en 1880, la question ne s'était pas posée avec toute la gravité qu'elle a acquise depuis lors ; le commerce des boissons était un commerce comme un autre, il devait être libre comme les autres. Et, cependant, la force des choses était telle que le législateur de 1880 sentit bientôt la nécessité de la réglementer dans une certaine mesure, au point de vue de la moralité du propriétaire du débit. Aurait-il jamais eu l'idée d'interdire à des individus condamnés pour crimes ou pour certains délits, d'exercer la profession de boucher, de boulanger ou d'épicier ? C'est cependant ce qu'il a fait pour celle de cabaretier, sentant bien que le tenancier de lieu public exerce, même à son insu, une sorte d'influence morale sur ses clients, attablés de longues heures sous sa surveillance, dépendant de lui par l'habitude ou le crédit qu'il leur offre et qui fait d'eux ses obligés, et qu'ainsi cette influence serait pernicieuse, si elle était exercée de la part de quelqu'un dont la perversité a eu maille à partir avec la justice. » Donc, en théorie, et aux termes mêmes de la loi du 17 juillet 1880, la liberté absolue du cabaret n'existe pas en France. Mais la réglementation établie par cette loi est regardée à bon droit comme illusoire et insuffisante : il est question de revenir, en partie tout au moins, au principe posé par le décret-loi tant décrié du 29 décembre 1851, en le complétant par le ré-

gime de la limitation légale du nombre des débits, consacré par quelques législations étrangères.

Je m'appuierai sur l'inefficacité et surtout sur l'application des règles françaises actuelles pour montrer les graves inconvénients que présenterait le retour au système de l'autorisation préalable. Ces inconvénients, d'ailleurs propres à la France bien plus qu'aux autres États, se joignent à d'autres, d'un caractère général, pour condamner à leur tour l'idée d'introduire chez nous — quels que soient d'ailleurs les excellents résultats produits à l'étranger par cette mesure — le système de la limitation légale qui présuppose nécessairement cette autorisation officielle préalable.

I

L'autorisation préalable.

I. — Il y aurait d'ores et déjà, dans la loi du 17 juillet 1880, une première restriction, bien modeste sans doute, mais réelle cependant, si elle était appliquée, apportée à la liberté du cabaret, un premier obstacle élevé contre sa pullulence, dans ce fait que les repris de justice ne sont pas autorisés à tenir des débits de boissons. Une autre restriction est apportée par l'article 9 de la même loi ainsi conçu : « Les maires pourront, les conseils municipaux entendus, prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, cimetières, hospices, écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique. » Cette disposition a été introduite dans un sentiment de convenance et de moralité sur lequel il me paraît inutile d'insister. La même mesure existe d'ailleurs dans la plupart des législations étrangères qui, de plus, en général, ne se

sont pas bornées à laisser à l'autorité municipale des pouvoirs d'appréciation en la matière, mais ont impérativement déterminé le périmètre dans le rayon duquel, autour de ces édifices, aucun cabaret ne peut fonctionner. Tel est le cas, notamment, dans l'État de New-York : aux termes de la loi, il est interdit d'ouvrir un cabaret à moins de 200 pieds des églises et des écoles.

a). Beaucoup de personnes estiment que cette législation, qui figure actuellement dans nos Codes, serait suffisante pour réduire le nombre exagéré des cabarets, si elle était appliquée consciencieusement, ce qui n'est pas le cas, quant à présent. En ce qui concerne le premier obstacle, l'indignité des tenanciers repris de justice, l'article de loi qui l'édicte est pour ainsi dire resté lettre morte. Sans doute, aux termes de l'article 2 de la loi de 1880, le maire, qui reçoit une déclaration d'ouverture de débit, doit, dans les trois jours, la transmettre au Procureur de la République, qui fait une enquête pour s'assurer si le déclarant ne se trouve dans aucun des cas d'incapacité spécifiés par la loi. Le Parquet jouit d'un délai de quinzaine pour faire opposition à l'ouverture du débit. Mais, en pratique, cette enquête est absolument illusoire. Sauf de rares et très honorables exceptions, le Parquet se borne à donner acte de la communication qui lui est adressée, et qui, en général, est classée sans examen. Grâce à cette insouciance regrettable, de nombreux repris de justice trônent, à l'heure actuelle, malgré leurs condamnations pénales antérieures, derrière les comptoirs des cabarets qui infestent jusqu'aux moindres hameaux. De même, l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880, qui autorise les maires à prendre des arrêtés de police municipale pour interdire l'ouverture des débits dans une certaine zone autour des cimetières, édifices du culte, établissements scolaires ou hospitaliers, ce texte n'est pour ainsi dire jamais appliqué. Je pourrais, à titre d'exemple, citer telle localité du Nord-

Ouest de la France, où, presque en face de la porte du cimetière, grouillent des cabarets borgnes, dont l'un porte l'enseigne, scandaleuse en la circonstance : *On est mieux ici qu'en face*, et dans lesquels il est d'usage, après les enterrements, de se rendre en corps pour, suivant l'expression à la fois pittoresque et cynique du pays, « laver les pieds du mort. » Aussi, M. Ferdinand Dreyfus, membre du Conseil supérieur des prisons, pouvait-il, à bon droit dire, le 20 janvier 1897, à la séance de la *Société Générale des Prisons* : « On critique beaucoup notre législation ; il faudrait, auparavant, critiquer ceux qui ne l'appliquent pas. »

Cette observation est évidemment très fondée en principe. Si les maires usaient du droit que leur confère l'article 9, et si le ministère public accomplissait consciencieusement l'enquête dont la loi lui fait un devoir, il est incontestable que l'on verrait disparaître, au plus grand profit de la salubrité publique, un grand nombre de ces bouges, et surtout ceux qui sont gérés par des tenanciers véreux, et qui, par suite, sont aussi les plus dangereux. Mais, si l'on est en droit de critiquer les magistrats qui n'appliquent pas la loi, il convient également de critiquer la loi elle-même, qui est matériellement inapplicable en l'état actuel des choses. La faute en est à la politique qui envahit et déforme tous les rouages de la société. Les membres des Parquets, dont l'avenir peut être singulièrement compromis par le mauvais vouloir des personnages politiques dans le fief électoral desquels ils exercent leurs fonctions, ne peuvent pas facilement se livrer à des recherches trop scrupuleuses dans le passé des électeurs. Quant aux maires, ils sont, *a fortiori*, condamnés à une complète inaction. Lors de la promulgation de la loi du 17 juillet 1880, il importe de le reconnaître, les maires n'avaient pas les mains liées comme aujourd'hui ; les magistrats municipaux des communes de quelque importance, tout au moins, n'étaient pas élus mais nommés par le Gouvernement, comme ac-

tuellement encore les maires des arrondissements de la ville de Paris. Mais depuis lors, la situation s'est bien modifiée; les maires sont, dans toutes les communes de France, les élus du suffrage universel, dont les chefs de file et les meneurs ne sont autres que les cabaretiers. Inquiéter ces faiseurs d'élections, ce serait, suivant l'expression judicieuse de M. Berthélemy, professeur à la Faculté de Droit de Paris et ancien adjoint au maire de Lyon, « un véritable suicide électoral. » Et de fait, ayant, durant quelque temps été attaché en qualité de secrétaire particulier au Cabinet des préfets de deux départements, je puis très pertinemment citer un exemple d'ordre assez voisin, qui montre clairement la dépendance dans laquelle les débitants, au moins dans les petites communes, tiennent les maires, et la véritable terreur qu'ils leur inspirent. Les autorisations de fermeture tardive des débits, passé l'heure réglementaire, sont accordées par le préfet ou le sous-préfet, suivant les arrondissements, sur avis conforme des maires. Or, combien n'ai-je pas vu personnellement de maires, qui apostillaient sans observation des demandes de ce genre, et qui, ensuite, par une sorte de contre-lettre, adressée à l'insu des postulants, ou par une visite personnelle au cabinet du préfet, supplient ce fonctionnaire, dans l'intérêt du bon ordre, de tenir pour non avenu leur avis conforme ostensible.

b). Cet exemple me paraît topique ; il donne la mesure de ce que l'on peut attendre, en matière d'atteintes à la liberté du cabaret, de l'énergie des maires élus. Mais alors, s'est-on dit, et non sans une apparence de raison, puisque le maire se trouve ainsi, de par la force des considérations électorales, réduit à l'inaction, et que, du reste, la loi de 1880 était faite pour des maires-fonctionnaires, ne serait-il pas strictement conforme au vœu du législateur d'alors de substituer, dans l'article 9 de cette loi, au mot *maire*, le mot *préfet* : « *Le préfet pourra*

prendre des arrêtés... » Ce haut fonctionnaire, n'étant pas un élu de la population, serait mieux placé, plus indépendant, pour prendre ces mesures de salubrité publique. Que c'est mal connaître l'administration préfectorale ! Moins directement que le maire, mais tout aussi étroitement, le préfet dépend des électeurs, harcelé qu'il est sans relâche par les membres du Parlement, les maires, les conseillers généraux et d'arrondissement, et bien d'autres individualités sans mandat, puissances occultes et soupçonneuses, tout aussi redoutables pour le préfet que les membres des corps élus, dans leur rôle de gardiens vigilants des institutions républicaines, qu'elles ont volontairement assumé ! Remarquons d'ailleurs que l'article 99 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale confère, dès à présent, au préfet le pouvoir dont on voudrait l'investir par une modification du texte de l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880. Le préfet, d'après la loi municipale, peut se substituer au maire pour prendre, sur son refus après mise en demeure, toute mesure de police qu'il juge urgente dans une commune déterminée ; il peut même, sans aucune mise en demeure de l'autorité municipale, édicter des règlements de cette nature, lorsqu'ils doivent produire leur effet dans toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, à la condition qu'il n'y ait pas déjà été pourvu par des arrêtés municipaux.

Rappellerai-je, en outre, qu'il existe, dès aujourd'hui, un préfet investi catégoriquement des prérogatives de l'article 9, à savoir le préfet de police, qui jouit des attributions réglementaires de maire de Paris en matière de police municipale ? Or, pour ne citer qu'un exemple personnel, à la porte même du lycée où j'ai fait mes études, fonctionne, malgré le préfet de police et malgré l'article 9, un établissement des moins recommandables où, au vu et su de tout le monde, et notamment du proviseur, complètement désarmé, ceux d'entre nous qui se seraient crus déshonorés de se montrer à la population

parisienne revêtus de leur uniforme universitaire, déposaient des vêtements civils qu'ils endossaient le dimanche matin et où, le soir, ils se remettaient en tenue pour rentrer au lycée. Cette petite faveur n'était d'ailleurs réservée qu'aux bons clients de la maison, et constituait en quelque sorte une prime à la consommation. Voici de même ce que dit, sur le même sujet, M. Berthélemy : « S'il y avait parmi nous un préfet sincère, il vous dirait que ce n'est plus guère le préfet qui administre, sur certains points au moins : c'est le député du quartier... A Lyon, ni le maire, ni le préfet n'ont osé se servir de leur droit pour fermer un débit scandaleux, presque une maison publique, devant la porte même du lycée ! L'article 9 de la loi de 1880 le leur aurait cependant permis. Les préfets, à cet égard, sont tout aussi impuissants que les maires. » Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est, comme leurs collègues de Nancy et de Vesoul, rédiger de belles affiches anti-alcooliques, que personne ne lit... Mais si, sortant de ce domaine tout spéculatif et platonique, ils tentaient de prendre des mesures restrictives effectives, ils se heurteraient à une opposition telle qu'il leur faudrait bien vite se soumettre... ou se démettre.

II. — a). Je ne puis donc, pour ma part, qu'acquiescer entièrement à l'observation si judicieuse présentée par M. Berthélemy. Non seulement l'attribution ferme au préfet des pouvoirs conférés au maire par l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 serait purement illusoire, mais encore les considérations politiques auxquelles obéit forcément ce haut fonctionnaire dans ses décisions administratives font obstacle au retour, préconisé par MM. Siegfried, Bérenger et plusieurs de leurs collègues du Sénat, au régime de l'autorisation administrative préalable à l'ouverture des cabarets établi jadis par le décret-loi du 29 décembre 1851. Aux termes de cette proposition de loi qui, déposée au Sénat le 27 mars 1899, n'est pas encore venue en discussion malgré l'avis favorable de la

commission d'initiative parlementaire, l'ouverture de tout cabaret exige, à l'avenir, une autorisation préalable délivrée par le préfet. L'exposé des motifs de la proposition se défend toutefois de vouloir faire un retour complet au régime abhorré institué naguère par le gouvernement du 2 décembre. Tandis, en effet, que le décret du 29 décembre 1851 donne au préfet le droit non seulement de conférer l'autorisation, mais aussi de la retirer arbitrairement, ce qui lui permet une action politique très intense sur les cabaretiers, le projet Siegfried ne reconnaît à l'administration préfectorale que le droit à la collation de l'autorisation; la permission une fois accordée est, en principe et sauf exceptions, irrévocable, et, dans tous les cas, le préfet n'intervient pas dans la procédure du retrait. Il faut, pour la fermeture d'un cabaret régulièrement autorisé, une décision judiciaire intervenant à la suite des condamnations suivantes: toutes les condamnations pour crimes de droit commun; puis les condamnations à l'emprisonnement pour vol, recel, filouterie, escroquerie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeux, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, récidives de rébellion, de coups et blessures et d'ivresse publique; toutes condamnations qui, dans la loi actuellement en vigueur, établissent l'incapacité d'exercer la profession de cabaretier.

M. Siegfried, grâce à cette précaution, prétend soustraire l'intervention préfectorale à l'influence de toutes considérations étrangères à la bonne et stricte administration. D'ailleurs, les débits existants sont dispensés de l'obligation de solliciter une autorisation; ils fonctionnent librement comme par le passé, la loi n'ayant pas le caractère rétroactif. En ce qui concerne les nouveaux tenanciers, astreints à demander l'autorisation administrative, « le préfet, dit l'exposé des motifs, se bornera à examiner si les mœurs et la réputation du débitant per-

mettent d'admettre sa demande. S'il s'agit d'un ancien débitant qui fait une demande nouvelle, il aura, du moins, de plus amples informations. La bonne tenue du débit devra entrer en ligne de compte. Un grand nombre de débits des villes de garnison, notamment, se transforment en lieux de prostitution clandestine. L'examen du préfet portera nécessairement sur ce point. » Limité à ces critères, le pouvoir d'appréciation du préfet risquerait d'autant moins, ajoute-t-on, de verser dans les abus signalés sous l'empire du décret de 1851, que l'on institue, en quelque sorte, un contrôle préventif des décisions préfectorales en la matière. Antérieurement à l'ancien sénateur de la Seine-Inférieure, M. Joseph Reinach, alors député des Basses-Alpes, avait, en 1894, préconisé, lui aussi, le retour aux pratiques de l'autorisation préalable ; mais, dans le but d'éviter l'arbitraire préfectoral, qu'il avouait devoir être nécessairement influencé par les préoccupations politiques, il confiait le soin de statuer sur les demandes d'autorisation à une commission mixte, composée d'éléments électifs : quatre conseillers généraux, à côté d'éléments administratifs : préfet, directeurs des contributions directes et indirectes, et d'un membre de l'ordre judiciaire : le président du tribunal de l'arrondissement chef-lieu. M. Siegfried va moins loin : le pouvoir de décision appartient exclusivement au préfet, mais ce fonctionnaire est tenu de consulter le Parquet et de prendre l'avis de la commission départementale du Conseil général ; à dessein, on laisse le maire de la commune intéressée en dehors du débat, afin de ne pas lui créer de difficultés avec ses administrés.

b). Malgré ces précautions prises contre l'arbitraire et la partialité politique du préfet, il est bien certain que l'autorisation administrative d'ouverture des débits de boissons serait encore et toujours inspirée par des considérations d'ordre électoral.

M. Siegfried dépeint le préfet tel qu'il devrait être et ne le voit pas tel qu'il est dans la réalité, lorsqu'il écrit, dans l'exposé des motifs de sa proposition : « Le préfet n'est plus un agent de luttes, comme aux époques de combat ; il n'aura pas besoin de s'informer des opinions politiques du requérant, et s'il avait la tentation de les lui demander, il recevrait sûrement la réponse que donne tout bon solliciteur au pouvoir qui l'interroge. » Qu'on ne croie pas cela ! Si le préfet n'est pas un agent de luttes, que signifient ces hécatombes et ces bouleversements périodiques dans le personnel administratif ? Et les préfets connaissent trop bien l'influence électorale exercée par le cabaret, pour installer dans la place un ennemi politique, s'il est possible d'en faire bénéficier un ami du pouvoir existant. Un exemple va nous montrer l'impartialité que l'on pourrait attendre en l'espèce de l'administration préfectorale. Les gardes particuliers des propriétés privées, nommés par le propriétaire, ne peuvent entrer en fonctions sans l'agrément du préfet ou du sous-préfet. Bien que cette décision préfectorale rentre — au même titre que les autorisations d'ouverture de débits, au dire de M. Siegfried — dans les limites de la stricte administration, et qu'il semble, par suite, que l'enquête préliminaire à l'octroi de l'agrément doive porter uniquement sur la moralité du candidat, comme il est admis que, par ses fonctions, celui-ci peut exercer quelque influence politique sur ses concitoyens, l'agrément n'est jamais prononcé avant que le préfet ne se soit assuré du loyalisme du postulant et de ses tenants et aboutissants, et, l'on peut m'en croire, on ne se contente pas, à la préfecture, « de la réponse que donne tout bon solliciteur au pouvoir qui l'interroge. » C'est le même critérium, inévitablement, qui servirait de base aux permissions en matière de cabaret, comme sous le décret de 1851. Auprès de qui, d'ailleurs, le préfet peut-il se renseigner, tout au moins dans les communes suburbaines et rurales ? Auprès des maires, conseillers

généraux et d'arrondissement, délégués cantonaux, instituteurs publics, et de toute une hiérarchie occulte de « correspondants de la préfecture », qui, tous, en fait sinon en droit, ont ou s'attribuent un caractère et une mission politiques.

Bien plus, la présence d'éléments électifs dans la commission de M. Reinach aussi bien que la consultation de la Commission départementale dans le projet de M. Siegfried, loin d'être une garantie contre l'arbitraire préfectoral, enlève au contraire à l'autorisation tout vestige d'impartialité et d'indépendance. Chacun sait le rôle que jouent les membres des assemblées locales dans les Conseils ou Commissions dont ils font partie : Commissions de classement des demandes de bureaux de tabacs, par exemple, séance finale du Conseil de révision où sont examinées les demandes de dispense du service militaire à titre de soutien de famille, et où il est de notoriété publique que les seuls votes impartiaux, en dehors de ceux des membres militaires du Conseil, sont ceux du préfet et du conseiller de préfecture, assaillis cependant avant la séance par les sollicitations intéressées de tout le personnel politique du département, en faveur des fils des électeurs influents. Les membres conseillers généraux ou d'arrondissement cherchent tous — même ceux qui déplorent le plus les abus auxquels les contraignent les exigences de leur situation politique — à drainer en quelque sorte les faveurs officielles au profit de leur clientèle électorale. Il en serait inévitablement de même en l'espèce, et comme, tout au moins dans les départements d'une opinion conforme à celle du parti au pouvoir, l'avis de la Commission départementale constituerait, sous peine de révocation à brève échéance, un ordre pour le préfet, il n'y aurait en fait rien de changé au régime institué par le décret-loi du 29 décembre 1851, si ce n'est qu'à l'arbitraire préfectoral, on aurait substitué le despotisme haineux, sans conteste bien plus dangereux, de quelques conseillers généraux

qui, mêlés et intéressés à la lutte électorale, aux querelles du clocher, seraient beaucoup moins impartiaux encore que le représentant du Gouvernement.

c). Tel système qui fonctionne aisément dans les monarchies autoritaires, comme la permission administrative préalable, qui, d'ailleurs, en Allemagne même, où elle est du ressort de la police dans les localités de quelque importance du moins, n'est pas sans avoir donné lieu à de sérieuses critiques indiquées d'un mot par le docteur Baër (*Der Alkoholismus*, 1. Heft. 1900. *Der Kampf gegen die Trunksucht im XIX. Jahrhundert*), ce système, dis-je, ne serait, à mon avis, pas possible en France, après vingt ans de liberté et avec nos mœurs politiques déplorables.

Vaudrait-il mieux emprunter à nos voisins d'outre-Manche le régime de l'autorisation judiciaire ? En vertu du *Licensing Act* de 1874, les juges de paix délivrent les autorisations aux cabaretiers, qui doivent être de bonnes vie et mœurs. Cette licence peut être retirée si le débitant se rend coupable, dans l'exercice de sa profession, de quelque infraction à la loi ou aux règlements. Sous cette réserve, la licence est valable pour l'année entière ; elle est renouvelée ou refusée à la fin de l'année, au gré du juge de paix, dont la décision est souveraine ; mais en fait, la révocation de la licence au bout de l'année n'a jamais lieu que lorsque la tenue de l'établissement a donné lieu à des reproches graves. Conférer aux juges de paix français la collation des autorisations d'ouverture de débits, ne serait pas une réforme des plus heureuses : n'étant pas inamovible, dépendant dans une très large mesure de la bienveillance ou de l'animosité des hommes politiques, mêlé de trop près à la vie locale, le juge de paix ne pourrait guère être impartial, ou tout au moins serait-il accusé de ne pas l'être, ce qui revient au même quant au résultat. Et précisément, les histoires de corruption qui, à tort ou à raison (*Reginald Mac-Kenna*, dé-

puté à la Chambre des Communes, *Le Régime des alcools en Angleterre. Revue politique et parlementaire*, décembre 1896) courent dans le public anglais à l'encontre des autorisations délivrées ou refusées par les juges de paix, ne semblent pas de bien bon augure en faveur de l'extension à notre pays d'un semblable système. Attribuer la décision à une autorité judiciaire d'un ordre plus élevé ne serait guère préférable. Outre la difficulté où se trouverait cette autorité de prendre ses informations, il n'est pas bon de mêler la justice à des questions contingentes où elle ne peut que laisser un peu de la majesté qui lui est nécessaire dans l'exercice de ses fonctions primordiales et essentielles.

Un troisième système est pratiqué aux Pays-Bas : l'autorisation municipale. Jusqu'en 1881, en Hollande, la vente des spiritueux, même au détail et sur place, était absolument libre, moyennant une simple déclaration et le paiement du droit de patente : c'était presque identiquement le régime que la France inaugurerait en 1880, à l'époque où la Hollande se préparait précisément à l'abandonner. La loi du 28 juin 1881 mit fin à une liberté dont les effets étaient désastreux pour la santé et la morale publiques; elle subordonna la création des cabarets à cette condition qu'il faudrait, dorénavant, une autorisation délivrée par le bourgmestre et les échevins. Je crois avoir suffisamment montré précédemment combien peu les maires français étaient qualifiés pour prendre des décisions de ce genre. Et M. Siegfried avait parfaitement raison quand il disait, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi : « Nous n'avons pas voulu demander l'avis du maire de la commune intéressée, qui, le plus souvent, sera très heureux de n'être pas rendu responsable de leur échec par les débitants qu'aurait refusés le préfet. » Lui demander, non plus un avis, mais une décision propre, c'est lui rendre un plus mauvais service encore. Aux termes de la législation impériale allemande, dans les petites communes, c'est le

maire qui joue, dans la délivrance des *concessions*, le rôle actif réservé dans les localités plus importantes à la police. Dans la petite bourgade d'Alsace, où je passe annuellement quelques semaines, le maire a singulièrement compromis le succès de sa réélection future par l'usage intempestif, au gré de certains de ses administrés, qu'il a fait de ses pouvoirs en la matière. Confiée au maire, donc, plus encore qu'entre les mains du préfet, l'autorisation serait déterminée uniquement par des considérations électorales. On peut élever, d'ailleurs, la même objection contre le système imaginé par M. Le Jeune dans une proposition de loi déposée le 8 novembre 1898, au Sénat de Belgique, et qui tend à faire autoriser l'ouverture des cabarets par la Députation permanente du Conseil provincial. Les observations précédemment présentées au sujet de l'avis de la Commission départementale que devrait prendre le préfet dans le projet de MM. Siegfried et Béranger, me dispensent d'insister sur ce point. Et par conséquent, sous quelque forme qu'il se présente, en France du moins, le régime de l'autorisation préalable semble devoir être écarté.

II

La limitation légale.

Les considérations précédemment développées condamnent, à mon avis, toute velléité de retour au régime de l'autorisation préalable, quelle que soit l'autorité appelée à la conférer; elles condamnent aussi, malheureusement, par conséquent, tout au moins en tant que mesure générale, et sous réserve de quelques exceptions, le régime de la limitation légale, qui présuppose une autorisation et se heurte du reste, en ce qui concerne les préliminaires de sa mise en œuvre, à des difficultés juridiques extrêmement graves, que nous montrera l'examen

des documents législatifs consacrés à cette question, tant à l'étranger que dans notre pays.

I. — La limitation légale du nombre des cabarets consiste essentiellement dans la fixation d'un pourcentage maximum entre le nombre de ces établissements et le chiffre de la population d'une circonscription territoriale déterminée. Les débits en surnombre doivent disparaître progressivement ou brusquement. Pour obtenir ce résultat, il semble, à première vue, que deux procédés seulement soient possibles, en dehors du rachat de tous les cabarets par l'État qui n'en laisserait subsister qu'un certain nombre gérés à l'instar des bureaux de tabacs. Ou bien interdire simplement la création de tout débit nouveau, en laissant libres toutes transactions relatives aux cabarets existants, c'est-à-dire en s'en remettant pour l'extinction au simple jeu, lentement progressif, des cessations de commerce; c'est le système américain qui a donné, à New-York notamment, des résultats appréciables, puisqu'il a suffi de décider qu'aucun établissement ne pourrait être ouvert qu'en échange de la fermeture d'un ancien pour abaisser, dans l'espace d'un an et demi, le nombre des débits de 8.219 à 7.310, malgré l'augmentation simultanée de la population. Ou bien, procédé rapide, fermer autoritairement les établissements qui excèdent le maximum fixé par la loi, à la condition d'indemniser les propriétaires, car la suppression de ces cabarets n'est autre chose qu'une expropriation pour cause d'utilité publique, qui suppose essentiellement, dans tous les pays d'une culture juridique équivalente à la nôtre, « une juste et préalable indemnité. » Tel était le système préconisé par une Commission extra-parlementaire réunie en Angleterre dans ces dernières années, et dont les travaux ont inspiré pour partie le projet présenté en 1895 au Parlement Britannique par Sir William Harcourt, projet de loi dont il a été précédemment question à propos de la *Local option*.

Il devait être créé des circonscriptions territoriales spéciales, dont les électeurs seraient périodiquement consultés sur les modifications à introduire dans le régime de la vente en détail des spiritueux sur l'étendue de leur ressort. Outre la question principale de l'opportunité d'une prohibition radicale des débits, objet même de la *Local option*, on leur devait soumettre cette question subsidiaire : « Le nombre des cabarets actuellement autorisés dépasse-t-il les besoins locaux ? » Si la majorité absolue des suffrages — et non plus la majorité qualifiée des deux tiers, exigée pour la prohibition — se prononçait pour l'affirmative, un quart des licences devait être retiré dès la fin de l'année : le choix de ces licences était laissé à l'entière discrétion des juges de paix. Une indemnité devait, d'après les conclusions de la Commission extra-parlementaire, être allouée aux débitants déposés, en dépit du caractère essentiellement précaire, en théorie, des licences anglaises. Cette indemnité eût été réglée par un jury d'expropriation et payée au moyen d'un emprunt ayant pour gage une taxe spéciale imposée sur les débitants conservés, qui auraient bénéficié dans une large mesure de l'élimination d'un quart de leurs concurrents (*Revue générale d'administration*, juin 1899, *Chronique d'Angleterre*). Sir William Harcourt, en faisant sien ce projet de la Commission extra-parlementaire, en a supprimé cependant la clause de l'indemnité à payer aux débitants évincés, et ce n'est pas une des moindres causes de l'échec de sa proposition, qui s'est heurtée à la violente, et à mon sens très légitime opposition de tous les intéressés. Ce système de l'expropriation, très séduisant à raison de la diminution immédiate qu'il implique, aboutit donc, soit à une lourde charge budgétaire, si on verse une indemnité aux individus victimes de cette éviction, soit à une indigne spoliation, si on ferme leurs établissements sans compensation, surtout en France, où le cabaret est une véritable propriété quiritaire et ne vit pas, comme en Angleterre, sous le régime des concessions

précaires. La loi hollandaise de 1881, un projet déposé le 8 novembre 1898 au Sénat de Belgique par M. Le Jeune, ancien Ministre d'État, une proposition de loi présentée au Sénat français par M. Siegfried, le 27 mars 1899, ont cru échapper à ce pénible dilemme en se flattant de respecter les droits acquis, de manière à obtenir la restriction du nombre exagéré des débits, sans avoir à servir aucune indemnité. Ils ne réussissent, comme nous allons le voir, qu'à faire une cote mal taillée qui dissimule mal la spoliation, moins brutale sans doute, mais aussi réelle que dans le projet de loi William Harcourt.

II. — Aux termes de la loi néerlandaise du 28 juin 1881, complétée sur des points de détail en 1884 et 1885, « le nombre des autorisations à accorder ne peut excéder, — dans les communes de plus de 50.000 âmes, 1 par 500 habitants ; — dans les communes de 20.000 à 50.000 âmes, 1 par 400 habitants ; — dans les communes de 10.000 à 20.000 âmes, 1 par 300 habitants ; — dans les autres communes, 1 par 250 habitants. » Tant que ce maximum se trouve dépassé, aucune autorisation nouvelle ne pourra être délivrée, aucun cabaret ne pourra être créé ; mais, afin de respecter les droits acquis, les tenanciers des établissements en exercice au 1^{er} mai 1881 conservent leur vie durant leur privilège ; ils peuvent céder leurs établissements, leurs successeurs ne pourront être inquiétés jusqu'au 1^{er} mai 1901, époque à laquelle on espérait « par suite du jeu naturel des décès, des faillites et du succès » (*Vanlaër*), voir descendre à 12.000, chiffre définitif, le nombre des cabarets existants au Pays-Bas. Or, nous sommes à la veille de l'échéance fatale, et les prévisions du législateur hollandais sont loin de s'être réalisées, comme l'indique le tableau ci-après que je dois à la haute bienveillance de M. le Ministre de France à La Haye :

PROVINCES	Nombre des cabarets lors de la mise en vigueur de la loi.	Nombre des cabarets existants actuellement
Brabant septentrional.....	6.327	4.057
Gueldre.....	3.934	2.784
Hollande méridionale.....	6.013	4.102
Hollande septentrionale.....	4.753	3.633
Zéelande.....	1.996	1.150
Utrecht.....	1.745	1.089
Frise.....	2.905	1.760
Overijssel.....	2.325	1.526
Groningue.....	2.603	2.012
Dreuthe.....	1.100	773
Limbourg.....	3.796	1.422
TOTAL.....	37.497	24.308

C'est-à-dire que, malgré une réduction considérable de 36 pour cent dans le nombre des cabarets, il en subsiste actuellement le double de l'estimation faite par le législateur de 1881. Aussi le gouvernement de la reine Wilhelmine a-t-il dû se préoccuper des conséquences qui résulteront de la situation existant au 1^{er} mai 1901, et voici ce que dit à ce sujet une note rédigée dans les bureaux du Ministère néerlandais et qui m'est parvenue dans les premiers jours de juillet 1900 par l'intermédiaire de la Légation de France à La Haye : « Le gouvernement vient de soumettre à l'approbation des Etats-Généraux un projet de loi portant révision de la loi du 28 juin 1881 et des textes complémentaires de 1884 et 1885. Le but principal du projet de loi est de pourvoir à l'état de choses qui se présentera au 1^{er} mai 1901. Selon l'alinéa *a*) de l'article 26 de la loi actuelle, les licences accordées le 1^{er} mai 1881 aux propriétaires des débits existants à cette date ne peuvent être retirées durant la vie de leurs propriétaires, sauf le cas de contravention aux dispositions de la loi. Par contre, en vertu de l'alinéa *b*) du même article, la continuation des licences peut être refusée, à partir du 1^{er} mai 1901, à tous ceux aux mains desquels était passée, après le 1^{er} mai 1881, la propriété des établissements susdits. Le but de ces dispositions était d'établir que le droit à la licence viagère ne serait

accordé qu'à ceux qui, le 1^{er} mai 1881, étaient propriétaires des cabarets, mais que ce droit n'existerait pas pour ceux qui, depuis cette époque, auraient acheté ces établissements des propriétaires primitifs. Cependant le texte de loi n'est pas assez clair sur ce point, et pour bien établir que les personnes visées par l'alinéa *b*) de l'article 26 ne peuvent pas prétendre *au droit* de se voir continuer leur licence, il est dit par le projet de loi qu'à partir du 1^{er} mai 1901, ces personnes sont soumises aux dispositions générales de la loi, c'est-à-dire qu'elles devront demander annuellement une nouvelle licence, qui pourra leur être refusée si le maximum des licences pour la commune intéressée est déjà atteint. »

Ainsi donc, pendant vingt ans, les cessionnaires des établissements existants au 1^{er} mai 1881 auront vécu sur une équivoque résultant, nous dit textuellement la note ci-dessus, de l'ambiguïté du texte de 1881 ; et par suite des prévisions erronées du législateur d'alors, ils verront, du jour au lendemain, leur situation singulièrement détériorée ; la fermeture sans indemnité des établissements dont ils étaient bien en droit de se croire propriétaires viagers, puisqu'il est nécessaire d'un texte nouveau pour dissiper leur erreur, n'est-elle pas une spoliation pure et simple, indigne d'un peuple civilisé ? On en peut dire autant de la situation faite par la loi fondamentale du 28 juin 1881 aux ayants-cause des cabaretiers titulaires des débits au 1^{er} mai 1881 et investis par ce texte d'un privilège viager. On peut appliquer à cette disposition les paroles si sages prononcées par M. Claude (des Vosges) dans son *Rapport* de 1887, pour combattre un vœu émis par la Société française de tempérance en vue de faire prescrire par le Parlement l'introduction en France d'un pareil régime. « Comment, disait-il, l'extinction aurait-elle lieu ? par décès ? Mais à moins de succession vacante, de quel droit exproprierait-on les héritiers ? » Puis, continue-t-il, et ceci montre combien, aux yeux de l'éminent sénateur, une expropriation sans indemnité eût été une

monstrueuse iniquité, puisqu'il n'en soupçonne même pas l'éventualité, « et si l'on passait outre, sur quelle base se réglerait l'indemnité, et à quel point les indemnités à payer engageraient-elles l'Etat? Par faillite? Mais là aussi on aurait à compter avec les créanciers. » Le débit, le fonds de commerce, constitue une *universitas juris*, sur laquelle certaines personnes possèdent des droits acquis de propriété ou de gage. A moins de commettre un véritable vol, la loi qui, remarquons-le, prétend respecter les droits acquis, doit donc, si elle ferme le débit pour cause d'intérêt social, allouer aux ayants-cause une équitable indemnité en réparation du préjudice que leur cause sa disparition du patrimoine de leur auteur.

III. — Ce caractère frustratoire de la loi néerlandaise se retrouve dans la proposition de loi du 8 novembre 1898, présentée par M. Jules Le Jeune au Sénat royal de Belgique, et manifestement inspirée d'un vœu émis par la *Commission du Travail* en 1886, à la suite d'une enquête dont elle avait chargé M. R. de Ridder sur la question de l'intempérance. « *Les débits*, dit M. Metman, dans son *Étude sur les législations européennes relatives aux débits de boissons alcooliques*, les débits se multiplient en Belgique dans des proportions inquiétantes : on y compte un cabaret par douze habitants mâles âgés de plus de vingt-et-un ans ; dans quelques centres industriels, la proportion est d'un cabaret pour six ou sept individus. En même temps que les cabarets se multiplient, on voit la consommation de l'alcool augmenter considérablement : depuis 1840, elle s'est élevée de 18 à 43 millions de litres. » Justement émue de cette situation et des maux causés à la population belge par l'alcoolisme envahissant, la Commission du travail émettait un certain nombre de vœux, parmi lesquels figurait la limitation du nombre des débits de boissons. La Commission proposait à cet effet : « 1^o D'interdire toute concession de patentes nou-

velles ; — 2° De décréter la déchéance par voie d'extinction (en cas de décès, faillite, cessation d'affaires, etc...) des patentes existantes ; — 3° En vue de ménager les intérêts particuliers, d'autoriser les titulaires d'une patente existante à la céder à la femme ou aux enfants d'un débitant décédé, et de permettre la réouverture, par voie d'adjudication au plus offrant, d'une partie des débits disparus pendant l'année. » (*Développements d'une proposition de loi sur la restriction progressive de la fabrication et de la consommation des boissons alcooliques distillées*, déposée le 27 juillet 1899 à la Chambre des représentants de Belgique par M. Carton de Wiart.)

Les grandes lignes de ce vœu ont passé dans la proposition de M. Le Jeune, aux termes de laquelle la vente de la liqueur d'absinthe est rigoureusement prohibée, la vente en détail des boissons alcooliques distillées, des boissons fermentées contenant plus de 18 pour cent d'alcool, et des liqueurs à base d'alcool, est également interdite, sous réserve d'une tolérance pour le débit des boissons alcooliques distillées et des liqueurs à base d'alcool à consommer sur place, en faveur des établissements pour lesquels la dispense de la prohibition relative à la vente en détail a été accordée par la Députation permanente du Conseil provincial, dans les limites fixées par l'article 16 ainsi conçu : « Sauf l'excédent qui résultera transitoirement de l'exécution des dispositions de l'article 13 (dont il va être question ultérieurement), le nombre des cafés, estaminets et cabarets, dans lesquels le débit des boissons alcooliques distillées à consommer sur place sera toléré, est fixé comme suit : un par cent cinquante habitants dans les communes de moins de dix mille habitants ; un par deux cents habitants dans les communes de dix mille à vingt mille habitants ; un par deux cent cinquante habitants dans les communes de plus de vingt mille et moins de cinquante mille habitants ; un par trois cents habitants dans les communes de cinquante mille habitants et plus. » Le régime transi-

toire est organisé par les articles 13 et 14. La dispense sera accordée de plein droit au propriétaire de tout débit en exercice au 8 novembre 1898 à la condition toutefois que ces établissements aient été ouverts à une époque où le nombre des cabarets n'atteignait pas, dans la commune, la proportion d'un par trente habitants. Cette dispense, dit le texte, suit la propriété de l'immeuble dans lequel est installé le débit. « Elle n'est que temporaire pour les cafés, estaminets et cabarets qui ont été ouverts à une époque où le nombre de ces établissements dépassait déjà dans la commune la proportion d'un pour cent habitants. Elle est limitée à cinq, dix, quinze et vingt ans, selon que le nombre des cafés, estaminets ou cabarets atteignait dans la commune, à l'époque de l'ouverture de l'établissement qu'elle concerne, la proportion d'un peu moins de quarante habitants sans dépasser celle d'un par trente, la proportion d'un par moins de cinquante habitants sans dépasser celle d'un par quarante, la proportion d'un par moins de septante habitants, sans dépasser celle d'un par cinquante, la proportion d'un par moins de cent habitants, sans dépasser celle d'un par septante. »

Inutile d'insister longuement sur le caractère spoliatoire de ces dispositions, quelque séduisant et ingénieux que soit par ailleurs le mode d'extinction qu'elles consacrent. Supprimer brutalement dans certains cas, dans d'autres, transformer arbitrairement en concession temporaire un droit perpétuel de propriété reconnu par les lois en vigueur lors de son acquisition, sans donner au propriétaire évincé aucune contre-valeur pour la diminution de son patrimoine, c'est un vol que l'État n'a pas le droit de commettre. Dans une note sur l'« allocation d'indemnités aux distillateurs en cas de suppression de leur industrie » présentée le 12 juillet 1895, à la *Commission d'étude instituée par arrêté royal du 6 avril 1895 pour procéder à une enquête sur les ravages exercés par l'alcool en Belgique et étudier les mesures propres à combattre ce*

mal, M. Mesdach de Terkiele, procureur général à la Cour de cassation de Belgique, disait sans doute : « La nation n'a pas à payer rançon pour accomplir les devoirs que la conscience publique lui impose. La société protège ses membres en tout temps, et elle a toujours le droit d'exiger de chacun d'eux les sacrifices nécessaires au bien de tous. Si l'alcool est un poison, et personne n'y contredit, elle a le droit de le traiter en ennemi. » Mais M. Carton de Wiart, dans l'exposé des motifs de sa proposition précitée, s'élève à bon droit contre cette théorie par trop jacobine : « Sans doute, dit-il, l'État n'a pas à payer rançon pour accomplir son devoir ; mais si lui-même, jusqu'ici, a manqué à ce devoir, s'il a toléré et même encouragé l'industrie de la distillation (et l'on en doit dire autant, *mutatis mutandis*, pour le commerce de débits), est-il qualifié pour imposer aux particuliers les conséquences désastreuses des principes qu'il a lui-même méconnus ? » Aussi, d'après les renseignements personnels qui m'ont été fournis avec une courtoisie à laquelle je suis heureux de rendre hommage, par un des membres les plus distingués du jeune barreau de Mons, et par la Chambre française de commerce et d'industrie de Bruxelles, il ne semble pas que la proposition Le Jeune, qui viole ce précepte le plus élémentaire de la morale publique, vienne de sitôt en discussion, à raison de l'opposition bien naturelle et légitime que soulève la manière par trop brutale dont elle porte atteinte à certains intérêts particuliers, et l'on saisira avec empressement l'occasion offerte par l'échec de M. Le Jeune aux dernières élections sénatoriales belges, pour laisser dormir son projet de loi, malgré l'accueil favorable qu'il a reçu des Commissions réunies de la Justice et des Finances, chargées par le Sénat belge de l'examiner, et qui ont déposé leur rapport le 1^{er} mars 1899.

IV. — *α*). Tel est également, suivant toute vraisemblance, le sort qui attend la proposition de loi déposée

le 27 mars 1899 par MM. Siegfried et Bérenger sur le bureau du Sénat, malgré l'avis favorable dont elle a été l'objet de la part de la Commission d'initiative parlementaire. La Ligue nationale contre l'alcoolisme, au sein de laquelle cette proposition avait été élaborée et rédigée avant d'être présentée à la Haute Assemblée, a cru devoir, au mois d'août dernier, dans le but d'exercer une pression sur le Parlement, demander aux conseils généraux d'émettre des vœux en faveur de ce projet, car, dit la circulaire adressée aux assemblées départementales, « le projet aurait d'autant plus de chances d'obtenir la sanction de la Haute Assemblée qu'il s'appuierait sur le sentiment de l'opinion publique, dont les conseils généraux sont les fidèles interprètes. » Cette consultation indirecte de la population française ne semble pas avoir fourni les résultats escomptés, car — sauf erreur de ma part — un seul département, le Rhône, a vu son conseil général émettre un vote d'adhésion à la circulaire de M. l'inspecteur général Cheysson, président de la Ligue. Quels que soient le respect et la sympathie que doivent inspirer à tous les bons Français le but et les efforts de cette Association de tempérance, il ne convient pas, à mon avis du moins, de regretter l'échec qu'elle a rencontré dans sa démarche auprès des corps électifs locaux; car la proposition de M. Siegfried, excellente dans son principe, qui est la réduction du nombre des débits, et dans son résultat final, puisqu'elle tend à abaisser de 19.000 environ le nombre des cabarets de Paris, et à faire tomber le chiffre de ceux qui couvrent le territoire de la République de 460.000 à moins de 150.000; cette proposition, par contre, donne lieu, pour sa mise en œuvre, aux mêmes critiques, voire plus accentuées, que le projet belge précédemment étudié et la loi hollandaise.

Aux termes des articles 1^{er} et 2 de ce texte, le maximum du nombre des débits pouvant fonctionner en France est fixé à 1 par 300 habitants par canton ou par

arrondissement de la ville de Paris. Jusqu'à ce que ce chiffre soit atteint, les débitants actuels sans doute ne sont astreints à solliciter aucune autorisation, mais en cas de décès ou d'incapacité personnelle du débitant, le successeur ou gérant doit être *agréé* par le préfet; toute mutation par cessation, tout déplacement du cabaret hors des locaux précédemment occupés, nécessitent une *autorisation* qui, dans l'hypothèse particulière d'un déplacement à effectuer, sera refusée si le débit existe depuis moins de cinq années: l'exercice de la profession de cabaretier ne sera ouvert qu'à ceux qui satisferont à cette condition de racheter un ou plusieurs débits existants, à titre permanent, à Paris dans l'arrondissement, et ailleurs dans le canton. « 1. Tant que le nombre des débits sera supérieur à un pour trois cents habitants, ajoute l'article 2, il ne pourra être accordé qu'une autorisation pour trois vacances, à Paris dans l'arrondissement, et, dans les départements, dans le canton. — 2. Lorsque le chiffre ci-dessus sera atteint, il ne pourra être accordé d'autorisation qu'en remplacement d'un débit existant. — 3. Tout débit qui, par suite de décès, faillite, cessation de commerce, ou autres causes, a cessé d'exister, depuis plus de six mois, est considéré comme supprimé et ne peut plus être transmis. Ce délai ne courra qu'à partir de la constatation faite par l'administration des contributions indirectes. » Ce texte, j'ai le regret de le constater, ne brille point par la clarté, et il est profondément déplorable que ni l'exposé des motifs, ni les travaux préparatoires (*Bulletin de la Société française de tempérance*, 1899, n^{os} 3 et 4, *Procès-verbal de la séance du Conseil du 14 mars 1899*), s'ils donnent quelques indications utiles, ne précisent cependant pas d'une manière suffisante la portée de ces dispositions qui, soumises pour mon édification personnelle, tant à des juristes qu'à des laïques, n'ont pas donné lieu de leur part à moins de trois interprétations différentes, également défectueuses, il faut bien le dire, par le caractère spolia-

toire qu'elles revêtent et les pouvoirs exorbitants qu'elles confèrent, à des degrés divers, à l'arbitraire préfectoral.

b). Dans une première interprétation, tant qu'un cabaret n'a pas cessé de fonctionner depuis plus de six mois, il peut être rouvert à la seule condition d'obtenir l'autorisation du préfet, qui n'est tenu de se conformer à aucune limite de nombre; c'est seulement en ce qui concerne les débits ayant cessé de fonctionner depuis plus de six mois qu'interviendrait la règle en vertu de laquelle une vacance seulement sur trois peut être comblée; le tiers d'entre eux pourrait être rouvert ou remplacé par de nouveaux établissements. Cette interprétation, qui fournit l'extinction la plus lente, et qui est aussi, comme le montrera l'examen des deux autres, la plus favorable aux intérêts des débiteurs, n'est cependant pas sans compromettre singulièrement les droits acquis, car elle les met, somme toute, à la merci d'un caprice préfectoral... ou électoral; puisque, investi du droit d'autoriser à son gré les cessions ou déplacements de cabarets existants, et d'agréer les successeurs des cabaretiers décédés ou les gérants des débits dont les propriétaires sont frappés d'incapacité personnelle, le préfet n'a qu'à refuser systématiquement ou à faire attendre pendant plus de six mois son autorisation ou son agrément pour faire tomber tel débit dans la catégorie de ceux dont deux tiers sont condamnés à mort. La spoliation est évidente.

Que dire, dès lors, de la seconde interprétation qui, basée sur ce passage du texte qui édicte qu'aucun débit fermé pendant plus de six mois ne peut être relevé, décide qu'il ne peut plus dès lors être question que de cessions de débits fermés depuis moins de six mois, puisque, dit encore le texte : « l'autorisation sera subordonnée à la condition de racheter un ou plusieurs débits *existants* », et que les cabarets fermés depuis plus de six mois « ne peuvent plus être transmis. » Mais, dans

cette interprétation, toutefois, les débits ayant cessé de fonctionner depuis plus de six mois entreraient en compte pour déterminer le nombre des autorisations à accorder. Ce sont eux qui constitueraient les *vacances* dont un tiers peut être comblé. Voici comment les choses se passeraient dans la pratique : à chaque réunion de la Commission départementale, l'Administration des contributions indirectes lui présenterait un état, dressé par cantons, des débits vacants depuis plus de six mois et lui soumettrait en outre les demandes d'autorisation de cession instruites par ses soins. Le préfet, après avoir pris l'avis de la Commission départementale et pris connaissance des observations du procureur de la République analysées au dossier, accorderait dans chaque canton, autant d'autorisations de cession qu'il y a d'unités dans le nombre obtenu en divisant par trois le chiffre qui figure dans le premier état, où l'on rayerait, séance tenante, trois fois plus d'éléments qu'il aurait été accordé d'autorisations.

Voici enfin la troisième interprétation, la plus rapidement extinctive, mais aussi la plus brutalement spoliatrice. Comme dans la solution précédente et en vertu des mêmes arguments de texte, il ne peut être question d'autoriser que les cessions de débits existants, c'est-à-dire ayant cessé d'exister depuis moins de six mois. Mais, au lieu de calculer le nombre des autorisations à accorder d'après le chiffre des débits mis hors du commerce, cette interprétation décide que c'est seulement le tiers des débits encore existants, c'est-à-dire vacants depuis moins de six mois, qui peut faire l'objet de cessions susceptibles d'autorisation. Cette interprétation a pour elle un passage d'un discours de M. Bérenger, cosignataire de la proposition (*Bulletin de la Société française de tempérance*, loc. cit.), où il est laissé entendre que le mode normal d'accès à la profession de cabaretier, c'est l'achat de trois établissements, dont deux devront être fermés. Or, nous savons qu'en vertu de l'article 2, les

cabarets fermés depuis plus de six mois ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction. A l'appui de cette interprétation, il y a aussi un argument de texte résultant du rapprochement des alinéas 1^{er} et 2 de l'article 2, successivement entre eux et avec l'alinéa 3 du même article. Quand le maximum fixé par la loi sera atteint, dit l'alinéa 2, il ne pourra être accordé d'autorisation qu'en remplacement d'un débit existant. En attendant, dit l'alinéa 1^{er}, il ne peut être accordé qu'une autorisation par trois vacances, c'est-à-dire, à mon avis, par trois débits susceptibles de rachat, car l'alinéa 3 de ce même texte, qui prononce la mort légale des cabarets fermés depuis plus de six mois, s'applique aussi bien à l'avenir, lorsque le maximum aura été atteint, qu'au présent, et n'aurait aucun sens, en ce qui concerne l'avenir, si ces cabarets, morts légalement, entraient en compte pour établir les vacances susceptibles d'être comblées sous réserve d'une autorisation préfectorale. Il doit donc en être de même pour le présent, et le rôle du préfet consiste à faire, parmi les demandes d'autorisation de cession qui lui sont présentées, une sélection, de manière à en écarter les deux tiers. Cette dernière interprétation, qui paraît donc la plus conforme au texte et à l'intention des auteurs de la proposition, qui, dit M. Bérenger (*loc. cit.*) ont à dessein fait appel « aux mesures radicales, aux moyens les plus vigoureux et les plus rapides », cette interprétation aboutit à une véritable hécatombe, étant donné surtout l'arbitraire laissé au préfet qui peut, en quelque sorte, au gré de ses préférences politiques, supprimer sans compensation, par des refus ou des attermoissements plus ou moins justifiés, tels cabarets qu'il lui plaît.

c). Aussi M. Berthélemy, au cours de la discussion devant le Conseil de la Ligue nationale contre l'alcoolisme, s'est-il élevé contre ces procédés par trop sommaires, et il a déposé un contre-projet plus prudent et plus respec-

tueux des droits acquis. Les débitants actuels seraient autorisés de plein droit et pourraient, sans intervention préfectorale, transmettre leurs cabarets ; mais aucun débit nouveau ne pourrait être créé tant qu'il y aura plus d'un cabaret par trois cents habitants ; et, pour compenser le ralentissement occasionné par ce tempérament apporté au système Siegfried, aucun débit fermé plus de trois mois ne pourrait être rouvert. Plus satisfaisant au point de vue de l'équité, ce contre-projet, comme l'a fait observer M. Bérenger, dans son discours précité, présente le désavantage de ralentir singulièrement le processus épuratoire et n'est pas d'ailleurs — à raison de la clause relative aux vacances de trois mois — sans porter atteinte, bien que dans une moindre mesure, aux intérêts particuliers. Il est d'ailleurs entaché du vice général qui condamne tous les systèmes de limitation légale : la nécessité de l'autorisation administrative pour la création de nouveaux débits le jour où, le chiffre des débits ayant atteint les limites légales, cette création sera de nouveau possible.

Ainsi donc, à raison tout à la fois des spoliations iniques qu'il occasionne, si l'on ne veut grever le budget, déjà si obéré, du poids de légitimes mais énormes indemnités, à raison surtout de l'intervention administrative quelque peu vexatoire et partielle qu'il nécessite, le système de la limitation légale apparaît, en France tout au moins, comme difficilement acceptable. Ce n'est pas, remarquons-le bien, le principe de la réduction du nombre des cabarets que je rejette, bien au contraire, et s'il n'existait pas d'autre moyen de la mettre en œuvre, je me rallierais au régime de la réduction par voie administrative, quels qu'en soient les défauts et quelque lourde que dût être pour nos finances l'expropriation correcte des établissements actuellement en surnombre. Aussi bien, dans les cas particuliers où ce système peut s'appliquer sans donner lieu à l'arbitraire administratif,

c'est-à-dire lorsqu'il procède par prohibitions générales, je m'empresse d'y adhérer.

C'est ainsi qu'il y a lieu d'approuver sans réserve les dispositions des lois de certains États américains qui établissent autour des écoles, hospices, cimetières et édifices du culte, la zone de protection dont l'institution est abandonnée en France au bon vouloir des municipalités. Il serait bon, à mon avis, de faire figurer cette mesure, à titre général et obligatoire, dans notre législation, en en étendant la portée aux édifices militaires et aux gares de chemins de fer, bâtiments autour desquels les bouges les plus mal famés exercent aujourd'hui leur dangereuse tentation, et en donnant le droit de poursuite des contraventions à cette disposition aux autorités intéressées : autorité universitaire pour les établissements d'enseignement, autorité diocésaine et consistoriale pour les édifices du culte et les cimetières, autorité militaire pour les terrains et bâtiments de la Guerre et de la Marine, Conseil d'hygiène et Conseil d'administration des hôpitaux, personnel de l'inspection des chemins de fer ; de manière à éviter les complaisances politiques qui pourraient résulter de l'abandon de cette surveillance à l'administration préfectorale ou municipale. L'interdiction prononcée, notamment en Allemagne, de tenir un débit de boissons dans un local ne mesurant pas certaines dimensions et n'offrant pas des conditions suffisantes d'aération et d'éclairage constitue aussi, d'une manière indirecte, une limitation intéressante, car les constructions spacieuses et claires qu'elle exige supposent une mise de fonds relativement considérable, qui exclut du commerce de débit un grand nombre d'individus.

L'interdiction de vendre de l'alcool dans les cantines militaires (loi belge, loi roumaine, loi danoise, loi fédérale américaine, circulaire ministérielle française du général de Galliffet, 3 mai 1900 ; ordres de service de certains généraux allemands et anglais), interdiction qui

pourrait être étendue à toutes les cantines annexées aux chantiers de travaux effectués pour le compte de l'État et des autres personnes publiques, la prohibition de la vente de l'alcool dans les maisons de tolérance (lois américaine, belge et néerlandaise), dans les gares de chemin de fer (projet Le Jeune, arrêté ministériel belge pour les gares du réseau de l'État), les théâtres et les concerts — d'où disparition de la plaie des cafés-concerts — (proposition belge Le Jeune) sont autant d'applications judicieuses du système de la limitation légale. Il conviendrait d'en agir de même à l'égard des bureaux de tabac. Je reconnais que le revenu de ces bureaux est souvent trop faible pour subvenir aux besoins du gérant, mais il ne manque pas d'autres commerces qu'il peut entreprendre ; c'est une chose, à mon sens, absolument scandaleuse, que de voir des gens qui reçoivent de l'État un véritable cadeau, transformer leur établissement en une agence de tentation et d'intoxication alcooliques : combien de personnes, en venant acheter un paquet de tabac, des allumettes ou des timbres-poste, prennent en même temps un petit verre, parce que l'occasion s'en présente, qui s'en abstiendraient, s'il fallait aller plus loin ? Cette mesure aurait pour effet d'éliminer environ 30.000 cabarets : le nombre total des bureaux de tabac s'élève, d'après les documents officiels, à près de 46.000 ; il n'y a aucune exagération à affirmer que les deux tiers sont en même temps des cabarets. En respectant les errements des titulaires actuels, la mesure ne se heurte à aucune difficulté pécuniaire et politique : quant aux nouveaux titulaires, l'octroi gracieux du bureau de tabac, pour récompenser des services souvent hypothétiques, leur sera assez agréable pour qu'ils consentent sans grande peine à cette clause restrictive.

Cette dernière application du principe de la limitation légale rentre d'ailleurs dans la formule donnée par le projet belge du 8 novembre 1898 et la proposition Siegfried-Bérenger : « Aucun débit de boissons à consommer

sur place ne pourra être établi dans les locaux consacrés à un autre commerce ou communiquant avec ceux où le débit est installé. » Comme le dit l'exposé des motifs de la proposition Siegfried : « Un grand nombre de petits négociants, épiciers, fruitiers, marchands de charbon, ont été conduits, par l'occasion ou l'appât du gain, à ouvrir des débits de boissons. Comme on l'a fort bien dit, ce commerce est plus dangereux encore. Il a prise sur une clientèle que son voisin n'atteignait pas, sur la femme qui ne va pas au cabaret. Or, quand c'est par la ménagère et pour la ménagère que l'eau-de-vie entre dans la maison, on peut dire que celle-ci est perdue, perdue sans ressources ; les enfants eux-mêmes n'échapperont pas. » Il y aurait lieu de mettre tous ces individus, qui cumulent le débit d'alcool avec un autre commerce, en demeure d'opter pour l'un ou l'autre, en donnant une prime à ceux qui choisiraient la conservation du commerce autre que le cabaret, pour les dédommager du préjudice qu'ils subiraient de ce chef, et en accordant d'ailleurs à tous un délai de liquidation. Le projet belge croit devoir exempter de cette prescription les restaurants et les hôtels, à part ceux où l'on loge en chambres ; ces établissements sont même soustraits au régime de l'autorisation préalable et peuvent, en toute liberté, s'annexer des débits, considérés comme commerce accessoire, et qui n'entrent pas en compte dans le nombre des cabarets soumis au maximum légal. Il y a là, à mon sens, une erreur regrettable. Le débit d'alcool dans les auberges où l'on mange et couche exerce une influence désastreuse : on prendra un apéritif ou un petit verre avant ou après le repas, ou avant d'aller se coucher, parce qu'on est sur place, pour tuer le temps, et l'on s'en passerait s'il fallait sortir pour se le procurer. Aussi conviendrait-il, je crois, d'étendre la règle du non-cumul à ces établissements, sauf à faire exception pour les petites communes, au-dessous d'un chiffre de population fixé par décret d'administration publique, localités où la

spécialisation des hôtels-restaurants ne serait pas possible et où le système n'aurait d'autre effet que de faire disparaître les auberges où l'on couche et vend à manger, dont le maintien s'impose.

Voilà donc un certain nombre de cas où le système de la limitation légale pourrait s'appliquer sans soulever les objections précédemment développées, et où il produirait d'excellents résultats. Mais il ne paraît pas acceptable comme mesure générale, et il est regrettable que la Ligue nationale contre l'alcoolisme ait cru devoir y attacher son nom. Mieux inspirée serait-elle en faisant campagne en faveur d'un autre mode de réduction du nombre des cabarets, le procédé fiscal, qui est susceptible de produire des résultats tout aussi brillants, sans se heurter aux mêmes obstacles d'ordre juridique et politique.

DEUXIÈME SECTION

Réduction par voie fiscale.

Toute intervention de l'administration dans la vie et l'activité des citoyens est fatalement gênante et vexatoire ; surtout lorsqu'elle s'exerce sous l'influence de considérations politiques, l'action dégénère bien vite, en apparence tout au moins, en oppression. Si donc une réforme peut se faire automatiquement, mécaniquement, par le jeu même de la loi, sans mettre en cause l'autorité administrative, ce moyen doit être préféré. Or, en matière de réduction du nombre des cabarets, tel est précisément le but que se propose le système dit *des hautes licences*. De même que l'on trouve tout naturel de surtaxer l'alcool, n'est-il pas logique également de surimposer le cabaret, d'élever le droit de licence payé par le débitant pour être admis à exercer son commerce ? De nombreuses propositions dans ce sens ont été soumises

au Parlement depuis une quinzaine d'années. La Chambre des Députés discute même actuellement un projet de loi déposé le 14 novembre 1899 par M. Joseph Caillaux, ministre des finances, et tendant à l'élévation du taux des licences. Les expériences pratiquées à l'étranger permettent d'augurer favorablement de ce système, à la condition toutefois qu'il soit appliqué moins timidement que ne le propose M. Caillaux. C'est ce que je m'efforcerai de montrer dans une première série de développements; puis je m'attacherai à réfuter les objections soulevées par certaines personnes contre le système des hautes licences.

I

Exposé du système des hautes licences.

I. — Aux termes de la loi des 1^{er}-3 septembre 1871, toujours en vigueur sur ce point, les licences au paiement desquelles sont astreints les débitants sont fixées, décimes compris, au taux annuel suivant d'après la population de la commune où fonctionne l'établissement imposable :

Au-dessus de 4.000 âmes.....	15 francs
De 4.000 à 6.000 —	20 —
6.000 à 10.000 —	25 —
10.000 à 15.000 —	30 —
15.000 à 20.000 —	35 —
20.000 à 30.000 —	40 —
30.000 à 50.000 —	45 —
50.000 et au-dessus (<i>Paris excepté</i>).....	50 —

On peut critiquer, tout à la fois, et l'injustifiable exemption des débitants de Paris, et les chiffres dérisoires du tarif ci-dessus. Des réformes, sur ces deux points, ont été demandées, mais en vain, notamment par M. Claude (des Vosges), dans son *Rapport* présenté en 1887 au nom de la *Commission Sénatoriale d'enquête sur la consommation de l'alcool en France*; par Léon Say, rap-

porteur de la *Commission extra-parlementaire d'enquête sur l'alcool* de 1887-1888, plus tard par M. Jamais, puis par M. Vallé, au cours de la discussion générale du projet de réforme du régime des boissons, présenté en 1895 par le ministère Ribot.

La loi du 29 décembre 1897, cette souris dont accoucha la montagne parlementaire à la veille des élections législatives de 1898, afin de pallier dans la mesure du possible le discrédit résultant, aux yeux des électeurs, pour les députés sortants, de l'impuissance où ils s'étaient trouvés de donner une solution au problème de la réforme des boissons, qui attend encore, après maints remaniements et voyages d'une Chambre à l'autre, une sanction législative, la loi du 29 décembre 1897 constitue, il est vrai, une première, quoique bien modeste satisfaction donnée aux partisans du relèvement des licences. Cette loi autorise facultativement les communes, afin de combler le vide creusé dans leur budget par le dégrèvement total ou partiel des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques, résultant du même texte, à voter l'« établissement à la charge des débitants de boissons, en addition du droit de licence perçu pour le compte du Trésor, d'une licence municipale, composée d'un droit fixe... et d'un droit proportionnel basé sur la valeur locative des locaux occupés. » Détail important à noter, la ville de Paris est autorisée à astreindre à la taxe de licence municipale ses débitants qui, par ailleurs, continuent à être exempts de tout droit de ce genre au regard du Trésor national. Aux termes du décret réglementaire du 16 juin 1898, rendu pour fixer les conditions pratiques de mise en œuvre de la loi du 29 décembre 1897, ces licences municipales sont soumises à un maximum déterminé ainsi qu'il suit : pour le droit fixe, le maximum s'élève au double du tarif de la licence nationale, le maximum spécial à Paris étant établi au quart en sus de celui des communes de la catégorie de population immédiatement inférieure ; pour le droit

proportionnel, le maximum est fixé uniformément à cinq pour cent de la valeur locative des bâtiments, tant consacrés à l'habitation personnelle du débitant que purement professionnels. Cette législation, qui n'a été l'objet que d'un nombre assez restreint d'applications, apparaît d'ailleurs comme notoirement incomplète et insuffisante : elle est facultative pour les municipalités, elle ne vise que les communes à octroi, elle établit des tarifs encore trop faibles.

Aussi, M. Caillaux, ministre des finances du cabinet Waldeck-Rousseau, a-t-il cru devoir prendre l'initiative d'un projet de relèvement des licences perçues au profit du budget national, sans abroger pour autant la loi du 29 décembre 1897 relative aux licences municipales, qui coexisteraient avec les nouveaux tarifs. Mais, au lieu de majorer considérablement les tarifs actuels, de manière à porter, comme le faisait M. Jamais, à 950 francs le taux de la licence dans les villes de la 1^{re} classe, c'est-à-dire de la catégorie de population la plus élevée, sans même demander, comme naguère M. Claude (des Vosges), le quadruplement du montant des licences présentement imposées aux cabaretiers, M. Caillaux préconise des chiffres encore très modérés, réglés ainsi qu'il suit d'après la population de la commune :

Au-dessous de 500 habitants.....	25 francs par an.
De 501 à 1.000 —	32 — —
1.001 à 4.000 —	40 — —
4.001 à 10.000 —	60 — —
10.001 à 20.000 —	80 — —
20.001 à 50.000 —	100 — —
50.001 à 100.000 —	120 — —
100.001 et au-dessus (<i>Paris compris</i>)...	150 — —

« Toutefois, ajoute le projet, dans les communes de plus de 4.000 habitants, les débiteurs situés hors des agglomérations seront imposés au tarif applicable à la population non agglomérée. » S'il faut savoir gré à M. Caillaux d'avoir posé le premier jalon dans la voie d'un relèvement des licences, d'avoir remanié d'une ma-

nière heureuse la classification des communes d'après leur chiffre de population en accélérant le taux de la progression, et surtout d'avoir proposé l'assujettissement des débitants de Paris à la licence, conformément au droit commun, on ne peut s'empêcher cependant de trouver son tarif bien insuffisant. Le même reproche, d'ailleurs, doit être adressé, bien que dans une moindre mesure au quadruplement du taux actuel des licences, soutenu naguère par M. Claude. Une telle réforme paraît dérisoire, à force d'être anodine, si on la compare aux taxations en vigueur en dehors de nos frontières.

II. — La Hollande, en 1881, a complété son système de limitation légale du nombre des cabarets par l'institution d'une taxe de licence au profit des municipalités. Antérieurement à cette réglementation, le commerce en détail des spiritueux donnait lieu au versement du simple droit de patente ; la loi fondamentale du 28 juin 1881 abandonna ces errements en créant des licences municipales dont le taux varie de 10 à 25 pour cent de la valeur locative du cabaret, suivant la population de la commune. Ce tarif, supérieur pour les grandes villes et les établissements importants tout au moins, à celui du projet Caillaux, n'est d'ailleurs applicable qu'aux nouveaux débitants ; tous les cabaretiers en exercice lors de la promulgation de la loi, bénéficient, leur vie durant, de l'exemption de cette taxe. Le principe du droit de licence assis sur la valeur locative du débit est également appliqué en Angleterre ; en fait, la licence oscille entre 4 livres et demie et 60 livres sterling, soit entre 112 fr. 50 et 1.500 francs. La Belgique qui, jusqu'en 1889, n'astreignait ses cabaretiers qu'au paiement du droit général de patente, à l'instar du royaume des Pays-Bas avant la réforme de 1881, a, par la loi du 29 août 1889, rendue à la suite d'un vœu pressant émis par la Commission du travail à la suite de l'enquête de 1886 dont il a été précédemment question, institué des taxes de licence, dont

les tarifs, analogues à ceux que proposait jadis M. Claude (des Vosges), sont sensiblement supérieurs à ceux du projet Caillaux, quoique notoirement insuffisants. En effet, la *Commission d'études, instituée par arrêté royal du 6 avril 1895, pour procéder à une enquête sur les ravages exercés par l'alcool en Belgique, et étudier les mesures propres à combattre le mal*, émettait, dans un rapport présenté le 24 février 1897, au Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics, le vœu d'une élévation des licences aux chiffres de 500 à 5.000 francs d'après l'importance de la population, au lieu du tarif actuel, qui va de 60 à 200 francs. Le maximum actuel de 200 francs n'est atteint que dans les grandes villes, telles que Bruxelles, Anvers, Liège, Gand. Quant au minimum de 60 francs, il frappe les cabarets des communes dont la population ne dépasse pas 5.000 habitants. Comme en Hollande, les débits nouvellement établis sont seuls assujettis à la taxe; les cabaretiers en exercice avant 1889 en sont exempts. En dépit de la modicité de ce tarif et de l'immunité accordée aux anciens débitants, deux dispositions dictées par des considérations politiques sur lesquelles il me paraît inutile d'insister, et très combattues par l'opposition, les résultats se sont montrés favorables à l'expérience. En 1889, le nombre des cabarets s'élevait à 189.000. Il n'était plus, en 1894, que de 175.000, soit une diminution de 14.000; on a fait remarquer que la progression annuelle étant précédemment de 3 pour cent environ, le nombre des cabarets se fût trouvé, sans la loi de 1889, de 214.000 au lieu de 175.000. Il y a donc là un résultat modeste, mais appréciable, de nature à encourager l'emploi plus vigoureux du même procédé contre le retour offensif du cabaret qui sévit de nouveau en Belgique.

Sous une forme plus brutale, la même expérience fut tentée en Alsace-Lorraine, où elle a donné des résultats non moins concluants. Le *Reichsland*, depuis son annexion jusqu'en 1873, avait vécu sous l'empire de la loi

française qui, en l'espèce, n'était autre que le décret-loi du 29 décembre 1851. En 1873, y fut introduite la loi allemande du 8 juillet 1868, édictée par les pays inféodés au *Zollverein*. Cette loi, très libérale en la matière, eut pour conséquence d'élever le nombre des cabarets de 8.000 à 13.000 en 1880, soit une augmentation énorme de 70 pour cent. Emu de cet accroissement inquiétant, accompagné d'un développement corrélatif de l'ivrognerie et de la criminalité, le *Landesausschuss* d'Alsace-Lorraine vota, le 5 mai 1880, une loi qui élevait, pour toute l'étendue des provinces annexées, le taux des licences à 100 marks ou 125 francs pour les communes de moins de 2.000 habitants, à 200 marks ou 250 francs pour celles de 2.000 à 10.000 habitants, à 300 marks ou 375 francs dans les villes dont la population excède le chiffre de 100.000 âmes. L'effet bienfaisant de cette législation ne se fit pas attendre. Dès la première année, 700 cabarets disparaissaient; en 1883, deux ans après la mise en vigueur de la loi, la diminution totale était de 3.200 débits, soit environ un quart de ceux qui existaient en 1880. La rapidité de ce mouvement dégressif est due à ce que, contrairement aux législations belge et néerlandaise, la loi alsacienne-lorraine ne consacrait aucune exception en faveur des titulaires actuels des cabarets. Ainsi fut fait également en Russie, où, pour réagir contre les désastres accumulés au sein de la population agricole par la pullulence des cabarets, les licences furent, de 1863 à 1885, époque de la réforme importante dont il a été question plus haut, progressivement haussées dans d'énormes proportions, ce qui amena les meilleurs résultats, comme l'indique le tableau ci-dessous, que j'emprunte à l'ouvrage de M. Emmanuel Fochier : *L'alcoolisme devant la loi pénale* :

1863.	Débits :	257.531	Consommation par tête :	5,85	litres à 100 degrés
1865.	—	254.468	—	—	4,27
1870.	—	212.453	—	—	4,36
1875.	—	144.825	—	—	3,89
1880.	—	156.605	—	—	3,74
1885.	—	152.049	—	—	3,25

C'est dans les mêmes conditions que le système des hautes licences fut introduit aux États-Unis, pays où ce régime a donné lieu aux applications les plus considérables et les plus intéressantes. Remarquons tout d'abord qu'en Amérique, au dire de M. Van den Heuvel (*La lutte contre l'alcoolisme aux États-Unis. Réforme sociale*, 16 mai 1895), on considère comme d'un taux modique une licence de 200 dollars ou 1.000 francs; même avant la réforme que je vais indiquer, ce tarif n'y était pas rare, on peut donc dire qu'à notre point de vue, le système des hautes licences existait d'ores et déjà chez un peuple qui assujettissait ses débitants à des taxes aussi élevées. Mais cette taxation ne tarda pas à être jugée insuffisante. « En 1881, dit M. Van den Heuvel, deux défenseurs de la tempérance, MM. Finch et Hardy, proposèrent à la législature de l'Etat de Nebraska de porter à un très haut chiffre les licences. Ils convertirent la majorité à leurs idées, et les licences furent fixées à 500 dollars pour les débits établis dans les localités de moins de 10.000 âmes, et à 1.000 dollars pour ceux qui étaient établis dans les localités plus nombreuses. C'était faire coup double : travailler à la diminution des débits et enrichir en même temps le Trésor. Les autres États furent jaloux d'un aussi brillant résultat, et le système des licences élevées fit fortune. » Et le même auteur ajoute plus loin : « Les faits ont répondu à l'attente. Là où l'on a imposé de hautes licences, le commerce des débits a presque partout diminué, et la police a vu son action facilitée. Ainsi, à Chicago, en 1882, les licences étaient de 260 francs, le revenu d'environ un million; il y avait 3.849 saloons pour 580.000 habitants, soit un saloon pour 150 habitants. En 1893, il n'y en avait plus qu'un pour 249 habitants, soit 7.157 pour 1.500.000 âmes; les licences avaient été portées à 2.500 francs et le revenu dépassait 15 millions. A Saint-Louis, dans l'État de Missouri, en 1882, la licence était de 850 francs, le revenu de 1.551.250 francs. — Il y avait 1.825 saloons pour 380.000 habitants, soit 1 saloon

pour 208 habitants. Arrive la réforme. En 1893, la proportion est de 1 saloon pour 300 habitants, soit 1.850 saloons pour 560.000 âmes : la licence était de 3.000 francs, le revenu de 5 millions et demi. Mêmes résultats à Saint-Paul et à Omaha, où les licences ont été portées à 5.000 francs ; le chiffre des débits n'était plus, en 1891, que de 1 pour 368 habitants à Saint-Paul, et de 1 pour 600 habitants à Omaha. » Si l'on transpose ces données dans nos villes d'Europe, de population sensiblement stationnaire, ils se traduisent par une diminution de 30 pour cent environ du nombre des cabarets, accompagnée d'un bénéfice très appréciable pour le Trésor. Supposons Chicago et Saint-Louis-du-Missouri conservant leur population initiale, avec une diminution proportionnelle identique du nombre des cabarets. Nous trouvons :

<i>Nombre des cabarets.</i> — Avant : <i>Chicago</i> , 3.849; <i>Saint-Louis</i> , 1.825			
—	Après :	—	2.775; — 1.267
	DIMINUTION.....	—	28 % — 30 %
<i>Chiffre du revenu.</i> Avant : <i>Chicago</i> , 1.000.740 ¹ ; <i>Saint-Louis</i> , 1.551.250 ¹			
—	Après :	—	6.397.500; — 3.800.000
	AUGMENTATION...	—	590 % — 140 %

C'est encore un joli denier, d'autant plus appréciable qu'il n'est pas, bien au contraire, acquis aux dépens de la tempérance.

III. — Ce rapide examen des législations étrangères prouve deux choses. Tout d'abord, ces expériences pratiquées hors de nos frontières justifient le principe même du régime des hautes licences; d'autre part, elles montrent l'absolue insuffisance des tarifs soumis à l'approbation du Parlement français. On pourrait, à mon avis, glaner dans tous les tarifs étrangers. Il serait trop rigoureux d'appliquer à toutes les communes de France les licences en vigueur aux États-Unis, mais j'estime qu'il n'y aurait que des avantages à les admettre pour les grandes villes comme Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux. Le chiffre de 60 francs, minimum du tarif belge, relevé à 75 francs, pourrait être appliqué aux débitants des com-

munes de moins de 500 habitants; ces localités comptent en général deux ou trois bouchons assez misérables, et les bénéfices de ces établissements sont assez modiques pour qu'il n'y ait pas lieu de leur imposer de trop lourdes charges, bien qu'en estimant par trop dérisoire le droit de 25 francs par an auquel M. Caillaux prétend les assujettir, et qui, on peut l'affirmer, n'aurait à leur égard aucun effet extinctif. Le tarif établi en Alsace-Lorraine par la loi du 5 mai 1881 conviendrait parfaitement aux localités de 500 à 10.000 âmes. Quant aux villes dont la population oscille entre 10.000 et 20.000 habitants, les droits qui frappent, en fait, les cabarets anglais, constitueraient, à mon sens, une excellente base de taxation. Voici donc, en définitive, un tarif qui me paraîtrait acceptable :

Au-dessous de 500 habitants.		75 fr. par an.	
De	501 à 1.000	—	100 —
	1.001 à 2.000	—	150 —
	2.001 à 4.000	—	250 —
	4.001 à 10.000	—	375 —
	10.001 à 20.000	—	500 —
	20.001 à 50.000	—	750 —
	50.001 à 100.000	—	1.000 —
	100.001 à 200.000	—	1.500 —
	200.001 et au-dessus.....	2.000	—
Paris		2.500	—

Maximum belge.

Maximum Alsacien-Lorrain.

Maximum anglais.

Tarifs américains.

On remarquera que je supprime la disposition de faveur du projet Caillaux relative aux cabarets situés hors des agglomérations urbaines : il est inutile, à mon sens, de favoriser ces établissements qui constituent une tentation permanente pour la population ouvrière des faubourgs et de la banlieue de nos cités. Il va sans dire qu'avec de semblables tarifs, les licences municipales instituées par la loi du 29 décembre 1897 pourraient être supprimées et remplacées, au profit des villes, par une quote-part du rendement des licences nationales.

Je suis convaincu que, dans ces conditions, on ferait disparaître plus du tiers, sinon même la moitié des cabarets, en même temps que le Trésor y trouverait son

compte. Mais il est bien évident qu'il n'est pas possible, dans l'état actuel de l'opinion publique en France, de procéder, comme jadis en Alsace-Lorraine, en Russie et aux États-Unis, d'une manière radicale, en instituant *àe plano* une brusque surtaxe immédiatement applicable à tous. Deux procédés seraient susceptibles d'être utilisés : on pourrait tout d'abord surélever progressivement les licences, débiter par une augmentation assez modérée, avec majoration successive tous les ans ou tous les deux ans, jusqu'à ce que le tarif définitif soit atteint ; ce tarif définitif étant d'ailleurs immédiatement applicable aux nouveaux débiteurs. On pourrait aussi, et de préférence, je crois, s'inspirer plus étroitement du système belge et néerlandais, et décider que le tarif actuel restera applicable aux débiteurs en exercice lors de la promulgation de la loi réformatrice, leur vie durant, le tarif nouveau ne frappant que les débits nouvellement créés et les nouveaux tenanciers des anciens établissements. Les titulaires actuels se trouveraient donc investis d'un quasi-monopole de fait, à raison de la lourde entrave apportée par les hautes licences à la création de nouveaux cabarets. On recule ainsi, sans doute, l'échéance des effets bienfaisants de la loi, mais aussi, on évite, par ce tempérament à la rigueur du système, une opposition redoutable. Comme le dit fort bien M. M. Vanlaër : « On désarmerait ainsi bien des intérêts opposés à la tempérance : qui donc voudrait, pour l'honneur des principes, résister à l'octroi d'un beau privilège ? Et non seulement la progression serait arrêtée ou ralentie, mais la mort, la faillite ou le succès la changeraient vite en diminution. »

II

*Discussion des objections dirigées contre le système
des hautes licences.*

Le système des hautes licences, tel que je le conçois, et dont l'efficacité, en ce qui concerne la réduction du nombre des cabarets en même temps que la productivité budgétaire, — considération qui n'est pas à dédaigner dans notre pays, — dont l'efficacité, dis-je, semble démontrée par l'exemple des États étrangers auxquels j'emprunte les chiffres du tarif ci-dessus, ce système a été, et se trouve encore, à l'heure actuelle, l'objet d'un certain nombre de critiques et d'objections qu'il importe de discuter et de réfuter.

I. — Aux États-Unis, les prohibitionnistes à outrance ont été jusqu'à protester contre la concession faite au mal en laissant subsister des débits de boissons, et contre l'immoralité des gouvernements qui ne craignent pas de souiller leurs mains en remplissant les caisses publiques de recettes prélevées sur le vice. Il convient d'écarter, sans y insister bien longtemps, ce point de vue un peu trop puritain. Sans doute, il n'est pas bon de faire figurer ces taxes somptuaires pour une trop large part dans les évaluations budgétaires. Au point de vue de la morale publique, tout d'abord, l'État qui en tirerait le plus clair de ses revenus ne tarderait guère à négliger le rôle de gardien de la santé sociale qui lui incombe au premier chef, pour se faire en quelque sorte, sinon entrepreneur, du moins protecteur tacite de la débauche publique, afin de remplir ses caisses. Au point de vue strictement économique, un système financier reposant presque uniquement sur les taxes somptuaires, présenterait ce grave inconvénient d'être extrêmement fragile et de réserver, en temps de crise, les surprises les plus pénibles. Il con-

vient donc que l'impôt, nécessaire à l'organisation et au fonctionnement de la vie nationale, soit assis, pour la majeure partie, sur des éléments stables, et notamment sur les consommations courantes et indispensables, qui constituent aux prévisions budgétaires une base plus solide. Mais il n'a jamais été question de faire figurer les licences pour une quote-part bien forte dans notre budget. Avec le tarif cité plus haut, c'est tout au plus si, par an, elles rapporteraient une centaine de millions, infime parcelle des trois milliards et demi que dévore annuellement la machine gouvernementale. Et, d'ailleurs, si les taxes somptuaires ne doivent pas constituer la majeure partie du budget, elles y ont cependant leur place marquée à titre secondaire et accessoire : l'immunité ne serait autre chose qu'un encouragement donné aux consommations vicieuses, aux activités inutiles ou mal-faisantes, qui, si elles ne peuvent être prohibées à raison d'impossibilités matérielles, doivent être frappées, et frappées fort. En équité, du reste, et si l'on considère uniquement les débitants qui subsisteront en dépit de l'élévation du taux des licences, la charge nouvelle qui leur est imposée est rigoureusement juste et rationnelle : ne bénéficient-ils pas, en effet, dans une large mesure, des entraves apportées à la concurrence future et de l'élimination partielle de la concurrence présente ? Et, par suite, n'est-il pas tout naturel et légitime que l'impôt les atteigne à proportion ? C'est le contraire qui serait immoral, car l'État se trouverait avoir fait un don gratuit à des individus, somme toute assez peu recommandables : c'est ce qui a lieu dans le système de la limitation légale, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'un relèvement des licences.

II. — Mais voici une objection plus sérieuse, qui m'a été faite personnellement, et que j'ai à cœur de discuter : « Équitable, sans aucun doute, au regard des cabaretiers maintenus en place, votre système, m'a-t-on dit, n'est-il

pas une indigne spoliation en ce qui concerne les cabarets obligés de disparaître ? Vous vous élevez, ajoute-t-on, contre le caractère inique et anti-juridique des divers types de limitation légale en vigueur ou à l'état de simples projets, qui refusent toute indemnité aux ayants-cause des débits éliminés par ce procédé épuratoire. D'une manière détournée, moins brutale sans doute, mais aussi plus hypocrite et moins franche, n'arrivez-vous pas au même résultat, dans le système des hautes licences ? »

Je ne fais aucune difficulté pour reconnaître que, dans une certaine mesure, il y a sans contredit spoliation, ou tout au moins apparence de spoliation dans le procédé de réduction du nombre des cabarets par voie fiscale. Il est certain qu'imposer à un petit débitant de Lyon ou de Marseille une licence de 2.000 francs, à un petit débitant de Dijon une licence de 1.000 francs, c'est le mettre dans l'impossibilité matérielle de continuer son commerce. Mais n'en est-il pas de même toutes les fois que l'on crée un impôt nouveau, ou qu'on majore le taux d'un impôt déjà existant ? Supprimer le privilège des bouilleurs de crû, n'est-ce pas, d'une manière parfaitement voulue d'ailleurs, en éliminer un grand nombre ; surtaxer l'alcool, n'est-ce pas aussi, forcément, provoquer la fermeture des distilleries dont les bénéfices ne seraient pas suffisants pour supporter une diminution de leur production ? Les lourds impôts dont il est de mode, depuis quelques années, de surcharger les grands magasins, ont-ils d'autre but que d'entraver leur essor considéré comme désastreux pour le petit commerce et de faire disparaître ceux qui n'auraient pas les reins assez solides pour supporter cette aggravation d'impôts ? L'État dit aux individus qu'il surimpose, dans l'espèce aux cabaretiers : « Mon ami, je vous ai laissé ou j'ai laissé pendant de longues années Monsieur votre père réaliser d'énormes bénéfices au détriment du consommateur. Si vous ou la personne dont vous avez hérité avez été sage, vous avez

placé vos économies, et par suite, vous devez être à l'abri du besoin ; si vous avez tout dépensé, vous avez eu tort, et je le regrette. Je ne vous demande pas ma part de vos profits antérieurs, j'ai commis une erreur en vous les laissant encaisser, et j'en dois subir les conséquences. Mais, pour le présent et l'avenir, votre situation, sans doute un peu détériorée par mes exigences nouvelles, me semble bien moins intéressante que celle de vos millions de concitoyens sur lesquels, jusqu'à ce jour, vous ou vos auteurs avez prélevé une dîme onéreuse, puisque, d'après les statistiques officielles (*Rapport Guillemet*, Annexe IX, Tableau 11), vos bénéfices s'élèvent à la proportion considérable de 120 pour cent du prix d'achat des alcools que vous débitez. Les temps sont changés : désormais, part à deux. Si les consommateurs veulent s'alcooliser, malgré les entraves que je m'efforce d'apporter à la satisfaction de leur vice, libre à eux ; mais il n'est pas juste que vous, qui les excitez à la boisson, vous retiriez tout le bénéfice de votre coupable industrie. L'impôt que je lève sur vous sera autant de moins que je serai forcé de leur demander pour les services d'utilité publique. Au surplus, si cette association entre nous ne vous plaît pas, je ne vous oblige pas à y souscrire. Passez la main à une autre personne qui s'en accommodera, ou fermez votre cabaret, je ne vous retiendrai pas. »

On ne peut réduire le nombre des cabarets sans léser un certain nombre d'intérêts individuels ; mais encore vaut-il mieux y mettre des formes quand on le peut. Et, à cet égard, le procédé fiscal est infiniment plus correct et plus courtois que la réduction brutale par voie administrative, entachée d'arbitraire et de partialité politique. Si d'ailleurs, en équité, les deux systèmes sont, en apparence, je le reconnais, sensiblement équivalents, par contre, en droit, la réduction par voie fiscale est seule acceptable, si l'on veut, comme M. Siegfried, éviter l'indemnité à payer relativement aux cabarets supprimés. L'extinction d'un cabaret par mesure administrative

n'est autre chose qu'une expropriation pour cause d'utilité publique, laquelle ne peut être effectuée qu'après l'accomplissement d'un certain nombre de formalités tutélaires et moyennant paiement d'une juste et préalable indemnité, réglée par l'un des jurys institués par les lois du 3 mai 1841 et du 21 mai 1836. Au contraire, le droit régalien d'imposition n'est l'objet d'aucune restriction constitutionnelle ou législative. L'État, par l'organe du Parlement, est libre et maître souverain de répartir, comme bon lui semble, entre les différentes sources de revenus des citoyens, les prélèvements nécessaires à l'équilibre du budget annuel. Au surplus, en équité même, la réduction par voie fiscale apparaît comme préférable à la limitation légale. Voici pourquoi. Ce dernier procédé frappe indifféremment tous les débits, quelle que soit leur importance ; au gré des vacances, c'est aussi bien un grand café qui va disparaître qu'un bouge de bas étage. Or, tandis qu'à l'égard du grand établissement, la suppression sans indemnité est incontestablement inique et spoliatoire, il n'en est pas de même en ce qui concerne le petit cabaret, qui n'a aucune valeur vénale appréciable et ne représente pas une mise de fonds comparable à celle du grand établissement. La disparition du petit débit, si elle détermine, au préjudice de son propriétaire, un *lucrum cessans*, ne lui occasionne pas, du moins, un *damnum emergens* sérieux. Or, avec le système des hautes licences, ce ne sont pas les établissements importants qui disparaissent ; étant donné leur clientèle aisée, il leur est facile, par une légère majoration des prix, de récupérer les débours de la licence ; d'ailleurs, ne bénéficient-ils pas, dans une mesure, de l'élimination de leurs petits concurrents évincés ? Les établissements qui disparaissent, ce sont en effet les petits débits, les estaminets borgnes, les assommoirs, dont les bénéfices actuels sont déjà assez faibles pour n'être pas susceptibles de réduction, comme l'observe Léon Say dans son *Rapport* précité de 1888. Cette considération atténue, sans

l'effacer complètement, je le veux bien, le caractère quelque peu draconien de la réforme ; mais, dans tous les cas, elle constitue à son profit une supériorité marquée sur le régime de la limitation légale sans indemnité, avantage qui s'ajoute à celui de ne pas mettre en jeu l'intervention, forcément entachée de partialité politique, de l'autorisation administrative.

III. — Mais alors se présente tout un faisceau d'arguments dirigés précisément contre cette conséquence du système : la disparition des petits débits, seuls atteints en fait par l'élévation du taux des licences, tandis que les établissements de quelque importance sont dotés, dit-on, d'un injustifiable privilège. Voici ce qu'écrivait, en 1896 (journal *Le Temps*, numéro spécial, août 1896), M. Alglave, l'éminent professeur à la Faculté de droit de Paris, pour combattre le modeste doublement des licences, voté par la Chambre des députés en 1895 et qui, de même que l'ensemble du projet de réforme générale du régime des boissons, élaboré par M. Ribot — dans lequel cette élévation des licences figurait à titre accessoire — n'a pu aboutir. « L'impôt des licences étant une taxe fixe, non proportionnelle à la vente, dit le savant économiste, constitue un impôt tout à fait anti-démocratique et tout à fait contraire à l'égalité devant la loi fiscale. Léger aux gros débiteurs, il écrase les petits et l'on peut le caractériser par le mot célèbre : *Silence aux pauvres !* Ce mot sera même, cette fois, littéralement vrai. En effet, une foule de petits cabaretiers des campagnes — *les plus utiles et les plus inoffensifs* — devront nécessairement disparaître, car la licence nouvelle représentera pour eux plus qu'ils ne payent aujourd'hui de droits de tous genres sur les alcools qu'ils vendent. » De même, M. Caillaux, pour justifier la modicité de l'élévation de taxes qu'il propose, s'exprime en ces termes dans l'exposé des motifs de son projet de loi du 14 novembre 1899 : « Le caractère de cette taxe ne per-

met pas d'en majorer considérablement le tarif ainsi qu'on l'a parfois proposé; car, dans une même localité, elle pèse d'un poids égal sur le café le mieux achalandé et sur le petit débit, sans tenir compte de l'importance du commerce. » Il fallait s'attendre à trouver sous la plume d'un ministre de la République cet argument en apparence démocratique. L'objection avait d'ailleurs été présentée antérieurement, d'une manière plus pénétrante, par un autre homme d'État, M. Le Jeune, ministre d'État du roi Léopold : « Assujettir, disait-il, l'exercice de la profession de cabaretier au paiement d'une taxe élevée, c'est en favoriser fiscalement la concentration dans quelques grands établissements... Dans les villes et dans les agglomérations industrielles, monopoliser, au profit de spéculateurs disposant de capitaux puissants, l'exploitation de la passion de l'alcool, en supprimant la concurrence des petits cabarets, qui en entrave l'essor, c'est mettre le fisc, moyennant salaire, au service de la spéculation abominable dont l'objet est d'activer les ravages de l'alcoolisme en perfectionnant cette exploitation. »

Or, tournons quelques pages du magistral discours, prononcé le 20 janvier 1897, à la séance de la Société générale des Prisons, où figure cette appréciation de M. Le Jeune, sur le système des hautes licences. On n'est pas peu surpris de voir cet homme d'État vanter la concentration qui s'était effectuée en Belgique de la production des alcools aux mains de quelques gros capitalistes, et avait eu pour conséquence la fermeture des petites distilleries agricoles. Ce phénomène économique, dit M. Le Jeune, « avait très heureusement ralenti la propagation de l'alcoolisme. L'alcoolisme est une plaie de l'agriculture; mais à changer son grain en alcool, on gagne beaucoup plus d'argent qu'à faire de la farine et du pain, et nous entendîmes s'élever les revendications dirigées, au nom de l'agriculture, contre l'industrie qui accaparait cette immense source de richesse : l'empoi-

sonnement de notre race par l'alcool. » Pourquoi donc cette brusque volte-face quand il s'agit, non plus des distilleries, mais des cabarets qui sont, au même titre, des agents de l'empoisonnement alcoolique ? Le principe démocratique, ou soi-disant tel, n'est-il pas également en jeu de part et d'autre ? Outre cette contradiction étrange, il y a, dans le discours de M. Le Jeune, un passage qui étonne singulièrement, c'est celui où il représente les petits débits comme des entraves à l'essor de l'exploitation alcoolique. Grâce à l'élévation du taux des licences, la concentration s'opère, dit M. Le Jeune, et l'on voit surgir, sinon aux Pays-Bas, du moins en Angleterre, ces *gin-palace* qui, d'après l'orateur, constituent par l'extension des locaux et la variété des liquides offerts aux convoitises du consommateur, d'énergiques agents de tentation et d'alcoolisation. A quoi, très justement, un autre membre de la Société des prisons, M. Rivière, pouvait répondre : « Je ne redoute pas ces *gin-palace*, ruisselants d'or et de lumière, qu'on nous dépeignait si éloquemment. Si l'ouvrier y entre, il s'y sent mal à l'aise et n'y séjourne guère. Le débit dangereux, c'est le petit cabaret intime, où l'hôte est un ami qui pousse à la consommation, sait offrir une *tourné*e pour en provoquer quatre ou cinq autres. Si vous faisiez une enquête, vous verriez que beaucoup de ces cabaretiers sont de mauvais ouvriers qui n'ont pas voulu travailler, ou de petits commerçants faillis. Ils recherchent cette profession, qui n'exige ni capacités spéciales, ni capitaux, ni travail pénible, mais qui, dans de pareilles mains, devient un danger, à la fois pour la santé publique, pour l'ordre social et surtout pour les bonnes mœurs. »

En faisant disparaître ces petits estaminets, la réduction par voie fiscale rend à la cause anti-alcoolique un double service : non seulement elle diminue le nombre des foyers d'intoxication et procède à l'élimination en quelque sorte mécanique des plus dangereux et des plus

actifs ; mais encore, elle supplée, dans une large mesure, à la négligence, précédemment signalée et inévitable, des municipalités et des Parquets. En empêchant, par la force même des choses, les gens sans feu ni lieu d'exercer la profession de cabaretier, le système des hautes licences tend à écarter du commerce de détail des spiritueux un grand nombre de repris de justice qui, aujourd'hui, à la faveur de l'inaction pour cause électorale et politique des autorités chargées de ce contrôle, procèdent librement à l'intoxication alcoolique de leurs concitoyens. Aussi, non seulement suis-je partisan convaincu du système des hautes licences, mais encore, j'écarte complètement, comme on a pu le voir, le principe de la taxation d'après la valeur locative des débits, pratiquée en Angleterre, en Hollande, et mise en vigueur, en France, par la loi du 29 décembre 1897, pour une fraction du droit de licence municipale. Ce serait se priver bénévolement du principal avantage de la réforme, l'élimination des petits cabarets. Quant à l'argument démocratique, il faut le chercher dans des sphères plus élevées. La prospérité, le bien-être du peuple, n'exige pas que chacun puisse exploiter également les vices ou les faiblesses de ses concitoyens ; et, de même que nul ne songe à réclamer le droit pour tout Français d'ouvrir librement une maison publique à chaque coin de rue, de même aussi doit-on accueillir avec faveur un projet qui tend à réduire considérablement le nombre des individus en mesure de faire fortune par l'intoxication alcoolique de leurs compatriotes. « La démocratie, disait Léon Say, dans son *Rapport* de 1888, est bien obligée, comme toutes les grandes conceptions politiques, de sacrifier à l'intérêt commun celui d'un certain nombre d'individus ; on lui a même reproché d'y être plus portée que d'autres organisations sociales ou politiques. L'alcoolisme est une maladie qui peut faire obstacle au développement politique de la démocratie, puisqu'il tend à diminuer l'aptitude des masses à com-

prendre les idées générales et à les appliquer, c'est-à-dire qu'il les rend moins aptes à gouverner. » D'où Léon Say concluait, avec sa profonde sagesse, que l'élévation du taux des licences ne présente aucune incompatibilité avec les principes démocratiques. Et les convictions démocratiques de Léon Say sont, je crois, d'assez bon aloi, pour qu'il me soit permis de m'abriter derrière leur pavillon.

Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter aux objections soulevées contre le système des hautes licences, objections qui, d'ailleurs, me semblent perdre une grande partie de leur opportunité en présence des mesures complémentaires indiquées plus loin (Deuxième partie, chap. II, *in fine*). D'une efficacité égale, avec des tarifs suffisants, à celle du régime de la limitation légale, il présente l'avantage d'opérer automatiquement, sans intervention administrative, plus correctement en droit et plus équitablement, en même temps qu'il procure au Trésor un légitime revenu. Je conclus donc à son adoption — mitigée de quelques adoucissements, attermoiements ou exemptions en faveur des cabaretiers actuels, pour désarmer leur opposition, voire même en faire des auxiliaires — pour la généralité des cas où la limitation légale applicable, comme je l'ai montré, à certaines hypothèses particulières, ne saurait être admissible. Au cas où l'on estimerait que les principes généraux du droit s'opposent à l'interdiction du non-cumul de la profession de cabaretier avec un autre commerce, tout au moins semble-t-il que, pour mettre fin aux abus et aux périls auxquels donne lieu cette pratique, le législateur pourrait s'inspirer du principe sur lequel repose le système des hautes licences, et, selon le vœu émis par M. le docteur Magnan, dans sa déposition devant la Commission législative de l'alcool (*Rapport Guillemet*, annexe I) « faire payer patente pleine pour tout débit annexé à un commerce quelconque payant lui-même

patente; l'épicier, le charbonnier, le marchand de grains, etc., tenant un débit, payeraient la double patente. »

Note. — La date de la rédaction et de l'impression des développements qui précèdent, ne nous a pas permis d'y faire état de la discussion, devant la Chambre des députés, du projet précité de M. Caillaux, dont le vote par le Parlement — vote que les débats permettent d'ores et déjà d'escompter, — constituerait une première, bien qu'insuffisante satisfaction aux conclusions émises dans ce chapitre.

CHAPITRE III

Restriction intrinsèque de la liberté du fonctionnement des cabarets.

Les mêmes motifs qui imposent la réduction du nombre des cabarets militent en faveur de la limitation, en quelque sorte intrinsèque, des facilités laissées à ces établissements d'exercer leur funeste fascination sur le consommateur. « Ne croyez pas, disait Jules Simon, que tout cabaretier soit un honnête commerçant, qui attend paisiblement derrière son comptoir que les ivrognes viennent lui apporter l'argent de leur famille. Un cabaretier qui sait son métier, et qui est pressé de se retirer des affaires pour vivre bourgeoisement de sa fortune, en revendrait à un usurier et à une courtisane dans l'art d'allumer les passions. » Dans certains débits normands par exemple, il est d'usage, au dire de M. Joseph Hermann (*L'alcoolisme en Normandie, Revue hebdomadaire*, 19 septembre 1896), de célébrer spécialement certains jours, tels que la fête du débitant, le 1^{er} janvier, l'Epiphanie : le patron, ce jour-là, offre à ses clients des consommations gratuites, « *suivant leurs mérites*. » Cette excitation à l'ivrognerie se présente sous bien d'autres formes encore. Voici, notamment, certains cabaretiers qui offrent des primes aux buveurs qui, les premiers, leur rapportent deux ou trois mille tickets remis par le débitant en guise de quittance du prix des petits verres consommés. Je n'insiste pas. Le métier de cabaretier est si essentiellement corrupteur par l'appât des gains faciles qu'il procure, que toutes les garanties de moralité que l'on pourrait exiger de ceux qui veulent se livrer

à l'exercice de cette profession, ne sauraient empêcher ces abus de se produire. Restreindre, par un certain nombre de prohibitions préventives, la possibilité pour ces abus de se manifester ; réprimer sévèrement, en second lieu, par des sanctions pénales ou civiles, ceux de ces abus qui se signalent par leur extrême gravité ou les conséquences particulièrement dangereuses dont ils sont susceptibles, de manière à dissuader les cabaretiers de s'y livrer, tel est le double programme auquel les pouvoirs publics doivent s'efforcer de satisfaire.

I

Prohibitions.

I. — Un premier obstacle élevé contre la tentation, la fascination exercée par le cabaret, consiste dans l'interdiction de fonctionner en dehors de certaines périodes limitées par la loi. En France, cette question est réglée par des arrêtés préfectoraux ; mais outre que, d'une part, la surveillance n'est guère active, surtout dans les petites communes, et qu'elle ferme volontiers les yeux sur les infractions commises par ces grands meneurs du suffrage universel ; que, d'autre part, l'administration accorde trop facilement des dispenses de ces prescriptions limitatives, ces arrêtés, en eux-mêmes, laissent une latitude beaucoup trop grande à l'exploitation alcoolique.

a). Tandis qu'en Suède et en Norvège, notamment, la vente en détail des spiritueux cesse à 8 heures du soir, les règlements administratifs locaux permettent, en France, à la population, surtout dans les grandes villes, d'employer tout à son aise les loisirs de la soirée à s'alcooliser au cabaret. L'arrêté relatif à la Côte-d'Or décide que les cabarets doivent fermer à 11 heures dans les

villes de plus de 3.000 habitants, et à 10 heures dans les autres communes. Dans le département de Meurthe-et-Moselle, qu'il était particulièrement intéressant d'étudier à raison de l'initiative assez retentissante prise récemment par son préfet de faire afficher des avis anti-alcooliques destinés à mettre ses administrés en garde contre l'intempérance, les débits ferment aux heures suivantes : « Dans le chef-lieu du département, *minuit* ; dans les chefs-lieux d'arrondissement et les communes dont la population dépasse 5.000 habitants, *onze heures* ; dans les chefs-lieux de canton et les communes dont la population dépasse 1.000 habitants, *dix heures du soir* ; dans les autres communes du département, *neuf heures* du 1^{er} octobre au 31 mars, et *dix heures* du 1^{er} avril au 30 septembre. » Cette sage prescription de la fermeture des cabarets à neuf heures durant les mois d'hiver dans les petites communes est d'ailleurs une exception, et dans l'Indre notamment, où j'ai exercé durant une année de modestes fonctions auprès d'un membre très distingué de l'administration préfectorale, le règlement se montre assez favorable à l'exploitation alcoolique, puisqu'il porte que les cabarets pourront rester ouverts jusqu'aux heures suivantes : « Pour les chefs-lieux d'arrondissement, *minuit* ; pour les chefs-lieux de canton et les communes ayant plus de 1.500 habitants de population agglomérée, *onze heures du soir*, et pour toutes les autres communes, *dix heures*. » Mais il y a surtout lieu de critiquer les heures matinales d'ouverture des débits de boissons. La règle appliquée dans tous les départements, c'est que les cabarets peuvent ouvrir dès le lever du jour. Aussi, qu'arrive-t-il ? « Quatre heures... cinq heures. Quelques omnibus passent et montent à la gare pour les premiers trains... Voici des individus qui ont l'air de chercher un abri..... Ils le trouveront aisément. Il faut bien se rafraîchir. Et le poison tout à nouveau coule à flots. Les *boit-debout* semblent sortir de dessous terre. Ils y entrent, employés, ouvriers, marchands des

quatre-saisons, bourgeois. La goutte, le rhum, le cassis, sont, à cette heure matinale, les boissons préférées. » (H. L. *Un dimanche au quartier Battaut*. Journal *Le Signal*, 28 mai 1900.) On entre là tuer le ver avant d'aller au travail ; la chose n'est pas seulement mauvaise en elle-même, car l'alcool absorbé à jeun est particulièrement nuisible à l'organisme humain, mais encore elle compromet, pour les ouvriers, le salaire de la journée, car il n'est que trop à craindre que le buveur matinal ne s'attarde, de tournée en tournée, au débit de boissons, et, parti de chez lui avec d'excellentes intentions, n'oublie, comme le héros de *l'Assommoir* de M. Émile Zola, de se rendre au chantier ou à l'atelier.

Pour parer à cet inconvénient connu, le Bezirkspräsident de Lorraine, Freiherr von Hammerstein, a, dans les premiers mois de l'année 1900, sur l'ordre du gouvernement impérial allemand, pris un arrêté interdisant l'ouverture des cabarets avant huit heures du matin sur tout le territoire lorrain annexé, disposition qui existe également dans la législation écossaise et donne de bons résultats. Si, sur ce point, l'empereur d'Allemagne a fait preuve d'une remarquable clairvoyance, il n'en est pas de même en ce qui concerne la disposition de la *Gewerbeordnung* mise en vigueur le 1^{er} octobre 1900, et qui prescrit la fermeture à neuf heures du soir de tous les magasins.... sauf précisément les débits de boissons. Voici ce qu'écrit, à ce sujet, dans le numéro du 6 octobre 1900, le correspondant berlinois du *Temps* : « Comme les restaurants, brasseries, cafés et *chantants* ont le privilège de rester ouverts, ils se sont mis en frais de prévenance pour attirer les promeneurs » que la fermeture des magasins prive de la distraction accoutumée que leur offraient les étalages, « non seulement devant, mais surtout à l'intérieur de leur installation, généralement très ornementée et très brillante. Tous ces locaux, grands et petits, ont été (le soir de la mise en application de la réforme) pleins de clients jusqu'à la dernière minute, de

sorte que le premier effet de l'arrêté pris pour régler la vie nocturne de Berlin a été de pousser les promeneurs du dehors dans tous les endroits où l'on fume et où l'on boit. » Rien de plus légitime que la sollicitude du gouvernement allemand pour les employés de magasin, mais elle eût été mieux inspirée en donnant également un repos bien gagné, à partir de neuf heures du soir, aux sommeliers, garçons et servantes des débits de boissons. Il convient de signaler, sur ce point, la loi russe du 29 mai 1897, qui confère aux gérants de l'accise, de concert avec les gouverneurs, le droit de réduire de trois heures par jour la durée de la vente des spiritueux dans les établissements de certaines villes, de certains quartiers ou de certains villages. La Légation de France à La Haye me signale également aux Pays-Bas un projet tendant indirectement au même résultat par l'octroi de réductions oscillant entre 15 et 50 pour cent du droit de licence au profit des débitants qui abrégeraient la durée du fonctionnement journalier de leurs cabarets. Enfin, l'esprit qui domine la proposition belge du 9 novembre 1898, précédemment analysée, permet d'interpréter dans un sens très rigoureux cette disposition de son article 11, aux termes duquel « le gouvernement fixe les heures d'ouverture et de fermeture de ces établissements, et désigne les jours où ils devront être fermés. »

b). C'est qu'en effet, si l'on considère que c'est surtout les dimanches et jours de fête que s'exerce la tentation du cabaret, puisque plus grand est le loisir laissé par le désœuvrement, il semble que la fermeture, au moins partielle, ces jours-là, serait une mesure des plus heureuses, et l'on ne peut que déplorer les faveurs spéciales accordées pour ces circonstances aux cabaretiers, par les arrêtés préfectoraux, comme celui de la Côte-d'Or, qui prolonge jusqu'à onze heures, les dimanches et jours fériés, le délai de fermeture des débits dans les communes où ils cessent de fonctionner régulièrement à dix heures,

et, de plus, autorise les maires à accorder des prolongations valables jusqu'à deux heures du matin les jours de fêtes légales, et pour toute la nuit le jour et le lendemain de la fête patronale. De même, en Meurthe-et-Moselle, la fermeture est reculée d'une heure le dimanche dans les petites communes, et la permission de deux heures du matin est accordée à titre permanent et général pour les fêtes légales ; la même prolongation peut être autorisée par les maires à l'occasion de la fête patronale. Tolérance plus grande encore et plus exorbitante dans certains autres départements, comme l'Indre, où les débits peuvent rester ouverts toute la nuit à certaines occasions particulièrement solennelles, comme le dimanche et le mardi gras, le jour de la Fête Nationale, Noël et le 1^{er} janvier. Plus sages, assurément, ont été les législations étrangères, qui se sont efforcées d'assurer la « paix du dimanche ». Le mot même de l'institution montre qu'elle provient, dans une très large mesure, d'un sentiment de convenances religieuses, mais elle ne peut que contribuer à la lutte contre l'alcoolisme.

Ce caractère religieux se trouve particulièrement accentué dans la législation russe, qui ne se contente pas de fermer les débits, le dimanche, toute la matinée avant midi, toute la soirée après sept heures, en laissant d'ailleurs au gouvernement la faculté de prononcer l'interdiction absolue de la vente des spiritueux les dimanches et jours fériés, dans les communes qui en font la demande ; mais qui, de plus, ordonne impérativement la fermeture des cabarets durant les cinq derniers jours de la Passion, le premier jour de la Pâque et le jour de Noël, conférant, en outre, au Ministre des Finances la faculté de prononcer, *proprio motu*, la même prohibition pour tel jour de fête religieuse à son gré. Pourquoi faut-il que la *Sonntagsruhe* imposée par la loi allemande de 1891 aux commerçants, se soit contentée d'être piétiste sans être anti-alcoolique ? Comme l'écrit un médecin alsacien, M. le Dr Goldschmidt : « Il est déplorable

que le cabaret, l'auberge, soient les seules industries qui ne soient pas entravées, mais bien plutôt favorisées par le repos dominical : On y peut débiter toute la journée, non seulement des consommations, mais encore du tabac, des cigares, etc... ; alors que la vente s'en trouve interdite dans les magasins ». Ce reproche ne saurait s'adresser au procédé de *Sunday closing* en usage en Angleterre : les débits n'y peuvent, le dimanche, être ouverts qu'à certaines heures très strictement limitées ; interdiction absolue de les ouvrir dans le pays de Galles et en Ecosse, ce qui (*Rapport Guillemet*) a eu pour conséquence heureuse de faire diminuer de près de moitié le nombre des détenus dans les prisons d'Edimbourg, en même temps qu'à Glasgow le chiffre des crimes et délits occasionnés par l'intempérance, décroissait dans la proportion de 80 pour cent. Un projet, actuellement pendant devant les États généraux de Hollande et analysé dans une note d'origine officielle qu'a bien voulu me transmettre la Légation de France à La Haye, prévoit, sinon une mesure autoritaire et impérative sur ce point, du moins un encouragement donné à la clôture dominicale, consistant en un dégrèvement partiel de licence en faveur des débitants qui y consentiraient. Aux États-Unis, la plupart des législations particulières ont consacré le principe de la fermeture des cabarets les dimanches, jours de fête et d'élection.

c). Avec la restriction, très sage à tous égards — car elle tend à assurer la moralité et la dignité des opérations électorales, en même temps qu'elle arrête la consommation alcoolique déréglée qu'occasionne en général la consultation du suffrage universel, — avec la restriction relative aux élections, que nous retrouvons dans les législations scandinaves, nous nous écartons des considérations religieuses qui ont décidé les gouvernements précités à instituer la fermeture dominicale.

Signalons dans la plus mystique des législations précitées, en Russie, une disposition dénuée de tout carac-

tière religieux, à savoir la faculté accordée par la loi du 19 février 1896 aux Ministres des Finances et de l'Intérieur, sur l'avis ou à la demande des Conseils municipaux, de prononcer la fermeture partielle ou intégrale des cabarets d'autres jours que les dimanches et fêtes, droit dont il a été usé très largement, notamment dans les périodes d'enrôlement des recrues (*A. A. Schumacher. Rapport à la Société russe d'hygiène publique*). Et il y a là une mesure excellente et digne d'être imitée chez nous. Quelle que soit l'opinion politique que l'on professe, si peu cocardier et si peu militariste soit-on, on ne peut qu'être profondément écœuré de voir dans les rues, le jour du tirage au sort et du conseil de révision, ces bandes d'ivrognes qui les sillonnent, drapeau en tête, préludant par des orgies dégradantes à l'accomplissement de leur devoir militaire, et traînant dans les bouges les plus infects les couleurs nationales, dont ils auront, dans quelques mois, à garder l'honneur et à assurer le respect. Aussi est-ce avec regret que l'on constate, dans certains arrêtés préfectoraux, comme celui de Meurthe-et-Moselle, une disposition qui accorde aux cabarets la prolongation d'ouverture jusqu'à deux heures du matin les jours du tirage au sort et du conseil de révision. Les autres arrêtés que j'ai sous les yeux sont muets sur ce sujet, mais j'ai tout lieu de croire que la tempérance n'y gagne rien, car, dans la Nièvre comme dans l'Indre, j'ai sur la conscience d'avoir rédigé et soumis à la signature préfectorale des arrêtés de circonstance accordant, pour ces occasions, la permission de la nuit entière. Combien mieux inspiré est le gouvernement néerlandais d'avoir compris dans son projet de réforme de la réglementation relative aux cabarets, actuellement soumis à l'approbation des États-Généraux, la fermeture des débits de boissons le jour où l'on procède aux opérations du recrutement des milices nationales.

Cette disposition rentre d'ailleurs implicitement dans les termes de la loi norvégienne du 6 septembre 1845, et

dans la législation suédoise, qui prescrivent la fermeture des cabarets, non-seulement les jours de fête, mais aussi les jours de grand rassemblement; ceci comprend évidemment les jours où l'on procède au recrutement de l'armée, ainsi que les foires et marchés, qui figurent, en France, parmi les jours de grande recette, et jouissent chez nous d'un régime de faveur des plus regrettables, puisque les arrêtés préfectoraux les comprennent, soit au nombre de ceux qui bénéficient d'une prolongation réglementaire, soit parmi ceux où les maires sont admis à prononcer, de leur propre autorité, la fermeture tardive des débits. Pour quiconque connaît le rôle néfaste que joue le cabaret dans la propagation des grèves qui, par l'oisiveté forcée qu'elles engendrent, poussent les ouvriers chez le cabaretier où ils tiennent leurs meetings, la législation impériale allemande, qui autorise l'Administration à fermer, à plusieurs lieues à la ronde et aussi longtemps qu'il lui paraît nécessaire, tels cabarets, qu'elle croit utile, apparaît comme particulièrement clairvoyante. Enfin, nous trouvons une disposition des plus heureuses dans la législation scandinave, lorsqu'elle porte que les cabarets doivent rester fermés du samedi soir à cinq heures au lundi à huit heures du matin. « Les effets d'une loi si bienfaisante, dit M. H. Berner, directeur de la Banque Hypothécaire de Christiania (*Le Régime de l'alcool en Norvège. Revue politique et parlementaire*, novembre 1896), ne tardèrent pas à se faire sentir sous tous les rapports. La paix du dimanche fut rétablie; les ouvriers, qui recevaient plus que volontiers leur salaire de la semaine le samedi soir, rentraient chez eux, dans leurs familles, au lieu de dépenser leur argent à des débauches de cabaret. » C'est ce dernier point qui est particulièrement intéressant; nous le retrouvons dans les lois de certaines provinces canadiennes. Outre la clôture dominicale, la Nouvelle-Écosse a prescrit la fermeture des cabarets le samedi soir, à 6 heures; sauf de légères différences d'heure, il en est de même dans les

provinces d'Ontario, Manitoba, New-Brunswick et British-Columbia (*Council of the Dominion Alliance for the total suppression of the Liquor traffic, Executive Report. 1900*).

II. — a). Une telle mesure produirait incontestablement chez nous d'excellents résultats, d'autant plus, comme le fait remarquer M. Joseph Hermann (*op. cit.*) que l'usage, dans certaines parties de la France, se répand de plus en plus « d'aller régler les comptes de quinzaine chez le cafetier, qui offre une tournée générale. Puis, on reste au café toute la soirée, à fumer, à boire, à discuter, à entendre des chansons ; chacun offre un verre, de sorte qu'à minuit, les hommes et les femmes qui sont venues les chercher, tout le monde est ivre. » Et le plus clair du salaire de la quinzaine passe au débitant qui sait bien que, sous les auspices d'une apparente largesse, il réalise par sa tournée d'amorçage un placement à gros intérêts. L'application en France de la loi norvégienne du 6 septembre 1845 et des législations canadiennes précitées, empêcherait pour une large part de tels abus, par la fermeture des cabarets le samedi soir, jour habituel de paye. Cette sage disposition pourrait, il est vrai, être tournée par un déplacement du jour consacré au paiement des salaires ; mais outre que cette tentative se heurterait à la force de résistance opposée à un usage très ancien, et que d'autre part, le lendemain ne se trouvant plus être un jour férié, l'ouvrier ne se croirait plus autorisé à prolonger ses libations par la perspective de réparer par un sommeil empiétant sur la journée du lendemain les fatigues occasionnées par ses orgies d'alcool, il est facile d'y remédier en empruntant à la loi belge du 16 août 1887 cette disposition aux termes de laquelle « le paiement des salaires ne peut être fait dans les cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou locaux y attenants. » Cette dernière adjonction était nécessaire, car, ainsi que le fait observer M. Metman dans

son *Étude sur les législations européennes relatives aux débits de boissons alcooliques*, la plupart des petits commerçants belges, surtout ceux qui vendent aux paysans, joignent à leur commerce un débit d'eau-de-vie où l'acheteur de toute autre denrée est presque fatalement amené à boire. Cette réforme fut introduite chez nos voisins du Nord à la suite d'un vœu émis en 1886 par la Commission du travail, péniblement émue des abus causés, de notoriété publique, par l'usage du paiement des salaires dans les cabarets, surtout au sein du personnel si nombreux en Belgique de l'industrie minière, comme l'indique en termes si suggestifs M. Maurice Talmeyr, dans son étude de mœurs des charbonnages belges, intitulée *Le Grisou*. « La paye des mineurs avait lieu le samedi matin, par l'entremise des porions. Un soir, le porion Jacquemin vit entrer chez lui un gros homme dans lequel il reconnut le cabaretier Grellepois. Le cabaretier l'avait abordé d'un air de connaissance et lui avait dit, en lui posant la main sur l'épaule : « Fils, je suis venu vous informer de quelque chose... C'est après-demain samedi, jour de paye, on la fait chez moi. — Ah ! c'est le matin, je crois. — Entendons-nous ! Vous êtes censé payer le matin, mais on ne vous lâche l'argent qu'à midi, et toi, porion, tu n'arrives que le soir.... Pas d'erreur ! Ça me fait de fameuses journées, ces modes-là ! Neuf heures, estaminet comble ! Et dix heures, pas de paye ! Onze heures, pas de paye ! Deux heures, pas de paye ! Et des tournées, des tournées, des tournées ! » Aussi les Chambres belges ont-elles eu raison de couper court à ces abus en votant la prohibition de faire la paye dans les locaux de consommation alcoolique, disposition qui se retrouve, sinon dans la législation danoise proprement dite, du moins dans les règlements de police de beaucoup de villes de ce pays, suivant sur ce point l'exemple de Copenhague dont le règlement du 23 juin 1883 prohibe rigoureusement le fait de procéder au paiement des salaires dans un débit de boissons. L'in-

introduction chez nous d'une semblable mesure discutée à notre Parlement notamment en décembre 1898, protégerait la santé et les facultés pécuniaires de la classe ouvrière contre les manœuvres des cabaretiers, encouragés par la complaisance coupable des employeurs.

Que dire surtout de cette pratique usitée par certains patrons, entrepreneurs ou tâcherons, de pousser directement leurs ouvriers à l'alcoolisation par des procédés tels que ceux que signale M. Joseph Hermann (*op. cit.*) : « A midi, tout le monde se précipite pour aller prendre l'apéritif ; les absinthes sont préparées d'avance chez le débitant. *Quelques patrons peu scrupuleux* exploitent même ce besoin de l'ouvrier et le forcent à accepter sur son salaire un jeton de fer-blanc de 0 fr. 15 ; l'ouvrier le reçoit d'avance et doit le consommer sur place dans un débit attendant au chantier, » et dont le tenancier donne à l'employeur une commission pour la complaisance qu'il met à lui procurer des clients. Le système prend parfois des proportions plus exorbitantes encore, stigmatisées par M. Biville, professeur à la Faculté de droit de Caen, dans une conférence sur *l'alcool et l'embauchage des ouvriers en Normandie*, reproduite dans la collection du journal *l'Alcool*. M. Biville y montre les déchargeurs des ports normands, dont le salaire est relativement élevé pour un travail d'ailleurs fort pénible, payés par des jetons fiduciaires fournis par l'embaucheur, et dont ils ne peuvent battre monnaie que dans certains débits où il leur est nécessaire de consommer sous peine de passer pour de mauvais camarades, de se voir boycotter et refuser le travail par les employeurs eux-mêmes qui, partageant avec le cabaretier comme au Havre ou cumulant l'une et l'autre qualité comme à Caen et dans les sardineries de la côte bretonne, où ce système est pratiqué dans des proportions colossales, refusent systématiquement d'employer les ouvriers sobres. Il y a là, tout à la fois, en dehors d'une excitation à l'alcoolisme, une atteinte à la liberté du travail et une application déguisée du « truck-

system », du salaire retenu, si vivement pris à partie par les économistes. En présence de ces agissements coupables, l'on ne peut que s'associer aux conclusions de M. Biville : « C'est alors à l'État d'intervenir dans le contrat du travail. Là où le faible est la proie du fort, là où la liberté est violée dans la réalité des faits, là où l'inertie des uns ne parvient pas à vaincre la méchanceté des autres, c'est à la puissance publique de remplir le rôle de protectrice de chacun des membres de l'État. Il y a là un socialisme nécessaire, qui est de l'essence même du rôle de l'État ; les membres qui constituent la société peuvent l'éviter en prenant eux-mêmes les dispositions voulues par la justice ; s'ils ne les prennent pas, elles seront imposées par la puissance publique. Une loi devrait donc être votée, enjoignant à tout patron d'avoir à payer ses ouvriers en bonne monnaie ayant cours légal. » Cette loi existe en Belgique et en Angleterre (*Paul Leroy-Beaulieu, Economie politique, Du Salaire*). La proposition précitée, discutée en 1898, la demandait aussi pour nous. En sanctionnant par des pénalités rigoureuses les infractions qui seraient constatées par des inspections du travail dans l'industrie, fréquentes et inopinées, cette loi ne tarderait pas en France à faire disparaître ces abus scandaleux et néfastes.

b). Tel qui, forcément, fût entré au cabaret pour y toucher son salaire ou y échanger contre des espèces valables les jetons de zinc ou de laiton que lui a remis son patron, en payant au tenancier une dîme onéreuse, échappera à cette tentation mauvaise s'il est payé à l'atelier même et en numéraire. L'interdiction de cumuler un commerce quelconque avec un débit de boissons, que nous avons vu figurer dans le projet Siegfried et la proposition soumise par M. Le Jeune au Sénat de Belgique dans la séance du 9 novembre 1898, tend, somme toute, quoique indirectement, au même but, en empêchant qu'une emplette utile ou nécessaire ne soit le prétexte et

l'occasion de l'intoxication alcoolique. C'est pourquoi j'estime qu'il conviendrait également d'introduire dans notre loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion, à la suite de l'alinéa 1^{er} de l'article 6, qui dispose que « les réunions publiques ne peuvent être tenues sur la voie publique », cette addition qu'elles ne peuvent pas davantage avoir lieu dans un débit de boissons alcooliques ou un local y attenant, comme cela se présente trop fréquemment. Il ne faut pas que les citoyens convoqués pour entendre traiter des questions d'ordre économique, politique, social, intellectuel ou artistique, etc., soient entraînés de ce fait à consommer des spiritueux. Afin cependant de ne pas porter atteinte à la liberté de réunion dont la résurrection, après une éclipse de tant d'années, fait le plus grand honneur au législateur républicain, la loi devrait stipuler que les autorités administratives ou municipales seraient astreintes, si elles en étaient requises par les signataires de la déclaration préalable à la tenue de la réunion, à mettre à leur disposition un local public, mairie, marché couvert, prétoire, théâtre, salle d'école, quel que puisse être le sujet traité, — sauf les restrictions existant d'ores et déjà dans la loi, — quelle que soit l'opinion politique réelle ou présumée des organisateurs de la réunion ou du conférencier. C'est encore une préoccupation de même nature qui inspire l'article 3 de la proposition Le Jeune, aux termes duquel les débits de boissons ou les lieux y attenant ne peuvent servir de local à des représentations théâtrales, concerts ou autres divertissements, afin que les individus attirés par ce programme ne soient pas moralement contraints — comme cela se passe actuellement dans les cafés-concerts — de payer en consommations alcooliques la rançon du plaisir plus ou moins intellectuel ou délicat qu'ils vont chercher dans ces établissements lyriques ou chorégraphiques. Une campagne dans ce sens est menée actuellement en Angleterre par les églises indépendantes, dont l'organe, le journal *The Examiner*, si-

gnale la tolérance de la musique et de la danse dans les *public-houses* « où la chaleur est étouffante et où, sans cesse, au milieu de tous ces gens empilés passent des garçons qui remplacent les verres vides par des verres pleins », comme un énergique auxiliaire de la tentation alcoolique, surtout auprès des femmes qui fréquentent assidûment ces établissements et y emmènent leurs enfants.

On peut rattacher également à cette considération de ne pas faire de la tentation exercée par le cabaret l'aboutissant fatal et accessoire d'une autre tentation, non seulement la disposition des lois néerlandaise, belge et américaines qui prohibent la vente de l'alcool dans les maisons de tolérance, mais aussi cette sage mesure prise dans la plupart des États particuliers de l'Union américaine, et notamment à New-York, d'interdire d'une façon formelle l'emploi dans les débits de domestiques du sexe féminin, « the hiring of barmaids. » C'est que, comme le dit M. Siegfried dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi du 27 mars 1899, « l'alcoolisme et la débauche vont trop souvent de pair ; un vice appelle l'autre ; chacun recrute et prépare des victimes pour l'autre. » M. Vanlaër rapporte les résultats d'une statistique dressée par la police de Roubaix, d'où il résulte que la pullulence des cabarets dans cette ville, en réduisant à presque rien les bénéfices que chacun d'eux eût pu retirer de l'exercice de son commerce, a déterminé plus de la moitié des cabaretiers à faire de leurs établissements des maisons de prostitution ; en composant le personnel théoriquement préposé à la vente des boissons de servantes d'une moralité douteuse. « Il ne faut pas, continue M. Siegfried, que le débit puisse devenir un lieu de prostitution clandestine. » Il ne faut pas surtout que l'attrait sexuel soit l'appât qui attire le consommateur au cabaret. Aussi est-il regrettable que M. Siegfried, en empruntant aux législations locales américaines le sage principe qu'elles consacrent,

ait cru devoir laisser au zèle bien timide et pour ainsi dire impuissant des maires le soin, par l'article 7, « d'interdire l'emploi des femmes autres que la femme et les filles du débitant dans les locaux destinés au public. » La tolérance relative à la famille du débitant n'a rien que de légitime. Si d'ailleurs le cabaretier était mari ou père assez dénaturé — on en a vu, hélas ! des exemples — pour comprendre sa femme et ses filles dans le proxénétisme qui alimente la clientèle de son cabaret, l'article 10 de la proposition Siegfried y pourvoit en décidant que : « Tous cafetiers, cabaretiers ou autres débitants de boissons à consommer sur place, qui fourniront sciemment à des femmes ou filles de débauche, employées ou non dans leurs établissements, le moyen de s'y livrer à la prostitution, seront condamnés à un emprisonnement de trois mois à deux ans et à une amende de cent à mille francs. La fermeture du débit sera ordonnée. »

III. — La Russie, la Norvège, la Suède et le Canada ont été tout particulièrement bien inspirés en prohibant la vente à crédit des boissons alcooliques à consommer sur place, c'est-à-dire en proclamant le principe de la non-reconnaissance des dettes de cabaret, qui figure également dans la loi belge du 16 août 1887, dont l'article 17 porte que : « Ne sera pas recevable en justice l'action en paiement de boissons enivrantes consommées dans les cabarets, cafés, auberges et débits de boissons. » L'ouvrier qui n'a pas d'argent sur lui n'entrera pas au cabaret s'il est obligé de payer comptant. La mesure a une portée plus grande et plus bienfaisante encore.

a). Je demande la permission de reproduire ici un long extrait d'un article consacré à cette question, dans l'*Almanach du Tempérant* de 1899, par l'un des publicistes les plus diserts de la presse républicaine, protestante et anti-alcoolique, M. Raoul Allier, qui dépeint la situation d'une manière particulièrement lumineuse :

« Le crédit est pour le mastroquet le plus sûr moyen d'exploiter les hommes.... En réalité, il les enchaîne à son comptoir. Il les condamne au petit verre quotidien et régulièrement pris chez lui. Il a eu l'air de les obliger : « Vous ne pouvez pas payer aujourd'hui ; vous payerez quand les affaires iront mieux.... Buvez toujours, nous réglerons cela au premier jour. » Et voilà un homme qui doit, bon gré mal gré, revenir chez le mastroquet bienveillant. Qu'il cesse d'aller consommer dans cet établissement si commode, et, à la première occasion, le patron lui rappellera sa dette, feindra d'en exiger le paiement. Et il n'y a pas d'argent à la maison ! Le mieux — oh ! le lamentable et stupide raisonnement, dont presque aucun ne sait se garder — le mieux est donc de retourner chez le débitant qui fait crédit ; et, pour ne pas payer sa petite dette, on la grossit, on l'arrondit.... Pas indéfiniment pourtant. Un jour vient où le cabaretier bonhomme, sans se fâcher, avec un aimable sourire, arrête soudain le crédit. Ce n'est point qu'il n'ait plus confiance. Le méchant soupçon ! La preuve qu'il n'a point changé de sentiment, c'est qu'il n'exige point du jour au lendemain le remboursement de ce qui est dû depuis si longtemps. Mais voilà, les jours sont mauvais, les affaires ne vont pas bien, et, malgré sa bonne volonté, il ne peut avoir une complaisance illimitée : comment payerait-il lui-même ses fournisseurs ? Le raisonnement est impeccable. Le buveur est obligé de se rendre. Et voyez dans quel dilemme il se trouve enfermé ! S'il se fâche, le mastroquet déclarera qu'il a été trop bon, et il exigera le paiement immédiat. S'il fait mine de vouloir désormais être sobre, c'est le mastroquet qui se fâchera à son tour. Le bienveillant personnage a confiance, mais à condition qu'on vienne boire. Qu'on fasse mine de désert, même provisoirement, son assommoir, et le voici qui parle de nouveau de la vieille dette, qui va en réclamer le montant. Il n'y a qu'un moyen de l'apaiser, c'est de lui apporter régulièrement un tribut ; en d'autres

termes, de rester pour lui un client, mais un client qui paie désormais sans retard ce qu'il absorbe. L'on voit ce qu'est devenue la dette, une chaîne qui rive l'ouvrier au zinc du cabaretier. Celui-ci, grâce aux bénéfices qu'il réalise sur chaque petit verre, ne tarde pas à rentrer dans ses avances. Après un temps assez court, il peut se dire qu'il n'a pas perdu un sou sur son client. Mais de ce client, il a fait un pilier de sa boutique ; il n'en sera jamais abandonné, protégé qu'il est par la menace toujours prête de la dette et par les habitudes que le malheureux a prises. Et, comme on n'aime pas à boire seul, le client amène des camarades qui offrent des *tournées*. Il est l'agent recruteur de son créancier. »

Cette sujétion néfaste disparaîtrait avec l'adoption d'une proposition émise en 1895 par M. l'abbé Lemire, député du Nord, au cours de la discussion du projet Ribot de réforme du régime des boissons. Cette proposition, tendant à revenir aux principes de notre ancien droit, demandait l'assimilation des dettes de cabaret aux dettes de jeu, pour le paiement desquelles, dit l'article 1965 du Code civil, la loi n'accorde aucune action. Les arguments fournis par le député d'Hazebrouck, à l'appui de sa motion, pour n'être pas identiques à ceux que présente M. Raoul Allier dans le passage précité, n'en sont pas moins frappants, en montrant un autre côté de la question, et fort habiles par le sentiment très démocratique en même temps que fort élevé et humanitaire qui les inspire. « Il est incontestable, dit M. l'abbé Lemire, que les ravages de l'alcoolisme sont plus graves et plus désastreux que ceux des dettes de jeu et des paris. Ces derniers ne nuisent qu'à une certaine catégorie de citoyens appartenant aux familles les plus nobles et les plus considérables, tandis que l'alcool atteint les familles pauvres, c'est-à-dire le peuple. Dans les ports, dans les mines, partout où il y a beaucoup d'estaminets, il y a sans doute des patrons honnêtes ; mais il s'en trouve beaucoup aussi pour abuser de l'ivresse des pau-

vres gens qui viennent chez eux. Il est absolument certain que les pauvres matelots, sur le point de partir pour Terre-Neuve ou l'Islande, sont amenés à contracter des dettes dont ils ne se rendent absolument aucun compte... Et, à mon avis, la législation française ne doit pas mettre en mouvement les tribunaux pour des dettes de ce genre. » Est-ce l'habit dont est revêtu M. l'abbé Lemire, la terreur de l'accusation flétrissante de cléricisme qu'on n'eût pas manqué de leur jeter à la face ; est-ce crainte de porter ombrage aux tout-puissants cabaretiers ? toujours est-il que les députés d'alors repoussèrent sans discussion l'amendement de leur collègue du Nord, sous le prétexte quelque peu fallacieux qu'une disposition de cette nature ne saurait trouver place dans une loi fiscale comme celle dont M. Ribot avait pris l'initiative en 1895 et à l'occasion de laquelle M. Lemire avait présenté sa motion.

b). Il s'est d'ailleurs trouvé, en dehors du Parlement, des jurisconsultes éminents pour critiquer cette proposition. Voici ce que dit, à ce sujet, M. Georges Vidal dans son *Rapport à la Société générale des prisons* (*Revue pénitentiaire*, 1897) : « Elle est très anti-juridique, cette disposition de certaines législations qui ne reconnaissent pas les dettes de cabaret et refusent l'action en justice pour leur exécution. Ces dettes, en effet, ne sont pas sans cause, elles n'ont pas de cause illicite, tant que la vente des boissons alcooliques est autorisée ; elles ne peuvent donc pas être assimilées aux dettes de jeu, et les priver de la garantie de l'action en justice serait violer les principes les plus élémentaires du Droit civil. » Qu'il me soit permis, quelle que soit la haute autorité qui s'attache, à si juste titre, au nom de M. Georges Vidal, de trouver quelque peu intempestifs ses scrupules d'ordre juridique devant l'étendue du péril à conjurer. Le législateur n'a pas voulu sanctionner les obligations résultant du jeu et du pari qui lui apparaissent comme immorales et pou-

vant permettre une exploitation du même genre que celle dont M. l'abbé Lemire signale la fréquente mise en œuvre de la part des cabaretiers. Le Droit civil, dit en substance M. Vidal, n'autorise pas la distinction proposée par M. l'abbé Lemire entre la vente au comptant et la vente à crédit des liquides alcooliques à boire sur place. Mais ce même Droit civil, qui autorise le prêt à intérêt ne l'interdit-il pas, ne lui refuse-t-il pas l'action en justice quand l'intérêt, en matière civile, dépasse le taux de 5 pour cent, et sans que pour cela il faille que le contrat de prêt soit sans cause ou ait une cause illicite ? Par l'exploitation frauduleuse qu'elle permet, la vente d'alcool à crédit ne constitue-t-elle pas, au regard de la vente au comptant, une déviation analogue à l'usure par rapport au prêt à intérêt ? Au surplus, une *inelegantia juris* ne doit pas arrêter le législateur en une matière aussi grave et aussi urgente. D'ailleurs, l'exemple des législations étrangères précitées, l'adhésion à cette mesure d'hommes comme Jules Simon et M. Rau, le célèbre jurisconsulte, doivent nous rassurer sur la légitimité juridique de la non-reconnaissance des dettes de cabaret. M. Clément Cabanes a voulu échapper à l'objection tirée du prétendu caractère anti-juridique de cette proposition, par une motion transactionnelle tendant à l'institution, pour ces dettes, d'une courte prescription spéciale de deux ou trois mois, et à la limitation de l'action en paiement à une fourniture maxima de cinquante centimes ou un franc par personne et par jour, disposition imitée de la loi hongroise qui limite à la somme de 8 florins le droit à la poursuite. Cette proposition de conciliation prête le flanc aux mêmes objections d'ordre juridique que le projet de M. l'abbé Lemire, dont elle n'est qu'une variante un peu boiteuse, et dont elle ne présente pas les avantages, car elle semble de nature à faire naître des complications et des contestations auxquelles la non-reconnaissance radicale de cette catégorie de dettes se propose précisément de couper court, et surtout elle

ne ferme pas hermétiquement la porte du cabaret aux individus sans argent, elle ne supprime pas entièrement les inconvénients et les dangers de la vente à crédit.

A son argumentation tirée des principes du droit, M. Georges Vidal ajoute une objection plus sérieuse : « Cette mesure anti-juridique serait, dit-il, sans utilité, car l'article 1965 du Code civil ne peut être considéré comme une entrave sérieuse à la passion du jeu. » Et M. Guillemet, qui s'appuie sur cette citation de M. Georges Vidal pour rejeter le principe de la non-reconnaissance des dettes de cabaret, ajoute : « qu'on l'éluide facilement; les aubergistes créanciers et leurs débiteurs s'entendront pour faire disparaître la trace de l'origine de la dette. » Que le refus de l'action en justice pour le paiement des dettes de jeu soit sans grande influence sur la restriction de la passion qui leur donne naissance, c'est ce que je ne songerai pas un seul instant à contester; mais il faut tenir compte du milieu social où s'exercent les ravages de cette passion. Le respect humain, le point d'honneur y font obstacle à ce qu'un homme du monde puisse songer un seul instant à se prévaloir de l'article 1965 du Code civil pour se soustraire à l'obligation de payer ses différences, sous peine d'être disqualifié et mis à l'index par ses pairs. Cette fausse délicatesse n'existe pas dans la population ouvrière, et la non-reconnaissance des dettes de cabaret trouverait, à mon sens, un terrain mieux préparé que celle des dettes de jeu. On objecte encore la facilité de tourner la loi au moyen d'obligations simulées. Sans doute, cette éventualité est susceptible de se produire trop souvent encore; néanmoins, la mesure préconisée en 1895 par M. l'abbé Lemire aurait, à mon avis, des conséquences appréciables. Pour beaucoup de ces clients forcés du cabaret, sur lesquels pèse d'un poids si lourd la menace de la poursuite, menace qui les amène chaque jour chez le débitant, la loi qui leur permettrait de secouer ce joug tyrannique, cette loi émancipatrice

serait la bienvenue. Il y aurait d'ailleurs un moyen bien simple d'éviter ces obligations simulées, c'est d'édicter, par dérogation exceptionnelle à l'article 1319 du Code civil, que, lorsque le paiement d'une dette quelconque est réclamée en justice par un cabaretier, l'obligation qui lui aurait été souscrite et qu'il allègue comme preuve de la dette ne vaudra que comme commencement de preuve par écrit. Il lui faudra, au moyen de la preuve testimoniale, de l'aveu ou du serment, démontrer que la dette dont il réclame le paiement n'est pas une dette de boissons alcooliques à consommer sur place. C'est nettement anti-juridique, j'en conviens; mais, en sens contraire, est-il plus juridique d'admettre, au profit des commerçants, la preuve testimoniale en matière commerciale lorsqu'on la refuse, en matière civile, aux simples particuliers? de présumer commerciales et de faire bénéficier d'un privilège de juridiction (638 C. com.) les obligations souscrites par les commerçants? Les conditions spéciales du commerce des cabaretiers légitiment cette suspicion à leur égard; c'est le seul moyen d'empêcher la loi d'être tournée. Du reste, il leur sera bien facile de fournir la preuve que l'obligation qu'ils se sont fait souscrire a réellement une autre cause que la fourniture de consommations alcooliques. Et si, d'ailleurs, par extraordinaire, un prêt consenti par eux ne leur était pas remboursé par suite de cette disposition, il en résulterait ce nouvel avantage de les rendre circonspects dans le métier d'usurier auquel ils sont si volontiers enclins que l'enquête, précitée par M. Vanlaër, de la police roubaissienne signale que la moitié des débits de cette ville sont, non seulement des maisons de prostitution clandestine, mais aussi de recel et d'usure.

II

Mise en cause de la responsabilité des débitants à raison des abus qui se commettent dans leurs cabarets.

Les abus qui se commettent dans les cabarets revêtent souvent, tant par eux-mêmes que par les conséquences qu'ils sont susceptibles d'engendrer, un tel caractère de gravité, qu'il semble naturel et légitime, pour les entraver, d'en rendre responsables, devant la loi pénale et la loi civile, les cabaretiers qui commettent ou laissent bénévolement commettre ces abus dans leurs établissements. Cette intervention des pouvoirs publics est d'autant plus désirable que le débit de boissons est, comme, on l'a si bien dit, « la seule industrie où un marchand de sang-froid tienne dans sa main des clients qui perdent graduellement le leur. » La législation française est encore, à ce double point de vue de la répression et de la réparation du préjudice causé par la faute ou la négligence du débitant, singulièrement en retard sur beaucoup de nations étrangères.

I. — a). La seule disposition de la loi pénale existant en France pour réprimer les agissements coupables des cabaretiers est édictée par la loi du 23 janvier 1873 sur la répression de l'ivresse publique, due à l'initiative de M. Théophile Roussel. Aux termes de cette loi, le cabaretier qui a servi des boissons alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans, ou à une personne en état d'ivresse manifeste, encourt une amende de 1 à 5 francs. La première récidive dans les douze mois emporte condamnation à l'emprisonnement pour une durée de un à trois jours. La seconde récidive rend le cabaretier justiciable du tribunal correctionnel, et la peine dont il est passible consiste en un emprisonnement de six jours à un mois et une amende de 16 à 300 francs ; en cas de seconde

condamnation correctionnelle dans l'année qui suit la première, la peine encourue varie entre le maximum de la précédente et le double de celle-ci. La peine de six jours à un mois d'emprisonnement et de 16 à 300 francs d'amende frappe également, mais dès la première infraction, le cabaretier qui aurait fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur de moins de seize ans. La seconde condamnation correctionnelle peut, à titre purement facultatif pour le tribunal, être accompagnée de la privation de l'électorat et de l'éligibilité, de l'accès aux honneurs, fonctions et emplois publics, et du port d'armes pendant deux ans, ainsi que de la fermeture du débit pour une durée qui ne peut excéder un mois. Il est à peine utile de relever l'insuffisance de cette législation en ce qui concerne le tarif véritablement dérisoire des pénalités, surtout si on les compare aux errements suivis de l'autre côté de l'Atlantique, où, d'après M. Van den Heuvel, les pénalités varient entre 50 et 200 dollars et sont aggravées par le droit que possèdent les parents du mineur ou de l'ivrogne de réclamer des dommages-intérêts qui peuvent atteindre jusqu'à 2.000 dollars. Pour obvier à cet inconvénient notoire, M. Ernest Passez, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, propose tout d'abord de rendre obligatoire par le tribunal le prononcé de la privation de certains droits civiques et politiques, laissée facultative pour le juge par la loi de 1873. Ce serait là, vraisemblablement, une punition quelque peu illusoire et qui pourrait bien laisser insensible la majeure partie des débitants. Ce qui les toucherait incontestablement davantage, c'est la seconde partie de la proposition de M. Ernest Passez, tendant à permettre aux tribunaux de prononcer la fermeture temporaire avant la troisième infraction, et, lorsque celle-ci viendrait à se produire, la fermeture définitive de l'établissement. Très bien inspiré également a été M. Le Jeune, dans sa proposition de loi du 8 novembre 1898, au Sénat de Belgique, d'avoir inscrit au nombre des mesures de répression dirigées

contre les cabaretiers qui servent à boire aux mineurs et aux ivrognes, l'incapacité, temporaire pour la première fois, viagère pour la récidive, d'exercer la profession de cabaretier.

Une autre insuffisance doit être relevée dans notre législation. On ne peut, sans doute, que louer la sollicitude qu'elle manifeste à l'égard de l'ivrogne et du mineur. Ce sont deux *minus habentes* qu'il importe de protéger contre les manœuvres des cabaretiers, envers lesquels ils n'offrent qu'une résistance restreinte. Mais le champ de la répression, ainsi limité, est singulièrement exigü. Tout d'abord, le débitant pourra prouver sa bonne foi en ce qui concerne les mineurs, dont l'apparence physique est souvent trompeuse : de quinze à dix-sept ans, l'erreur est bien facile ; il pourra la prouver également pour l'individu atteint d'ébriété, car la loi exige qu'elle soit *manifeste*. Mais encore, les provocations, les excitations à la boisson dont les cabaretiers ont l'habitude professionnelle, ne s'adressent pas seulement aux ivrognes et aux enfants. Aussi les législations étrangères ont-elles sagement agi en étendant le champ de leur action répressive. C'est ainsi que l'article 252 du Code pénal néerlandais, en dehors des faits de vente de boissons enivrantes aux personnes en état évident d'ivresse et aux enfants mineurs de seize ans, prévoit le cas de l'individu qui, « par violences ou menaces de violences, force quelqu'un à faire usage de boissons enivrantes. » Dans ce cas, la punition consiste en un emprisonnement de neuf mois au maximum et une amende pouvant aller jusqu'à cent florins. « Si le fait, continue le texte, a entraîné une grave lésion corporelle, le coupable est puni d'un emprisonnement de dix ans au plus. *Si le coupable commet l'infraction dans l'exercice de sa profession*, » ce qui vise tout spécialement les cabaretiers, « il peut être destitué du droit d'exercer cette profession. » Bien restrictive est l'exigence de ce texte en ce qui concerne, pour que le fait soit punissable, les violences ou menaces de violences. La loi

belge du 16 août 1887 est plus extensive dans son article 10 : « Sera puni d'une amende de 50 à 2.000 francs, et d'un emprisonnement de huit jours à deux ans, quiconque aura *intentionnellement* amené l'ivresse d'autrui, lorsque l'ivresse aura eu pour conséquence une maladie entraînant incapacité de travail permanent. Si la mort s'ensuit, la peine sera de cinq à dix années de réclusion et de 280 à 5.000 francs d'amende. » M. Le Jeune, dans son projet du 8 novembre 1898, prévoit en outre l'incapacité perpétuelle d'exercer la profession de cabaretier. Plus satisfaisante que le Code pénal hollandais, cette loi belge apparaît cependant encore comme insuffisante, en ne punissant le cabaretier que lorsqu'il agit *intentionnellement*, et que l'ivresse produite par ses suggestions coupables aura entraîné la mort ou la maladie du consommateur. Lors de la discussion de la loi de 1873, M. Desjardins, rapporteur, mettait avec raison en lumière le devoir qui incombe au débitant de faire la police de son établissement et d'y maintenir l'ordre. « C'est à lui seul, disait-il, qu'il appartient de régler la consommation, en prenant conseil de son expérience spéciale; cette surveillance est une obligation professionnelle, à laquelle nous ne faisons aujourd'hui qu'attacher une sanction », sanction, nous l'avons vu, fort insuffisante. Mais d'autres législations n'ont pas hésité à suivre ce sage principe jusqu'au bout de ses conséquences. La loi finlandaise punit le cabaretier chez lequel on trouve un individu ivre, la loi hongroise, quiconque enivre un tiers dans un lieu public — et cela vise naturellement les cabaretiers coutumiers du fait. Enfin, en Norvège, des arrêtés de police locale, signalés par M. Emmanuel Fochier (*L'Alcoolisme devant la Loi pénale*), punissent de prison tout cabaretier qui incite à l'ivresse et l'augmente, ou encore sert des quantités de boissons telles qu'elles doivent causer l'ivresse.

b). — Sans être aussi bien armée que dans ces derniers pays, la justice française, a-t-on fait remarquer, n'est

point cependant sans avoir à sa disposition des textes qui permettraient d'atteindre efficacement, dans certains cas, les cabaretiers. Tel est, notamment, l'article 319 du Code pénal : « Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 50 à 600 francs. » Un arrêt de la Cour de cassation du 4 novembre 1865, arrêt qui a fixé la jurisprudence, ayant décidé que l'imprudence de la victime n'est pas une excuse légale du délit d'homicide involontaire, le cabaretier qui, même à son insu et sans préméditation, a causé la mort par empoisonnement alcoolique d'un de ses clients, tombe incontestablement sous le coup de ce texte. Mais combien rare sera cette hypothèse ! On serait tenté de voir l'équivalent de l'article 10 de la loi belge de 1887 dans l'article 317, § 4, de notre Code pénal : « Celui qui aura occasionné à autrui une maladie ou une incapacité de travail personnel en lui administrant, volontairement, de quelque manière que ce soit, des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans, et d'une amende de 16 à 500 francs.— Si la maladie ou incapacité de travail personnel a duré plus de vingt jours, la peine sera celle de la réclusion. » Rien, évidemment, ne s'oppose à ce que cette disposition soit appliquée aux débitants, mais elle n'a pas, à leur égard, une portée bien grande. Elle exige tout d'abord le fait matériel de l'invalidité, et, de plus, l'élément moral de l'administration *volontaire*, ce qui, d'après M. Saleilles (*Revue pénitentiaire*, 1897), réduit le champ d'application de la pénalité aux cas, invraisemblables dans la pratique, où le débitant a pu prévoir les conséquences résultant, pour le buveur, de l'absorption du liquide qu'il lui a servi. Dès lors, a-t-on fait remarquer, très judicieusement (J. Trévédy, *L'Alcoolisme et ses remèdes*), il faudrait

supposer que le buveur se trouve à la limite entre l'état normal et l'état pathologique, et que le débitant, servant la boisson qui va déterminer la crise, en ait pu faire la constatation. Il y aurait un autre cas, c'est celui où la substance serait tellement mauvaise qu'il résulterait nécessairement de son ingestion un trouble pathologique immédiat, au vu et au su du cabaretier. » Tels les exemples cités par M. Joseph Hermann (*L'Alcoolisme en Normandie*), de certains cabarets de Rouen, dont les tenanciers connaissent si bien la toxicité éminente de leurs eaux-de-vie, qu'ils ne permettent pas aux clients de s'asseoir, et les poussent dehors après un verre ou deux, pour éviter que les effets du terrible liquide ne viennent à se produire à l'intérieur de l'établissement. De tels faits relèvent également de la loi du 27 mars 1851, qui punit d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans, et d'une amende maxima de 500 francs, avec interdiction de tenir un débit, durant les cinq ans qui suivent l'expiration de la peine principale (loi du 17 juillet 1880), le vendeur de boissons frelatées, même si l'acheteur a eu connaissance de la toxicité de la marchandise.

Mais cette disposition ne vise que des hypothèses encore bien restreintes : coloration de l'absinthe au sulfate de cuivre, mélange à l'alcool d'une forte dose d'acide sulfurique, comme on a pu le constater au cours d'une enquête rapportée par M. Joseph Hermann : sur 35 échantillons d'alcools saisis dans les cabarets de Rouen, 21 contenaient de l'acide sulfurique à dose dangereuse ; enfin, livraison à la consommation d'alcools de dernier ordre, alcool dénaturé, par exemple. En dehors de ces cas, à l'heure actuelle, les textes sus-mentionnés ne sauraient s'appliquer, et cependant, les spiritueux journellement livrés au public renferment des éléments doués d'une égale, si ce n'est pire toxicité, ne serait-ce que l'absinthe, dont M. Le Jeune, dans son projet, interdit formellement la vente, sous peine de sanctions sévères. Mais, arrivât-on jamais à faire accepter par notre

Parlement l'idée d'une semblable prohibition, rappelons-nous ce que répondait M. Cochery, ministre des Finances de 1896, à M. Monis, proposant au Sénat de frapper d'une licence spéciale les débitants d'absinthe. « Dès que le fisc ira chez un marchand de vin, à Paris ou ailleurs, pour voir s'il vend de l'absinthe, il n'en trouvera jamais; la vente se fera clandestinement; ce sera un mythe de trouver un débitant vendant de l'absinthe. » M. de Lanessan, ministre de la Marine, a pu, par une circulaire récente, interdire la vente de l'absinthe dans les cantines des corps de troupe de son département, qu'il est facile de surveiller. Une telle prohibition serait illusoire, généralisée à tous les cabarets. M. Ribot avait, en 1895, proposé à la Chambre, qui l'avait adoptée, une disposition tendant à punir les individus qui mettraient en vente des spiritueux renfermant des impuretés alcooliques au-delà d'un maximum de tolérance fixé par décret, ou des substances aromatiques proscrites par l'Académie de médecine. Ce texte n'a pas été adopté par les deux Assemblées; il eût d'ailleurs été pour ainsi dire illusoire, comme le montre fort bien M. Guillemet, dans son *Rapport*. « Ce n'est pas toujours, dit-il, celui qui livre au public directement qui est le coupable. Le débitant se rejeterait sur l'intermédiaire, l'intermédiaire sur le fabricant, le fabricant sur les deux autres, et il serait absolument impossible de savoir qui a mis des impuretés dans ces alcools. » Un projet de loi de M. Cochery, en date du 31 octobre 1896, rendrait cependant la poursuite possible à bon escient, par l'organisation d'un contrôle sévère à tous les stades parcourus par l'alcool, depuis le cellier du récoltant et l'entrepôt du distillateur, jusqu'au comptoir du cabaretier, qui ne pourrait procéder à la mise en bouteille des liquides, qu'il reçoit en récipients plombés ou cachetés par la Régie, qu'en présence des employés des Contributions indirectes. Ce procédé permettrait de connaître le vrai coupable, et, bien que la liste, forcément limitée d'une manière assez arbitraire,

des substances dont la présence dans l'alcool vendu par le cabaretier constitue un délit punissable, devienne pour celles qui n'y figurent pas — et qui, cependant, l'alcool éthylique en tête, sont des poisons violents — un brevet d'innocuité susceptible de pousser à leur consommation, du moins cette mesure présenterait l'avantage de faire tomber sous le coup de la loi pénale les sophistications les plus malsaines, auxquelles se livrent les cabaretiers pour grossir leur pécule au détriment de la santé publique. Elle complèterait donc heureusement l'emprunt qu'il conviendrait de faire aux législations hongroise, finlandaise et norvégienne, des dispositions précédemment notées.

II. — On atteindrait plus sûrement et plus durement les cabaretiers en portant sur le terrain de la loi civile la responsabilité légitime qui leur incombe, en leur imposant la réparation pécuniaire des dommages causés par un individu qui a puisé dans leur établissement l'intoxication ou le trouble alcoolique générateur de ces dommages. Nul doute que, par ce moyen, l'on ne rende très prudents et circonspects les débitants qui, aujourd'hui, s'inquiètent fort peu des conséquences auxquelles peuvent donner naissance les libations alcooliques qui se font chez eux : leur commerce prospère, que leur importe le reste ? Les cabaretiers changeraient sans doute de manière de voir, le jour où serait votée, en France, la disposition suivante, dont M. Théophile Roussel, en 1873, avait proposé l'adjonction à la loi sur la répression de l'ivresse publique : « Les débitants et tous autres individus qui auraient provoqué l'ivresse ou aggravé le désordre mental de l'inculpé, en le poussant à boire, seront rendus civilement responsables des dommages-intérêts résultant du délit ou du crime commis. » Cette proposition fut rejetée sous le prétexte quelque peu subtil que la responsabilité civile ne pouvait être édictée par une loi d'ordre répressif comme celle du 23 janvier 1873. Je ne

m'attarderai pas à réfuter longuement cette objection, contredite journellement, comme n'a pas manqué de le relever M. Ernest Passez, par la pratique des tribunaux correctionnels, qui n'hésitent nullement à prononcer des responsabilités civiles à raison des délits qu'ils ont à juger et à punir. Le domaine de la répression et celui de la réparation ne sont donc pas si nettement tranchés qu'on a bien voulu le dire, et la fin de non-recevoir opposée à M. Roussel est une assez mauvaise échappatoire. Remarquons, d'ailleurs, le peu d'étendue dont est susceptible l'application de la disposition préconisée par M. Théophile Roussel. Pourquoi limiter la responsabilité civile des débitants aux crimes et délits commis par leurs clients en état d'ivresse ?

Les législations particulières d'un certain nombre d'États américains donnent une formule beaucoup plus large et, par là même, sensiblement plus satisfaisante. Sous la qualification de *civils damages*, ces législations prononcent la responsabilité pécuniaire des débitants pour tout préjudice que les ivrognes peuvent causer à autrui et pour le dommage qu'ils se font à eux-mêmes. Cette disposition comprend, notons-le bien, les hypothèses spécifiées dans la proposition Roussel ; mais elle embrasse en outre les cas beaucoup plus fréquents de dommages résultant d'un fait non délictueux au sens pénal, d'un simple accident. Voici ce que dit, à ce sujet, M. Van den Heuvel, dans son étude précitée de *La lutte anti-alcoolique aux États-Unis* : « Sortant d'un débit, un ivrogne tombe et brise une glace, réparation sera demandée à l'ivrogne et au patron de l'établissement où il s'est enivré. Un malheureux va titubant dans les rues et se fait écraser ; sa veuve réclamera et obtiendra, comme dommages-intérêts, 1.000, 2.000, 10.000 dollars. Et ce n'est pas seulement le débitant qui peut être poursuivi, mais encore, d'après certaines législations, ceux qui ont servi les boissons, et même le propriétaire ou l'ayant-droit qui a connu et permis l'existence du débit dans

son immeuble. » Ainsi étendue, la responsabilité civile semble quelque peu exagérée ; il n'est pas juste de mettre en cause l'employé qui sert les boissons, ni surtout le propriétaire de l'immeuble. Aussi les autres pays qui ont inscrit dans leurs lois le principe de la responsabilité civile des cabaretiers, l'ont-ils restreinte à la personne de ces individus. D'après les renseignements particuliers qui m'ont été fournis, grâce à la bienveillante intervention de M. le Consul général de France à Montréal, par le *Corresponding Secretary of the office of the Dominion Alliance for the total suppression of the liquor traffic (Ontario Branch)* : « En cas de décès par suicide ou accident dû à l'intoxication alcoolique, le débitant est responsable des dommages jusqu'à concurrence de 1.000 dollars dans les provinces de Nouvelle-Écosse et de New-Brunswick. Des lois analogues sont en vigueur à Ontario et à Québec, mais le chiffre de l'indemnité à la charge des débiteurs n'y est pas limité. » On est en droit de critiquer la restriction de la responsabilité civile au cas de décès du consommateur. La meilleure rédaction est celle qui figure dans les lois danoise, norvégienne et finlandaise, qui prescrivent aux aubergistes de faire ramener à leurs frais l'ivrogne à son domicile, sous peine d'être rendus responsables des accidents survenus.

Rien de plus juridique que cette disposition. « On est, dit l'article 1384 du Code civil, responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait mais encore de celui qui est causé par le fait de personnes dont on doit répondre, ou de choses qu'on a sous sa garde. » Le cabaretier qui, pendant de longues heures, tient le consommateur attablé sous sa surveillance, sous son ascendant moral, ne doit-il pas être tenu d'en « répondre », et l'ivrogne, qu'est-il, en dernière analyse, sinon une « chose » inconsciente, placée « sous la garde » du débitant ? Comme le dit très bien M. Fochier (*op. cit.*) : « Une telle responsabilité a son origine dans

la faute que commet le cabaretier, chargé de la surveillance de son débit, en laissant l'individu boire jusqu'à l'ivresse, et devenir dangereux pour lui-même ou pour autrui ; il ne se soustraira pas à la responsabilité de cette faute en expulsant l'ivrogne de son débit, car c'est là, au contraire, que le danger commence ; il l'aggrave en le laissant sortir dans un état tel qu'il est une cause de trouble et de désordre ; s'il n'a pas pu l'empêcher de s'enivrer, il doit tout au moins le surveiller, le mettre dans l'impossibilité de nuire, le faire ramener chez lui... S'il ne le fait pas, s'il s'en désintéresse et qu'il en arrive des dommages, sa responsabilité est engagée, comme l'est celle des personnes visées aux articles 1383 et suivants du Code civil. « Plus justifiée certes est-elle, en soi-même, que la responsabilité mise par la loi à la charge des parents, maîtres et commettants, instituteurs et artisans ! Et c'est à bon droit qu'on devrait ajouter à l'énumération de l'article 1384 un alinéa ainsi conçu : « Les cabaretiers et autres débitants de boissons à consommer sur place sont responsables des dommages causés, tant à soi-même qu'à autrui, par les consommateurs qui se sont enivrés ou ont contracté une aggravation de leur état d'ivresse dans l'établissement dont ils sont propriétaires ou gérants. » Si l'ivrogne a consommé chez plusieurs débitants, on peut établir la responsabilité civile solidaire de tous ces cabaretiers qui ne prouveraient pas que l'individu en question était dans son état normal en quittant leur établissement. Tous ces débitants sont, en effet, présumés en faute. Prenons l'un quelconque d'entre eux. Ou bien il a servi à boire à un homme ivre, et dès lors il tombe sous le coup de la loi du 23 janvier 1873, en même temps que sa responsabilité civile ne saurait être niée, ou bien, dans le cas contraire, s'il n'arrive à démontrer que l'individu en question est sorti sain et sauf de son débit, ce sont les boissons alcooliques qu'il lui a servies qui ont provoqué son ivresse, et, par suite, ce cabaretier doit encore être déclaré civi-

lement responsable du préjudice causé par l'ivrogne. Le jour où une pareille réforme serait votée, il est vraisemblable — retournant la formule de Jules Simon — que les cabaretiers ne tarderaient pas à se transformer en honnêtes commerçants, attendant paisiblement la clientèle derrière leurs comptoirs, et qui, loin de pousser outre mesure à la consommation, refuseraient l'accès de leurs établissements aux consommateurs d'allure équivoque, et signaleraient sans tarder à la police ceux qui se disposent à s'éloigner des débits dans un état de nature à faire prévoir l'éventualité probable de la responsabilité civile du débitant.

Telles sont les mesures qu'il conviendrait de prendre pour compléter la limitation du nombre des cabarets, et qui même produiraient un effet salulaire en attendant la venue de cette réforme primordiale. Malheureusement, il suffit de voir combien la loi de 1873, si bénigne pourtant, est restée lettre morte, pour se rendre compte de la puissance exercée par les cabaretiers sur le Parlement et l'opinion publique, et pour douter de voir de sitôt semblables mesures prendre place dans notre législation.

Au surplus, la mise en œuvre des mesures objectives que je viens de passer en revue ne saurait intervenir qu'après avoir porté un coup sérieux à l'influence politique dont disposent les cabaretiers, tout d'abord en déclarant leur profession incompatible, sinon avec toutes les fonctions électives, du moins avec le mandat de conseiller municipal. Nous avons vu les municipalités appelées à jouer un rôle dans la police des cabarets; tant que les débitants pourront siéger au conseil municipal dont, en certaines villes, comme à Roubaix, ils forment la quasi-unanimité, on ne peut rien attendre des pouvoirs locaux. En second lieu, il serait nécessaire de ne pas abandonner la surveillance de ces établissements, la constatation des infractions dont ils se rendent

coupables, à la police urbaine ou rurale, qui aura forcément des complaisances regrettables pour les cabaretiers amis politiques de ses chefs, en même temps que son recrutement et son éducation ne semblent pas présenter des garanties bien sérieuses de résistance contre la corruption alcoolique. Nous avons vu, en Russie, les agents de police se faire, au prix de livraisons gratuites d'alcool, les complices des cabaretiers clandestins. Aussi le Gouvernement russe a-t-il cru devoir confier à des corps spéciaux, les *Comités de tempérance*, le contrôle des débits. Il convient également, en France, de charger de cette mission de salubrité publique, un personnel à la fois tempérant et indépendant, n'hésitant pas à sévir, quelle que soit la position sociale ou politique occupée par les délinquants qui, à l'heure actuelle, peuvent se flatter trop souvent d'être au-dessus des lois.

M. Fochier, dans son ouvrage précité, propose de s'adresser, à cet effet, aux Sociétés de Tempérance, sur l'énergie desquelles on pourrait certainement compter. Mais l'idée de donner le droit de verbaliser et de poursuivre à des individus insermentés, qui tiendraient leur mandat de leur simple adhésion à une société, même reconnue d'utilité publique, n'est pas sans soulever à l'heure actuelle, en France, de sérieuses objections. Nous en avons la preuve dans un revirement assez brusque qui s'est produit au Sénat dans ces derniers temps : après avoir, à la presque unanimité, voté le principe du droit de poursuite directe accordé aux sociétés de protection de l'enfance, le Sénat, peu de temps après, est revenu sur sa décision première et, à la presque unanimité encore, a rejeté le projet en deuxième lecture. Remarquons, d'ailleurs, que la Russie s'est adressée, non aux sociétés de tempérance, mais à des fonctionnaires, nommés par le pouvoir central. En France, au surplus, les sociétés de tempérance ne sont pas assez fermement assises pour qu'il faille les charger de l'impopularité réservée chez nous à tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachent à

la police, et la proposition de faire surveiller les cabare-tiers par leurs pires ennemis rencontrerait, je le crains, une opposition presque invincible.

Il serait préférable, à mon avis, de procéder d'une ma-nière plus conforme au droit commun et aux précédents. De même qu'il existe une Inspection du travail dans l'industrie pour protéger les ouvriers contre les em-ployeurs, ne serait-il pas logique de créer une Inspection de l'exploitation des débits de boissons ? La surélévation du taux des licences solderait facilement les frais de traitement de ce personnel que l'on pourrait d'ailleurs, — tout au moins pour les emplois inférieurs — recruter parmi les sous-officiers auxquels la loi réserve certains emplois civils ; la pension militaire qu'ils touchent per-mettrait de leur donner un traitement moins fort, d'où moindre dépense pour le Trésor ; ils pourraient aussi recevoir des gratifications prélevées sur les amendes qu'ils feraient prononcer. Quant au personnel supérieur, pour lui donner le relief et la valeur intellectuelle et mo-rale nécessaires à l'accomplissement de sa mission, il pourrait être recruté au concours parmi les docteurs en droit. D'une manière générale, il conviendrait d'exiger de ce corps de fonctionnaires une moralité à toute épreuve et des connaissances anti-alcooliques solides et étendues et de lui donner une situation absolument in-dépendante de la politique, en le rattachant à la Chancel-lerie et en le dotant d'un « état » analogue à celui dont jouissent les officiers et les magistrats. On aurait dès lors dans la main une arme sérieuse contre les cabare-tiers, dont le prestige ne tarderait pas à décliner, le jour où les infractions dont ils se rendent coupables rece-vraient impitoyablement leur salaire au lieu de rester trop souvent impunies, comme aujourd'hui.

DEUXIÈME PARTIE

MESURES SUBJECTIVES

La restriction de la tentation exercée par le cabaret ne constitue que l'une des parties de la tâche qui incombe aux pouvoirs publics dans la lutte contre ce foyer d'alcoolisme. Dès l'instant, en effet, que l'on est obligé de tolérer les cabarets, il faut se préoccuper de détourner la population de ces établissements dangereux. Les législateurs de l'État américain de Michigan ont trouvé, en 1898, une solution assez originale du problème. Ils ont institué des licences... de buveurs. Nul n'est admis à pénétrer dans les débits de boissons, s'il n'est porteur d'un permis de ce genre. Comme le coût en est de 5 dollars par an, c'est écarter du cabaret toute la population nécessaire, la plus ravagée par l'alcoolisme. Jusqu'à quel point cette prescription est-elle rigoureusement observée, c'est ce que j'ignore ; dans tous les cas, semblable mesure n'aurait guère de succès en France. Nous ne sommes plus au temps où les ordonnances royales, « pour les maux et inconvénients notoires qui s'ensuivent de jour en jour de ce que plusieurs bourgeois et autres gens mariés délaissent leurs femmes, enfants et familles, » faisaient défense, d'ailleurs en pure perte, « à tous, manants et habitants bourgades et villages, qui sont mariés et ont ménage, d'aller boire et manger ès-tavernes et cabarets et auxdits taverniers et cabaretiers de les y recevoir, à peine d'amende arbitraire pour la première fois, et de prison pour la deuxième. » Outre qu'il paraît bien impraticable d'exiger de chacun un brevet de céli-

bat à l'entrée des débits de boissons, il y a une contradiction flagrante entre le fait de proclamer la licéité des cabarets et celui d'en interdire l'accès à toute une catégorie de citoyens majeurs et *sui juris*. Mais de ce que l'État ne saurait être en droit de prononcer une interdiction impérative à l'encontre des cabarets, est-ce à dire qu'il n'a pas le devoir, en tant que gardien de la santé et de la morale publiques, de prémunir ses sujets contre un mal social qu'il est impuissant à extirper, et d'améliorer les conditions d'existence de la population, de manière à lui rendre moins impérieuse la tentation néfaste du cabaret ? C'est cette double action, directe et indirecte, dont la tâche incombe légitimement aux pouvoirs publics, que je me propose d'étudier.

CHAPITRE PREMIER

L'action subjective directe.

A la fin de 1897, MM. les docteurs Sappelier, Thébault et Broca soumettaient à l'Académie de médecine une communication de la plus haute importance et qui a eu, dans la presse, un énorme retentissement. Il s'agissait de la découverte faite par ces trois savants d'un sérum anti-alcoolique, l'*anti-éthylene*, possédant cette propriété miraculeuse de communiquer à tous ceux qui en seraient inoculés un insurmontable dégoût de l'alcool. Si les résultats répondaient à l'attente des inventeurs de ce sérum, nous toucherions au terme des ravages accomplis par l'alcoolisme. Il suffirait qu'une loi, un décret, de simples arrêtés ministériels, vinssent prescrire l'inoculation du précieux sérum à tous les enfants au moment de leur entrée à l'école, à tous les jeunes soldats lors de leur incorporation, comme cela se pratique pour le sérum anti-varioleux : à la mort de la présente génération, le cabaret n'aurait plus de clients, et devrait fermer boutique.

C'est un beau rêve, mais c'est un rêve malheureusement. Outre que les expériences faites sur l'*anti-éthylene* sont loin d'être péremptoirement concluantes, alors même que son efficacité serait parfaitement établie, il faudrait se garder des illusions. Les résistances énergiques que la vaccine, précisément, rencontre encore à l'heure actuelle, plus de cent ans après sa découverte, dans certains milieux, nous donnent un exemple frappant de l'accueil que réservent les préjugés et l'opinion publique égarée aux mesures prophylactiques les meil-

leures et les plus salutaires. Dans un pays comme le nôtre surtout, où l'alcool est considéré comme une source féconde de la richesse nationale, où il constitue le gagne-pain de milliers et de milliers de familles, et non des moins influentes, il faudrait bien des peines et bien des années pour faire accepter par l'opinion publique l'idée d'une réglementation tendant à assurer l'inoculation obligatoire aux enfants et aux conscrits du sérum de l'alcoolisme. Et, à la différence de ce qui a lieu pour la vaccine, comme l'alcoolisme est un vice plus encore qu'une maladie, le jour où l'on aurait suffisamment convaincu l'opinion publique des nécessités anti-alcooliques pour obtenir son adhésion à cette mesure prophylactique, ce jour-là, le sérum ne serait plus nécessaire, on aurait vacciné moralement la population française contre le mal de l'alcoolisme.

Comme l'a dit spirituellement M. le docteur Legrain dans une brochure consacrée au sérum de MM. Broca, Sappelier et Thébault, « le sérum de l'alcoolisme existe depuis bien longtemps : il consiste tout simplement en un peu de volonté infusée dans beaucoup d'eau. » C'est cette volonté qu'il faut inculquer aux populations pour les détourner de l'alcoolisme, c'est-à-dire du cabaret, et pour cela, il faut vaincre deux ennemis bien puissants : d'une part, l'ignorance et les préjugés qu'elle engendre, d'autre part, les habitudes alcooliques. Répandre la vérité dans la partie encore indemne de la population ; couper court aux habitudes naissantes d'intempérance lorsqu'il est possible de les saisir, c'est-à-dire lorsqu'elles se manifestent par des signes extérieurs comme l'ivresse ; enfin, détruire les habitudes acquises qui constituent, à proprement parler, l'alcoolisme et sont destructives de toute volonté ; tel est le triple but que doit se proposer l'État en cette matière.

PREMIÈRE SECTION

Mesures contre l'ignorance et les préjugés.

L'alcool est l'objet de légendes et de préjugés sans nombre. Une grande partie de la population en est encore à croire fermement que l'alcool donne des forces, qu'il est un régénérateur de la santé, un reconstituant sans rival; en outre, boire beaucoup est chez nous un titre sérieux à la considération de ses concitoyens. Ce sont ces préjugés et ces erreurs qu'il importe de détruire. Des ligues se sont formées pour lutter par l'exemple et la propagande contre l'alcoolisme, ruiner les légendes qui en favorisent le développement. La reconnaissance d'utilité publique qui leur a été conférée, les récompenses officielles qui leur ont été décernées, constituent en quelque sorte, de la part des pouvoirs publics, une coopération morale. Le clergé des diverses confessions religieuses s'est également efforcé de combattre, du haut de la chaire, par la persuasion, ces excès dépravants; on peut voir encore dans cette action, en tant tout au moins qu'elle émane des ministres des cultes reconnus, une intervention quasi-officielle. Nous trouvons enfin une véritable participation des pouvoirs publics à la lutte par la propagande, dans les placards anti-alcooliques affichés dans certains départements par les soins des préfets, suivant sur ce point l'exemple de leurs collègues de Meurthe-et-Moselle et de la Haute-Saône, MM. Joucla-Pelous et Maringer. Mais le véritable domaine de l'action propagandiste de l'État, c'est l'école. Comme le dit fort bien M. Charles Dupuy, « pour faire l'avenir meilleur, ce n'est pas sur les adultes qu'il faut compter; leurs habitudes sont prises, ils sont engagés dans la vie sous l'action de goûts et de préjugés que la vie tend plutôt à

fortifier. C'est dans l'enfant, dans l'écolier, qu'il faut préparer, élever le réformateur et l'abstinant de demain. » Il y a là, pour l'autorité publique, une œuvre féconde à accomplir : instituer l'enseignement anti-alcoolique sur des bases larges et fermes. Après avoir rapidement passé en revue les systèmes pédagogiques en vigueur en France et à l'étranger, je m'efforcerai de montrer quelques lacunes qui restent à combler dans notre organisation actuelle de l'enseignement de la tempérance.

I

L'enseignement anti-alcoolique en France et à l'étranger.

I. — L'intervention officielle dans la lutte anti-alcoolique au moyen de l'éducation scolaire a revêtu, dans les divers pays qui l'ont pratiquée, deux formes distinctes, bien que parfois cumulées : la tolérance ou le patronage de la propagande anti-alcoolique privée dans les écoles publiques ; l'organisation officielle d'un enseignement anti-alcoolique obligatoire pour les élèves.

C'est la première forme d'intervention, en quelque sorte passive, qui semble avoir rencontré le plus de faveur en Europe. C'est ainsi, notamment, qu'en Allemagne, aucun enseignement officiel n'a été organisé ; tout l'effort se réduit dans les publications répandues à profusion dans les écoles par le *Deutsches Verein gegen den Misbrauch geistiger Getränke*. De même en Hollande, il n'existe aucune mesure gouvernementale proprement dite ; mais, en 1893, une fraction du corps enseignant s'est constituée en société d'abstinence et depuis lors exerce une active propagande dans les écoles. L'initiative de ces fonctionnaires n'ayant été, de la part de leurs chefs hiérarchiques, l'objet d'aucun rappel à l'ordre, on peut considérer l'inaction bienveillante du gouvernement néerlandais comme un patronage tacite de l'œuvre

entreprise par son personnel enseignant. Le gouvernement belge a été plus loin, en couvrant officiellement de sa haute protection les sociétés scolaires de tempérance créées grâce à l'initiative de M. Robyns, inspecteur primaire de Limbourg. Par de nombreuses circulaires aux fonctionnaires de l'Université et aux municipalités, dont le concours pécuniaire est sollicité, le Ministère de l'Instruction publique de Belgique s'efforce de pousser au développement de ces institutions imitées de l'Angleterre. Dans le Royaume-Uni, en effet, il n'existe pas d'enseignement officiel ; mais le gouvernement encourage l'incorporation des enfants des écoles dans les *Bands of hope*, sociétés de tempérance pour les enfants, qui y sont admis dès l'âge de sept ans, sur promesse écrite d'abstinence, accompagnée du consentement également écrit des parents ; cet engagement est pour toute la vie, après un mois d'expérience. Ces *Bands of hope* sont groupées en unions régionales, elles-mêmes réunies en une fédération générale, qui compte plus de trois millions d'adhérents. A côté de l'enseignement anti-alcoolique donné dans les réunions hebdomadaires de ces sociétés de tempérance, les directeurs des *Bands of hope* peuvent être appelés dans les écoles, au gré des maîtres, pour y enseigner la tempérance. On rencontre enfin en Suisse une société analogue dans l'*Espoir*, société enfantine de tempérance. Malgré les résultats obtenus dans ces divers pays par ce système du *pledge*, on n'a pas manqué de faire de sérieuses réserves en ce qui concerne cette première manière de comprendre le rôle de l'école dans la lutte anti-alcoolique. Beaucoup de personnes considèrent déjà comme un procédé assez contestable, dans un siècle de liberté comme le nôtre, la pratique des sociétés de tempérance de faire signer aux adultes des engagements d'abstinence à vie. Que ne disent-elles pas, dès lors, de la promesse écrite d'abstinence que les *Bands of hope* font souscrire à des enfants de sept ans ! Tout en rendant hommage à la pureté des

intentions des organisateurs de ces sociétés juvéniles de tempérance, on a fait remarquer, et peut-être non sans une apparence de raison, qu'il y a là, dans une certaine mesure, quasi-extorsion de signature ; on ajoute que le consentement écrit des parents n'est pas une garantie bien sérieuse, étant donné la crainte révérencielle que le maître d'école inspire, non seulement aux enfants, mais aussi aux parents, du moins dans notre pays, par suite de l'influence politique et sociale qu'il exerce : correspondant de la préfecture, secrétaire de la mairie, quand il n'est pas en même temps chantre au lutrin et arpen-teur, c'est un personnage à ménager !

Je me borne à indiquer cette argumentation sans la discuter ; dans tous les cas, il est incontestable qu'un système scolaire qui s'en tiendrait à ce premier mode d'action, et bornerait le rôle de l'État à une tolérance bienveillante, à un haut et platonique patronage d'une propagande entreprise par l'initiative particulière, est un régime fort insuffisant, car il s'en remet entièrement à la bonne ou à la mauvaise volonté des instituteurs, qui, selon leurs idées en la matière, entreprendront ou négligeront un prosélytisme dont rien ne leur fait un devoir. Aussi, je préfère de beaucoup l'organisation, dès lors impérative et obligatoire, d'un enseignement anti-alcoolique officiel. La monarchie scandinave est, en Europe, le seul pays qui en ait consacré le principe par une loi ; car, en Belgique, c'est un simple arrêté ministériel qui complète l'œuvre des sociétés scolaires de tempérance en imposant l'inscription de notions anti-alcooliques au programme de toutes les écoles primaires soumises au contrôle de l'État ; et en Suisse, malgré la Constitution fédérale qui impose aux cantons de prendre des mesures officielles pour lutter contre l'alcoolisme, rien de sérieux n'a été fait dans les écoles. Mais la Suède, en 1892, et la Norvège, en 1896, se sont vues doter de lois instituant l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires et secondaires. Ces deux États n'ont

d'ailleurs fait que marcher sur les traces des États-Unis d'Amérique. Dès 1882, l'État de Vermont rendait obligatoire par une loi l'enseignement de la tempérance. En 1885, dix États avaient suivi cet exemple ; en 1897, on comptait 41 États, sur 44 dont se compose l'Union, qui avaient inscrit dans leur législation le principe de l'enseignement obligatoire de la tempérance dans les écoles. Dans 35 États, aucun maître ne peut obtenir un diplôme, ni enseigner, s'il n'a passé un examen satisfaisant sur la question de l'alcoolisme. Dans 20 États, les écoles sont dotées officiellement de manuels illustrés et gradués ; dans 26 États, il existe un enseignement anti-alcoolique systématique, donné trois fois par semaine pendant un trimestre. En outre, des examens spéciaux ont lieu sur la matière ; les notes obtenues sur ces questions entrent en compte pour le passage dans une classe plus élevée ou l'obtention des brevets de fin d'études. Il existe, de plus, des sanctions pénales contre les instituteurs qui ne font pas consciencieusement leur enseignement anti-alcoolique. Les mêmes principes se retrouvent dans la législation canadienne, qui, dès 1882, prescrivait l'introduction de l'enseignement de la tempérance dans toutes les écoles, même normales.

II. — A côté de cela, que voyons-nous en France ? Sans doute une circulaire ministérielle de M. Rambaud, en date du 9 mars 1897, invite les recteurs d'Académie à encourager le personnel enseignant à former des sociétés de tempérance dans la population scolaire, et, suivant l'impulsion donnée par le Ministre, nombre d'instituteurs se sont efforcés d'enrégimenter leurs élèves dans les *sections cadettes* des ligues anti-alcooliques. C'est ainsi que, dans la seule Académie de Toulouse, il existe à l'heure actuelle 372 sections cadettes sur 6.198 écoles, au lieu de 64 sections en 1898. (*Rapport au Conseil de l'Université de Toulouse* présenté par M. Doumergue, professeur à la Faculté de théologie de Montauban). Néan-

moins, le système français se rattache plutôt à la seconde catégorie de mesures que je viens d'étudier en passant en revue les pays étrangers. L'enseignement anti-alcoolique officiel a été institué chez nous, non point, à vrai dire, par la loi, mais par un simple arrêté ministériel comme en Belgique. On peut cependant considérer cette innovation comme une mesure législative au sens large, une sorte d'*édit du prêteur*, le Ministre de l'Instruction publique exerçant, dans son département ministériel, le pouvoir réglementaire en quelque sorte par délégation tacite du Parlement. M. Charles Dupuy, durant son passage au ministère de la rue de Grenelle, s'était déjà préoccupé de la question : on lui doit la formation d'une collection d'ouvrages anti-alcooliques à l'usage de la jeunesse scolaire. Plus tard, en 1895, M. Raymond Poincaré, l'un de ses successeurs, réunit une commission chargée de rechercher les moyens par lesquels l'Université de France pourrait contribuer à la lutte contre l'alcoolisme. M. Jules Steeg fut le rapporteur de cette commission, dont les travaux inspirèrent les arrêtés ministériels du 9 mars 1897, par lesquels M. Rambaud instituait un enseignement anti-alcoolique dans tous les établissements d'instruction primaire de l'Etat : Écoles normales primaires, écoles primaires supérieures, écoles primaires élémentaires.

Les arrêtés du 9 mars 1897 n'ont pas, à vrai dire, institué un enseignement anti-alcoolique distinct, à l'instar du système usité dans nombre d'États particuliers de l'Amérique du Nord ; ils se sont bornés à intercaler, dans les diverses branches des programmes antérieurs, — *Hygiène, Economie politique, Morale*, — un certain nombre de leçons sur l'alcoolisme et ses effets. Les arrêtés de 1897 se sont très sagement attachés à faire le départ entre les boissons hygiéniques, dont l'usage est inoffensif et qui ne nuisent que par l'abus, et, d'autre part, les boissons distillées, dont le simple usage même est nuisible ; ils insistent tout particulièrement, et avec

raison, sur la nocivité éminente des alcools additionnés d'essences, apéritifs et autres liqueurs soi-disant digestives. Voici, à titre d'exemple, comment s'exprime celui des arrêtés du 9 mars 1897 qui fixe le programme de l'enseignement hygiénique dans les écoles primaires supérieures, à l'article *Boissons* : « 1^o Boissons aromatiques (thé, café). — 2^o Boissons fermentées (cidre, bière, vin). Action des boissons fermentées ; effet nuisible de l'*abus* des boissons fermentées sur la santé. — 3^o Boissons distillées (eau-de-vie). Effets nuisibles de leur *usage habituel*. — 4^o Boissons alcooliques additionnées d'essence (absinthe et autres liqueurs *prétendues* apéritives et digestives). Grave danger de leur *usage*. » On complète ces notions en montrant aux enfants, dans les cours de morale, d'économie politique, de leçons de choses, l'influence désastreuse de l'alcool sur la santé et la raison, ses relations avec la criminalité, les suicides, les accidents du travail ; on insiste sur sa transmission héréditaire, l'appauvrissement qui en résulte pour l'individu, la famille et la société ; on s'applique surtout à inculquer profondément aux élèves ce principe que l'ivresse est un plaisir bas et dégradant, destructif de la dignité de la personne humaine. Les instituteurs sont invités à choisir, comme sujets de dictées ou de narrations, des anecdotes anti-alcooliques.

Il faut incontestablement savoir le plus grand gré à MM. Poincaré et Rambaud de leur patriotique initiative. Comme le dit M. Charles Dupuy, « l'éducation sera certainement le meilleur agent d'anti-alcoolisme, parce qu'elle développe le sentiment de la dignité personnelle, de la modération dans les goûts, et aussi de la solidarité. Si l'instituteur pénètre l'écolier de la conviction que *boire* est méprisable, et que celui qui boit fait tort à soi, à la patrie et à l'espèce, l'écolier devenu homme ne *boira* pas. Non seulement, il ne boira pas, mais peut-être même empêchera-t-il son père de boire. M. de Markoff, directeur du monopole des alcools en Russie, compte

sur la femme moscovite pour sauver son mari de l'alcoolisme ; l'enfant peut avoir sur son père une influence analogue, et le détourner peu à peu du cabaret. Souvent, les enfants apprennent, chez eux, à haute voix, les leçons qu'ils devront réciter à l'école ; ils racontent à leurs parents ce qui leur a été enseigné en classe, leur montrent leurs livres scolaires, et ces bons points anti-alcooliques édités par les sociétés de tempérance en vue de cette propagande domestique inconsciente, et qui commencent à se répandre dans nos écoles. Qui sait si le père ne sera pas frappé de ces leçons qui lui parviennent indirectement par l'entremise de son enfant ? Sachant que, pour lui, l'ivresse est méprisable, n'est-il pas plus d'un père qui rougira de paraître devant son fils dans un pareil état, et, plutôt que d'affronter son mépris, fera quelques efforts pour oublier le chemin du cabaret ? Dans une communication au 7^e congrès anti-alcoolique tenu à Paris en 1899, M. Bayet, directeur de l'enseignement primaire au Ministère de l'Instruction publique, signalait, à cet égard, dès à présent, des résultats intéressants. Donc, en instituant l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires, qui reçoivent l'enfant dès le jeune âge et lui inculquent les principes usuels qui dès lors resteront profondément gravés dans son esprit, les arrêtés du 9 mars 1897 ont rendu un réel service à la cause anti-alcoolique. Mais il reste encore des lacunes à combler.

II

Lacunes qui restent à combler dans notre organisation de l'enseignement anti-alcoolique.

I. — Tout d'abord, en nous en tenant à l'enseignement primaire, il importe de remarquer que les arrêtés ministériels du 9 mars 1897 ne visent que les écoles publiques, et que, par suite, c'est à titre purement bénévole que les

écoles libres y conformément leur enseignement. Il serait bon d'emprunter à l'étranger les dispositions qui veulent que l'attention des enfants soit attirée tout spécialement sur la question alcoolique par une sanction effective, telle qu'une épreuve à part sur ce point à l'examen du certificat d'études primaires. Au surplus, dans une circulaire aux Recteurs, en date du 15 novembre 1900, M. Leygues, ministre de l'Instruction publique, manifeste son intention de donner, à brève échéance, satisfaction à ce desideratum. Dès lors, tous les établissements d'instruction, publics ou privés, sans distinction, qui préparent à cet examen, seraient bien obligés de conformer à cette nécessité leurs programmes d'enseignement. Dès lors aussi, résulterait l'obligation de combler une autre lacune des arrêtés ministériels de M. Rambaud, auxquels on peut, à bon droit, reprocher de n'avoir pas institué un enseignement anti-alcoolique proprement dit, tel qu'il en existe en d'autres pays. N'eût-il pas mieux valu condenser en un corps de doctrines spécial, plus capable de fixer l'attention des élèves, ces notions actuellement éparses dans les diverses branches des programmes scolaires ? L'inscription d'une épreuve sur l'alcoolisme au nombre des matières sur lesquelles les candidats au certificat d'études primaires doivent nécessairement être interrogés, emporterait *de plano*, du reste, la création de cet enseignement distinct et homogène. Peut-être, il est vrai, et cette observation est à la décharge des rédacteurs des arrêtés du 9 mars 1897, peut-être est-ce la timidité, la modestie même de la mesure qui en a permis l'adoption. On n'aurait sans doute pas pu facilement, dans l'état actuel de l'opinion publique, attaquer l'ennemi de front ; c'est déjà un avantage remporté que d'avoir pu pénétrer, pour ainsi dire par surprise, dans la place. Mais cette réforme scolaire étant désormais acceptée par l'opinion publique, pourquoi ne pas faire un pas de plus en créant un enseignement anti-alcoolique, systématique et distinct ?

Pour être de quelque efficacité — et je suis heureux de pouvoir me recommander ici de l'opinion émise par M. Doumergue, dans son *Rapport* précité — cet enseignement de la tempérance doit, au surplus, être donné par des hommes convaincus du but élevé de leur mission, de la haute nécessité sociale de la lutte anti-alcoolique, et n'hésitant pas, par crainte du ridicule, faiblesse de caractère, ou habitude acquise, à conformer leur conduite extérieure aux préceptes qu'ils apprennent à leurs élèves. Que doivent penser ceux-ci, en effet, des leçons de leur maître, lorsqu'en dehors de la classe, ils le trouvent attablé à la porte d'une auberge, devant une absinthe ou un petit verre, comme l'exemple en est malheureusement trop fréquent ? L'État est en droit d'exiger de son personnel enseignant le sacrifice de ces habitudes. L'introduction de l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles normales primaires est un premier pas fait dans cette voie ; il convient, ici encore, d'y apporter la sanction, seule efficace, d'une question spéciale et au besoin éliminatoire, comme aux États-Unis et au Canada, lors de l'examen de sortie. Puis, sans même, comme en Amérique, faire appel aux mesures de rigueur, les pouvoirs publics peuvent, je crois, compter sur le dévouement professionnel des instituteurs — dévouement qu'ils ont d'ailleurs maint moyen de stimuler — pour obtenir d'eux qu'ils donnent à leurs élèves l'exemple de la tempérance en s'abstenant de la fréquentation habituelle des cabarets.

II. — Et ce n'est pas seulement le corps enseignant — et à tous les degrés — mais tout le personnel des fonctionnaires qui doit être appelé à participer par l'exemple à l'enseignement de la tempérance. Tout individu qui remplit, à quelque rang que ce soit de la hiérarchie officielle, une fonction publique, est, plus que les autres citoyens, l'objet de l'attention d'autrui ; aussi doit-il s'efforcer, à mesure qu'il monte en grade, de donner de plus

en plus l'exemple de la dignité et de la correction. Or, actuellement, beaucoup de fonctionnaires sont de véritables *piliers de café*, ce qui est d'un effet désastreux au point de vue de la contagion alcoolique. L'État n'est-il pas en droit, bien plus, n'a-t-il pas le devoir de mettre comme condition aux avantages de toute nature qu'il fait à son personnel administratif *lato sensu*, de prêter son concours à l'action anti-alcoolique? Sans interdire formellement aux fonctionnaires l'accès des débits de boissons, ce qui, hors du service, serait porter une atteinte vexatoire à la liberté individuelle, le Gouvernement de la République peut sans conteste, par des circulaires ministérielles judicieusement rédigées, les inviter à s'abstenir de ces habitudes nuisibles, tant en elles-mêmes que par le mauvais exemple qui en résulte tout d'abord pour leurs subordonnés, puis pour le public, et leur faire comprendre, aussi clairement que le permet la rhétorique officielle, que l'avancement et les faveurs honorifiques et matérielles seraient dorénavant réservées à ceux qui sauraient se conformer à ce simple désir exprimé en haut lieu. C'est précisément une considération analogue qui donne lieu de regretter que les arrêtés du 9 mars 1897 aient cru devoir limiter aux seuls établissements d'instruction primaire l'enseignement anti-alcoolique obligatoire. La plupart des enfants de la bourgeoisie ne fréquentent pas les écoles élémentaires, pourquoi ne pas les soumettre également à l'éducation de la tempérance? On peut, il est vrai, dire que c'est la population pauvre qui paie le plus lourd tribut à l'alcoolisme et au cabaret, et que c'est à l'école primaire que s'instruisent ses enfants. Sans doute, mais n'est-ce pas pour faire comme le bourgeois, s'offrir de son luxe ce qui est accessible à leur bourse, que les ouvriers s'adonnent à la boisson?

Outre que la population scolaire des établissements d'enseignement secondaire et supérieur constitue l'élite intellectuelle de la jeunesse française, portant en elle un

patrimoine national de génie, de savoir ou de talent, sur lequel l'État doit veiller jalousement, dans les situations sociales qu'elle est appelée à occuper en quittant les bancs de l'école, cette élite intellectuelle est destinée, par la force même des choses, à exercer un certain ascendant sur ses concitoyens, et peut, par son exemple, faire beaucoup pour ou contre la cause de la tempérance. Or, qui oserait nier que, jusqu'à présent, son exemple sur ce point a été déplorable? Aussi, à mon avis, est-ce cette fraction de la population universitaire qu'il importe tout particulièrement de convaincre et de pénétrer des nécessités anti-alcooliques : d'abord à cause de l'influence bienfaisante qu'elle peut exercer, par son exemple, une fois engagée dans la vie; puis, parce que, appelée à constituer le personnel administratif, politique et gouvernemental, elle pourra, parvenue au pouvoir, s'efforcer de faire triompher les réformes salutaires que lui inspirera son éducation première. C'est pourquoi, tout en continuant à encourager les œuvres de propagande anti-alcoolique entreprises par les étudiants, entre eux et au dehors, et qui, dans l'Université de Toulouse ont pris un remarquable essor, il convient que l'État, comme dans l'enseignement primaire, intervienne par des mesures générales et impératives, c'est-à-dire dote les enseignements secondaire et supérieur de la pédagogie anti-alcoolique officielle qui leur fait actuellement défaut. Comme la jeunesse française n'étudie consciencieusement que les matières qui figurent dans les programmes d'examen, il conviendrait d'attribuer cette sanction à l'enseignement anti-alcoolique sous forme d'épreuves spéciales aux examens préliminaires à la collation de tous les grades universitaires, pour les deux sexes. Etant donné, en effet, l'influence légitime que peut exercer la femme au foyer domestique, il serait criminel de ne pas la gagner à la cause anti-alcoolique. Pour les motifs que j'ai indiqués plus haut, il serait bon également de faire figurer la question de

l'alcoolisme au nombre des épreuves d'accès aux Écoles du Gouvernement et aux fonctions publiques qui se recrutent au concours.

III. — Il est enfin une grande École qui, pour ne pas ressortir au Ministère de l'Instruction publique, n'en est pas moins féconde en enseignements, et qui réclame impérieusement l'éducation anti-alcoolique. C'est l'armée, école d'endurance, d'abnégation, de discipline et de patriotisme, école aussi, hélas ! d'alcoolisme. A tous égards, l'entrée au régiment est, pour les jeunes gens, une époque critique, un tournant de leur vie. Or, combien, tempérants jusqu'alors, ont contracté, au temps de leur passage sous les drapeaux, des habitudes alcooliques dont ils ne se déferont jamais ! C'est que, comme le dit un auteur anonyme (*Un dimanche au quartier Battaut*. Journal *Le Signal*, 28 mai 1900) « la troupe, hélas ! est attirée dans les cafés qui fourmillent dans le quartier, par les mines engageantes des servantes, par les chansons, les rires, les accords d'un piano criard. C'est ainsi que le jeune soldat trouve le moyen d'occuper ses longues heures de sortie, lorsqu'il est las de battre le pavé. Que ferait-il, de dix heures à cinq heures du soir, ou à neuf heures, ou même jusqu'à minuit ! Où aller, tout ce temps, surtout en hiver, lorsqu'il fait mauvais et froid, sinon dans ces endroits si hospitaliers, où l'on peut faire tout ce qu'on veut, sans craindre l'œil d'un prêcheur quelconque. » Il ne suffit pas, quelque louable d'ailleurs que soit la mesure prise par M. le général de Galliffet, par sa circulaire ministérielle du 3 mai 1900, il ne suffit donc pas d'interdire la vente de l'alcool dans les cantines militaires, car c'est surtout les cabarets de la ville que fréquentent les soldats, en dehors du service. Il faut mettre les militaires en garde contre le péril, leur inculquer avec un soin tout particulier la volonté qui, comme le dit si bien M. le docteur Legrain, constitue l'élément essentiel du sérum anti-alcoolique.

Dans l'armée britannique s'est formée une association de tempérance sur laquelle Sir Conrad Dillon, secrétaire honoraire de l'*Army Temperance Association*, a donné au 7^e Congrès anti-alcoolique d'intéressants détails. Cette association est soutenue pécuniairement par le Parlement, le gouvernement et le haut commandement; elle jouit de l'appui moral du corps des officiers; sur 200.000 hommes, l'armée anglaise compte 35.000 membres de l'*Army Temperance Association*. Bien que les résultats soient, dit-on, excellents, il faudrait, je crois, éviter d'introduire, dans l'armée française, ce système des sociétés de tempérance : la discipline militaire enlèverait infailliblement tout caractère de sincérité aux engagements souscrits par les soldats en vue d'adhérer à ces associations patronnées par les chefs militaires. Ajoutons que ce système, qui s'en remet, somme toute, à la bonne volonté des officiers, n'offre pas une homogénéité, ni une généralité suffisantes, car sa mise en œuvre dépend essentiellement du zèle propagandiste plus ou moins grand des chefs de corps. Je crois qu'il serait préférable d'introduire dans l'armée et la marine un véritable enseignement anti-alcoolique officiel et obligatoire. Certains généraux commandants de corps d'armée, ou des colonels de régiments ont imaginé de faire faire, par les officiers de troupe ou ceux du service de santé, des conférences anti-alcooliques. M. le général Zurlinden, lorsqu'il était gouverneur militaire de Paris, avait fait apposer dans les chambrées des placards anti-alcooliques. Son successeur, M. le général Brugère, a fait distribuer à tous les militaires des corps de troupe stationnés dans toute l'étendue de son commandement, un livret anti-alcoolique, approuvé par l'Académie de médecine, qui doit être immatriculé et figure dans les revues de détail. De même, le livret individuel des militaires et marins de l'armée de mer renferme une page de notions sur l'alcoolisme. Ce sont ces mesures, qu'à mon avis, il conviendrait de généraliser. Il serait bon, notamment, que des notions

anti-alcooliques fussent introduites dans les *théories* faites dans les corps de troupe. Bien entendu, on n'obtiendrait quelques résultats qu'à la condition que le commandement veuille bien prêcher d'exemple, ce dont son prestige ne serait nullement diminué.... au contraire. Il conviendrait également d'intéresser à cette œuvre de propagande par l'exemple et l'ascendant moral les dispensés de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 qui, plus ou moins volontairement, constituent, au sein de nos régiments, de véritables fauteurs d'alcoolisme, soit par le mauvais exemple qu'ils donnent en fréquentant trop volontiers et trop ostensiblement les cafés de leurs garnisons, soit en offrant avec trop de facilité des *tournées* aux gradés ou à leurs camarades, pour éviter les corvées et les punitions ou se faire pardonner la faveur dont ils jouissent, et qui excite de nombreuses jalousies, de ne faire que dix mois de service effectif au lieu de trois ans.

En répandant au sein de la population française, avec l'enseignement anti-alcoolique de plus en plus élargi et affermi, la vérité sur l'alcool et l'alcoolisme, on fera naître dans les jeunes générations « cette salubre angoisse propre à retenir sur la pente dangereuse » (*E. Bourcart*), et à détourner du cabaret, une fois devenus hommes, les enfants qui auront su écouter d'une oreille attentive ces sages enseignements. Mais gardons-nous des illusions : pour une élite qui profitera de ces leçons, combien resteront en arrière, et succomberont à la tentation ! Ceux-là doivent-ils être abandonnés sans rémission, et ne faut-il pas que les pouvoirs publics s'efforcent, quand il en est temps encore, de les ramener au droit chemin ?

DEUXIÈME SECTION

Mesures contre l'habitude naissante.

Tout individu qui fréquente assidûment les cabarets, est destiné à devenir, soit un ivrogne, soit un alcoolique inconscient. « Le véritable alcoolique, a dit M. le docteur Lassègue, est celui qui ne s'enivre jamais. » Il ne faudrait pas prendre au pied de la lettre cette boutade d'un homme d'esprit : l'ivresse, lorsqu'elle dégénère, par sa répétition, en ivrognerie, conduit à l'alcoolisme aussi sûrement et plus vite même que l'intempérance en quelque sorte modérée et régulière qui caractérise un si grand nombre de nos concitoyens.

Mais il y a cependant un fonds de vérité dans la formule quelque peu paradoxale de M. le docteur Lassègue, en ce sens que l'alcoolisme produit par l'infiltration lente et inconsciente du poison dans l'organisme est infiniment plus dangereux que l'ivrognerie, d'abord parce que c'est de beaucoup la forme la plus répandue de l'alcoolisme, puis à raison de cette circonstance même, qu'il est inconscient et caché et dès lors aussi insaisissable, dans sa marche dévastatrice, jusqu'au jour où, parvenu à son point culminant, il se révèle par des désordres d'une extrême gravité, le plus souvent incurables. Au contraire, l'alcoolisme qui dérive de l'ivrognerie présente cet avantage de procéder par accidents aigus, manifestes, souvent scandaleux, qui laissent une trace dans le souvenir de celui qui s'est livré à ces accès, attirent l'attention du public, et permettent à la société d'agir pour tenter d'en éviter le renouvellement, en donnant à l'individu sujet à ces crises dégradantes de salutaires avertissements. C'est à ce point de vue qu'un autre médecin pouvait dire avec quelque raison : « Quand je rencontre dans la rue un ivrogne qui festonne en chan-

tant de gais flonflons, je suis tenté de lui ôter mon chapeau. » Car, s'il en est encore à ses débuts, et si, frappé des leçons que lui donnent les pouvoirs publics, au nom de la société, il évite à l'avenir la fréquentation du cabaret, il échappera au fléau alcoolique, qui le guette s'il persévère dans ses habitudes d'intempérance.

Il peut, à première vue, sembler illogique de ranger la lutte contre l'ivresse au nombre des moyens d'action destinés à battre en brèche le cabaret, alors que les mesures contre le cabaret ont précisément pour but de combattre les excès alcooliques et leurs conséquences. Mais, de même que le cabaret fait des ivrognes, de même à son tour l'ivrognerie fait des clients du cabaret. Détourner la population de l'ivresse, c'est la détourner des établissements où elle se livre à ces excès, c'est-à-dire des cabarets. Et c'est à ce but que doivent tendre les avertissements donnés aux ivrognes par la société. Étudier le système actuellement en vigueur en France, et montrer son insuffisance et l'inanité de ses résultats, rechercher ensuite les réformes à y introduire, tel est le double objet des développements qui vont suivre.

I

Insuffisance de notre législation actuelle.

Partant de ce principe, exposé par M. Georges Vidal (*L'Alcoolisme et la loi pénale, Revue pénitentiaire, 1897*), que « l'ivresse est un état purement transitoire, dans lequel l'homme ne tombe que par une faiblesse contre laquelle sa volonté peut facilement réagir », et que par suite « il faut donner à cette volonté un motif pour la déterminer à laisser là le verre et la boisson », qu'enfin « ce motif ne peut être qu'une peine », le législateur français, comme d'ailleurs les divers Parlements étrangers, a érigé l'ivresse en un délit, dans certaines conditions, et

l'a frappée de pénalités. C'est la loi du 23 janvier 1873, votée sur l'initiative de M. Théophile Roussel, et à la demande de la Société Française de tempérance, qui a réalisé cette innovation.

Antérieurement, l'ivresse n'était considérée que comme un mal intrinsèque, portant en lui-même sa punition, comme « un état inconvenant, fâcheux, où l'homme se rapproche de la bête ; ce n'est qu'un mauvais usage qu'il fait de sa liberté, comme on en voit bien d'autres, et que la loi n'a pas à réglementer. » Ainsi s'exprimait, le 13 mars 1869, le rapporteur d'une Commission sénatoriale saisie d'une pétition du bureau de bienfaisance de Versailles, tendant à la rédaction d'une loi sur l'ivresse. L'ivresse, dans cet état de notre législation, n'était punissable que lorsqu'elle occasionnait des bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, réprimés par les articles 450 et 479 du Code pénal. Quelques arrêtés préfectoraux et municipaux avaient, il est vrai, été pris, qui prescrivaient l'arrestation immédiate des individus rencontrés en état d'ivresse sur la voie ou dans un lieu public, et leur détention au poste de police jusqu'à ce qu'ils eussent recouvré leur raison, sans préjudice des poursuites judiciaires s'ils s'étaient rendus coupables, étant ivres, d'un crime ou délit prévu par les lois pénales en vigueur.

Or, voici vingt-sept ans que fonctionne la loi du 23 janvier 1873, qui substitue le système répressif au système purement préventif. A ne considérer que la statistique des poursuites auxquelles cette loi a donné lieu depuis sa promulgation, ses résultats paraissent extrêmement brillants, car, de 92.000 infractions par an constatées dans les années 1874-76 qui ont suivi sa mise en vigueur, le chiffre en est tombé à 55.000 environ dans ces dernières années. Malheureusement, durant la même période, le chiffre de la consommation alcoolique s'élevait de 2 litres 59 à 4 litres 60 par tête, et il est de notoriété publique que l'ivresse et l'ivrognerie font des progrès sans cesse croissants. La vérité, c'est que la loi de

1873 est de moins en moins appliquée, preuve qu'elle est défectueuse, ce dont on peut facilement se convaincre en constatant l'exiguïté de son champ d'action et l'insuffisance vraiment dérisoire des pénalités qu'elle édicte.

I. — La loi du 23 janvier 1873 est intitulée : « Loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre l'alcoolisme. » Son principe est posé par l'article 1^{er} : « Seront punis... ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, restaurants et autres lieux publics. » Ce n'est donc pas l'ivresse en elle-même qui est visée par ce texte, c'est l'ivresse publique manifeste, ce qui réduit singulièrement le champ d'action de la répression. La loi veut que l'ivresse soit manifeste. A première vue, cette exigence semble toute naturelle, car il serait absolument vexatoire de poursuivre un individu pour un fait que l'on pourrait simplement présumer et non pas démontrer d'une manière péremptoire et évidente. En matière pénale, il ne faut pas d'équivoque. Si donc l'adjectif *manifeste* signifiait ici *certain*, *évident*, il n'y aurait rien à redire à la manière dont le législateur a cru devoir définir le délit qu'il instituait. Mais tel n'est pas le cas, et aux termes mêmes du rapport présenté à l'Assemblée nationale, lors de la discussion de la loi de 1873, par M. Desjardins, l'ivresse, pour être manifeste et dès lors punissable, doit constituer un scandale. L'individu qui, même dans un lieu public, s'enivre ostensiblement sans se livrer à des manifestations de fait ou de langue extravagantes ou dangereuses pour ses concitoyens, ne peut être l'objet de poursuites répressives. Et, comme, chez nous, l'ivresse jouit d'une certaine indulgence de la part de l'opinion publique, l'on ne poursuit qu'à la dernière extrémité, lorsque le scandale devient absolument insupportable. C'est donc bien moins l'ivresse que l'on réprime que le fait, prévu naguère par les arrêtés préfectoraux et muni-

cipaux, de l'individu qui « trouble l'ordre, met obstacle à la liberté et à la sûreté de la circulation. »

Ce caractère de simple homologation législative, et de généralisation à toute l'étendue du territoire de la République, des anciens arrêtés de police locale, que revêt sur ce point la loi du 23 janvier 1873, se trouve encore accentué par la limitation étroite de son champ d'action, du fait des exigences qu'elle présente en matière de publicité requise pour autoriser les poursuites. Poser ce principe que l'ivresse doit être publique pour être punissable, ceci semble, à première vue, ne laisser échapper qu'un nombre de cas absolument infime et négligeable. « Ce n'est pas chez soi que l'on boit beaucoup, » dit avec raison M. Rostand ; ce n'est donc pas chez soi que l'on s'enivre, c'est au cabaret, où se concentrent d'ailleurs les deux tiers de la consommation d'alcool. En outre, comme le dit, dans son intéressant ouvrage, *L'Alcoolisme devant la loi pénale*, M. Emmanuel Fochier, « il est évident que l'ivresse qui se cache à domicile, sans exercer aucune action scandaleuse ou nuisible sur l'extérieur, ne peut, sans procédés vexatoires et inquisitoriaux, être saisie par la loi pénale ; celle-là est un vice ; elle ne nuit qu'à l'individu qui s'y livre, et si, dans l'intérêt de la lutte contre l'alcoolisme, il serait souhaitable qu'on pût l'atteindre, le respect de la liberté s'y oppose. » La restriction apportée par l'exigence de la publicité au champ d'action de la loi pénale serait, je le répète, insignifiante, si l'on entendait l'absence de publicité au sens où on l'admet en matière de délit contre la pudeur ou les mœurs, à savoir le défaut de témoins, si l'on consacrait ce principe que l'ivresse est publique et dès lors punissable, chaque fois qu'il existe des individus en mesure de la constater et de la dénoncer. Mais tel n'est pas le cas ; si l'ivrogne ne se livre à aucune manifestation scandaleuse sur la voie ou dans un lieu public, comme un café, théâtre, musée, gare de chemin de fer, ou tout autre édifice ou emplacement soumis au contrôle de la police,

passé le seuil de son domicile ou même de l'atelier où il travaille, ou de tout autre local privé et, par suite, soustrait aux investigations des agents de la force publique, cet ivrogne peut donner libre cours, en présence de sa famille, au vu et su du voisinage incommodé par son ivresse, aux extravagances les plus dangereuses ; il ne sera l'objet d'aucune poursuite. Sans doute, la police pourra être requise de prêter main-forte aux particuliers menacés dans leur sécurité par la présence de l'ivrogne, de manière à le mettre hors d'état de nuire ; mais aucun procès-verbal ne pourra être dressé.

Disons à la décharge de la loi française que les législations étrangères présentent les mêmes lacunes et que, si elles se montrent parfois plus larges en ce qui concerne la publicité requise pour la poursuite de l'ivresse, telle la loi anglaise, qui punit « les bruits ou tapages causés par un ivrogne, soit dans une maison, soit à l'extérieur », elles présentent, en général, plus accentué encore que dans notre texte, le caractère de mesures de défense sociale et de protection contre le trouble occasionné par l'ivrogne, plutôt que de répression de l'ivresse envisagée comme fait délictueux en soi. Lorsque la législation belge, en dehors des cas de désordre, scandale ou danger pour soi-même ou pour autrui, occasionnés par un individu en état d'ivresse dans un lieu public ; lorsque le Code pénal allemand, édictent des punitions contre l'individu que la boisson a réduit à la mendicité et au vagabondage, c'est la mendicité et le vagabondage qu'ils ont en vue, bien plus que l'ivresse qui les a engendrés. La loi anglaise, nous venons de le voir, punit les bruits et tapages, c'est-à-dire le scandale ; elle accentue encore son souci de l'ordre et de la sécurité publique en ajoutant (*Licensing Act de 1872*) : « Est punissable quiconque occasionne des désordres dans la rue ou les locaux patentés étant en état d'ivresse ; quiconque se met dans cet état pendant qu'il a sous sa garde, dans les mêmes lieux, une voiture, un cheval, du bétail, une

machine à vapeur, ou bien porte une arme à feu chargée étant ivre. » Ce même souci de la sécurité des personnes et des biens se retrouve dans le Code pénal autrichien, qui vise les cas spéciaux de domestiques susceptibles de mettre le feu, et d'ouvriers qui montent sur les toits ou échafaudages, ou manient des substances inflammables étant ivres. De même, l'article 426 du Code pénal néerlandais édicte des peines contre « celui qui, étant ivre, entrave publiquement la circulation, trouble l'ordre, menace la sécurité d'autrui, ou commet quelque acte exigeant de la prudence ou des précautions particulières pour ne pas mettre en danger la vie ou la santé d'autres personnes. » La loi belge du 16 août 1887 renferme une disposition analogue, destinée à punir celui qui s'enivre pendant qu'il remplit une fonction délicate. Enfin, un projet de loi déposé au *Reichstag* allemand, en 1881, et depuis lors resté en détresse, punit l'ivresse dans les travaux qui exigent de la prudence. J'apprécie à sa juste valeur la sollicitude de ces diverses législations pour la tranquillité et la sécurité publiques, mais je ne puis que constater que, pas plus que la loi française, elles ne se sont attachées à réprimer l'ivresse envisagée en elle-même, et que, comme celui de notre texte du 23 janvier 1873, leur champ d'application est extrêmement restreint.

II. — *a*). L'insuffisance des législations étrangères sur ce point ne doit toutefois pas nous faire fermer les yeux sur l'insuffisance de la loi française du 23 janvier 1873, insuffisance qui devient plus sensible encore, lorsqu'on passe à l'examen des pénalités instituées par ce document législatif. La première infraction est punie d'une amende de 1 à 5 francs ; la première récidive, dans les douze mois qui suivent la condamnation initiale, donne lieu à un emprisonnement de un à trois jours, aux termes des articles 474 et 483 du Code pénal. « En cas de nouvelle récidive, ajoute l'article 2 de la loi du 23 jan-

vier 1873, dans les douze mois qui auront suivi la nouvelle condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle, et puni d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de seize à trois cents francs. — Quiconque, ajoute le texte, ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double. » Aux termes de l'article 3 : « Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera déclaré, par le second jugement, incapable d'exercer les droits suivants : 1° de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° de port d'armes pendant deux ans. » Enfin, l'article 2, 3° de la loi du 24 juillet 1889, due également à l'initiative de M. Théophile Roussel, dispose qu'à titre d'ailleurs purement facultatif pour le tribunal, les individus ayant encouru deux condamnations correctionnelles pour ivresse publique peuvent être déclarés déchus de la puissance paternelle. En outre, peut-être n'est-il pas inutile de remarquer que les peines inscrites dans nos lois contre la mendicité et le vagabondage, qui sont, pour l'immense majorité des cas, le fruit de l'alcoolisme et de l'ivrognerie, constituent une répression indirecte de l'ivresse.

Si l'on se reporte à notre ancien droit, on trouve des pénalités bien autrement sévères, telles celles qui figurent dans cet édit de François I^{er}, en date de 1536, par lequel, « pour obvier aux blasphèmes, homicides et autres inconvénients qui arrivent d'ébriété, est ordonné que quiconque sera trouvé ivre sera incontinent détenu prisonnier au pain et à l'eau, pour la première fois ; et

si, secondairement, il est pris, sera, outre ce que devant, battu de verges dans la prison; et la tierce fois, sera fustigé publiquement; et s'il est incorrigible, sera puni d'amputation d'oreilles et d'infamie, et du bannissement de sa personne. » Les peines corporelles ne sont plus en honneur de nos jours, et l'on ne saurait évidemment en souhaiter le retour. Mais il est néanmoins permis de supposer que, dans leur rigueur, elles devaient être plus impressionnantes que celles dont nous ont dotés les rédacteurs de la loi de 1873.

b). — Qu'est-ce, en effet, pour la première infraction, qu'une amende de un à cinq francs, et comme maximum, à la deuxième condamnation correctionnelle, qu'un emprisonnement d'un à deux mois, avec une amende de 300 à 600 francs, la déchéance de la puissance paternelle — abandonnée d'ailleurs à l'arbitraire des tribunaux et pour ainsi dire jamais appliquée : onze fois en 1892, trois fois en moyenne les années suivantes (*Fochier, op. cit.*) — et la privation de certains droits civiques et politiques ? Cette sorte de dégradation civique réduite, tout d'abord, doit, ce me semble, laisser quelque peu indifférents des individus dont la passion alcoolique a déjà oblitéré le sens moral et détruit l'amour-propre au point qu'ils ne se rendent même plus compte de l'état dans lequel ils se sont effondrés, et qui sont des alcooliques invétérés. Car, il faut bien se rendre compte d'une chose, c'est que l'infraction qui donne lieu à cette condamnation, de nature, par son caractère humiliant, à frapper salutairement un délinquant primaire, n'est pas la quatrième comme on pourrait être tenté de le croire à la lecture du texte, mais, au contraire, occupe presque toujours un rang si élevé dans la série des ivresses constatées et réprimées — sans parler de celles qui, pour une raison quelconque, ont échappé aux poursuites — qu'elle dénote un « vieux cheval de retour » qui n'est véritablement plus maître de ne pas boire.

Cette particularité tient à ce que l'ivresse est, aux termes de la loi de 1873, une contravention, et non un délit; par suite, les condamnations prononcées de ce chef ne figurent pas au casier judiciaire. Il en résulte, comme le dit fort bien M. Fochier (*op. cit.*), que si « dans une localité de peu d'importance, il est relativement facile aux officiers de police judiciaire d'être informés des récidives, cela leur est presque impossible dans un grand centre, et à plus forte raison si les individus condamnés se déplacent et changent de résidence. » Il convient d'ajouter que l'ivresse étant une simple contravention, sa récidive n'est punissable que dans le ressort du tribunal de police où a été commise la première infraction. Il est donc extrêmement rare qu'une récidive d'ivresse obtienne la condamnation à laquelle son rang lui donnerait droit. Tandis que, annuellement, 50.000 individus environ sont condamnés pour ivresse publique à des peines de simple police, deux à trois mille à peine viennent s'asseoir sur les bancs du tribunal correctionnel. Il s'ensuit, notamment, que les déchéances édictées par l'article 3 de la loi du 23 janvier 1873, lesquelles n'interviennent qu'à la seconde condamnation correctionnelle, n'atteignent que des cas extrêmement rares, 600 par an environ, et ne frappent que des alcooliques endurcis et insensibles à leurs coups. Il en est de même des seules peines matérielles dont le quantum serait de nature à donner à réfléchir aux ivrognes débutants, et qui ne s'adressent guère, en fait, qu'à des ivrognes invétérés.

Dès lors, on ne peut que s'associer à ces sages paroles, rapportées par M. Maurice Vanlaër, d'un médecin membre de l'Assemblée nationale, et adversaire de la loi du 23 janvier 1873 : « Et vous croyez, disait-il, qu'il suffira d'infliger cinq ou six jours de prison à un ivrogne pour le corriger de son vice ? Je connais les ivrognes, j'en ai traité plus d'un. Maintes et maintes fois, je leur ai dit : « Prenez garde ! Vous allez voir progressivement votre santé s'altérer et votre intelligence s'abrutir ; vous mar-

chez tout droit à la mort. » Ils n'ont pas été arrêtés par les prédictions sinistres que je leur faisais. Ils ne peuvent pas résister, sous la crainte de la mort, au penchant qui les entraîne, et vous vous imaginez qu'ils y résisteront sous la menace de cinq jours de prison ! »

II

Réformes à introduire dans notre législation.

I. — Mais une répression plus sévère serait-elle plus efficace pour retenir l'ivrogne loin du cabaret à l'avenir, et l'échec de notre système répressif tient-il uniquement à son insuffisance ? Il est permis d'en douter. Notre plus proche voisine, la Belgique, a multiplié les lois contre l'ivrognerie ; la loi de 1891 prévoit, en l'espèce, des peines rigoureuses de deux à sept ans de détention. Et, néanmoins, les ravages de l'alcoolisme y vont, à l'instar de ce qui se passe chez nous, sans cesse croissant. C'est que, comme le dit dans son remarquable *Rapport à la Société générale des Prisons* (*Revue pénitentiaire*, 1897), M. Georges Vidal, en parlant de la quasi-désuétude dans laquelle est tombée notre loi du 23 janvier 1873, « ce relâchement de l'action publique à l'égard de l'ivresse, s'il est peut-être en partie l'effet de négligences ou complaisances regrettables, est aussi la démonstration de l'inopportunité et du danger de l'application de l'amende et de l'emprisonnement à ceux qu'une passion malheureuse pousse à l'abus des boissons alcooliques. » Loin d'avoir, en l'espèce, aucune valeur curative, ces pénalités semblent, bien au contraire, aller, dans une très large mesure, à l'encontre du but que se proposait le législateur en en frappant l'ivresse.

« L'amende, continue M. Georges Vidal, aura-t-elle un effet assez puissant pour combattre cette passion funeste ? Son effet le plus certain sera de grever de nouvelles dettes le budget du buveur, déjà obéré par l'alcool, d'aug-

menter le malaise et la misère du foyer; l'amende frappera de malheureux innocents, elle sera impuissante à convaincre et à guérir le buveur d'un vice qui a lutté et lutte victorieusement contre la honte, les infirmités, la misère, le désespoir et la ruine de la famille. » C'est sur la femme et les enfants de l'ivrogne que retombe, en dernière analyse, le poids de l'amende : sans se priver d'un seul petit verre, d'une seule absinthe, l'ivrogne condamné à l'amende retirera aux siens le pain quotidien. Et, comme il existe une relation intime de cause à effet entre la misère et l'alcoolisme, l'amende, en contribuant à accroître la misère du ménage, pousse en droite ligne vers le cabaret le malheureux qu'elle se proposait d'en détourner, et sa famille. L'emprisonnement entraîne les mêmes conséquences; il met l'ivrogne, durant sa détention, hors d'état de subvenir aux besoins de sa famille, qui souffre autant, sinon plus que lui-même, de cet état de choses. Mais, de plus, conséquence d'une extrême gravité, l'emprisonnement produit ce résultat désastreux de placer en promiscuité complète avec des malfaiteurs de droit commun un individu dont la mentalité et le sens moral sont déjà affectés par les excès alcooliques auxquels il s'est livré, et qui offre désormais une force de résistance très réduite aux suggestions et aux exemples de ses co-détenus. Cette influence néfaste laissera, dans ce cerveau déjà affaibli, une empreinte d'autant plus profonde, qu'à la sortie de prison de ce malheureux — et ceci condamne même l'emprisonnement cellulaire que l'on pourrait être tenté de préconiser pour parer au premier inconvénient que je viens de signaler — son casier judiciaire, désormais défloré de sa virginité première (car il fait mention des condamnations correctionnelles), lui ferme bien des portes, fait par là même obstacle à son relèvement, et le range irrémédiablement, sinon toujours parmi les malfaiteurs de profession, du moins au nombre de ces déclassés infailliblement voués au vice et à la plus dégradante ivrognerie.

« Il grouille, dit M. Joseph Hermann, dans son étude sur l'*Alcoolisme en Normandie*, plusieurs fois précitée, il grouille, dans les ports normands, toute une catégorie de déclassés, aventuriers et vagabonds, *souvent repris de justice* : ce sont les ouvriers du port, que l'on appelle en Normandie du nom pittoresque de *soleils*, sans doute parce qu'ils ne connaissent plus depuis longtemps d'autre moyen de chauffage.... Ils couchent sous les ponts ou dans les wagons du quai, et quand, par hasard, il leur reste quatre sous le soir, dans des bouges infects. Visiblement, ces malheureux ne vivent que pour boire. Le seul endroit où ils se plaisent, c'est le cabaret, la seule autorité qu'ils reconnaissent, celle du garçon qui leur verse à boire, et qu'ils appellent : « Not' maître. » Dès cinq heures du matin, ils viennent dépenser les quelques sous qui leur restent de la veille à des consommations variées.... Vers six heures et demie, ils se font embaucher, et comme on leur donne d'avance 0 fr. 50, ils vont boire du café mêlé d'eau-de-vie, deux sous d'eau-de-vie pour un de café. La moitié des *soleils* revient vers dix heures prendre un nouveau café. A midi, ils reçoivent 1 franc : cinq à six sous sont consacrés à la nourriture, le reste au café alcoolisé. Vers quatre heures, ils se font donner, comme le matin, dix sous qu'ils vont boire ; le soir, ils absorbent un ou plusieurs apéritifs.... Ceux qui n'ont pas de travail restent dans les débits et extorquent un verre à leurs camarades, de sorte qu'à la fin de la journée, ils ont bu encore plus que de coutume. » J'ai vu personnellement des épaves sociales de cette nature, à Cherbourg les *carabots*, à Rochefort les *ingénieurs à la Cabane-Carrée*. Cette abjection à laquelle conduit notre régime répressif permet bien, à mon avis, de proclamer avec M. Lévillé, qu'en l'espèce tout au moins, « l'idéal est d'emprisonner le moins possible. »

II. — a). Ce n'est donc point dans le sens d'une aggravation des pénalités prononcées contre l'ivresse qu'il

convient de modifier notre législation, et le régime répressif apparaît, au contraire, comme d'autant plus défectueux qu'on ne voit pas, dans l'ivresse, les éléments constitutifs d'un délit, *lato sensu*, d'après les principes généraux du droit, — j'entends du droit idéal, et non pas du droit pénal positif français qui, notamment en matière, de contraventions, consacre quelques exceptions, justifiables peut-être au point de vue utilitaire, mais contestables aux yeux de la pure raison. — Le délit suppose en effet, outre le fait matériel, un élément intentionnel et volontaire, qui fait défaut en l'espèce, tout au moins dans la généralité des cas. Lorsqu'on entre dans un cabaret et que l'on s'y fait servir à boire, ce n'est ordinairement pas dans le but préconçu de s'enivrer, mais pour boire, ce qui est un fait essentiellement licite aux yeux de la loi française. Si l'ivresse se produit, elle est purement involontaire. Nul ne sait en effet la quantité d'un liquide déterminé qu'il peut absorber impunément ; les effets en sont variables suivant les temps, les lieux, les circonstances ; de plus, l'alcool est un anesthésiant de la volonté et du jugement : sans aucune intention de s'enivrer, sans se rendre compte de l'état où l'on se trouve, on peut être entraîné à boire plus que de raison. Il y a donc deux circonstances distinctes, l'une volontaire, le fait d'entrer dans un cabaret et de s'y faire servir à boire, l'autre involontaire, l'ivresse. Le fait volontaire est licite, et le fait involontaire constituerait un délit ! On nous peut objecter que ce fait involontaire constitue du moins une imprudence. Mais je ne sache pas que la loi, et la loi française elle-même, punisse l'imprudence en soi ; elle ne la frappe que lorsqu'elle a entraîné, effectivement et matériellement, des conséquences préjudiciables à autrui, blessures ou homicides.

Au surplus, nous avons dans la pratique journalière de nos tribunaux un excellent critérium. Hormis les cas extrêmement rares où l'ivresse a été recherchée volon-

tairement pour aider à l'accomplissement d'un crime ou d'un délit, notre jurisprudence criminelle et correctionnelle fait de l'ivresse involontaire, concomitante à l'accomplissement d'un crime ou délit de droit commun, sinon une cause de non-imputabilité comme en Angleterre et d'après le Code pénal d'Autriche et de Hongrie, tout au moins une circonstance atténuante, solution consacrée par la plupart des jurisprudences étrangères, par la législation même des cantons du Valais, du Tessin et de Fribourg, et les projets de Code pénal fédéral allemand et helvétique. Il est, dès lors, impossible rationnellement d'y voir un délit lorsqu'elle se présente isolée, car alors il faudrait en faire une circonstance non pas atténuante, mais *aggravante*, des crimes ou délits qu'elle accompagne, ce qui, à juste titre, est la solution adoptée pour les hypothèses d'ivresse préméditée. Notre législation antérieure à 1873 était donc, à mon avis du moins, dans le vrai, en se bornant à prévenir les scandales ou dangers pouvant résulter de l'état d'ébriété dans lequel se trouvait un individu, sans édicter à son égard aucune pénalité. L'ivresse n'étant pas un délit, d'après les principes généraux du droit, le système répressif, déjà condamné par ses résultats déplorables, constitue une erreur législative, et il faut chercher dans une autre voie.

b). L'ivrogne, a-t-on dit, n'étant pas un coupable, est un malade, « qui a plus besoin des soins du médecin que du régime de la prison. » Que l'ivrogne récidiviste soit, comme le dit si bien M. le docteur Legrain, « un cérébral, un infirme, qui n'est pas plus libre de s'empêcher de boire que l'impulsif ne l'est de se maîtriser », c'est ce dont personne ne doute aujourd'hui. L'alcool exerce sur le cerveau une influence atrophiante et de jour en jour plus indélébile et plus difficile à surmonter. Une première ivresse peut être le résultat d'une surprise ; mais elle constitue par elle-même, par les souvenirs humiliants qu'elle laisse au buveur, un avertissement qui

doit le mettre en garde contre l'alcool ; s'il passe outre et se livre, à brève échéance, à de nouveaux excès, il devient, à mesure qu'il s'abandonne à son penchant, de plus en plus incapable de se ressaisir ; en même temps que les rechutes se renouvellent, l'effort qu'il lui faudrait faire pour renoncer à son vice lui devient plus difficile et plus pénible, jusqu'au jour où cet effort devient absolument impossible. Aussi M. Georges Vidal admet-il à très juste titre, comme un axiome, qu'après une ivresse initiale et deux récidives dans les délais impartis par la loi du 23 janvier 1873, on se trouve en présence d'un buveur d'habitude, d'un alcoolique, qui doit dès lors être livré aux soins du médecin. La loi belge du 16 août 1887 fixe, pour les récidives, le délai plus court de six mois. Mais, dit très judicieusement sur ce point M. Emmanuel Fochier (*op. cit.*), « le délai d'un an, fixé pour les récidives dans la loi française, est suffisamment restreint pour faire présumer l'habitude, d'autant plus, a-t-on fait remarquer, que trois cas d'ivresse constatés... font supposer un certain nombre de cas clandestins dont on n'a pas eu connaissance. »

La question ne saurait donc être douteuse qu'en ce qui concerne la période transitoire qui précède l'ivrognerie invétérée, l'alcoolisme acquis, but auquel conduisent les ivresses successives qui sont, en quelque sorte, les étapes du chemin. Or, ces étapes, dit l'École anthropologiste qui a pour chef le docteur Lombroso, le buveur n'est pas libre de ne pas les parcourir, car il est voué fatalement à l'alcoolisme par des protubérances de la boîte crânienne ou d'autres stigmates anatomiques particuliers. N'est pas buveur qui veut, disent les sectateurs de cette doctrine ; on est alcoolique-né comme d'autres sont criminels-nés. L'ivrogne, même dans la période primaire, serait donc un malade. Cette théorie est la négation absolue du libre arbitre et de l'influence d'une volonté ferme et raisonnée sur nos actions. L'homme serait le jouet de la fatalité, radicalement inca-

pable de surmonter ses passions, de se corriger de ses vices. Je crois, pour ma part, au libre arbitre, et je pourrais citer des exemples de personnes de ma connaissance qui ont réussi à dompter leur passion de l'alcool, comme d'autres parviennent, au prix de quelques efforts, à renoncer à l'usage du tabac. Je ne saurais nier l'hérédoolcoolisme, et les prédispositions, même spontanées, qui peuvent résulter de la constitution ou de la complexion vicieuses d'un individu ; mais, comme le disent les statuts de l'*American Association for the cure of inebrates*, s'il est vrai que « le penchant constitutionnel à l'ivrognerie est héréditaire ou accidentel, la maladie elle-même est toujours provoquée par l'usage habituel de l'alcool. » On peut donc empêcher la maladie de se déclarer, en empêchant la consommation abusive de l'alcool, c'est-à-dire en opposant aux tendances vicieuses de l'individu la force de résistance que peut présenter sa volonté. Réveiller cette volonté hésitante et de plus en plus endormie par les ivresses successives et répétées, tel est le but auquel doivent tendre les efforts de la société, avant de livrer aux médecins ceux dont la volonté a complètement sombré. Nous acceptons donc les prémisses du postulat sur lequel repose le système répressif actuellement en vigueur, à savoir que l'ivresse est l'œuvre « d'une faiblesse contre laquelle la volonté peut réagir ; » mais nous en rejetons la conclusion qui consiste à assimiler cette faiblesse à un délit, et à la frapper de pénalités matérielles.

III. — a). Une solution, très séduisante de prime abord, de cette question délicate, est celle qui figure dans les législations badoise et galicienne et dans les Codes de quelques cantons suisses, et qui consiste à interdire temporairement aux ivrognes l'accès des débits d'alcool. On protège ainsi contre leur faiblesse les individus qui, abandonnés à leurs instincts contre lesquels ils sont sans défense, ne sauraient résister à la tentation

alcoolique. Malheureusement, cette disposition, susceptible de produire de bons résultats dans les petites localités, où tout le monde se connaît, est impraticable dans les grandes villes, et perd toute efficacité lorsque l'individu auquel la fréquentation du cabaret est interdite, change de résidence ou se déplace. En outre, comme cette mesure est une défense impérative et brutale, qui ne fait point appel aux sentiments d'honneur et de dignité personnelle susceptibles de subsister chez l'individu qu'elle vise, n'est-il pas à craindre de le voir se dédommager de cette privation, en s'alcoolisant à domicile, ou bien, le délai de la prohibition expiré, se livrer à des orgies de cabaret d'autant plus attrayantes pour lui qu'il en aura été plus longtemps sevré ?

Ce régime ne semble donc pas applicable, d'une manière générale; toutefois, dans l'intérêt même de la discipline militaire, il serait, à mon sens, propre à fournir d'excellents résultats dans l'Armée et la Marine, où l'alcool et le cabaret font de si nombreuses victimes. Le militaire ou marin, rentré ou ramené au quartier ou à bord en état d'ébriété, se verrait, — à sa sortie de la salle de police où sa détention s'impose par mesure de sûreté préventive — interdire, pour une durée, assez faible la première fois, puis pour plus longtemps, enfin pour tout le temps à courir jusqu'à sa libération, l'accès des cabarets; un signe distinctif spécial et très apparent apposé sur l'uniforme le rendrait facilement reconnaissable pour les cabaretiers, auxquels défense formelle serait faite de le recevoir dans leurs établissements, sous peine de sanctions rigoureuses. Un engagement d'honneur pris entre les mains du chef de corps ou du commandant du bâtiment, pour le rendre plus solennel, engagement de s'abstenir dorénavant de la fréquentation des débits d'alcool, permettrait d'abréger la durée du port de ce signe distinctif quelque peu humiliant. Par cette disposition bienveillante, on favoriserait le relèvement du soldat grâce à la confiance que témoigneraient

ainsi ses chefs à sa parole et à son honneur. Mais, à part ce cas particulier, la mesure ne saurait présenter une efficacité satisfaisante.

b). C'est néanmoins au même principe de l'humiliation avec faculté de relèvement que je voudrais voir demander les avertissements propres à réveiller la volonté engourdie de l'ivrogne, pour l'amener à réagir contre sa faiblesse et ses tendances alcooliques. C'est ce principe de l'humiliation salutaire que nous voyons appliqué dans l'ordonnance de 1536, lorsqu'elle porte qu'à la troisième infraction, l'ivrogne sera fustigé en place publique. C'est également à lui que Charlemagne faisait appel dans son édit de 802, en déclarant l'ivrogne indigne d'être ouï en justice, soit dans sa propre cause, soit comme témoin au procès d'autrui. La déchéance de la puissance paternelle et la privation des droits mentionnés à l'article 3 de la loi du 23 janvier 1873, ces deux incapacités inscrites dans notre législation, et l'interdiction des ivrognes, que prononcent une loi de la province canadienne de Québec et le nouveau Code civil allemand, présentent encore, à côté de leur caractère indéniable de mesures de défense sociale contre les désordres auxquels peut se livrer l'intempérant, des applications certaines du principe de l'humiliation curative. « La déchéance paternelle, dit M. le docteur Legrain (*Dégénérescence sociale et alcoolisme*), constitue une terrible blessure d'amour-propre, à laquelle bien peu resteront insensibles. » On en peut dire autant de la privation du droit électoral et autres similaires, et de l'interdiction, qui met en tutelle et exproprie du gouvernement de ses propres affaires, comme un failli, l'individu contre lequel elle est prononcée.

Malheureusement, jusqu'à présent, la valeur curative de l'humiliation, qu'entraînent à leur suite ces diverses mesures, a été méconnue par le législateur, qui s'est borné à en faire des mesures de défense et de protection

des intérêts moraux et pécuniaires de l'ivrogne lui-même, de sa famille et de la société. C'est à la seconde condamnation correctionnelle seulement qu'intervient la privation des droits civiques et politiques énumérés à l'article 3 de la loi de 1873, accompagnée, à titre d'ailleurs purement facultatif pour le tribunal qui, nous l'avons vu, n'abuse guère de son pouvoir à cet égard, de la déchéance de la puissance paternelle. Ces *capitis minutiones* ne s'appliquent donc qu'à des alcooliques consommés, sur lesquels cette humiliation n'aura aucune prise. Il en est de même de l'interdiction, telle que l'organise, par une innovation du reste heureuse en soi, le nouveau Code civil allemand, dont l'article 6 est ainsi conçu (on apercevra plus loin le motif pour lequel je crois devoir reproduire ce texte dans la langue originale) : « Entmuendigt kann werden... 3° Wer, in Folge von *Trunksucht*, seine Angelegenheiten nicht zu besorgen vermag, oder sich, oder seine Familie der Gefahr des Nothstandes aussetzt, oder die Sicherheit Anderer gefaehrdet. » En lisant ce texte, il semblerait que l'interdiction peut être prononcée dès que l'ivrogne, fût-ce un buveur accidentel, un *Quartalsaeußer* (*Rapmund und Dietrich, Aertzliche Rechts und Gesetzkunde*) donne des inquiétudes en ce qui concerne la gestion de sa fortune, l'avenir pécuniaire et moral de sa famille, ou la sécurité publique. Mais, il est extrêmement important de remarquer avec le docteur Plank (*Buergerliches Gesetzbuch nebst Einfuehrungsgesetz erlaeutert*) que « la loi exige pour l'internement, *die Trunksucht*; c'est-à-dire que la consommation abusive des spiritueux ne suffit pas, si fréquemment répétée soit-elle... L'expression *Sucht* montre qu'il faut, pour motiver l'interdiction, un état morbide, *ein krankhafter Zustand*, par suite duquel la personne à interdire n'a plus la force de résister à l'attrait de l'abus des spiritueux. » C'est bien affirmer que l'on renonce à tirer de l'interdiction aucune humiliation prophylactique ou curative. Et c'est cependant dans ces incapacités que je viens de passer

en revue, et autres mesures analogues, que réside, à mon avis, la solution du problème. Nos anciens auteurs disaient, non sans raison, que nul n'est apte à gouverner l'État s'il ne sait gouverner sa maison ; nul n'est apte à gouverner sa maison s'il ne sait se gouverner lui-même. Or, l'ivresse, défaillance de la volonté, est une preuve qu'on a perdu l'entier gouvernement de soi-même ; il est donc logique et légitime que l'on cesse de participer au gouvernement de l'État, et qu'on soit déchu de la direction de sa maison, qui ne peut que péricliter en des mains faibles et inhabiles.

Dès lors que l'ivresse non équivoque d'un individu aura eu la publicité requise par la loi française en matière de police des mœurs — afin d'étendre le champ d'action des mesures prophylactiques et de parer à l'insuffisance flagrante de la loi de 1873 — il lui sera, pour la première fois, adressé une simple admonition. L'admonition, proposée en vain lors de la discussion de la loi du 23 janvier 1873, figurait dans notre ancien droit, et s'applique aujourd'hui, en la matière, dans le grand-duché de Bade. Elle met en garde, pour l'avenir, contre les excès auxquels on a pu succomber une première fois par surprise ou par ignorance, et peut être d'une sérieuse efficacité. « Les buveurs débutants, sensibles encore à la honte, dit M. Fochier, partisan de cette mesure, ressentiront vivement l'admonition qui leur sera adressée ; ils pourront en être assez fortement impressionnés pour renoncer à leurs tendances dangereuses. » Afin qu'il en reste trace et que cette première étape dans la voie de l'alcoolisme ne tombe pas dans l'oubli, il en sera fait mention sur un folio spécial et confidentiel du casier judiciaire. Si, dans les douze mois, se produit une rechute, elle entraîne la perte des droits mentionnés à l'article 3 de la loi du 23 janvier 1873, plus la déchéance, désormais obligatoire, de la puissance paternelle, l'incapacité de contracter mariage — afin d'atteindre aussi les célibataires — et, pour frapper également les gens mariés sans enfants,

on pourrait emprunter cette disposition d'un projet hollandais, qui fait de l'ivresse de l'un des époux une cause de séparation de corps au profit de son conjoint. Donc, incapacité de gouverner l'État et la famille, mais incapacité essentiellement temporaire, afin de favoriser le relèvement. Si, dans l'année, aucune rechute ne se produit, l'incapacité tombe d'elle-même, la séparation de corps ne peut plus être demandée de ce chef, ou bien, si elle a déjà été prononcée, elle cesse de plein droit à la requête de l'époux contre qui elle a été obtenue. Bien mieux, m'inspirant d'une loi en vigueur dans le Massachusetts sur un objet connexe (p. 302), j'admettrais la réhabilitation conditionnelle au bout de trois mois, si, durant ce laps de temps, le requérant peut fournir la preuve qu'il s'est abstenu de fréquenter les cabarets, et si, d'autre part, sa moralité et ses antécédents plaident en sa faveur. Au contraire, une nouvelle rechute dans l'année qui suit la précédente décision judiciaire fait ajouter aux déchéances initiales l'interdiction, perte du gouvernement de ses propres affaires. De même que précédemment, toutes les incapacités tombent d'elles-mêmes si aucune nouvelle ivresse ne se produit dans l'année, et la mainlevée conditionnelle peut en être accordée aux mêmes conditions que ci-dessus, mais en exigeant un délai plus long, de six mois, puisque la volonté, plus faible, doit fournir des preuves plus concluantes. Enfin, une autre rechute dans l'année suivante donne lieu, au contraire, à l'interdiction définitive, constitue une cause de divorce, et fait passer l'individu en question au nombre des buveurs d'habitude, soumis à un traitement spécial.

Ce système présente très nettement le caractère de mesure contre le cabaret, que doit revêtir la législation de l'ivresse. Il serait, à mon avis, expédient de le substituer, lui ou tout autre inspiré des mêmes principes, au régime répressif dont la défectuosité n'est

plus à démontrer. Il conviendrait à la très grande généralité des cas, sauf toutefois deux exceptions.

Il serait, en premier lieu, regrettable de faire entrer les mineurs dans la vie sous le poids d'incapacités et de déchéances qui, durant leur minorité, seraient pour la plupart sans aucune influence. Le retrait de l'émancipation, pour le mineur émancipé ; pour le mineur ordinaire, l'admonition en présence de celui qui exerce sur lui la puissance paternelle, suffiraient pour la première fois. En cas de rechute, c'est le titulaire de la puissance paternelle qui, averti par la première défaillance, est en faute de n'avoir pas veillé sur son enfant ou pupille : il se verra priver de ses droits de puissance paternelle et devra acquitter, de ses deniers, les frais d'éducation du mineur remis, jusqu'à sa majorité, à la surveillance et aux soins de l'Assistance publique.

En second lieu, le système des incapacités humiliantes serait sans aucun effet sur les individus dont les instincts alcooliques se doublent d'une perversité qui fait obstacle à tout espoir de relèvement de leur part. Je veux parler des malfaiteurs et des filles publiques. Il serait bon de revenir, à leur égard, aux errements de l'ordonnance de 1536, d'en purger le territoire de la République, en organisant leur relégation. Remarquons d'ailleurs que nous nous trouvons là dans des hypothèses exceptionnelles, attendu que presque toujours la criminalité, et souvent la prostitution, sinon l'inconduite, sont postérieures aux crises primaires d'ivresse, car l'une comme l'autre sont, dans mainte hypothèse, filles de l'intempérance.

Dans la généralité des cas donc, les incapacités étudiées plus haut apparaissent, je le crois du moins, comme suffisantes pour arrêter sur la pente de l'ivrognerie et de l'alcoolisme bon nombre de victimes, c'est-à-dire détourner du cabaret une partie de sa clientèle, tout en sauvagardant, mieux que ne saurait le faire le régime actuel, les intérêts individuels et sociaux menacés par le fléau.

TROISIÈME SECTION

Mesures contre l'habitude acquise.

Passé la période des accidents aigus et isolés qui ne sont d'ailleurs pas le préliminaire obligé de l'alcoolisme, l'ivrogne invétéré ou l'alcoolique arrivé à ce point d'une manière progressive et inconsciente, est un malade, une sorte d'infirme cérébral, un aliéné d'une espèce particulière, qui n'est plus maître de ne pas boire, et qui est poussé en quelque sorte automatiquement vers le cabaret, de même qu'il fait souche de dégénérés de son espèce qui, à leur tour, grossiront la légion innombrable des clients des débits de boissons. Il importe donc de compléter le faisceau de mesures destinées à agir directement sur la population, en s'efforçant de restreindre le nombre de ces non-valeurs sociales. Toutes les incapacités et déchéances dont l'application serait désirable, à titre temporaire, aux ivrognes débutants, s'imposent, à titre définitif, en vue d'arrêter la propagation de l'alcoolisme par la contagion et la transmission héréditaire, quand on se trouve en présence d'un véritable alcoolique. Celui-ci étant un aliéné, quoi de plus naturel que de lui appliquer strictement les termes de l'article 489 du Code civil : « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides », à la requête des parents, du conjoint ou du ministère public (articles 490-91).

Et de même que la loi du 30 juin 1838 prévoit l'internement des aliénés, tout à la fois par mesure de sûreté s'ils constituent, à raison de leur état mental, un danger pour la société, et par mesure curative, dans l'espoir d'obtenir leur guérison, ne serait-il pas rationnel d'en user de même à l'égard des alcooliques, ces aliénés *sui*

generis? Il ne suffit pas, en effet, de rester sur la défensive, il faut encore, avant de considérer l'alcoolique comme une épave sociale, bonne à placer dans un établissement d'incurables, s'efforcer de le guérir, de le régénérer. C'est ce dont se sont préoccupées certaines législations étrangères, qui, s'inspirant des règles suivies en tous pays en matière d'aliénation mentale ordinaire, ont institué l'internement des alcooliques, sous certaines conditions, dans des asiles spéciaux, où on leur fait subir un traitement thérapeutique destiné à les guérir de leurs habitudes d'intempérance, et par suite, à les arracher à leur passion du cabaret. Or, nous n'avons, en France, que des asiles pour les aliénés ordinaires, et la loi du 30 juin 1838 n'y autorise le placement que des individus atteints des désordres constitutifs de la folie véritable. Ce sont là, comme je vais m'efforcer de le montrer, deux lacunes qu'il importe de combler dans notre législation.

I

Les asiles de buveurs.

I. — Les alcooliques sont des aliénés, des cérébraux, et comme tels doivent être traités par l'internement; tel est le principe, dont il ne faudrait cependant pas pousser trop loin les conséquences, par exemple en internant purement et simplement les alcooliques dans les asiles d'aliénés existants, dans les maisons de fous. Ce serait là — c'est là plutôt, car malheureusement cette pratique existe, — une grossière erreur, et l'asile suisse de Trélex, dans le canton de Vaud, où l'on a entassé pêle-mêle des alcooliques et des aliénés ordinaires, est un exemple à ne pas suivre, car un rapport officiel n'hésite pas à représenter ses résultats comme « n'étant pas en proportion avec les sacrifices qui sont faits; si l'on connaît beaucoup de récidives, on connaît peu de guérisons. »

a). C'est qu'en effet l'internement des alcooliques dans une maison de fous présente de sérieux inconvénients, qui peuvent se grouper en deux catégories, suivant qu'il s'agit d'un alcoolique simple, atteint seulement d'intempérance insurmontable par le seul ressort de sa volonté actuelle, ou d'un alcoolique délirant, véritable aliéné, aux yeux mêmes de notre législation présente.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'alcoolique simple intempérant, dont la seule infirmité cérébrale consiste à ne pas pouvoir surmonter son appétence pour l'alcool, le remède serait pire que le mal. Il en résulterait un inconvénient analogue à celui, précédemment signalé, auquel aboutit l'emprisonnement des ivrognes. De même que le voisinage des malfaiteurs de droit commun risque de transformer l'ivrogne en un criminel, de même la promiscuité avec les fous a de grandes chances d'en faire un dément véritable. Chacun sait en effet que la fréquentation des fous est contagieuse : il n'est pas rare notamment de voir les directeurs, médecins, infirmiers et gardiens des asiles d'aliénés, atteints eux-mêmes, à la longue, d'aliénation mentale par suite de leurs rapports journaliers avec leurs pensionnaires. Si donc une telle éventualité se produit à l'égard d'individus sainement constitués, *a fortiori* en serait-il de même pour des gens dont les facultés cérébrales sont oblitérées et affaiblies par les excès alcooliques. Les médecins estiment qu'un internement de six à huit mois au minimum est nécessaire pour le traitement des alcooliques ; il est fort à craindre qu'un séjour de cette durée au milieu des fous ne fasse de l'intempérant un aliéné.

Quant aux alcooliques délirants qui, eux, sont, dans toute la force du terme, des aliénés, la loi du 30 juin 1838 permet actuellement de les placer dans des asiles d'aliénés ; mais cette pratique n'en est pas moins défectueuse à leur égard qu'elle ne le serait en ce qui concerne les simples intempérants, comme l'a fait ressortir un savant aliéniste, M. le docteur Magnan, dans sa déposition

devant la Commission de l'alcool, constituée dans les bureaux de la Chambre des députés (Annexe I du *Rapport Guillemet*). « Il n'est pas douteux, dit-il, que le régime et l'hygiène des asiles appropriés aux besoins des aliénés ordinaires ne conviennent nullement aux alcoolisés. Ceux-ci sont loin, en effet, de trouver dans ces asiles la protection indispensable contre leurs habitudes d'intempérance. Ils boivent d'abord la ration de vin qui fait partie du régime commun. Puis, au bout de quelques jours, le délire disparaissant, ils sont tranquilles, valides, ils s'occupent et reçoivent la ration supplémentaire de vin accordée aux travailleurs; enfin, comme ils jouissent d'une certaine liberté, que leurs occupations les appellent hors de leurs quartiers, dans les diverses parties de l'établissement, ils en profitent pour se procurer en cachette, et parfois même avec la complicité des infirmiers, du vin, des liqueurs et de l'eau-de-vie, en suffisante quantité pour entretenir l'accoutumance des liqueurs fortes, et parfois même pour maintenir un certain degré d'intoxication. Dans l'asile ordinaire, il est difficile de convaincre le personnel, les infirmiers aussi bien que les employés, des graves conséquences pour l'alcoolisé des moindres écarts de régime, et de là des complaisances coupables qui apportent de sérieuses entraves au traitement. »

b). Ce traitement est à la fois physique et moral. Il ne suffit pas, en effet, de faire disparaître les désordres pathologiques et fonctionnels déterminés dans l'organisme par l'abus de l'alcool, il faut encore convertir l'alcoolique à la tempérance, il faut, continue M. le docteur Magnan dans sa déposition précitée « que le malade soit convaincu qu'il peut être fort, vigoureux, capable de développer à un moment donné de l'énergie, en la puisant dans ses propres forces nerveuses, bien mieux que dans la stimulation artificielle, fugace et toujours dangereuse de l'alcool, puisque celle-ci est suivie de dépres-

sion et d'une fatigue pénible que le repos parvient mal à dissiper. »

La première partie du traitement, la cure physique, comporte, en première ligne, l'abstinence radicale de toute boisson contenant une dose même infinitésimale d'alcool. La modération ne suffirait pas, en effet, pour opérer la guérison, car l'alcoolique est, pour ainsi dire, saturé d'alcool, dont le traitement a précisément pour but d'opérer l'élimination ; la moindre quantité nouvelle introduite dans l'organisme suffirait pour dépasser le point critique, et amener par là même les troubles et les désordres que l'on veut éviter, ou tout au moins pour entretenir un état latent d'intoxication, affaiblir la volonté que l'on prétend retremper. Le traitement physique se complète par l'hydrothérapie, une alimentation saine, abondante et variée, et par le travail, dont la fatigue salutaire avait déjà été distinguée comme élément curatif par le Code pénal allemand de 1871, le Code pénal néerlandais et les lois de quelques cantons suisses, qui prescrivent l'internement des ivrognes condamnés comme tels dans des maisons de travail. Le travail, dans la cure physique de l'alcoolisme, doit, au surplus, être entrecoupé de distractions intelligentes et fortifiantes. La vie au grand air, le plus possible, est enfin un élément essentiel du programme.

Quant à la cure morale, elle résulte tout d'abord du changement de milieu, de la discipline et de la régularité qui président aux divers actes de la vie d'internement. Elle consiste surtout en exhortations tendant à ranimer les faibles vestiges qui peuvent subsister chez l'alcoolique de son éducation première, le sentiment du devoir et de la dignité personnelle, l'amour conjugal, filial, paternel, suivant les cas, tous sentiments dominés et étouffés jusqu'alors par la passion alcoolique. Dans les pays où ce traitement a été expérimenté, et qui appartiennent presque tous, pour l'immense majorité de leur population, à la confession chrétienne protestante, comme toutes les

nations qui ont pris la tête du mouvement anti-alcoolique, on fait appel, pour compléter le traitement moral, aux secours de la religion, à la prière, à la méditation et au culte évangélique. C'est là une partie du programme qui, en France, avec les idées qui dominent actuellement au sein des pouvoirs publics, et avec le scepticisme gouailleur de nos populations ouvrières, serait, sinon totalement éliminée, du moins reléguée au second plan. Dans tous les cas, la cure morale exige des rapports constants et intimes entre le malade et son médecin, qui doit parfaitement connaître chacun de ses pensionnaires, et varier ses méthodes suivant leur caractère et leurs antécédents.

II. — C'est assez dire que cette médication, très complexe, du corps et de l'esprit, exige des établissements spéciaux, ou tout au moins des quartiers parfaitement isolés dans les établissements d'aliénés, ainsi que la séparation des simples intempérants et des délirants, véritables aliénés, dont le voisinage pourrait amener, par voie de contagion, des désordres cérébraux chez les intempérants. Elle exige encore un personnel, sinon abstinrent, du moins tempérant et fermement convaincu des effets désastreux de l'alcool, et par là même prêt à donner aux médecins un concours intelligent et dévoué. Enfin, il est indispensable que le nombre des pensionnaires de ces asiles soit assez restreint pour permettre de réaliser, à un degré suffisant, l'isolement de l'alcoolique du milieu social qui l'entourait jusqu'alors, et le traitement individuel que M. le docteur Legrain proclame le principe dominant de la cure anti-alcoolique, en vertu des motifs indiqués ci-dessus. Ce principe a malheureusement été méconnu lors de la création de l'unique asile d'aliénés que nous possédons en France. Parlant de cet asile institué par le Conseil général du département de la Seine dans le domaine de Ville-Evrard, M. Maurice Vanlaër s'exprime ainsi : « On peut regretter

que cette Assemblée ait, dans l'organisation de cet asile, cédé une fois de plus à la mégalomanie qui la hante, et porté au chiffre énorme de *sept cents* le nombre des pensionnaires qui doivent être hospitalisés à l'asile de Ville-Evrard. » Et cela contrairement à l'avis du savant philanthrope qui s'est fait, en la matière, une compétence et une notoriété universellement reconnues, directeur précisément de cette maison de Ville-Evrard, lequel déclare formellement que la cure anti-alcoolique n'est possible que dans un établissement extrêmement restreint. Aussi, dans les rapports présentés par lui en 1897 et 1898, sur le fonctionnement de cet asile confié à ses soins, M. le docteur Legrain émet-il les plus vives critiques contre l'asile-caserne de Ville-Evrard qui, en internant pêle-mêle tous les alcooliques, intempérants et délirants, traitables et incurables, est, à vrai dire, un nouvel asile d'aliénés, mal approprié aux exigences du traitement individuel et spécial dont dépend le succès de la cure. Aussi n'accuse-t-il qu'une infime proportion de guérisons — quelques unités pour cent du nombre des malades qu'il reçoit.

Cette erreur de l'Assemblée départementale, au surplus animée d'excellentes intentions, aurait pu être évitée facilement, en jetant les yeux sur les établissements de même nature dont il existe d'assez nombreux exemples à l'étranger. Ce sont les États-Unis qui ont pris la tête du mouvement. Dès 1809, le docteur Ruch, de Philadelphie, préconisait la méthode curative de l'ivrognerie par voie d'internement. En 1830, la Société médicale du Connecticut mettait à l'étude la création d'un hôpital spécial pour ivrognes. Ce mouvement aboutit à l'érection, à Binghampton, dans l'État de New-York, d'un asile de buveurs qui dégénéra assez vite en un établissement d'aliénés ordinaires. Le plus ancien des asiles américains ayant conservé le type pur, est actuellement le *Washingtonian-Home*, de Boston, créé en 1857, et reconnu d'utilité publique en 1869; on cite encore, parmi les plus

connus, l'asile de *Fort-Hamilton*, dans l'État de New-York, l'hôpital de *Wanut-Lodge*, à Hartford; une cinquantaine d'autres établissements du même genre sont répartis sur le territoire de l'Union américaine. Ils reçoivent chacun une moyenne annuelle de deux à trois cents pensionnaires, chiffre inférieur à celui que supposent les installations de Ville-Evrard, mais signalé comme étant encore sensiblement trop élevé. Les résultats attestés par les statistiques sont néanmoins satisfaisants. Le chiffre global des guérisons définitives s'élève en moyenne à 40 pour cent des malades internés; 33 pour cent, au contraire, en sortent incurables, les autres présentent des chances de rechute, et la moitié de ceux-ci y succombent effectivement. Ce sont également les moyennes accusées par les statistiques de l'asile hollandais de Hoogholten (*Dr Hæffel*, député de la Basse-Alsace au *Reichstag*. *Die Notwendigkeit eines Trinker-Asyles in Elsass-Lothringen*. — *Archiv fuer æffentliche Gesundheitspflege in Elsass-Lothringen*.) La Suisse fournit des résultats plus brillants; le nombre des guérisons atteint fréquemment 50 pour cent de celui des malades internés. Il est de 60 pour cent à Blumenau et Weissshœltzli, asiles de femmes. L'asile d'Ellikon-an-der-Thuer, fondé en 1889, accusait, cette année-là, 44 pour cent de réussites, 77 pour cent en 1897, 88 pour cent en 1898. Il est curieux de rapprocher ces résultats remarquables du petit nombre des pensionnaires admis dans les asiles suisses.

Pilgerhutte. (hommes)	19	lits.	Nuechtern... (hommes)	20	lits.
Trélex	—	15 —	Sarnen..... (mixte)	40	—
Pontareuse.	—	12 —	Ermatingen .	—	34 —
Etagnières .	—	25 —	Blumenau .. (femmes)	52	—
Ellikon	—	40 —	Weissshœltzli	—	17 —

Nous sommes donc loin des 700 lits de Ville-Evrard. Aussi n'est-il pas étonnant, en présence des bons résultats obtenus en Suisse, de voir les asiles récemment créés en Norvège et en Autriche n'admettre qu'un très petit

nombre de malades. L'asile de Pranthof, dans la Basse-Autriche, récemment érigé, ne reçoit en effet que dix alcooliques du sexe masculin. Les mêmes principes ont été suivis en Angleterre, qui compte un certain nombre d'asiles, dont le plus connu est le *Darlymple-home*, de Rickmansvoorth, près Londres, qui reçoit annuellement une quarantaine de malades et accuse 33 pour cent de guérisons et 8 pour cent d'améliorations notables. L'Empire d'Allemagne fournit des résultats moins concluants, qui varient, suivant les établissements et la durée de l'internement, de 25 à 58 pour cent de guérisons définitives. Mais l'expérience qui y a été faite est particulièrement intéressante, et par le petit nombre de malades traités dans chaque établissement — de 10 à 30 lits, 17 en moyenne. — et par le grand essor qu'ont pris ces institutions dans les dernières années. C'est en 1851 que fut fondé le premier asile allemand, à Lintorf, dans la Prusse Rhénane, par le pasteur luthérien de la localité. En 1879, cet asile reçut une annexe, à Siloah-Lintorf. Depuis cette époque, il ne se passe guère d'année qui ne voie s'élever un ou plusieurs établissements similaires : un en 1881, à Marbach (Bade); un autre, en 1882, à Sophienhof, près Tessin (Meklembourg); deux en 1886, celui de Leipe (Silésie) et l'asile *Eichhof*, de Bielefeld (Saxe); deux en 1887, à Bonn et à Rickling (Holstein); un en 1888, la *Friedrichshuette*, de Bielefeld; deux en 1889, à Bonn et à Klein-Drenzig (Brandebourg); un en 1890, à Rastenburg (Prusse Orientale); trois en 1892, à Stenz, près Königsbrueck (Saxe), Sagorsch (Prusse Occidentale), et Francfort-sur-le-Mein; un en 1895, à Ratzeburg (Lauenbourg); deux en 1896, à Eberbach (Bade), et à Stettin; un en 1897, à Hambourg; deux en 1898, à Loxstedt (Hanovre), et Waldernbach (Nassau); trois en 1899, à Blenowitz (Prusse), Niesky (Lippe), et Barmen; enfin, six autres viennent d'être inaugurés ou sont en construction à Lintorf, Bielefeld, Dresde, Berlin, Werden-an-der-Ruehr, Rellinghausen (*Eine Zusammenstellung der Trinkerheilstätten in Deuts-*

chland, *Österreich und der Schweiz*. Journal *Der Alkoholismus*, 1, 1900).

III. — Cet essor rapide de l'édification des asiles de buveurs en Allemagne est d'autant plus remarquable qu'il est dû entièrement à l'initiative privée, et ne reçoit des pouvoirs publics aucun encouragement pécuniaire. Il en était d'ailleurs de même jusqu'à présent en Angleterre : la cure de l'alcoolisme par l'internement était une entreprise exclusivement privée. Mais la loi du 12 août 1898, connue sous le nom d'*Inebriates Act*, et mise en vigueur le 1^{er} janvier 1899, prévoit la création d'asiles officiels. Le Ministre de l'Intérieur, aux termes de cette loi, est autorisé à faire construire des asiles aux frais de l'État, ou à acquérir des établissements existant actuellement sous forme d'asiles privés. C'est qu'en effet, en présence des résultats appréciables obtenus par le traitement curatif des alcooliques dans ces établissements, il appartient à la société et il est de son devoir strict de veiller à ce qu'il en existe un nombre suffisant pour les besoins du pays, à ce qu'ils fonctionnent dans les conditions hygiéniques requises pour le succès de la cure, et soient accessibles à la population tout entière, sans distinction de fortune. Or, les établissements privés, en Allemagne et en Angleterre, n'admettent, sauf de très rares exceptions, que les individus qui peuvent payer un prix de pension assez élevé, et, par suite, la population nécessaire, la plus ravagée par l'alcoolisme, n'en peut guère bénéficier. Si donc l'État veut remplir consciencieusement son rôle de gardien de la santé publique, il ne peut s'en remettre entièrement à l'initiative de la charité privée, du soin de construire et d'administrer les asiles de buveurs.

Dans la plupart des pays, d'ailleurs, qui se sont vus doter d'institutions de ce genre, l'intervention officielle n'a pas manqué de se faire sentir, soit sous forme de création d'asiles gérés par l'État, les provinces ou les villes,

soit sous forme de subventions allouées à des particuliers ou à des sociétés de bienfaisance, pour encourager leur initiative ou seconder leurs efforts. Il existe, aux États-Unis, des asiles créés et gérés par l'État, notamment dans le Massachusetts; de même l'État de New-York a racheté un asile privé de buveurs du sexe féminin et l'administre à ses frais, le transformant ainsi en établissement public. Mais, le plus souvent, l'action officielle se borne à l'allocation de subventions, du reste fort importantes. C'est ainsi que, dans l'un des États, la législature concédait, en 1874, un terrain d'une valeur de 300.000 francs pour la construction d'un asile de buveurs. Le Texas y a consacré 100.000 dollars. Dans la plupart des autres États, 10 pour cent du produit de l'accise des spiritueux sont alloués à titre de subvention aux hospices d'ivrognes. Hors des États-Unis, l'Australie du Sud a récemment voté une somme de 75.000 francs comme contribution de l'État à l'édification d'un hospice de ce genre à Adélaïde. Quant aux asiles suisses, tous créés et gérés par des sociétés d'intérêt général, *gemeinnuetzige Vereine*, ils reçoivent annuellement, comme subvention officielle, une forte proportion de l'*Alkoholzehntel*, c'est-à-dire du dixième du produit net du monopole, réservé par la Constitution fédérale à la mise en œuvre des mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme (*Dr Hœffel, op. cit.*). Par contre, en Autriche, le seul asile existant, celui de Pranthof, est de création officielle; il a été construit et fonctionne aux frais de la province de la Basse-Autriche. Un projet de loi a du reste été déposé, en 1895, à la Diète autrichienne, dans le but de prescrire la fondation d'asiles de buveurs aux frais de l'État, des provinces, des cercles et des communes.

Nous avons déjà vu que le seul établissement de ce genre existant en France, l'asile de Ville-Evrard, est un asile public, créé par le Conseil général du département de la Seine. C'était d'ailleurs, chez nous, la solution correcte, la charité et l'assistance publiques étant mises

par notre législation administrative à la charge des départements, qui supportent, notamment, les frais des asiles de vieillards et d'incurables et des maisons d'aliénés. Les alcooliques n'étant autre chose que des aliénés, il appartient aux départements de pourvoir à leur sort, et, par suite, il conviendrait d'étendre législativement l'œuvre entreprise bénévolement par le Conseil général de la Seine. Ce nouveau texte imposerait aux départements la création sur leur territoire, et à leurs frais, d'un asile de buveurs, s'ils ne préféraient s'entendre à l'amiable, par groupements régionaux, pour ériger un de ces établissements à frais communs sur le territoire de l'un d'entre eux, pratique actuellement suivie pour les autres maisons départementales. Ces asiles départementaux ou inter-départementaux devraient, du reste, être conformes à des types agréés par l'Académie de médecine et le Comité consultatif d'hygiène publique. Ce serait, à mon avis, la solution la plus favorable. Car, dans notre pays, il serait quelque peu téméraire de faire appel à la bonne volonté des particuliers, même stimulée par des subventions, d'autant que, même lorsqu'elles viennent en aide à l'initiative individuelle, nos administrations publiques ne peuvent s'empêcher de la regarder d'un assez mauvais œil, et qu'il n'est pas de difficultés, de lenteurs et d'entraves qu'elles ne réservent aux œuvres entreprises en dehors d'elles, tandis qu'il faut leur rendre cette justice qu'elles s'acquittent, en général, avec un zèle consciencieux des services publics qui leur sont confiés.

II

La question de l'internement au point de vue légal.

I. — *a/*. Supposons comblée cette première lacune de notre législation actuelle, par la création d'asiles publics de buveurs. Il reste aux pouvoirs publics à accomplir

une autre tâche, et non moins importante, à savoir, réglementer les conditions d'internement des buveurs d'habitude dans ces établissements. Dans l'état actuel de la législation française, en effet, les asiles de buveurs qui viendraient à être créés ne pourraient — et tel est le cas pour celui de Ville-Evrard — ouvrir leurs portes qu'à une clientèle extrêmement restreinte. A part les alcooliques délirants, qui sont de véritables aliénés et dont l'internement dans les maisons de fous, prévu par la loi du 30 juin 1838, peut évidemment être transformé en un placement volontaire ou d'office dans un asile spécial de buveurs, pratique actuellement suivie dans la Seine, à part cette première catégorie d'alcooliques, la clientèle des asiles de buveurs ne pourrait comprendre que des internés bénévoles, aucun texte n'autorisant l'autorité publique à séquestrer les simples intempérants, car en matière d'atteintes à la liberté individuelle, la loi doit être interprétée très strictement. Le législateur de 1838 n'ayant prévu expressément que les cas d'aliénation mentale caractérisée, il n'est point possible d'étendre l'application de ce texte aux simples intempérants, bien que la science moderne n'hésite pas à les ranger parmi les cérébraux. Il résulte de là également que les médecins sont impuissants, par les voies légales du moins, à prolonger l'internement et le traitement des malades alcooliques aussi longtemps qu'il serait nécessaire, car c'est le délire qui constitue l'aliénation mentale, et dès qu'il a disparu, la loi du 30 juin 1838 cesse d'exercer son empire. Or, la durée prolongée de l'internement est un élément essentiel du succès de la cure anti-alcoolique. Les statistiques des résultats obtenus dans les établissements étrangers en font foi. C'est ainsi que Lintorf et Siloah accusent une moyenne de 25 pour cent de guérisons pour les cures de courte durée, proportion qui s'élève à 58 pour cent lorsque le traitement se prolonge durant plus de six mois. Les résultats merveilleux de l'asile d'Ellikon, 75 pour cent de réussites en 1896, 77

pour cent en 1897, 88 pour cent en 1898, sont attribués par tous les médecins à cette circonstance que la majeure partie des malades y séjournent de neuf à dix-huit mois, en vertu de la loi du canton de Saint-Gall, de 1891. C'est qu'en effet, comme nous l'avons vu précédemment, la cure doit être, non seulement physique, mais aussi intellectuelle et morale. Il faut, après avoir fait disparaître les troubles cérébraux et fonctionnels par lesquels se traduit l'alcoolisme, convaincre le sujet de l'inutilité et des dangers de l'absorption des spiritueux, le convertir à la tempérance par le raisonnement et l'expérience personnelle. Ce ne saurait être l'affaire de quelques jours, mais de longs mois, et, malheureusement, la loi française, dans sa teneur présente, seconde mal le dévouement des médecins de Ville-Evrard, qui, pour arracher les malades au fléau qui les étreint, doivent engager avec eux de véritables luttes.

« Le délire alcoolique, dit M. le docteur Marandon de Montyel (*Le traitement de l'alcoolisme et la liberté individuelle*) ne dure que quelques jours, souvent vingt-quatre heures, rarement une semaine, et la durée du traitement, pour que celui-ci soit efficace, doit être d'un semestre au moins, plutôt même de neuf à douze mois... Or, le délire a à peine pris fin que la lutte pour la sortie commence, lutte avec les malades et lutte avec les familles, plus vive encore avec celles-ci qu'avec ceux-là... Avec les malades, la lutte pour la prolongation de l'internement est plus facile. Ils y mettent, on ne le croirait pas, moins d'acharnement et de persistance. Plus lourdes sont leurs charges de famille, moins ils osent les invoquer, car c'est avouer de leur part une plus grande culpabilité. » Mais les familles récriminent sans relâche pour faire rentrer au foyer le chef qui gagne le pain quotidien. Que peut faire le médecin ? Il résiste tant qu'il peut, luttant pied à pied par la contrainte et la persuasion. Mais, en fin de compte et de guerre lasse, il est bien obligé de céder, tant par commisération pour les

familles à bout de ressources que par respect de la légalité, sachant fort bien que le refus qu'il oppose aux demandes de libération est absolument illégal et arbitraire, dans l'état actuel du droit français. Aussi, est-ce à peine si, en 1898, M. le docteur Legrain a pu conserver 16 pour cent de ses pensionnaires pendant plus de six mois, c'est-à-dire assez longtemps pour leur faire subir un traitement suffisant, non pas même toujours de l'alcoolisme, mais seulement de la folie alcoolique, dit le *Rapport Legrain*. En 1897, cette proportion était plus faible encore, car c'est environ 5 pour cent des malades dont le traitement avait pu être prolongé plus de six mois. D'où cette judicieuse remarque de M. le docteur Marandon de Montyel : « La législation en vigueur ne permet de soigner qu'une seule catégorie d'alcooliques, la moins nombreuse de toutes, celle des délirants, et de ceux-ci, elle ne permet, au grand maximum, d'en guérir que 5 pour cent. » Ajoutons qu'avec cette facilité qu'ont les alcooliques de sortir à volonté de l'asile où ils sont internés, la clientèle de Ville-Evrard — et il en serait de même des asiles qui viendraient à être créés — se compose en grande partie d'incurables, de paresseux qui viennent villégiaturer à la campagne en temps de chômage plus ou moins involontaire. « Ils aiment, dit M. le docteur Legrain, l'asile qui les héberge douillettement chaque fois qu'en veine de paresse ou sans ouvrage, ils songent à délirer et épuisent, pour ce but louable, jusqu'à leur dernier sou. Combien viennent ainsi chez nous prendre leurs quartiers d'hiver ! » Et cela, au plus grand préjudice des buveurs susceptibles de guérir, dont ils accaparent la place et dont ils compromettent la régénération par leur voisinage néfaste.

Une réforme s'impose évidemment. Du jour où ces vieux « chevaux de retour » de l'alcoolisme dont certains, d'après M. le docteur Legrain, se font interner jusqu'à quarante fois de suite, seraient astreints à y demeurer de force, par ordonnance médicale, ils encom-

breraient moins les asiles de buveurs, surtout si — à la différence de ce qui a lieu actuellement à Ville-Evrard, — on les obligeait à travailler. D'autre part, cette possibilité pour l'administration des asiles de retenir les malades jusqu'à parfaite et entière guérison, permettrait de soigner efficacement les buveurs curables qui, dans l'état actuel des choses, quittent l'asile imparfaitement guéris et ne tardent pas, pour la plupart, à retomber dans leur vice, désormais incurable, car l'expérience a démontré que le traitement de l'alcoolisme ne peut s'opérer qu'une seule fois. Mais une réforme qui s'en tiendrait là, et n'autoriserait l'internement et la détention aussi prolongée que le nécessite le succès de la cure que des délirants et des intempérants qui sollicitent eux-mêmes leur admission dans les asiles, cette réforme serait absolument insuffisante. Car les délirants constituent, parmi les alcooliques, une infime minorité, et bien rares sont, parmi les autres, ceux qui consentiraient à aliéner leur liberté pendant de longs mois sans avoir, comme aujourd'hui, la possibilité de rentrer chez eux quand bon leur semble. Il conviendrait donc, et il serait désirable qu'un texte vint, comme le fait pour les aliénés *stricto sensu* la loi du 30 juin 1838, autoriser et organiser l'internement forcé des alcooliques dans les asiles spéciaux dont le législateur ordonnerait d'autre part l'institution.

b). Mais, dira-t-on, cette réforme tendant à instituer l'internement forcé des alcooliques et à faire prolonger leur séjour dans les asiles autant que le médecin traitant le jugerait à propos, porterait une atteinte des plus graves et des moins légitimes à la liberté individuelle, en même temps qu'elle grèverait lourdement le budget de l'assistance publique, qui devrait supporter tout à la fois les frais de traitement des buveurs insolvables, lesquels sont l'immense majorité, et les secours à distribuer aux familles, privées, durant le temps de l'internement, des ressources que leur procure en temps

ordinaire le travail de leur chef. Il n'y a pas lieu, tout d'abord, de s'arrêter bien longtemps à cette dernière objection. Les exigences de l'hygiène sociale ne sauraient être subordonnées à des questions de gros sous. Mais encore, dans ses rapports, M. le docteur Legrain indique un moyen judicieux de pourvoir au traitement des alcooliques internés, sans mettre en cause, tout au moins pour une large part, les finances publiques, et cela par l'introduction dans les asiles de buveurs du travail obligatoire. En dehors de sa valeur curative, l'obligation au travail présenterait cet avantage d'écarter des asiles ces alcooliques amateurs qui encombrement actuellement Ville-Evrard, où, bien nourris et confortablement logés, ils se livrent aussi longtemps que bon leur semble aux douceurs du *far-niente*. Mais encore, avantage qui mérite une sérieuse considération, comme « les buveurs sont capables, en général, de faire d'excellents travailleurs, on peut s'en rendre compte dans le quartier spécial de Ville-Evrard, l'obligation au travail deviendrait ainsi profitable. » On ferait, par ce moyen, des asiles de buveurs « des maisons de travail, et qui plus est, des maisons d'assistance par le travail ; le buveur qui travaille bien est capable de gagner largement en un jour, par le produit de son travail, de quoi subvenir à son entretien, ce qui suffirait pour payer les frais de placement et, en outre, un bénéfice qui devrait être employé à secourir sa famille. » Ce serait là, d'après M. le docteur Legrain et M. Fochier, à l'ouvrage précité duquel j'emprunte ces quelques lignes « une solution pratique à la question si inquiétante de l'entretien des familles d'ivrognes laissées dans la misère, » en même temps qu'une très heureuse réponse aux objections budgétaires que soulève le problème de l'internement des alcooliques. Reste donc la difficulté tirée du respect dû à la liberté individuelle. Or, remarquons tout d'abord qu'il est certains alcooliques pour lesquels la question de la sauvegarde de leur liberté individuelle est absolument hors de cause et dont

l'internement apparaît comme d'une incontestable légitimité, d'après les principes mêmes de notre droit actuel.

Tel est le cas notamment pour les ivrognes invétérés, les récidivistes de l'ivresse publique. Toutes les législations les traitent actuellement comme des délinquants et les punissent d'emprisonnement, c'est-à-dire suppriment, durant un temps plus ou moins long, l'exercice et la jouissance de leur liberté individuelle. Sans revenir sur le caractère essentiellement contestable de cette législation répressive, j'en retiendrai seulement ce fait qu'elle légitime par elle-même l'internement de ces ivrognes. Car, de même qu'au regard des délirants, on a pu considérer, dans le département de la Seine, que l'atteinte à la liberté n'est pas plus grande si l'on interne les individus en question dans un asile de buveurs au lieu de les placer dans une maison de fous, de même, on ne peut qu'approuver, en ce qui concerne les ivrognes récidivistes, la substitution du régime salubre de l'asile à l'emprisonnement, dont l'effet curatif est nul et qui a trop souvent pour conséquence de faire franchir, au malheureux qu'il frappe, un nouveau pas dans la voie de la dégradation et de l'alcoolisme. Aussi voit-on les législations les plus respectueuses des droits de la personnalité humaine ne pas hésiter à prescrire l'internement des ivrognes récidivistes dans les asiles de buveurs. Il est tout particulièrement intéressant de signaler une disposition de cette nature dans la loi anglaise qui, en dehors de ce cas et d'un autre très connexe, n'admet que l'internement volontaire. L'*Inebriates Act* du 12 août 1898 ordonne l'internement de l'individu qui, dans l'espace d'un an, aura encouru trois condamnations pour ivresse publique. La loi genevoise du 28 septembre 1898 consacre une mesure du même genre, que M. Stooss a inscrite également dans son projet de Code fédéral suisse de 1896, dont le principe a été voté par l'Assemblée fédérale et par le peuple, mais qui exigera plusieurs années de travaux prépa-

ratoires avant de passer dans le domaine de l'application pratique. En Allemagne, un projet de 1891 tend à faire placer dans les asiles de buveurs les ivrognes récidivistes tombés dans la misère par suite de leurs habitudes alcooliques, et qui, aux termes de la loi actuelle, sont détenus dans les maisons de travail. Les lois du Canada, de l'État de New-York et du Massachusetts consacrent la même solution. Enfin, un projet de loi, déposé en 1895 à la Diète autrichienne, prononce, de même que la loi anglaise de 1898, l'internement dans un asile de buveurs des individus condamnés trois fois dans le courant d'une année pour ivresse publique. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que, lors de la discussion de la loi du 23 janvier 1873, M. Laboulaye proposait à l'Assemblée nationale d'inscrire dans ce texte la règle que l'emprisonnement des ivrognes aurait lieu dans des hospices créés à l'instar des asiles américains. Il conviendrait, à mon avis, de faire passer au plus tôt dans notre législation les dispositions si judicieuses que je viens d'analyser, sauf à leur faire subir une légère modification. Sans aucun doute, un individu qui, après trois avertissements, retombe dans son vice, peut et doit être présumé un véritable alcoolique, sujet à l'internement. Mais j'estime que la loi anglaise et le projet autrichien ont eu tort d'exiger que ces trois avertissements aient été donnés dans le court espace d'un an. M. Vidal considère, à juste titre, que, même séparés l'un de l'autre par l'intervalle de douze mois admis par notre loi de 1873, c'est-à-dire répartis sur trois années consécutives, ils caractérisent avec une suffisante netteté l'habitude alcoolique, à raison des cas clandestins et non poursuivis qu'ils supposent; par suite aussi, ils doivent, à mon sens, autoriser l'internement, si une nouvelle rechute se produit dans les délais impartis pour la récidive. Remarquons d'ailleurs que l'individu en question, s'il n'est pas interné, sera emprisonné. La question du respect de la liberté individuelle est donc hors de cause, et il est indu-

bitable que l'intérêt social préfère son internement curatif à son incarcération.

Il est une autre catégorie d'alcooliques dont les droits à la liberté individuelle sont également hors de question. Je veux parler des criminels et délinquants alcooliques. La société, qui peut les incarcérer, est également en droit de les interner en vue de leur guérison. Aussi convient-il d'approuver sans réserve la disposition de l'*Inebriates Act* de 1898, qui décide que « toute personne convaincue d'un délit ou d'un crime entraînant l'emprisonnement ou la servitude pénale, si le délit a été commis sous l'empire de la boisson, si l'ivrognerie en est une des causes, ou si le coupable a l'habitude de la boisson, peut être frappée d'une condamnation à l'internement, qui s'ajoutera à la peine principale ou s'y substituera. » De même, la loi genevoise du 28 septembre 1898, porte que le tribunal criminel ou correctionnel peut ordonner l'internement, dans un asile de buveurs, d'un criminel ou délinquant, même acquitté, lorsque son crime ou délit est dû à l'intempérance ou peut lui être attribué à raison des habitudes alcooliques de son auteur. Lorsque l'internement est prononcé contre un criminel ou délinquant condamné à une peine de droit commun, il est subi accessoirement à la peine principale. Qu'il s'agisse d'un individu acquitté ou condamné, la légitimité et l'utilité de cette mesure apparaissent comme incontestables. C'est surtout en cas d'acquiescement qu'elle doit être approuvée, car, commise par un individu non alcoolique, l'infraction eût entraîné pour le coupable un emprisonnement privatif de liberté, ce qui légitime l'internement, lequel se justifie encore par la nécessité de la défense sociale. On éviterait ainsi le scandale et le danger public qui résulte des acquittements auxquels les tribunaux de répression se trouvent souvent contraints par la voix de leur conscience, et dont les jurys se montrent particulièrement prodigues à l'égard d'individus dont les habitudes alcooliques, ou l'ivresse con-

comitante à l'accomplissement du crime, constituent à leurs yeux une véritable excuse, mais aussi dont la seule présence en liberté dans les murs d'une ville ou sur les grandes routes se traduit par une menace permanente pour la personne ou les biens de leurs concitoyens.

II. — Alcooliques délirants, récidivistes de l'ivresse publique, criminels et délinquants alcooliques, autant d'individus dont notre législation actuelle prévoit la privation de liberté, et dont, par suite, si profondément respectueux soit-on des droits de la personne humaine, l'internement apparaît comme n'offrant aucune difficulté dans l'état présent de notre conscience juridique. La question n'est donc litigieuse qu'au regard des simples intempérants, qui ne sont que des malades ; de quel droit les interner contre leur gré, de quel droit retenir de force ceux d'entre eux qui se soumettraient volontairement au régime de l'internement ? Mais n'en agit-on pas de même à l'égard des individus atteints d'aliénation mentale dont l'alcoolisme n'est, au surplus, qu'une variante ? Et, d'ailleurs, pour si respectable que soit la liberté individuelle, il me paraît qu'elle doit céder le pas, dans les préoccupations du législateur, au souci de l'intérêt social, de l'intérêt familial, voire de l'intérêt particulier de l'alcoolique, que la guérison de cet individu tend à sauvegarder. Ne peut-on pas dire, du reste, que sa liberté individuelle, momentanément suspendue pour cause d'utilité publique, reparaitra après la cure, accrue et améliorée, quand elle sera dégagée des infirmités cérébrales qui l'obscurcissaient et la paralysaient au point de l'annihiler, de sorte qu'en dernière analyse, l'internement se solderait par une mesure de protection de la liberté individuelle ? Il convient donc d'autoriser la famille de l'alcoolique et les pouvoirs publics, au nom de la société, à poursuivre l'internement curatif en vue de la régénération de ces non-valeurs sociales, comme le fait la loi du 30 juin 1838 pour les aliénés, et de conférer à l'autorité

sociale le droit de prolonger cet internement autant qu'il est nécessaire. Ce n'est pas à dire, d'ailleurs, que la considération de la liberté individuelle présente de l'intéressé ne doive pas intervenir dans cette réglementation organique de l'internement qui, ainsi que la libération, doit être régie de telle manière tout à la fois que la cure de l'alcoolisme atteigne son développement maximum, et que, d'autre part, le traitement ne puisse dégénérer en une séquestration arbitraire. Il y a là un équilibre à trouver entre les exigences sociales et les garanties essentielles qui sont dues à la liberté des citoyens. C'est à la clarté de ce critérium que je vais passer en revue les dispositions consacrées à cette matière par les législations étrangères.

a). La législation britannique a, nous l'avons vu, par l'*Inebriates Act* de 1898, institué l'internement forcé des récidivistes de l'ivresse publique et des délinquants et criminels alcooliques. Mais, dans son respect quelque peu exagéré de la liberté individuelle, elle s'est bornée, à l'égard des autres alcooliques, à réglementer et à sanctionner leur internement volontaire. L'*Inebriates Act* s'est, sur ce point, borné à aggraver les sanctions prévues par une loi antérieure, l'*Habitual drunkard's Act*, voté provisoirement en 1879, et confirmé à titre définitif en 1888, dont il a d'ailleurs respecté le principe. L'*habitual drunkard*, c'est-à-dire « tout individu qui, ne pouvant pas être considéré comme aliéné, est cependant, par suite de l'habitude qu'il a contractée de boire avec excès des boissons enivrantes, soit dangereux à certains moments pour lui-même ou son prochain, soit incapable de diriger sa personne ou de gérer ses affaires », est autorisé par ce texte à faire une demande, signée de lui et de deux témoins certifiant l'intempérance notoire, apostillée par le juge de paix, à l'effet d'être admis dans un asile de buveurs; il prend dans cette demande l'engagement de séjourner dans l'asile un temps déterminé, et quitte

l'établissement à l'expiration du délai fixé arbitrairement par lui-même. C'est donc son engagement volontaire que la loi revêt d'un *exequatur*, car c'est librement qu'il entre à l'asile, et librement qu'il en sort : on ne peut le retenir au-delà du terme qu'il s'est imparti. Que cette loi constitue un progrès par rapport à notre régime actuel, c'est ce qu'il est à peine besoin d'affirmer. Les formalités requises pour l'internement, et dont on peut regretter de voir absente une enquête médicale, qui existe dans le canton suisse de Saint-Gall et l'État américain de Massachusetts, ces formalités sont une garantie sérieuse de la sincérité de l'engagement pris par le signataire de la demande, en même temps qu'elles tendent à écarter les paresseux incurables du genre de ceux qui encombrent Ville-Evrard. La fixation anticipée d'un temps obligatoire de séjour dans l'asile tend au même but. Aussi on peut regretter qu'aucun minimum n'ait été fixé par la loi anglaise pour la durée de ces engagements, disposition qui figure dans plusieurs législations étrangères, notamment à Saint-Gall, où le traitement ne peut durer moins de neuf mois. Il serait mieux encore d'exiger un engagement indéterminé qui répondrait d'ailleurs d'une manière plus exacte à la véritable volonté de l'alcoolique. Que désire-t-il en effet ? Ce n'est pas faire un séjour plus ou moins long dans une résidence agréable, mais obtenir sa guérison, dont les médecins sont seuls juges. Sans demander que l'internement volontaire soit homologué par un jugement, comme au Massachusetts, de sorte que l'alcoolique y est détenu, non plus en vertu de sa volonté, mais par l'autorité de la chose jugée, l'association médicale britannique, qui compte plus de 14.000 membres, avait émis avec raison, avant le vote de l'*Inebriates Act*, le vœu, auquel il n'a pas été donné satisfaction, que l'internement pût se prolonger au gré du médecin. Cette association insistait également pour voir combler la seconde lacune, infiniment plus importante, que présente encore dans une large mesure, malgré l'*Act* de 1898, la

législation anglaise, à savoir l'impossibilité de procéder à l'internement forcé des alcooliques, soit d'office, soit à la demande de la famille.

Ce desideratum tendant à l'adaptation aux alcooliques d'un texte analogue à notre loi de 1838 sur les aliénés se trouve avoir reçu, dans l'empire d'Allemagne, un commencement de satisfaction. Aux termes de l'article 6 du nouveau Code civil, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, l'alcoolique qui devient impropre à la gestion de ses affaires, menace de conduire à la ruine lui et les siens, ou constitue un danger pour lui-même et pour autrui, peut être interdit. Or, comme l'article 1631 du même Code donne au tuteur le droit de fixer autoritairement la résidence de son pupille, il en résulte — et les travaux préparatoires attestent que c'est précisément là le but visé par l'interdiction des alcooliques — que le tuteur peut placer, même contre son gré, l'alcoolique interdit dans un asile de buveurs. Mais les auteurs allemands ne sont pas d'accord sur la portée qu'il convient d'attribuer à ces textes combinés, et dans un article de « *der Alkoholismus*, » 1, 1900, intitulé : *Eine Vereinigung der deutschen Heilstätten fuer Trunksuechtige*, M. le docteur Bratz, de Wuhlgarten-Berlin, se fait l'écho de cette opinion que « le droit pour le tuteur de fixer la résidence du pupille n'emporte pas celui de le maintenir contre son gré dans un asile de buveurs, et le directeur qui agirait ainsi, se prétendant autorisé par le tuteur, s'exposerait à des poursuites pour séquestration arbitraire. » Remarquons encore que l'interdiction pour cause d'alcoolisme ne peut être, aux termes de l'article 621 de la *Civilprozessordnung*, et à la différence de l'interdiction pour cause d'aliénation mentale, demandée que par la famille, à l'exclusion formelle du ministère public. C'est là un vice grave du système ; on restreint ainsi considérablement le champ d'action de l'internement forcé, car les familles, par crainte de vengeance de la part de l'alcoolique, répuignent à prendre l'initiative de semblables mesures.

Aussi est-on d'accord, en Allemagne, pour demander, dès à présent, des réformes. En 1899, à la veille de la mise en vigueur du nouveau Code civil, le *Deutsches Verein gegen den Misbrauch geistiger Geträenke*, l'équivalent transrhénan de notre Ligue nationale contre l'alcoolisme, avait mis au concours l'étude des mesures complémentaires à introduire sur ce point dans la législation allemande. L'auteur du mémoire couronné sous le titre *Die Entmuendigung wegen Trunksucht nach dem buergerlichen Gesetzbuch*, M. le docteur Erlenmeyer, Sanitätsrath à Bendorf-am-Rhein, préconise une réglementation assez analogue à notre loi sur les aliénés. L'internement, sollicité par le tuteur ou la famille, pourrait également être ordonné d'office par le ministère public ou l'autorité investie des pouvoirs de police, (*Polizeibehörde*), lorsque l'alcoolique à interner est dangereux pour les autres personnes, ou qu'il n'a pas de parents à même de poursuivre son internement; la libération aurait lieu dès que le médecin de l'établissement estimerait inutile la continuation du traitement.

Ce projet présente quelque chose de choquant à raison de l'immixtion de l'autorité policière dans l'internement. En France, l'intervention de l'administration préfectorale et municipale, c'est-à-dire de la police, dans l'internement des aliénés et leur libération, est l'objet de vives critiques, et nombreux sont les projets de réforme sur ce point soumis en vain depuis quelque trente ans à l'approbation du Parlement français. Il en serait *a fortiori* de même en ce qui concerne l'internement des alcooliques, qui se reconnaissent à des signes moins manifestes que les aliénés *stricto sensu*, et l'on pourrait accuser les pouvoirs publics de n'exercer leur droit d'internement qu'au gré de leurs préférences politiques, surtout aux approches des opérations électorales. Comme le dit d'ailleurs fort judicieusement M. le docteur Marandon de Montyel : « Du moment qu'on est contraint, dans un intérêt quelconque, fût-ce même dans celui de l'individu,

de priver un homme de sa liberté, il est inadmissible qu'une autre autorité que celle chargée de veiller sur elle intervienne. » C'est dire que l'internement doit être exclusivement du ressort de l'autorité judiciaire.

b). Aussi voyons-nous ce système consacré par la plupart des lois ou projets étrangers relatifs à cette matière. La plus ancienne en date de ces lois, celle de l'État de New-York, qui remonte à 1865, exige pour l'internement un jugement prononcé sur l'attestation de quatre témoins, dont deux médecins, que « l'ivrogne a perdu le contrôle de lui-même, est incapable, par suite d'intempérance, de vaquer à ses affaires, et qu'il est dans un état tel qu'il est dangereux de le laisser libre. » De même, la loi votée en 1892 par la législature du Massachusetts organise une procédure judiciaire très minutieuse : la personne qui demande l'internement d'un alcoolique doit produire un certificat de deux médecins n'appartenant à aucun asile, qui ont dû examiner personnellement le sujet et recueillir en outre des renseignements sur son compte. Ce certificat est adressé au juge de paix, qui le légalise et fait une enquête sur l'alcoolique ; il joint les renseignements recueillis par lui au certificat médical, et adresse le dossier au juge du degré supérieur, qui prend un arrêté d'internement en vertu duquel ordre est donné au shérif et à ses subordonnés de se saisir de l'alcoolique et de l'amener à l'asile. Un appel est d'ailleurs possible devant la juridiction supérieure. Un projet de loi déposé devant le Grand Conseil du canton de Genève attribue compétence à une juridiction spéciale, la Chambre des tutelles, qui prononce, sauf appel, sur requête accompagnée d'un certificat médical et d'un mémoire justificatif, après une procédure contradictoire et le ministère public entendu. C'est une solution du même genre qui figure dans le projet autrichien de 1895, lequel attribue compétence au tribunal civil pour les internements forcés, mais laisse l'autorité administrative statuer sur

les internements volontaires et les demandes de libération. C'est également à l'autorité administrative, que la seule loi existant en Europe en matière de placement forcé des alcooliques autres que les criminels et les récidivistes de l'ivresse publique, celle du canton de Saint-Gall, en date de 1891, attribue compétence. L'internement est prononcé par le conseil municipal, sur le vu d'un certificat médical, et la délibération de cette assemblée doit être homologuée par le Conseil d'État. Bien que les frais de l'internement soient à la charge de la commune, ce qui fait que le conseil municipal ne sera pas tenté d'abuser de son droit, les passions politiques de clocher qui existent dans les assemblées municipales doivent faire préférer la solution qui consiste à donner compétence au tribunal civil, prononçant, sauf appel, après interrogatoire de l'alcoolique et enquête médicale.

Il est vrai que, dans la loi de Saint-Gall, la fixation du maximum de 18 mois pour la durée des internements constitue, dans une mesure, une garantie de la liberté individuelle contre les séquestrations arbitraires. Ce maximum est porté à deux ans par le projet autrichien et la loi du Massachusetts ainsi que l'*Inebriates Act* pour la durée des internements volontaires, trois ans pour les internements forcés (ivrognes et criminels). Il est d'ailleurs reconnu par les médecins que les individus qui résistent à un traitement de cette durée sont des incurables qui encombrant inutilement les asiles. Il n'y a donc aucun inconvénient, au point de vue du succès de la cure, à impartir pour l'internement une durée maxima, qui constitue une sérieuse protection de la liberté individuelle. Mais, tandis qu'en Angleterre et à Saint-Gall, ce maximum s'impose aux juges, qui prononcent *a priori* un internement d'une durée déterminée, calculant ainsi approximativement l'échéance de la guérison présumée, sauf à rendre un jugement de prolongation en cas d'erreur, il me paraît préférable de suivre les errements des autres législations, qui statuent par

sentences indéterminées. C'est le médecin, seul juge de l'état du malade, qui prononce sur la libération, sauf faculté, pour le malade qui conteste son appréciation, d'en appeler aux pouvoirs publics. Le projet autrichien fait trancher ces contestations par l'autorité administrative. Pour les mêmes motifs indiqués plus haut, je crois préférable de s'en remettre, ici encore, à la justice. Une solution très heureuse enfin des difficultés soulevées par l'opportunité de la libération, est celle qui figure dans le projet autrichien et la loi du Massachusetts, à savoir le système de la libération conditionnelle. Au Massachusetts, le juge prononce l'internement pour une durée indéterminée, dans les limites, bien entendu, du maximum légal de deux ans. Quand les médecins estiment que l'individu confié à leurs soins est guéri, ils lui délivrent un *permis de liberté* sous certaines conditions, dont la plus importante et la plus judicieuse, est celle de *s'abstenir de la fréquentation des cabarets*. Duplicata de ce titre est remis aux personnes chargées de surveiller le libéré conditionnel qui devra de nouveau être interné s'il manque aux conditions mentionnées sur son permis; il peut de lui-même rentrer à l'asile s'il se trouve insuffisamment guéri. C'est là une organisation des plus bienfaisantes. « La libération conditionnelle, dit M. Fochier (*op. cit.*), en faisant peser sur lui (le malade libéré) la menace d'un internement immédiat en cas de faute, contribue pendant les premiers temps à le rendre prudent; en outre, en cas de rechute, la réintégration sans retard permet de le remettre en traitement avant que les fruits du premier traitement aient été perdus et qu'il soit retombé dans ses habitudes antérieures. »

Mais, pour que cette libération conditionnelle produise des résultats efficaces, il importe d'entourer les individus qui en bénéficient d'une active surveillance, prête non-seulement à signaler à l'autorité publique leurs défaillances, mais surtout à les aider à repousser la tentation. Le projet autrichien s'en remet de ce soin à l'autorité

administrative, à la police, qui me semble mal qualifiée pour cette mission, absorbée qu'elle est par d'autres tâches, aveuglée souvent par les nécessités politiques, et, dans tous les cas, mal préparée à ce devoir par son recrutement et son éducation. Cette surveillance des libérés conditionnels me paraît incomber de plein droit aux sociétés de patronage des buveurs, qui trouvent d'ailleurs également à exercer leur zèle et leur dévouement à l'égard des libérés définitifs des asiles, qu'il s'agit de régénérer, de reclasser, de même que les sociétés de patronage des détenus libérés s'efforcent de remettre dans la bonne voie ces individus naguère anti-sociaux. Comme le dit M. le docteur Legrain dans une chronique anti-alcoolique du journal *Le Signal*, 9 avril 1900 : « Il faut assurer au buveur guéri le gagne-pain du lendemain, bannir de son esprit toute inquiétude débilitante, vaincre les résistances intéressées ou les préjugés des patrons sans indulgence ; au buveur célibataire, isolé, il faut constituer un foyer d'affection. » C'est à cette surveillance affectueuse et désintéressée qu'il faut confier les alcooliques libérés conditionnellement, pour leur épargner les rechutes. « Je crois, ajoute M. le docteur Legrain, que la cure des buveurs, pour peu qu'on l'examine aux points de vue philosophique et social, ne peut se passer d'un tel corollaire. » Il importe donc que la législation française, s'inspirant de la loi de Saint-Gall, consacre cette solution nécessaire. Cette loi a confié aux sociétés de tempérance la surveillance des buveurs libérés. Nul doute que les sociétés françaises de tempérance, si les pouvoirs publics leur demandaient de se constituer en patronages de buveurs libérés, n'accepteraient avec joie cette mission.

Sans considérer — loin de moi cette pensée — le traitement des alcooliques par voie d'internement comme une réforme primordiale, constituant à elle seule la solution du problème de l'alcoolisme, les résultats obtenus à

l'étranger par ce procédé, qui arrache de jour en jour quelques victimes nouvelles au cabaret, font, à mon avis, une impérieuse nécessité au législateur français d'assurer la création d'asiles de buveurs et de pourvoir, par une réglementation analogue à celle dont j'ai montré les grands traits dans les lois étrangères, à l'internement des alcooliques dans ces asiles, aussi longtemps que le nécessiterait leur guérison. Ce système n'aurait-il, comme le prétend M. Maurice Vanlaër, d'autre avantage que d'empêcher, pendant la durée de la détention, les dommages que cause à la société et à la famille la passion de l'alcoolique, il mériterait, pour cette seule considération, d'être consacré législativement. M. Vanlaër est d'ailleurs trop pessimiste à cet égard : « Le traitement du buveur d'habitude, dit-il, exige une dépense de dévouement et de tact qu'on ne peut guère demander à un fonctionnaire. » A un fonctionnaire, non, sans doute, mais à un médecin, oui, j'en suis convaincu. MM. les docteurs Legrain, Magnan, Marandon de Montyel et bien d'autres, loin de reculer devant l'énormité de la tâche à remplir, se déclarent prêts à l'assumer et demandent à grands cris des asiles et des lois mettant les malades entre leurs mains. Et pourquoi donc, au surplus, ne pas suivre l'exemple des pays étrangers, qui, ici encore, nous devancent dans la lutte contre le fléau ?

J'en ai fini avec les moyens d'action directe sur la population. En répandant de plus en plus, par l'enseignement anti-alcoolique, la vérité sur le poison qui nous ruine, on détournera, j'en suis convaincu, du cabaret, une notable fraction des générations nouvelles. Quant à ceux qui auront succombé à la tentation, la substitution, au régime brutal et néfaste de la répression, d'un système qui fait appel à leur honneur et à leur dignité, et tend à réveiller en eux tous les bons sentiments endormis par la passion alcoolique, en ramènera encore un certain nombre dans le droit chemin. Pour ceux qui, rebelles à ces avertissements successifs, auront persévéré dans

leurs habitudes nuisibles et dégradantes, il est encore possible, par l'internement dans un asile spécial, d'en guérir une notable proportion et, par suite, d'arracher, en leur personne et celle des enfants dont ils feront souche, de nouvelles victimes au fléau alcoolique, c'est-à-dire au cabaret. Et c'est la brèche que, dans leur sphère respective, chacune de ces mesures porte à la clientèle du cabaret, qui constitue à mes yeux leur principal mérite.

Note. — A l'appui des conclusions émises dans cette dernière section, je suis heureux de pouvoir citer un vœu émis par une Sous-Commission spéciale de la *Commission d'étude de l'alcoolisme* constituée au sein de la *Société russe pour la protection de la santé publique*, dont je n'ai eu connaissance, par le bienveillant intermédiaire de son président, que trop tard pour l'incorporer dans les développements qui précèdent. Ce vœu tend à faire figurer dans la législation russe le principe de l'interdiction des alcooliques et de leur internement, par autorité de justice, dans des asiles où ils subiraient un traitement, dont l'élément primordial serait l'*hypnose*, fréquemment répétée, qui, au dire de plusieurs médecins membres de ladite Sous-Commission, donnerait des résultats concluants.

CHAPITRE II

Mesures subjectives indirectes.

L'action directe sur la population, dans le but de la détourner du cabaret, ne saurait rester isolée, sous peine d'être vouée à l'impuissance. M. Joseph Hermann (*L'alcoolisme en Normandie*, précité), dans une page remarquable de concision et de netteté, que je crois devoir reproduire ici, met en lumière l'une des principales causes de la propension inévitable vers l'alcoolisme et le cabaret des classes pauvres de la société française.

« Pour tout cultivateur normand, dit cet auteur, la seule raison de vivre, c'est d'acquérir de la terre. Aussi, fait-il des économies sur toutes choses pour amasser. Presque toujours, son habitation est insalubre : située au rez-de-chaussée, pour diminuer les portes et fenêtres, entourée de tas de fumier et baignant dans le purin, elle ne se compose souvent que de quelques poutres mal reliées par des murs en torchis, le tout recouvert d'un toit de chaume. De telles mesures ne défendent nullement contre les intempéries. Les vêtements ne sont ni chauds, ni confortables. L'alimentation réparera-t-elle l'insuffisance du logement et du vêtement ? Elle est, en général, abondante, mais peu nutritive. La soupe aux poireaux, les pommes de terre, la graisse étendue sur du pain, sont les plats ordinaires ; la viande, encore inconnue il y a quelques années, n'apparaît guère qu'une fois par semaine sur la table. Le tout est arrosé d'un cidre si étendu qu'il semble provenir de la fontaine voisine. Une nourriture aussi insuffisante ne peut restaurer les forces dépensées au travail. Qu'arrive-t-il alors ? L'eau-

de-vie de cidre est là pour donner le coup de fouet à l'organisme affaibli. Tout d'abord, elle excite le système nerveux et donne un sentiment de bien-être. Mais bientôt, elle s'évapore et entraîne un refroidissement qu'il faut combattre par des doses de plus en plus fortes. L'eau-de-vie devient le *médicament dynamophore* indispensable, et, naturellement, le paysan finit par se convaincre qu'on ne peut travailler sans boire, et même que plus on boira, plus on travaillera. » D'où ses fréquentes et longues séances au cabaret. Si l'on remplace le logement du rez-de-chaussée, baignant dans le purin, par une mansarde exigüe où toute une famille vit entassée dans une promiscuité malsaine, sans air et sans lumière, la description donnée par M. Hermann pour le paysan, peut point par point s'appliquer à l'ouvrier de nos faubourgs, avec cette différence, toutefois, que ce que le paysan fait par avarice, l'ouvrier y est contraint par la modicité de ses ressources et la cherté des moyens d'existence.

Ajoutons à cela le besoin inné et impérieux que l'homme a de distraction et de rapports sociables avec ses semblables, besoin qu'il ne peut, de nos jours, satisfaire, pour ainsi dire, qu'au cabaret — du moins en ce qui concerne les classes laborieuses — et dès lors il est facile de se rendre compte que l'enseignement anti-alcoolique, le relèvement des ivrognes, la guérison des alcooliques, ne peuvent produire de fruits que si l'on s'efforce en même temps de modifier profondément le milieu social où vit l'immense majorité de nos concitoyens, d'une part en augmentant son bien-être matériel, d'autre part en mettant à sa disposition des lieux de réunion et de distraction autres que le cabaret.

*Mesures tendant à l'accroissement du bien-être
de la population ouvrière.*

Le logement défectueux, l'alimentation insuffisante, telles sont, nous l'avons vu, deux des circonstances principales auxquelles il faut attribuer l'attrait puissant qu'exerce le cabaret sur nos populations ouvrières. Bien que, sur ces deux points, les pouvoirs publics ne puissent jouer qu'un rôle essentiellement secondaire, ils n'en doivent pas moins, par de judicieuses mesures, seconder les efforts destinés à améliorer les conditions, actuellement si précaires et si propices à la propagation de l'alcoolisme, où vivent les moins fortunés d'entre nous.

I. — a). « Les Jules Simon, Georges Picot, Jules Siegfried et tant d'autres, dit M. Bourcart, dans ses articles précités de la *Revue politique et parlementaire*, ont tracé le tableau navrant et trop véridique : ils ont décrit l'horrible et trop naturelle tentation du cabaret, qui sollicite le père lorsqu'il ne peut s'attendre à trouver, en rentrant chez lui, qu'un taudis nauséabond, où s'en tassent les divers membres de la famille. Il y fait froid, humide, sombre, et le cabaret offre sa douce chaleur et le flamboiement de ses lumières. » L'enquête faite en 1872 sur les conditions du travail en France donne la même note ; on y lit que « le cabaret restera pour l'ouvrier une distraction fatale, tant que le logement réformé ne lui donne pas le goût de son intérieur. » Le logement hideux où végètent actuellement des milliers et des milliers d'ouvriers est si bien, comme l'a proclamé Jules Simon, « le pourvoyeur du cabaret » que c'est surtout au sein des agglomérations les plus misérables que s'accumulent ces foyers d'alcoolisme. M. le docteur du Mesnil, au

cours d'une enquête faite sur les habitations populaires de Paris, a trouvé dans l'un des quartiers les plus pauvres et les plus malsains, au fond du faubourg Saint-Antoine, un îlot de 40 mesures où grouillent d'innombrables ménages ouvriers, qui ne renferme pas moins de 31 cabarets, dont la plupart constituent l'entrée des maisons et happent au passage, en leur faisant payer un lourd péage, les malheureux qui rentrent au foyer. S'efforcer de procurer à l'ouvrier une habitation saine et agréable, où il aura plaisir à se retrouver au milieu des siens, c'est donc frapper doublement le cabaretier, d'une part en lui arrachant une partie de ses clients, d'autre part en l'expulsant lui-même des agglomérations constituées par les habitations ouvrières assainies.

L'exemple de cette philanthropique initiative est venu de haut. Dès 1845, le prince Albert prenait, en Angleterre, la tête de ce mouvement et portait un coup sérieux aux résistances intéressées et égoïstes des exploiters de la classe ouvrière, en faisant construire à ses frais des maisons modèles. Quelques années après, en 1851, le prince Louis-Napoléon, alors Président de la République française, s'efforçait à son tour de provoquer dans notre pays la construction d'habitations hygiéniques et confortables pour les ouvriers, en faisant traduire, publier et répandre, par les soins du Ministère du Commerce, un ouvrage de M. Henry Roberts, *The dwelling of the labouring classes*, consacré à la description des maisons de ce genre élevées à Londres. La première cité manufacturière française dotée de ces habitations fut Mulhouse, ou plutôt son faubourg industriel, Dornach, où la généreuse initiative d'un grand patron philanthrope, M. Jean Dollfus, permit de concéder à un nombre relativement considérable d'ouvriers de fabrique, des logements salubres et agréables. C'est à M. Dollfus que l'on doit la fondation, en 1853, de la *Société Mulhousienne des cités ouvrières*, à laquelle l'empereur Napoléon III accorda une subvention de 300.000 francs. D'au-

tres industries importantes suivirent cet exemple, tant par philanthropie que par nécessité. Comme on l'a fait remarquer, le second Empire fut une période de grand essor industriel : des mines s'ouvraient, des usines sortaient de terre, souvent en rase campagne. Il fallait bien loger à proximité les travailleurs indispensables à leur fonctionnement. Cette justice doit être rendue à nos industriels français que, loin de chercher à exploiter leur personnel, ils lui offrirent, aux prix les plus modiques, des maisonnettes satisfaisant à toutes les conditions de l'hygiène et du confort appropriés à leurs habitants. Puis ce fut dans nos grandes villes que fut entreprise cette œuvre d'assainissement, et des sociétés se fondèrent, comme à Lyon, en 1886, avec de gros capitaux, pour assurer à la population peu aisée « des habitations à bon marché ». Tel est en effet le nom que leur donne le texte législatif qui est venu seconder les efforts de l'initiative privée, la loi du 30 novembre 1894, complétée par le décret du 21 septembre 1895 et la loi du 31 mars 1896.

b). Il est, en vertu de ces textes, créé au Ministère du Commerce et de l'Industrie, un conseil supérieur des habitations à bon marché, auquel ressortissent, dans chaque département, un ou plusieurs comités locaux chargés d'encourager la construction d'habitations à bon marché et salubres, « soit, dit l'article 1^{er} de la loi de 1894, par des particuliers ou des sociétés en vue de les louer ou de les vendre à échéance fixe ou par paiements fractionnés à des personnes n'étant propriétaires d'aucune maison, notamment à des ouvriers ou employés vivant exclusivement de leur travail ou de leur salaire, soit par les intéressés eux-mêmes pour leur usage personnel. » Ces comités peuvent recevoir des subventions de l'État, des départements et des communes, des dons et legs qui leur constituent un patrimoine au moyen duquel ils peuvent organiser des concours d'architecture relatifs à

des types de maisons modèles, décerner, dit toujours le texte, des prix d'ordre et de propreté, subventionner des entreprises de construction.

L'édification des habitations à bon marché se trouve encore encouragée par d'autres dispositions de ces mêmes textes. Les établissements hospitaliers et les bureaux de bienfaisance peuvent employer désormais le cinquième de leurs biens à construire des habitations à bon marché, conformes aux types recommandés par les comités officiels, dans l'étendue de leur circonscription charitable ; de plus, ils peuvent, ainsi que la Caisse des dépôts et consignations, dans la même limite du cinquième de sa réserve, consentir des prêts hypothécaires aux sociétés de construction d'habitations à bon marché ou aux sociétés qui, sans construire elles-mêmes, facilitent par le crédit, l'acquisition de ces maisons, s'ils ne préfèrent employer ces fonds à l'acquisition d'obligations de ces mêmes sociétés. La loi du 20 juillet 1895, sur les caisses d'épargne, autorise également par son article 10 ces établissements à consacrer au même usage la totalité des revenus et le cinquième du capital de leur fortune personnelle. Là ne s'arrête pas d'ailleurs la sollicitude du législateur à l'égard des sociétés de construction et de crédit. Elles sont toutes dispensées de la patente, leurs actes de constitution et de dissolution sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement ; la taxe de 4 pour cent sur le revenu des valeurs mobilières ne frappe pas leurs actions ou parts d'intérêt, pourvu toutefois que ces titres soient nominatifs, et que la personne qui bénéficie de l'exonération n'ait pas versé plus de 2.000 francs à la société. Enfin, les sociétés qui ont uniquement pour objet la construction et la vente des habitations à bon marché ne sont pas assujetties à la taxe des biens de mainmorte, qui continue néanmoins à être perçue sur les sociétés qui pratiquent, outre la construction et la vente, la location de ces immeubles. Ces diverses immunités fiscales ne sont d'ailleurs accordées qu'aux sociétés

dont les statuts, approuvés par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, limitent à 4 pour cent le quantum des dividendes, clause destinée à assurer le maintien du caractère philanthropique de l'entreprise et le niveau modique des prix demandés aux locataires et aux acquéreurs.

C'est d'ailleurs, bien plus que la location, l'acquisition en propriété des maisons ouvrières que la loi du 30 novembre 1894 semble s'être efforcée de favoriser. Le législateur a sans doute pensé que, si c'est déjà une bonne chose que de pouvoir louer aux ouvriers des appartements agréables, aérés et salubres, il est mieux encore de leur en procurer la propriété. La propriété, dit-on souvent, est un élément moralisateur. L'homme s'attache davantage à ce qui est son bien propre ; il cherche à l'embellir et à l'améliorer ; il travaille et économise pour y parvenir. « Assurez à un homme la propriété d'une roche nue, disait Arthur Young au siècle dernier, il en fera un jardin ; donnez-lui un jardin par bail de neuf ans, il en fera un désert. » Aussi la loi s'est-elle efforcée d'encourager les acquisitions, par les ouvriers, des habitations à bon marché, soit par construction personnelle, soit par achat, tout d'abord en exemptant ces immeubles, durant cinq années, de l'impôt foncier et de la taxe sur les portes et fenêtres, en second lieu, en soustrayant les habitations à bon marché aux gênes et aux charges du partage forcé et du partage judiciaire, qui constituent de si sérieuses entraves à la constitution de la maison familiale. L'acquisition par achat est l'objet de mesures particulièrement bienveillantes de la part du législateur, qui s'est préoccupé de faciliter les achats par paiements fractionnés, tout d'abord en accordant, dans ce cas, aux acquéreurs, la faculté de payer en cinq annuités le montant des droits de mutation, puis en autorisant la caisse d'assurances, en cas de décès, à passer avec les acquéreurs des contrats d'assurances temporaires ayant pour but de garantir, à la

mort de l'assuré, si elle survient dans la période d'années déterminée, le paiement des annuités restant à échoir.

c). Bien que, depuis 1894, le nombre des sociétés ayant pour objet les habitations ouvrières, ait plus que quintuplé, notre législation n'a malheureusement pas cependant suscité un mouvement aussi intense que l'espéraient ses promoteurs, surtout si on compare la situation de notre pays à celle de ses voisins. Sans parler de l'Angleterre, où fonctionnent 2.800 sociétés de construction d'habitations à bon marché, qui comptent plus de 600.000 membres et possèdent un capital de 1.300 millions, la Belgique, dont la loi du 20 août 1889 a servi de modèle à nos textes, présente un exemple des plus remarquables, vu l'exiguïté de son territoire, avec ses 120 sociétés de construction et de crédit ; tandis que le *Bulletin des habitations à bon marché* accusait chez nous, au 1^{er} juillet 1900, une seule société de crédit fondée par M. Siegfried en 1898, et 81 sociétés de construction, dont 58 seulement, réunissant un capital de près de sept millions, ont fait approuver leurs statuts afin de bénéficier des dispositions de la loi du 30 novembre 1894, les autres, et chose remarquable, les plus importantes, comme celle de Lyon, qui possède un capital de plusieurs millions et compte environ six mille locataires, sont restées en dehors. Deux points de notre législation ont donné lieu à de désagréables déceptions. Tout d'abord, on n'a pas obtenu des comités locaux le concours zélé sur lequel on comptait. Il n'existe que 88 de ces comités, concentrés dans 50 départements, et 21 seulement d'entre eux ont témoigné quelque activité. Mais c'est surtout la collaboration sollicitée des établissements hospitaliers, bureaux de bienfaisance et caisses d'épargne, qui a fait défaut, à la différence de ce qui s'est passé en Belgique. Tandis, notamment, que la Caisse générale d'épargne de Belgique a fait en 1899 pour plus de 25 millions d'avances, les

caisses d'épargne françaises, en dépit d'une pressante et chaleureuse circulaire ministérielle du 10 mars 1897, ont manifesté une insurmontable répugnance à s'engager dans la voie où les invitait l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895. Leur concours s'est borné, en 1898 et 1899, à 232.666 francs 59, consacrés à des achats ou constructions d'habitations à bon marché par les six caisses de Troyes, Béziers, Neufchâtel, Alençon, Chartres et Blois, plus 146.950 francs placés en prêts hypothécaires ou en obligations des sociétés de construction et de crédit par les six caisses de Troyes, Paris, Angoulême, Douai, Marseille et Valenciennes, soit au total 380.000 francs environ.

Dans son rapport présenté en 1900 au Conseil supérieur des habitations à bon marché, M. Cheysson, en constatant cet échec relatif de notre loi, croit qu'il faut en accuser, non point notre outillage, « car l'outil est bon », mais uniquement « les circonstances et l'éducation du pays qui ne permettaient pas, sans doute, de faire mieux jusqu'ici. » Mais tout le monde ne partage pas cette indulgence à l'égard de la loi de 1894. On a notamment émis le regret que les municipalités n'aient pas été appelées à suivre les villes anglaises dans la voie de l'édification des habitations à bon marché. Mais les meilleurs esprits estiment qu'il ne faut pas regretter le silence de notre législation sur ce point. On a fait observer, en effet, que les villes qui agissent avec les deniers publics sont hantées par l'inévitable tentation de ne pas traiter commercialement les affaires de ce genre qu'elles entreprennent, mais au contraire de faire, au profit d'une certaine catégorie d'individus, des libéralités aux frais des contribuables. Les maisons construites par les villes — et les expériences anglaises en font foi — ne seraient pas louées à un taux bien rémunérateur. Le moindre inconvénient de cette manière d'agir serait de tromper les ouvriers sur le caractère de la libéralité dont ils seraient l'objet, de la leur faire considérer comme chose due et de les irriter contre les propriétaires ordinaires. Mais encore,

l'effort municipal, dans ces conditions, étant fort dispendieux, serait forcément très restreint, en même temps qu'il paralyserait l'initiative privée qui, devant trouver la rémunération de ses capitaux, ne pourrait faire à la population ouvrière des conditions aussi bienveillantes que les villes, si bien que les principaux membres des sociétés de construction des maisons ouvrières ont déclaré qu'à la première intervention des municipalités, ils seraient obligés de s'arrêter. C'est même à cette circonstance que l'initiative individuelle n'est pas suffisamment encouragée par la loi de 1894, qui, par la limitation des dividendes au taux de 4 pour cent, et la restriction aux actionnaires de moins de 2.000 francs de l'exemption de l'impôt sur le revenu, est peu faite pour attirer les capitaux, c'est à cette circonstance que les personnes les plus compétentes, comme M. Rostand (*Bulletin des habitations à bon marché*, 1900, tome I^{er}), attribuent l'échec relatif de notre législation en la matière.

Ce n'est, d'ailleurs, pas la seule critique que M. Rostand adresse à la loi du 30 novembre 1894, à laquelle il reproche encore le caractère factice et illusoire des immunités fiscales qu'elle consacre. « De quoi, dit-il, veut-on que pèse pour les fondateurs ou les actionnaires l'exemption de papier timbré pour quelques pièces? Que signifie la dispense de patente, qui devrait être de droit, puisque la société fait œuvre de solidarité sociale, et non de lucre? L'exonération des contributions foncières pour cinq ans peut-elle être prise en considération quand toutes les constructions en jouissent déjà pour trois ans? » Aussi M. Rostand propose-t-il d'en revenir aux termes du projet primitif qui étendait à 12 années cette exonération. Il demande surtout qu'on fasse disparaître la distinction subtile, relative au droit de mainmorte, entre les sociétés de construction et de crédit, et les sociétés de location. « La mainmorte, dit M. Rostand, remplace dans notre système d'impôt les droits de transmission; or, ces sociétés ne le paient-elles pas le jour où

elles vendent un immeuble, le jour où leurs actions sont aliénées ou dévolues par décès? » Et, d'ailleurs, quelque grand que puisse apparaître, à première vue, l'avantage qu'il y a à rendre les ouvriers propriétaires de leur habitation, on est en droit de se demander si la location n'est pas, à tout prendre, préférable, et M. Paul Leroy-Beaulieu, dans ses *Principes d'économie politique*, note avec raison « qu'il n'est pas toujours prudent de pousser les ouvriers à devenir acquéreurs des maisons qu'ils habitent. Dans les très grandes villes, où il y a beaucoup d'industries diverses, l'acquisition des maisons par les ouvriers n'a que des avantages, parce qu'ils peuvent toujours les vendre et en retirer la valeur. Dans les villes plus restreintes, au contraire, et qui dépendent d'une seule industrie, il advient fréquemment qu'une crise peut forcer l'ouvrier à partir définitivement, et si cette crise est intense, si elle porte une atteinte définitive à l'industrie de la localité, la population peut diminuer d'un tiers ou de moitié, et les maisons ouvrières devenir invendables. » L'ouvrier perd ainsi le fruit de son labeur et de ses économies, et tombe dans la misère, laquelle à son tour le pousse vers le cabaret. Un autre inconvénient de ce système doit être signalé, c'est que trop souvent l'ouvrier propriétaire de sa maison ne tarde pas, pour grossir son revenu, à y ouvrir un cabaret, de sorte qu'on introduit dans la place l'ennemi qu'on se propose d'expulser. Aussi, serait-il profondément désirable que les pouvoirs publics, tout en élargissant dans le sens indiqué par M. Rostand : exonération d'impôt pendant douze ans ; réduction des droits de mutation, « entrave si lourde pour des acquisitions modiques » ; et dont la répartition actuelle sur cinq annuités « ne dégage pas de l'obligation onéreuse » ; exonération de la taxe de main-morte, et, à l'instar de la Belgique, de certaines taxes municipales, « de voirie, d'égouts, d'eau, qui écrasent d'aussi modestes constructions » ; que les pouvoirs publics, dis-je, mettent comme condition, *sine qua non*, à

ces faveurs fiscales, qu'aucun cabaret ne pourra être ouvert dans les immeubles qui en bénéficient.

II. — Après le logement, l'alimentation, dont l'alcool est trop souvent le succédané. « Si le travailleur des villes, dit M. Charles Dupuy (*L'alcool et l'alcoolisme. Les réformes et l'hygiène. Revue politique et parlementaire*, novembre 1896), pouvait avoir à chaque repas du vin pur, de la viande saine et du pain de froment, l'alcool battrait bien vite en retraite, car sa consommation est un appel à des forces factices, à un excitant qui trompe l'estomac mal satisfait par les aliments. »

a). La suppression des octrois des villes apparaît, au premier abord, et jusqu'à un certain point, comme de nature à seconder les efforts anti-alcooliques, en abaissant le prix des denrées de première nécessité, ainsi que du combustible, que l'alcool est, bien souvent, chez nos ouvriers, appelé à suppléer. Malheureusement, les expériences partielles tentées en certaines villes, et notamment à Dijon, ne permettent que trop de craindre que la suppression des octrois n'aboutisse au même résultat que les divers dégrèvements des boissons hygiéniques, consentis soit par l'État, soit par les municipalités, à savoir, augmenter les bénéfices des intermédiaires, sans que la population ouvrière — pour qui, théoriquement, la réforme est entreprise — en retire le moindre profit, et sans, par suite, que l'abaissement du prix de revient des aliments puisse faire espérer une dépression de la consommation alcoolique et une atteinte sérieuse à la tentation néfaste exercée par le cabaret.

b). On peut augurer plus favorablement, au contraire, des mesures législatives destinées à favoriser le mouvement coopératif, considéré notamment en Italie comme d'un puissant secours dans la lutte contre l'alcoolisme et le cabaret. D'une manière générale, en effet, nour-

riture, chauffage, vêtements, tous éléments qui, le premier surtout, sont par leur excessive défectuosité des facteurs de l'alcoolisation, peuvent être mis, de bonne qualité et à bas prix, à la disposition des classes peu aisées, par les sociétés coopératives de consommation qui vendent au prix de gros et évitent ainsi au consommateur les exigences usuraires du commerce de détail. Bien que, sur un point essentiel, les coopératives ne puissent pas rendre tous les services *directs* désirables, et que les essais de boucherie coopérative aient été infructueux par suite des difficultés fondamentales que présentent l'achat de la viande sur pied, la conservation de la viande abattue et le débit de la viande selon les besoins (*Ch. Gide. Almanach de la Coopération française*, 1896), néanmoins, grâce à l'économie réalisée sur les autres denrées vendues meilleur marché et surtout vendues comptant, ce qui supprime ces comptes souvent grossis frauduleusement par les petits commerçants pour se rémunérer du crédit qu'ils consentent, les sociétés de consommation mettent *indirectement* l'ouvrier en mesure de consacrer plus d'argent à l'achat de la viande et d'améliorer ainsi son ordinaire. Aussi faut-il se réjouir de voir la coopération distributive prendre chez nous une importance rapidement croissante. Nous ne pouvons pas, malheureusement, citer des chiffres comme la Suisse qui, en 1897, comptait plus de 200 sociétés « c'est-à-dire, toutes proportions gardées, deux fois plus que la France, l'Angleterre ou l'Allemagne » (*E. Pictet, président de la Coopérative de Genève, Almanach de la Coopération Française*, 1897), ou comme la Belgique qui, la même année, possédait 400 coopératives, ni même comme l'Angleterre qui, pour 1900, accuse 1.845 sociétés dont les 1.686 qui ont fait connaître leur situation, groupent un nombre d'adhérents qui dépasse 1.500.000, font pour un milliard et demi d'affaires par an, 168 millions de bénéfices, et possèdent une réserve de 270 millions. Néanmoins, la situation de la coopération de

consommation ne manque pas, en France, d'être satisfaisante, puisque, d'un peu moins d'un millier en 1893, le nombre des sociétés a passé à 1.187 en 1897, 1.311 en 1898, 1.449 en 1899, et 1.489 en 1900. Il est même très probable que d'ici peu ce mouvement ascensionnel recevra une impulsion plus rapide encore, par suite d'une décision récente prise par les chefs des groupements socialistes les plus importants, d'engager les forces dont ils disposent dans la voie coopérative, pour arriver ainsi, pacifiquement, à la réalisation pratique et progressive de leurs revendications.

Il était du devoir des pouvoirs publics d'encourager et de seconder les efforts des coopérateurs. La loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés commerciales, modifiée sur quelques points par la loi du 1^{er} août 1893, consacre aux coopératives, sous le titre de *Sociétés à capital variable* — cette variabilité du capital social, nécessité par les changements incessants qui se produisent dans le nombre des adhérents, étant de l'essence même du type coopératif — quelques dispositions de faveur. C'est ainsi que la loi de 1867 abaissait pour elles à 50 francs au lieu de 100 francs, chiffre de droit commun pour les sociétés commerciales ordinaires, le minimum de leurs actions. La loi de 1893, il est vrai, en fixant uniformément à 25 francs le minimum des actions dans toutes les sociétés, a fait disparaître l'exception, mais les sociétés coopératives ont, comme les autres, bénéficié de la nouvelle loi. Les dispositions non abrogées de la loi de 1867 consacrent, au profit des sociétés coopératives par actions, d'autres facilités. C'est ainsi qu'au lieu d'avoir à justifier, pour leur constitution régulière, du versement du quart du capital afférent à chaque action souscrite, il suffit qu'un membre quelconque de la société coopérative verse le dixième du capital social. Sept membres, un capital de 175 francs, et un versement de 17 fr. 50 suffisent pour constituer une coopérative anonyme. Un gérant et trois membres du conseil de surveillance, un capital de

100 francs et un versement de 10 francs sont nécessaires et suffisants pour la création d'une coopérative en commandite par actions. Quant aux sociétés coopératives par intérêt, la loi du 1^{er} décembre 1875 exempte leurs parts d'intérêt de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, pourvu que ces sociétés soient composées uniquement d'ouvriers et d'artisans. Enfin, toutes ces sociétés jouissent de la faveur de pouvoir, sans aucune formalité de publicité, abaisser leur capital social jusqu'à une certaine somme prévue par les statuts, mais qui ne peut être inférieure au dixième du capital initial.

Par contre, et c'est une restriction contre laquelle les coopérateurs ne cessent de protester, ce capital initial ne peut dépasser 200.000 francs, et ne peut s'accroître annuellement de plus de 200.000 francs. Les coopérateurs prétendent que cette restriction leur barre le chemin de la grande production. Dans un article du *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1891, consacré à la coopération au point de vue législatif, M. Hubert Valleroux réfute cette objection en faisant remarquer que les sociétés de consommation sont assez mal venues à se plaindre de cette clause, qui constitue plutôt, en leur faveur, une garantie contre la concurrence des spéculateurs qui pourraient être tentés de prendre cette forme commode; et, de fait, bien peu de coopératives de consommation commencent avec plus de 200.000 francs et sont en mesure de s'accroître annuellement de pareille somme. Les coopératives ne sont pas mieux fondées à solliciter le dégrèvement de la patente, immunité dont la jurisprudence actuelle gratifie les sociétés qui ne vendent qu'à leurs propres membres — sous prétexte qu'elles ne font pas acte de commerce — et qu'une proposition de loi de M. Georges Berry, déposée dans l'intérêt du petit commerce menacé par la concurrence coopérative, a pour but de faire disparaître. Or, cette faveur fiscale existe en Belgique, bien qu'au cours de la discussion de la loi organique, le Ministre de la Justice ait fait observer que

« le fait d'acheter pour revendre, même aux membres de la société, est un acte de commerce, il n'y a acte civil que si l'on répartit les objets achetés au prix coûtant ; » ce qui n'a pas lieu, un léger bénéfice étant réalisé sur le prix de vente, ne fût-ce que pour solder les frais d'administration. Justement indignés de ce privilège, les commerçants belges s'en vengent sur les ouvriers coopérateurs, dont ils connaissent les noms par les listes de sociétaires que les sociétés doivent déposer au greffe du Tribunal de commerce : ils les boycottent sans pitié. Aussi M. Hubert Valleroux peut-il affirmer que les coopératives auraient une situation plus ferme et prêteraient moins le flanc aux attaques de leurs ennemis en s'en tenant au droit commun et en acquittant la patente. Un grief beaucoup plus sérieux est celui qui concerne les frais extrêmement onéreux de la constitution de ces sociétés, qui doivent satisfaire aux mêmes conditions que les sociétés commerciales ordinaires : dépôt des statuts au greffe, publication dans un journal d'annonces légales, formalités dont, dès 1867, le coût était de 80 francs environ, et qui s'est élevé depuis lors, avec l'accroissement des droits de timbre et d'enregistrement, au point de dépasser parfois le quadruple du capital de la jeune société. Au cours d'une enquête faite en 1883 par le Ministère de l'Intérieur, les gérants des coopératives se plaignaient d'avoir eu à payer 400, 500, 2.000 francs même de frais, à raison surtout de l'intervention obligatoire du notaire pour constater la souscription intégrale du capital et le versement du dixième, formalité requise pour toutes les sociétés par actions. Mieux inspirées ont été les législations qui se sont départies de cette excessive fiscalité, comme la loi italienne : le Code de commerce de 1882 se contente, en effet, d'un acte notarié du coût de 5 francs, et de la publicité par la voie de la presse. C'est sur ce point que notre loi devrait être modifiée ; on pourrait également emprunter à la loi anglaise la disposition qui dispense les actions des coopératives de l'*income tax*, im-

munité réservée en France aux parts d'intérêts, sous certaines conditions.

Il serait d'ailleurs de toute nécessité que ces immunités fussent réservées aux coopératives de consommation qui, à l'instar de leurs congénères socialistes de Belgique, proscrivent l'alcool de leur commerce, tandis que malheureusement, chez nous, et particulièrement dans les grands centres ouvriers, elles se mettent à le vendre au petit verre !

c). Toutes les coopératives, il est vrai, n'ont pas suivi ce déplorable exemple, et très bien inspirées ont été celles qui se sont adjoint des restaurants de tempérance, où elles mettent à la disposition des ouvriers ne pouvant, pour un motif quelconque, prendre leurs repas à domicile, une alimentation saine et peu coûteuse, avec une quantité de vin suffisante, quoique limitée, mais sans qu'il soit possible à leurs hôtes de s'y faire servir des spiritueux. Si le nom de l'institution est défectueux dans son austérité tant soit peu rebutante — aussi M. le professeur Gide s'est contenté du nom de *Restaurant coopératif* pour l'institution de ce genre, dont sa généreuse initiative va doter la jeunesse universitaire du Quartier Latin — la chose est excellente ; et sous un autre nom, *Soupes populaires*, *Fourneaux économiques*, le restaurant à bon marché a été expérimenté avec succès. L'initiative officielle en a même été prise, de longue date, par l'Administration de la Marine, dans l'intérêt de son nombreux personnel ouvrier. Dans les ports militaires où j'ai eu l'occasion de voir fonctionner l'institution, l'autorité maritime provoque la création par des particuliers de fourneaux économiques, dont elle fournit le local et le matériel ; la dépense concernant le personnel est très réduite, puisqu'il se compose de religieuses de l'Hôpital maritime. A Rochefort et à Toulon, la sollicitude des organisateurs s'est exercée, non seulement à l'égard du personnel de l'Arsenal, mais encore de la population

civile : le fourneau économique, bien que situé en territoire maritime, est accessible aux personnes venant de l'extérieur, au moyen d'un guichet ouvert sur la ville. Ces établissements, où, pour quelques sous, on peut, à toute heure, se procurer du bouillon chaud, de la viande et des légumes de bonne qualité et en suffisante abondance, sont très populaires dans nos ports de guerre, où ils rendent de grands services. Ne serait-il pas possible de généraliser cette institution, au moyen d'une loi qui interviendrait pour obliger les villes d'un certain chiffre de population, et les centres ouvriers importants, dont la désignation serait faite par règlement d'administration publique, à justifier du fonctionnement dans leurs murs d'un ou plusieurs fourneaux économiques ou locaux similaires ? Les municipalités pourraient, à leur choix, en assumer elles-mêmes la gestion, ou — ce qui vaudrait mieux, pour éviter le gaspillage et les faux frais inhérents à toute entreprise officielle — subventionner des œuvres déjà existantes ou à créer. L'État se réserverait, d'ailleurs, d'encourager par des subventions particulières les entreprises extra-légales de même nature.

Ces institutions présentent, au point de vue anti-alcoolique, le double avantage de fournir à notre population ouvrière une alimentation saine et à bon marché, et surtout de permettre aux travailleurs célibataires ou venant de loin de prendre leurs repas dans un local autre que le cabaret, où ils sont forcément amenés à se rendre actuellement et où la tentation alcoolique s'exerce à leur égard avec une grande intensité. C'est à ce dernier point de vue qu'il convient d'approuver une autre institution maritime officielle intéressante. La Direction des constructions navales du port de Cherbourg a fait, non sans avoir à surmonter de vives résistances, édifier en 1888 des réfectoires confortables, munis de chaufferies à la vapeur, où les 3.500 ouvriers peuvent, en prenant le travail, déposer les aliments qu'ils apportent de chez eux et qu'ils retrouvent, à l'heure du repas, à la tempé-

rature convenable. Ne pourrait-on pas, tout au moins pour les travaux importants exécutés pour le compte des personnes publiques du droit administratif, inscrire dans le cahier des charges l'obligation pour les entrepreneurs de mettre à la disposition de leurs ouvriers des installations de ce genre, qui permettraient aux travailleurs d'apporter de chez eux leur nourriture — d'où économie pour eux — et de la consommer dans un asile autre que le cabaret ?

II

Mesures tendant à procurer à la population ouvrière des lieux de réunion autres que le cabaret.

I. — On peut espérer, nous l'avons vu, par l'amélioration des habitations ouvrières, détourner, dans une mesure, nos concitoyens peu fortunés du cabaret, actuellement « salon de l'ouvrier », dont le bien-être factice contraste si tristement avec le délabrement des logements actuels de la classe laborieuse. Mais, si les pères de famille peuvent ainsi être retenus chez eux par l'attrait de leur intérieur restauré, il n'en saurait être de même des célibataires ; en outre, bien des gens fréquentent le cabaret autant et plus pour y trouver de la société et de la distraction, que par dégoût de leur foyer domestique. Il convient donc de chercher à leur offrir des lieux de réunion où ils puissent trouver à satisfaire leur désir de sociabilité, sans être obligés de payer leur tribut à l'alcool. Les encouragements officiels prodigués aux sociétés de gymnastique, de tir, de musique, qui servent bien parfois de prétexte à des libations un peu trop copieuses, mais qui, d'une manière générale, présentent cet avantage de grouper et d'occuper leurs membres dans un local autre que le débit de boissons, ces encouragements officiels prodigués à ces institutions et autres similaires, peuvent être, jusqu'à un certain point,

considérés comme tendant indirectement à ce but. De même, indirectement, et dans une mesure, la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, et celle du 24 juillet 1867, dans ses dispositions relatives aux sociétés à capital variable, ont facilité la réalisation de cet idéal : le lieu de réunion sans alcool. Les syndicats professionnels, en effet, aussi bien que les coopératives, peuvent fonder des cercles, des bibliothèques, où leurs membres ont la faculté de se réunir à leurs heures de loisir, et trouvent ainsi la distraction et le confort sans l'empoisonnement. Bien que tel n'ait pas été le motif dominant du législateur et que ces cercles, ces bibliothèques, soient loin d'exister dans toutes les associations syndicales et coopératives, il convenait de ne point passer sous silence les dispositions législatives de nature à en favoriser le développement. Mais ces institutions ont forcément un champ d'action assez restreint ; l'action législative et administrative n'y a, d'ailleurs, qu'une place très effacée ; il convient d'examiner plus attentivement l'initiative officielle prise dans l'empire russe pour mettre à la disposition du peuple des divertissements sans alcool ; je veux parler des *curatelles de tempérance*.

II. — « L'administration, disent les documents officiels réunis et publiés à l'occasion du 7^e congrès anti-alcoolique, et auxquels j'ai déjà eu mainte occasion de puiser, l'administration saisissait parfaitement que l'ancien cabaret était le lieu principal de débauches et de violences ; mais, en même temps, il constituait un lieu de réunions où la population faisait un échange d'idées et discutait ses intérêts particuliers et communs. En détruisant le cabaret et son influence malsaine, l'administration reconnut l'utilité de la création d'une série d'établissements dans lesquels le peuple pourrait satisfaire à sa tendance naturelle de sociabilité. Dans ce but furent fondés des patronages (certains documents disent curatelles) de tempérance, destinés à retenir, d'une part

par des distractions raisonnables, de l'ivrognerie, et, d'autre part, à offrir un lieu où le peuple pourrait se réunir et passer le temps sans boire de l'alcool. Pour arriver à ce résultat, le patronage organise des spectacles, des lectures populaires, des auditions, ainsi que des bibliothèques, salles de lecture, etc. » Ces Comités ne se contentent pas, d'ailleurs, d'agir par voie directe, de créer des institutions de ce genre ; ils aident et subventionnent, en outre, les œuvres d'initiative privée tendant au même but. Des correspondances privées annexées à l'opuscule d'où je tire ces détails attestent les excellents résultats de cette mesure. M. Léveillé, de son côté, dans un intéressant article sur les *Sociétés de tempérance à l'Exposition* (journal *Le Signal*, 7 juillet 1900), consacre à ces curatelles de tempérance, qui cumulent avec cette mission sociale la surveillance du débit des spiritueux, des développements qui en montrent l'importance et l'activité. Il existe en Russie 45 comités dans les provinces et 7 dans les grandes villes, ayant à leur tête des fonctionnaires, auxquels sont adjoints 23.000 membres coopérateurs ; chacun de ces comités dispose d'une subvention officielle de 50.000 roubles, ou 130.000 francs. En juillet 1898, ces comités possédaient 747 salles de lecture et bibliothèques, 501 salles de concert et de conférences, 138 orchestres populaires ; ils avaient organisé 4.658 conférences, 602 représentations théâtrales, 445 grandes fêtes populaires, 438 concerts et soirées dansantes. « Que ces chiffres sont éloquents, conclut M. Léveillé, et comme l'on voudrait pouvoir en inscrire de pareils pour la France ! »

Or, nous avons, en France, à l'état sans doute embryonnaire, mais se développant de jour en jour, des groupements qui, généralisés et coordonnés par l'action directrice de l'État, seraient, ce me semble, tout désignés pour remplir la mission que poursuivent, en Russie, les curatelles de tempérance. Ce sont les Universités populaires dont le nom présente précisément cet avantage de ne pas

prononcer le mot de tempérance, et par là même de ne pas rebuter les ouvriers par un puritanisme outré. Par les salles de lecture qu'elles mettent à la disposition du public, par les cours du soir qu'elles instituent, les Universités populaires s'efforcent de procurer à la population ouvrière de nos cités les moyens de résister à la tentation du cabaret. Néanmoins, tout en rendant le plus sincère hommage au dévouement des fondateurs des Universités populaires, il convient peut-être d'adresser une légère critique à la manière dont elles entendent leur rôle. Elles cherchent un peu trop à catéchiser et à instruire, pas assez à distraire, de sorte qu'elles n'attirent pas beaucoup de personnes. Dans une lettre particulière que m'a fait l'honneur de m'écrire un des membres les plus jeunes, mais aussi les plus actifs du parti socialiste, dont j'ai cru intéressant de prendre l'avis, figure cette sage observation : « Je penche à croire qu'il faudra se garder de prêcher les ouvriers.... Amuser les ouvriers en famille, voilà l'un des moyens à employer. » Si, à côté de conférences sur des sujets abstraits de haute philosophie, de législation comparée ou de politique transcendante, le programme comprenait, comme en Russie, des auditions musicales et des lectures publiques de romans et de nouvelles, leur action s'étendrait sans nul doute sensiblement. C'est là une des principales raisons qui font désirer que l'État donne son concours et son patronage à l'œuvre des Universités populaires, en leur imposant, en même temps qu'une très large initiative leur resterait reconnue, quelques modifications à leurs programmes, de manière à les égayer. Leur reconnaissance officielle aurait cet avantage de favoriser leur diffusion et d'augmenter leurs ressources en bonnes volontés et en argent. Elles pourraient, en effet, recevoir des subventions, des dons et legs qui leur constitueraient un patrimoine au moyen duquel il leur serait possible de créer des bibliothèques, d'acheter des instruments de musique, appareils de projections, billards.... destinés

à attirer les ouvriers, et surtout de s'installer dans des locaux non officiels, car la population ouvrière répugne un peu à fréquenter les mairies ou les écoles mises, à l'heure actuelle, par les municipalités, à la disposition des Universités populaires. En outre, le patronage officiel lèverait les scrupules que peuvent ressentir à l'idée de s'associer à des œuvres dissidentes, en raison de leur qualité de fonctionnaires, beaucoup de membres de l'enseignement, destinés par leurs aptitudes professionnelles à former le principal contingent des Universités populaires; et de même les officiers, que les membres les plus éminents du récent Congrès de l'Éducation regrettaient de voir se tenir en dehors de l'œuvre sociale, pourraient être appelés à y prêter leur concours, en même temps que l'autorité militaire ne pourrait qu'encourager à la fréquentation de ces institutions, désormais préservées de toute propagande anti-disciplinaire, les hommes de troupe qu'il serait si urgent de détourner du cabaret.

Il serait donc à souhaiter de voir l'État français suivre les traces de l'Empire Russe, et consacrer officiellement la mission jusqu'ici bénévole, entreprise par les Universités populaires, de fournir à la population ouvrière des lieux de distraction sans alcool. On pourrait imiter l'organisation établie par la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché. Au Ministère de l'Instruction publique siégerait un conseil supérieur des Universités populaires, duquel dépendraient des comités locaux, composés, à côté d'universitaires, d'autres éléments destinés à atténuer le caractère doctrinal et pédagogique de l'entreprise. Ces comités, investis de la personnalité morale, seraient aptes à recevoir des subventions, à recueillir des dons et des legs. Ils organiseraient, là où le besoin s'en ferait sentir, des Universités populaires, dont ils contrôlèrent les programmes; ils viendraient en aide aux œuvres privées de même nature. Une semblable organisation permettrait, je crois, de donner une active impulsion à cette œuvre d'utilité sociale et anti-

alcoolique, et de doter la France d'un système dont les résultats, en Russie, apparaissent comme très satisfaisants.

III. — Les curatelles de tempérance instituées en Russie ne se sont pas bornées à organiser pour le peuple des salles de lecture, des bibliothèques, des représentations ou auditions musicales, des conférences. Partant de ce principe que les habitudes ont une force pour ainsi dire incoercible, et que le lieu de réunion populaire par excellence, c'est le débit de boissons, elles se sont appliquées à transformer cet établissement de manière à le rendre inoffensif. Un prélat suisse, M^{gr} Egger, évêque de Saint-Gall, l'a dit dans son ouvrage, *L'Auberge, sa décadence et sa réforme* : « Le jour où l'on consommerait à l'auberge du thé, du sirop ou du lait, au lieu d'y boire de l'eau-de-vie ou de l'absinthe, elle cesserait d'être un danger social. » Les curatelles russes de tempérance ont donc créé des *débîts de thé*, dont un spécimen, figurant à l'Exposition universelle, a fait l'objet d'une intéressante description de M. Léveillé (article précité). « Aux murs, vis-à-vis la porte d'entrée, les saintes icônes, les portraits du czar et de la czarine ; sur une table, quelques journaux, puis, dans une bibliothèque, un certain nombre de livres religieux ou moraux. Dans un coin, un comptoir, sur lequel apparaît, non pas, comme en France, une nuée de bouteilles multicolores ; mais simplement un grand samovar, toujours prêt à distribuer, moyennant un prix infime, une boisson chaude et réconfortante, à ceux qui pénètrent dans ce lieu d'où le bruit et la dispute sont bannis. » En juillet 1898, il existait en Russie 1.713 établissements de ce genre, tandis que le dernier *Annuaire de la Croix-Bleue* (1897) accusait pour la France seulement dix « cafés de tempérance », c'est le nom générique de ces débîts d'où sont bannies toutes les boissons alcooliques, même fermentées. Il y faut joindre, dans certains de nos ports de guerre ou de commerce, six

« Maisons du marin » qui s'inspirent du même principe ou d'un principe voisin (tolérance de la livraison aux consommateurs des boissons fermentées, mais en quantité limitée), et quelques créations récentes, comme le café de tempérance de l'Union française anti-alcoolique, 43, rue Saint-Bernard, à Paris, fondé au printemps de 1900, un établissement du même genre fondé vers la même époque à Nîmes, par M. le pasteur Trial, et la *Solidarité de Rouen*, vaste entreprise due à la générosité d'un philanthrope protestant, M. Gaston de Visme, qui y a consacré la somme de 150.000 francs, et à l'activité dévouée de M. le pasteur Wilfred Monod. Quelque incomplète que soit évidemment cette liste, elle suffit à montrer le faible essor pris par cette œuvre dans notre pays, tandis qu'elle a prospéré à l'étranger, notamment en Suède, Norvège, Allemagne, Amérique, Australie, et en Angleterre, où, depuis 1873, époque à laquelle, sur le refus des cabaretiers de Bristol de fournir du thé et du café aux ouvriers terrassiers employés à la construction d'un chemin de fer, un abstinent philanthrope fit élever à ses frais une baraque pour la vente des boissons non alcooliques, le nombre des *Coffee-taverns* du Royaume-Uni dépasse 7.000, possédant ensemble un capital de plus de 50 millions et occupant près de soixante mille employés. Enfin, à nos portes, la Suisse ne compte pas moins de 455 établissements de ce genre, dont la création a d'ailleurs été encouragée, dans certains cantons, par des faveurs fiscales, comme des dégrèvements de patente.

Que l'on introduise en France le principe de cette immunité, rien de mieux, pourvu toutefois que l'on en fasse également bénéficier les débits qui, outre la vente des boissons aromatiques non alcooliques, pratiqueraient celle des boissons fermentées, à l'exclusion des spiritueux. Ces établissements, pour ainsi dire inconnus en France, existent à l'étranger, où les législations russe, suédoise, belge, suisse, notamment, leur consacrent un régime de faveur par rapport aux débits de

spiritueux. Ces établissements constitueraient, à mon avis, chez nous, le véritable café de tempérance, en ce sens qu'ils seraient seuls capables de détourner l'ouvrier du cabaret proprement dit, de celui où il s'empoisonne de petits verres et d'apéritifs. Je n'ai pas besoin de m'appesantir sur le ridicule qui s'attache, chez nous, à la dénomination de « Café de tempérance » ; sur la répugnance de l'homme du peuple pour la fréquentation de ces institutions bourgeoises, où l'on risque de rencontrer des prêcheurs maussades et ennuyeux, qui parlent sans cesse de devoir et de morale, et où l'on n'est pas chez soi, à son aise, comme chez le cabaretier, pour dire de grosses plaisanteries et s'amuser entre amis, suivant son goût ; sur la nécessité, enfin, si bien comprise par les sociétés de Gothenbourg, de susciter aux artifices employés par les cabaretiers pour attirer et retenir la clientèle, la concurrence, seule active et ingénieuse, de l'intérêt privé, nécessité qui condamne, dans un pays comme le nôtre et dans l'état actuel des choses, toute tentative qui ne ferait pas agir ce puissant ressort. Or, précisément, l'intérêt privé peut trouver, en France, son compte au débit des boissons hygiéniques, il ne saurait le trouver à la vente des liquides aromatiques. Que le thé, en particulier, ait fait des miracles dans les pays slaves, anglo-saxons et scandinaves — je ne parlerai pas de la Suisse, où il paraît bien résulter d'un article de la *Kölnische Volkszeitung* du 3 octobre 1900, que les cafés de tempérance sont fréquentés surtout par les touristes anglais, plutôt que par l'élément indigène — rien d'étonnant à cela, car le thé est la boisson usuelle et pour ainsi dire nationale de ces pays, et l'on n'a fait que les ramener à des habitudes ataviques. Mais, chez nous, la boisson nationale, ancestrale, c'est le vin, et le thé n'y saurait trouver le même succès. Je suis à même de citer, au sujet des cafés de tempérance, un exemple d'autant plus frappant qu'il se produit à nos portes, et dans une grande ville

hier encore française. Il existe, à Strasbourg, deux cafés de tempérance créés par la « Croix-Bleue », dont la principale clientèle se compose de la jeunesse élégante de la ville qui y va, par dilettantisme, boire, à peu de frais, d'excellent café ou de très bon thé : les ouvriers, pour qui l'institution était faite, n'y vont que peu, et dans tous les cas — à ce que m'affirmait un jeune médecin de la banlieue industrielle de la capitale alsacienne — ceux qui y vont n'en prennent, ni un verre de vin, ni un litre de bière de moins. Car le vin et la bière sont encore aujourd'hui la principale consommation de cabaret de cet heureux pays, et l'on peut affirmer que, si malheureusement ils n'ont pu empêcher le petit verre, ils ont au moins barré la route à l'apéritif qui, dans le peuple, est totalement inconnu.

Pousser à la consommation du vin, disent les abstinents intransigeants, c'est faire une œuvre mauvaise, car les boissons fermentées conduisent à l'alcoolisme aussi sûrement que les spiritueux. Mais le thé, le café, dont on veut nous abreuver, sont-ils donc absolument inoffensifs ? « Qu'on se demande, écrit M. Charles Dupuy dans son article précité, ce qui surviendrait, si on nous injectait une tasse de thé ou de café ? » puisque c'est ainsi qu'ont été faites les expériences sur la toxicité de l'alcool. Ils contiennent des principes toxiques analogues à l'alcool, si bien que les médecins, dans les maladies où ils croient devoir prescrire l'abstinence totale des boissons alcooliques, condamnent également le thé et le café, qui sont des excitants. Mais encore, M. le docteur Lannelongue l'a dit avec raison : l'alcool est un poison, et par là même aussi, il est un médicament. Au-dessus d'une certaine dose, poison ; au-dessous, médicament. Et ne se pourrait-il pas précisément qu'à l'état de dilution auquel le présentent les boissons dites hygiéniques, il agisse comme médicament bienfaisant ? C'est ce que tendrait à faire croire une statistique dressée par l'*Indian medical record* et reproduite dans le journal

Le Temps, 18 septembre 1900. On a examiné, et classé au point de vue de la mortalité, 4.234 sujets, divisés en cinq catégories ainsi qu'il suit :

	DURÉE MOYENNE DE VIE			
1° Abstinents totaux ou buveurs d'eau.	50	ans	22	centièmes d'année.
2° Tempérés.....	62	—	13	—
3° Buveurs modérés.....	59	—	67	—
4° Gros buveurs.....	57	—	59	—
5° Ivrognes.....	52	—	3	—

« Ainsi, conclut l'article, la mortalité s'élève au maximum chez les buveurs d'eau, et cette statistique correspond à la côte occidentale d'Afrique, c'est-à-dire à un pays chaud, où l'usage de l'alcool passait pour particulièrement dangereux. » Sans même aller aussi loin, n'est-on pas en droit d'affirmer qu'à dose égale *in globo* d'alcool à 100 degrés, les boissons fermentées, pour n'être pas bienfaisantes, sont cependant beaucoup moins toxiques que les spiritueux, pour la double raison qu'elles ne sont pas caustiques, et que l'élimination spontanée empêche leur localisation et leur action prolongée sur les tissus. Dans le numéro spécial du *Temps* (août 1896), M. Alglave présente cette judicieuse observation : « On peut boire dans le vin, sans en éprouver d'accident, une quantité d'alcool absolu qu'il est absolument impossible de supporter dans les eaux-de-vie... Il ne manque pas de Bourguignons buvant à l'occasion trois litres de vin par jour. Ces trois litres de vin contiennent quatre dixièmes de litre d'alcool absolu, juste la même quantité qu'il y a dans un litre d'eau-de-vie. Or, tout le monde sait qu'on ne peut pas boire impunément un litre d'eau-de-vie par jour. » Rappelons-nous, d'ailleurs, la Suède, dont la consommation de bière passant de 18 litres par tête en 1870 à 48 litres en 1896, pendant que celle de l'eau-de-vie baissait de 10 litres 3 à 7 litres 2 à 50 degrés, n'a pas empêché les cas d'alcoolisme de diminuer, durant la même période, de plus de moitié. Exemple plus frappant encore : la Belgique et l'Italie consomment, tant en boissons

fermentées qu'en eau-de-vie, à peu près la même quantité d'alcool, 25 litres 50 à 40 degrés pour l'Italie, 25 litres 20 pour la Belgique. Or, ce dernier pays consomme, sur ce total, 15 litres d'eau-de-vie à 40 degrés; l'Italie, environ 2 litres: et l'Italie ignore l'alcoolisme, alors que la Belgique en souffre cruellement.

En admettant donc même que la consommation du vin soit un mal en soi, de deux maux, il faut choisir le moindre, et mieux vaut faire la part du feu, en prônant l'usage du vin, que de se heurter à une impossibilité en tâchant de faire de nos ouvriers des buveurs de thé. Empruntons donc sans appréhension à nos voisins ces débits de vin et de bière, ces *Weinstuben* et *Bierhallen* d'outre-Rhin, où l'on peut, sans avoir à craindre le ridicule, et sans s'intoxiquer, offrir ou accepter une tournée, heureux même si, en restituant à nos vins de France la faveur dont ils ont été si longtemps déchus au bénéfice du vulnérable et de l'absinthe, nous voyons augmenter l'ivresse publique. Que ne donnerait-on, en effet, pour que fût encore vraie, de nos jours, cette phrase du rapport publié à l'occasion de l'attribution par l'Académie française du prix Montyon au savant suédois Magnus Huss, en 1852 : « La France compte beaucoup d'ivrognes; on n'y rencontre heureusement pas d'alcooliques. » Il convient donc d'approuver la disposition du décret du 16 juin 1898, relatif aux licences municipales instituées par la loi du 25 décembre 1897, disposition qui établit pour le droit fixe de cette taxe un maximum deux fois plus élevé, relativement aux cabarets ordinaires, qu'à l'égard des débits consacrés exclusivement à la vente des boissons hygiéniques. Cette mesure bienveillante devrait être généralisée et, notamment, en même temps qu'on ferait subir aux licences des cabarets ordinaires une énorme majoration, il serait bon de maintenir au modique taux actuel celle des débits de boissons hygiéniques. Mais il faudrait en même temps tirer profit des expériences étrangères : les

débîts de bière, en Belgique, dissimulent trop souvent des cabarets clandestins. Un contrôle sévère et des pénalités rigoureuses seraient nécessaires pour y obvier; d'autre part, il faudrait aussi exercer une active surveillance sur la qualité de ces boissons hygiéniques, afin de préserver la santé du consommateur contre de nuisibles sophistications et d'assurer au vin légitime la protection que réclame sans relâche la viticulture française. On pourrait alors, mais alors seulement, escompter les effets bienfaisants d'un dégrèvement des boissons hygiéniques. Peut-être n'est-il pas inutile d'ajouter, en terminant sur ce point, que par l'institution de ce régime de faveur, au profit des établissements consacrés exclusivement au débit des boissons hygiéniques, on aurait chance de désarmer, dans une très large mesure, les principales critiques dirigées contre le système des hautes licences préconisé plus haut (première partie, chapitre II, 2^e section). Tout vestige de spoliation antidémocratique s'évanouit en effet dès lors que les cabarets qui ne pourraient pas supporter le faix de la licence surélevée imposée aux débîts de spiritueux ne seraient pas fatalement condamnés à mort, mais pourraient continuer à subsister et à fonctionner, avec la licence actuelle, à la condition de se transformer en débîts de boissons hygiéniques, en cafés de tempérance *lato sensu*, pour le plus grand bien de la cause anti-alcoolique.

Quelque indirecte, quelque secondaire, je le répète, que puisse être sur ces divers points, l'action officielle, elle ne saurait cependant être inutile. Un logement agréable et salubre, des lieux de réunion où la distraction soit possible sans intoxication, sont pour le cabaret des concurrents sérieux, en même temps qu'une alimentation fortifiante lui porte un nouveau coup en atténuant l'impérieux besoin de recourir aux forces factices et passagères que donne l'alcool. Les dispositions législatives qui, dans quelque mesure que ce soit, favorisent

la réalisation de ce programme, ont donc leur place marquée dans la lutte anti-alcoolique et complètent utilement l'action directe exercée sur la population dans le but de la détourner du cabaret.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette étude sur le rôle des pouvoirs publics dans la lutte contre le cabaret, je ne saurais me dissimuler que si certaines des mesures que j'ai passées en revue ne soulèvent guère d'objections pratiques, parce qu'elles se réclament plutôt de la philanthropie et de la solidarité sociale que de l'anti-alcoolisme, il en est d'autres, au contraire, qui, par les lésions directes dont elles menacent les intérêts particuliers, se heurtent à de vives résistances. « Ah ! certes, dit M. Bourcart, la lutte contre l'alcoolisme n'est pas un jeu. On aura plus vite fait de décréter l'impôt progressif que d'introduire une réforme de ce genre. Il faudrait n'avoir jamais frôlé les affaires publiques, pour ignorer l'acharnement des intérêts menacés, leur prodigieuse habileté à se masquer derrière les principes. On en appellera, je me trompe, on en a appelé, comme en Angleterre au XVIII^e siècle, à l'inviolabilité du domicile, à la liberté individuelle et à la propriété. Peut-être, comme alors, criera-t-on à l'iniquité de priver le pauvre de sa goutte, alors que le riche conservera la faculté de se procurer des *gallons*, à la barbarie d'ôter leur gagne-pain à d'humbles familles qui vivent de la distillation et de la vente des liqueurs, et qui, suivant l'observation ironique de M. Richardson, prennent tant de soin de rendre un homme ivre-mort pour la modique somme de deux pence. Et les cabarettiers continueront à soulever l'indignation des ouvriers contre les patrons qui les exploitent ! »

Je ne veux cependant pas terminer sur une conclusion

aussi décourageante, et qui serait d'ailleurs contraire à ma conviction personnelle. Le magnifique essor pris dans ces derniers temps par l'idée anti-alcoolique, nous autorise, je crois, à regarder vers l'avenir avec confiance. Dans un éloquent discours prononcé le 26 novembre 1899 par M. l'Inspecteur général Cheysson (*Bulletin de la société française de tempérance*, n° de novembre 1899), l'éminent président de la Ligue nationale contre l'alcoolisme énumère les symptômes heureux qui permettent d'espérer le succès de l'œuvre anti-alcoolique. Je me bornerai à citer — et je ne pourrais trouver conclusion meilleure à cette étude — parmi ces symptômes de favorable augure, le plus important : « Voici, dit M. Cheysson, qu'il nous arrive de précieux auxiliaires, sur lesquels nous n'osions pas compter, et qui peuvent nous apporter un appoint décisif : je veux parler des socialistes, du parti ouvrier.... 'En France, le Congrès de Rennes, en octobre 1898, a posé la question.... et il combat l'alcoolisme « qui est le plus sûr agent de la bourgeoisie capitaliste, en ce qu'il atrophie la conscience et réduit la force de résistance du prolétariat. » M. Rouanet demande aux socialistes « de poursuivre résolument la campagne contre l'alcoolisme, qui détruit la vigueur et l'intellectualité ouvrières. » M. Millerand, plus explicite encore, déclare que « le devoir, comme l'intérêt de son parti, est de tout faire pour arracher à l'abrutissement alcoolique les masses laborieuses » et il espère que, « avant peu, la France aura sa *Ligue socialiste anti-alcoolique*. » L'action est donc vivement entamée de ce côté. « Il est probable, continue M. Cheysson, qu'elle voudra rester distincte de la nôtre; mais, au fond, de quelque côté que viennent les coups portés à l'alcoolisme, ils seront les bienvenus. Le monstre est assez redoutable pour qu'on doive accueillir volontiers tous les alliés qui lui courent sus. Or, les socialistes apportent, pour l'attaquer, une ardeur et des armes qui peuvent singulièrement aider nos propres efforts. Ils sont accoutumés à parler au

peuple. Ils ont le secret de le convaincre plus sûrement que nous-mêmes. C'est là une force qui, sur le terrain particulier où nous sommes placés, peut rendre de grands services et produire d'excellents résultats, comme elle en rend déjà à une autre cause, également épousée par le même parti et où il rencontre des personnes avec lesquelles il n'a pas l'habitude de collaborer : le repos hebdomadaire à assurer à l'ouvrier dans l'intérêt de sa famille, de sa santé et de sa dignité morale. Le branle est donné, conclut M. Cheysson, le pays commence à s'émouvoir et à marcher; la forteresse du cabaret est assaillie de tous côtés, même par ceux que l'on avait calomniés en les considérant à tort comme ses défenseurs attitrés. On peut donc prendre courage et caresser l'espérance qu'après avoir longtemps descendu la pente, nous allons, enfin, la remonter. »

VU :

H. TRUCHY.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 9 novembre 1900.

*Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,*

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE PRÉLIMINAIRE. — L'alcool, l'alcoolisme et le cabaret	5
CHAPITRE PREMIER. — La consommation de l'alcool en France	8
CHAPITRE II. — L'alcoolisme et ses conséquences.....	26
CHAPITRE III. — La lutte officielle contre l'alcoolisme. Nécessité d'agir contre le cabaret.....	48
PREMIÈRE PARTIE. — Mesures objectives.....	81
CHAPITRE PREMIER. — Suppression du cabaret.....	82
Première section. — La suppression radicale du cabaret; la « Local option ».....	83
Deuxième section. — Le système de Gothembourg; consommation sur place à un seul verre.....	94
Troisième section. — Le système russe; proscription de la consommation sur place.....	112
CHAPITRE II. — Réduction du nombre des cabarets.....	137
Première section. — Réduction par voie administrative	142
Deuxième section. — Réduction par voie fiscale.....	174
CHAPITRE III. — Restriction intrinsèque de la liberté du fonctionnement des cabarets.....	196
DEUXIÈME PARTIE. — Mesures subjectives.....	233
CHAPITRE PREMIER. — L'action subjective directe.....	235
Première section. — Mesures contre l'ignorance et les préjugés.....	237
Deuxième section. — Mesures contre l'habitude nasante.....	252
Troisième section. — Mesures contre l'habitude acquise	275
CHAPITRE II. — L'action subjective indirecte.....	306
CONCLUSION.....	337

